



VILLE DE MELUN

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2019.01.6.6

Le lundi 28 janvier 2019 à 19h30, le Conseil Municipal, dûment convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville de MELUN, sous la présidence de Monsieur Louis Vogel, le Maire.

Date de la Convocation

21/01/19

PRESENTS :

Monsieur Louis Vogel, **Maire**

Date de l’Affichage

21/01/19

Monsieur Gérard Millet, Madame Marie-Hélène Grange, Monsieur Kadir Mebarek, Madame Patricia Astruc-Gavalda, Madame Renée Wojeik, Monsieur Romaric Moyon, Madame Brigitte Tixier, Monsieur Jean-Pierre Rodriguez, Madame Ségolène Durand, Monsieur Anthony Lemond, **Adjoints**

**Nombre de
Conseillers**

Monsieur Jean-Claude Coulleau, Madame Josette Chabane, Monsieur Gérard Pillet, Madame Marie-Rose Ravier, Madame Amélia Ferreira De Carvalho, Monsieur Henri Mellier, Madame Andrianasolo Rakotomanana, Madame Jocelyne Langmann, Madame Chrystelle Marosz, Madame Valérie Vernin,

En exercice : 39

Monsieur Claude Bourquard, Monsieur Thierry Brisson, Monsieur Baytir Thiaw, Monsieur François Kalfon, Madame Bénédicte Monville De Cecco, Madame Djamila Smaali Paille, Madame Farida Atigui, Monsieur Thomas Guyard,
Conseillers Municipaux

Présents : 29

Représentés : 8

ABSENTS EXCUSES :

Absents : 2

Madame Jennifer Milbine

ABSENTS NON EXCUSES :

Madame Marine Gaignard

REPRESENTES :

Monsieur Noël Boursin a donné pouvoir à Monsieur Louis Vogel, Monsieur Xavier Luciani a donné pouvoir à Madame Marie-Rose Ravier, Madame Catherine Stentelaire a donné pouvoir à Monsieur Henri Mellier, Monsieur Mourad Salah a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre Rodriguez, Monsieur Mohammed Hadbi a donné pouvoir à Madame Brigitte Tixier, Monsieur Mohamed Mokeddem a donné pouvoir à Monsieur Kadir Mebarek, Madame Alexandra Duverne a donné pouvoir à Madame Renée Wojeik, Monsieur Christian Clause a donné pouvoir à Monsieur Jean-Claude Coulleau

SECRETAIRE : Madame Chrystelle MAROSZ

._._._

**OBJET : RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES
2019**

Le Conseil Municipal

VU l'article L 1111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L 2121-29, 1^{er} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Loi « Administration Territoriale de la République » n° 92.125 du 6 février 1992 et notamment son article 11 ;

VU la Loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi « NOTRe » et notamment son article 107 ;

VU la nomenclature M14 ;

CONSIDÉRANT que les documents remis aux Conseillers Municipaux et examinés préalablement en Commission des Finances en date du 16 janvier 2019 ont permis la tenue du débat sur tous les aspects conjoncturels et structurels des finances communales ;

Après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires préalable à l'examen et au vote du Budget Primitif 2019, conformément aux délais et aux conditions imposés par la Loi.

VOTE le Rapport d'Orientations Budgétaires préalable à l'examen et au vote du Budget Primitif 2019.

Adopté à l'unanimité.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-217702885-20190128-136315-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/01/19
Publication : 29/01/19

Signé par le Maire,
Président de la Communauté d'Agglomération
Melun Val de Seine,
Monsieur Louis Vogel





RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

Le rapport d'orientations budgétaires permet d'exposer les grandes orientations des finances de la collectivité. Chaque année, dans les deux mois précédant le vote du budget, un débat sur les orientations budgétaires de la ville est inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal.

La loi NOTRe, promulguée le 7 août 2015, a modifié les modalités de présentation. Il est ainsi spécifié, à l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales :

« Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par délibération spécifique. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ».

La présentation de ce rapport par l'exécutif donne lieu à débat, dont il est pris acte par une délibération spécifique. Ces informations font l'objet d'une publication.

1. Quel contexte économique et social ?	3
1.A. L'essoufflement de la croissance mondiale	3
1.B. Le ralentissement de la croissance en zone Euro	4
1.C. Une économie française au ralenti.....	5
2. Quel contexte national ?.....	7
2.A. La trajectoire fixée par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022	7
2.B. Une Loi de Finances 2019 sous le signe de la continuité pour les collectivités territoriales	9
3. Les éléments du débat	17
3.A. Les priorités de la Ville de Melun	17
3.B. Eléments d'analyse financière rétrospective de la ville de Melun (sous réserve des derniers traitements de fin d'année) au 09 01 2019 (annexe a et b).....	19
3.C. Section de fonctionnement.....	21
3.C.1. Les recettes.....	21
3.C.2. Les dépenses.....	25
3.D. Section d'investissement	30
3.D.1. Dette	30
3.D.2. Dépenses d'investissement	31
3.D.3. Recettes d'investissement	34
3.E. Budget annexe eau.....	36

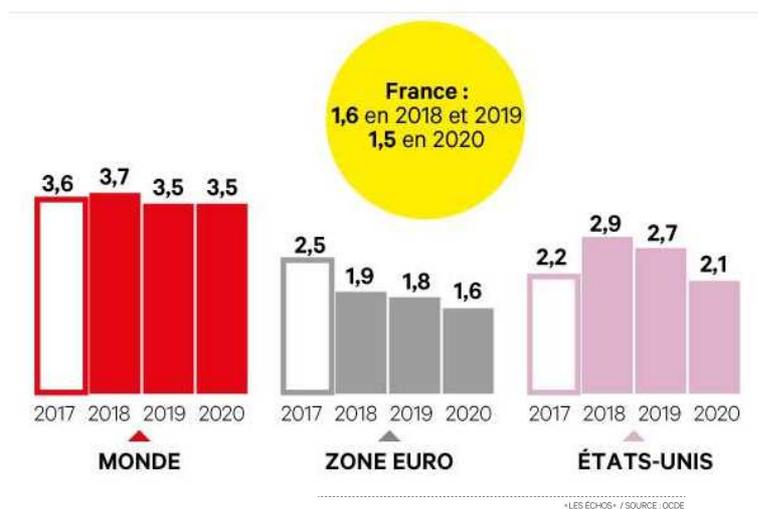
1. Quel contexte économique et social ?

Le rapport d'orientations budgétaires 2019 s'inscrit dans **un contexte de ralentissement économique international et d'incertitudes au niveau national** avec des revendications fortes des « gilets jaunes ».

1.A. L'essoufflement de la croissance mondiale

Les organismes de prévisions économiques affichent un recul de la croissance économique par la conjugaison de plusieurs facteurs : un manque d'investissements, une hausse des cours du pétrole, un risque de guerre commerciale, des incertitudes géopolitiques et une hausse des taux d'intérêt.

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) affiche une décélération de la croissance mondiale à 3,5 % l'an prochain contre 3,7 % cette année. Pour les seuls pays riches de l'organisation, la hausse de leur PIB passera même de 2,4 % en 2018 à moins de 2 % en 2020.



La zone euro, créditée de 1,9 % cette année voit sa performance abaissée à 1,6 % en 2020 alors que la France devrait voir une augmentation de son PIB se maintenir à 1,6 % l'an prochain avant une légère décélération à 1,5 % en 2020. Elle rejoint son homologue allemande (1,6 % en 2019 et 1,4 % en 2020).

Cette situation pourrait se dégrader au vu de l'accentuation des tensions commerciales entre les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne. La croissance mondiale pourrait être amputée de près d'un point de pourcentage, et passer en dessous des 3%, si la guerre commerciale s'étend et s'intensifie. La menace protectionniste de Donald Trump, depuis son élection, à la fin de 2016, a commencé à se traduire dans les faits avec des taxes douanières imposées sur une série de produits (acier, panneaux solaires, lave-linge, etc.) et, notamment 250 milliards de dollars (218 milliards d'euros) de biens chinois importés, qui ont eu pour conséquence une réplique des pays visés et une limitation des échanges.

Par ailleurs, le resserrement progressif des politiques monétaires, aux Etats-Unis en particulier, et la hausse consécutive des taux d'intérêt pourraient accentuer les retraits de capitaux des pays émergents.

A cela pourrait s'ajouter un ralentissement plus important que prévu de l'économie chinoise qui pourrait avoir des conséquences collatérales et se transmettre aux pays émergents ainsi qu'aux pays riches.

Enfin, l'investissement progresserait faiblement, seulement 3% contre 4% en 2017 et 2018, ce qui a pour conséquence de limiter la croissance des salaires et in fine la demande des consommateurs.

Selon le FMI, le malaise des populations est le plus grand défi auquel feront face les pays avancés à moyen terme à cause d'un ascenseur social en panne et le sentiment d'une inadéquation des réformes face aux changements structurels de l'économie.

1.B. Le ralentissement de la croissance en zone Euro

Pour les pays de la zone euro, les perspectives économiques s'assombrissent à quelques mois des élections européennes. Après une croissance record en 2017, au plus haut depuis dix ans et un premier semestre toujours dynamique, l'activité a ralenti au troisième trimestre puisque la zone monétaire a enregistré sa plus faible croissance depuis plus de deux ans au mois d'octobre 2018.

L'incapacité de l'union à réduire les déséquilibres macroéconomiques entre les pays pourrait encore menacer **l'avenir politique et économique** du Vieux Continent déjà affaibli par la montée des populismes et des divisions toujours plus visibles. Lors de la réunion de l'Eurogroupe qui s'est tenue à Bruxelles le 5 novembre, les ministres des finances de la zone euro ont demandé à l'Italie de modifier son projet de budget en 2019 alors que Rome a campé sur ses positions. L'activité a stagné en Italie où un gouvernement populiste s'est installé au mois de juin avec la promesse de relancer l'économie et la création d'emplois par la hausse des dépenses publiques. En annonçant des mesures de relance et des baisses d'impôt importantes dans leur programme économique, la coalition eurosceptique a réveillé les craintes chez les investisseurs.

Après l'embellie de 2017, l'activité tourne au ralenti dans tous les secteurs et est freinée dans l'industrie manufacturière. **La montée des prix du pétrole** a accentué encore la pression notamment sur les coûts de production particulièrement sensibles à la volatilité des prix de l'énergie.

Les tensions géopolitiques et commerciales affectent la confiance des investisseurs et des entrepreneurs. La multiplication des barrières tarifaires à l'échelle de la planète, en particulier entre la Chine et les Etats-Unis bouscule l'ordre économique mondial.

En ce qui concerne **l'Allemagne**, les économistes pointent une possible stagnation de la croissance au troisième trimestre après une accélération à 0,5 % au deuxième. Le recul du PIB serait dû aux nouvelles normes d'évaluation des émissions polluantes, qui ont retardé la production automobile allemande.

Ces différents facteurs influent la croissance de la zone Euro.

1.C. Une économie française au ralenti

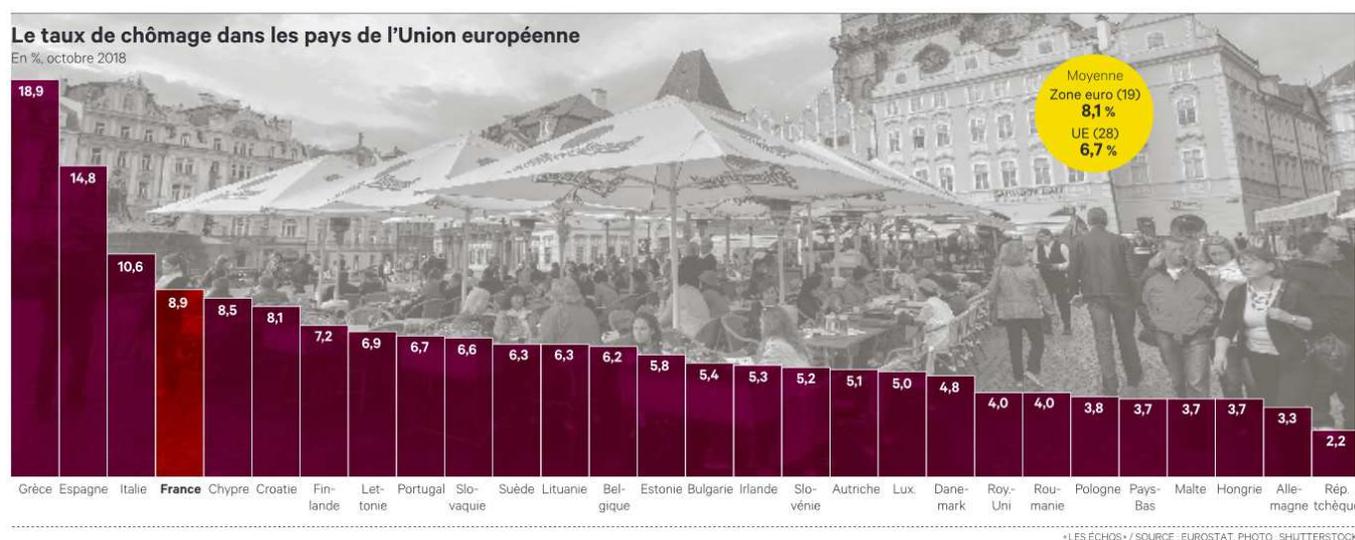
- une croissance française estimée à 1,6% en 2019 selon l'OCDE

Après six mois de croissance atone, l'économie française a retrouvé des couleurs au troisième trimestre, portée notamment par la hausse des exportations et le rebond de la consommation. Selon l'Insee, la croissance a atteint 0,4% en France au troisième trimestre alors qu'elle avait plafonné à 0,2% aux deux trimestres précédents. Il s'avère toutefois insuffisant pour permettre à notre économie de renouer avec le rythme de croissance atteint l'an dernier, à savoir 2,2%. Les hausses de la fiscalité indirecte (augmentation des prix de l'énergie et du tabac) et directe (de la CSG pour les retraités) ont pesé sur le pouvoir d'achat, tandis que les baisses de la fiscalité sur le capital financier et les réformes du droit du travail n'ont guère incité les entreprises à investir dans le pays.

- 2,538 millions de chômeurs (catégorie A)

En octobre 2018, le taux de chômage s'établit à 8,9% de la population active en France métropolitaine.

Le taux de chômage en Seine et Marne est de l'ordre de 7,3 % au 2^{ème} trimestre 2018.



La France est légèrement au-dessus de la moyenne des pays de la Zone Euro, qui se situe à 8,1%

- le déficit commercial de la France en réduction

Le déficit commercial de la France s'est réduit en octobre de 1,4 milliard d'euros pour tomber à 4,1 milliards d'euros, en raison d'exportations dans les industries aéronautique et nautique.

Les conséquences économiques des manifestations des « gilets jaunes » pour le secteur du commerce commencent à être chiffrées avec un recul moyen de 25 % sur un an et 43.000 personnes en chômage partiel, selon la secrétaire d'Etat à l'économie.

- la dette publique de la France

Au deuxième trimestre 2018, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 299,8 Md€, soit 99% du PIB selon l'INSEE, dont celles des administrations publiques locales (199,4 milliards, en

retrait de 0,7 milliard). La dette de l'État a, à elle seule, progressé de 19,5 milliards d'euros sur le deuxième trimestre pour s'élever à 1828,4 milliards au 30 juin.

- un taux de prélèvement obligatoire à 44,2% du PIB en 2019 soit 1 070 Mds d'€

Le taux des prélèvements obligatoires qui regroupe l'ensemble des impôts, taxes et cotisations payés par les contribuables et les entreprises serait en baisse par rapport à 2017 mais en augmentation en valeur. Concernant 2018 et 2019, les prélèvements obligatoires devraient peser moins lourd dans la balance par rapport au produit intérieur brut. Pour 2018, ils devraient se limiter à 45% du PIB puisque l'ensemble des mesures législatives doivent contribuer à faire baisser les prélèvements obligatoires d'environ 10,4 milliards d'euros soit environ 0,4 point de PIB. Ces mesures législatives concernent le remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par un impôt sur la fortune immobilière (IFI), l'instauration d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital (PFU), la première étape de la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages et la baisse du taux de l'IS.

- le déficit public revu à 3,4 % du PIB en 2019

Malgré une conjoncture favorable, la situation des finances publiques françaises reste atypique, avec un déficit public de 2,5 % au 2e trimestre 2018, contre 0,3 % dans l'Union européenne et 0,1 % dans la Zone euro.

Afin de financer les mesures annoncées pour apaiser la contestation des Gilets jaunes, estimées à dix milliards d'euros au total, le déficit sera plus élevé que prévu en 2019. Le gouvernement assure qu'il s'agit d'un pic conjoncturel et qu'il n'y a pas de remise en cause de la trajectoire structurelle.

En prévoyant initialement un déficit public en amélioration continue d'ici 2022, **l'État associe les collectivités dans le redressement des comptes grâce à une maîtrise inédite de la dépense locale.**

Pour parvenir à cet excédent, le gouvernement mise sur deux hypothèses volontaristes:

- un **rebond maîtrisé des dépenses d'investissement** en vue des prochaines élections locales
- un **processus de contractualisation collectivités-État** efficace pour piloter les dépenses réelles de fonctionnement des collectivités

Cette réduction du déficit doit s'inscrire dans le pacte de stabilité et de croissance Européen qui vise à faire en sorte que les pays de l'Union européenne préservent des finances publiques saines et coordonnent leurs politiques budgétaires. Ce pacte précise le cadrage économique retenu par le Gouvernement et fixe les principaux objectifs de son action: **le redressement de l'économie française et la poursuite de l'assainissement de ses comptes publics.**

2. Quel contexte national ?

2.A. La trajectoire fixée par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022 fixe les objectifs que le Gouvernement s'assigne pour la maîtrise des finances publiques. Elle a pour objectif un retour vers l'équilibre structurel et la réduction du ratio de la dette publique, au moyen d'un effort demandé à l'ensemble des administrations publiques.

En d'autres termes, la trajectoire de finances publiques pour 2018-2022 indique le montant maximum annuel des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales sur la période de programmation.

Outre la sortie au plus vite de la procédure européenne de déficit excessif, le gouvernement se fixe trois objectifs macro-économiques majeurs d'ici 2022 :

- 5 points de PIB de dette publique en moins ;
- 3 points de PIB de dépenses publiques en moins ;
- 1 point de PIB de prélèvements obligatoires en moins.

Afin que l'Etat puisse baisser de 3 points de PIB la dépense publique, les collectivités locales doivent contribuer à hauteur de 13 Md€ sur la période, soit 16% de l'effort demandé (art 13) ; l'Etat contribue à hauteur de 30% et les organismes de sécurité sociale à hauteur de 50%.

La loi de finances 2019 a été remaniée suite aux manifestations des « gilets jaunes »

Les annonces faisant suite aux revendications des gilets jaunes font l'objet d'un projet de loi spécifique « d'urgences économiques et sociales ».

Le Gouvernement, à travers cette loi de finances, annonce la poursuite des trois priorités :

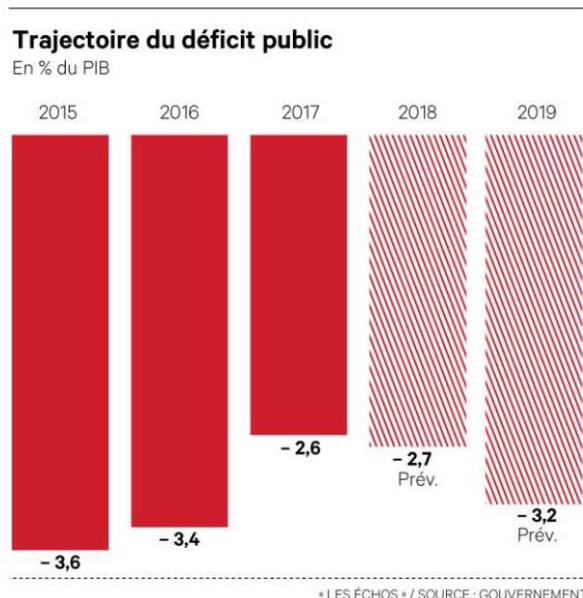
- libérer l'économie et le travail,
- protéger les Français,
- investir pour l'avenir en préparant les défis de demain et en transformant l'action publique.

L'exécutif table sur une **croissance de 1,7 % du PIB** pour 2019. Dans son avis rendu sur le projet de loi de finances 2019, le Haut Conseil des Finances publiques (HCFP) valide les hypothèses macroéconomiques retenues par le gouvernement (croissance à +1,7 % et inflation à +1,4 %).

En matière d'**inflation**, la loi avance une évolution de + **1,3%** en 2019 (hors tabac) contre 1,6% en 2018.

Quant au **déficit public** selon les prévisions du gouvernement, **il va être aggravé entre 3,2 % et 3,4% du PIB** l'an prochain, dépassant la limite européenne des 3 %, après 2,7 % en 2018. Cela en raison de la prise en compte de certaines mesures annoncées en réponse à la crise des « gilets jaunes ». Le déficit inclut aussi la transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en baisses de cotisations sociales patronales pérennes. Sans cet

« ajustement spécifique du CICE » (pour 0,9 % du PIB), les 3 % ne sont pas franchis, d'après le ministre de l'Economie.



La **dette publique** devrait, quant à elle, se stabiliser à **98,6% de PIB en 2019 contre 98,7% en 2018**.

Les mesures liées aux urgences économiques et sociales ont été annoncées le 10 décembre, par le Président de la République. Elles sont axées sur :

- une hausse de 100 € par mois pour les salariés au SMIC dès 2019 sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur (avec une hausse de la prime d'activité – 5 millions de foyers éligibles)
- la défiscalisation d'une prime de fin d'année jusqu'à 1000 € pour les employeurs qui le peuvent (pour les salariés gagnant moins de 3600 € par mois)
- les heures supplémentaires seront versées sans impôt ni charges dès 2019 (pas d'exonération des impôts et des cotisations patronales)
- les retraités touchant moins de 2.000 euros par mois verront la hausse de la CSG subie cette année être annulée (suppression effective en juillet 2019 pour 3,7 millions de retraités concernés)
- une annulation de la hausse de la taxe carbone (perte de recettes pour l'Etat de 3 milliards d'€uros)
- un gel des tarifs du gaz et de l'électricité jusqu'au 31 mars 2019
- aucun durcissement du contrôle technique automobile avant l'été.
- un plan de 500 millions d'euros qui va de la création d'une surprime à la conversion automobile à l'augmentation du chèque énergie

Avec un total de près de 10 milliards d'euros pour ces gestes en faveur du pouvoir d'achat, l'équilibre budgétaire a été modifié par rapport à l'objectif initial du gouvernement pesant sur le déficit public.

Les taxes, impôts et cotisations sociales devaient initialement diminuer au total de 24,8 milliards d'euros, dont selon le gouvernement 6 milliards pour les ménages et 18,8 milliards pour les entreprises. Les nouvelles mesures de l'exécutif en faveur du pouvoir d'achat ont largement rebattu les cartes.

Par ailleurs, Emmanuel Macron a engagé un grand débat national de terrain qui se déroulera jusqu'au 15 mars prochain. Sa lettre adressée aux Français le 14 janvier 2019 porte sur quatre thèmes :

- **fiscalité et dépenses publiques**
- **organisation de l'Etat et des services publics**
- **transition écologique**
- **démocratie et citoyenneté.**

Les Français pourront s'exprimer sur des thématiques qui impactent les collectivités territoriales, leur organisation, leurs missions et leurs finances.

« Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ? Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ? »

Ses conclusions devraient notamment nourrir la réforme constitutionnelle.

2.B. Une Loi de Finances 2019 sous le signe de la continuité pour les collectivités territoriales

La loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2018-2022 associe étroitement les collectivités territoriales à l'effort de redressement des comptes publics.

Les concours financiers de l'Etat

Ministère de l'Intérieur

Les concours financiers en 2019

	LFI 2018 constant	LPFP 2019 constant	PLF 2019 constant	Mesures de périmètre et de transfert	PLF 2019 courant
Prélèvements sur recettes	40,35 Md€	40,35 Md€	40,48 Md€	- 0,01 Md€	40,48 Md€
Crédits du budget général*	3,66 Md€	3,51 Md€	3,42 Md€	+ 0,00 Md€	3,43 Md€
TVA des régions	4,12 M€	4,23 Md€	4,29 Md€	0,00 Md€	4,29 Md€
Total des concours financiers	48,13 Md€	48,09 Md€	48,20 Md€	- 0,01 Md€	48,19 M€

Les prélèvements sur recettes (PSR) comprennent notamment les dotations de fonctionnement (DGF et autres) tandis que la mission « Relations avec les collectivités territoriales » porte notamment les crédits des dotations d'investissement (DETR et FSIL).

Pour rappel, 11,6 milliards d'euros ont été ponctionnés sur les collectivités territoriales sur la période 2014-2017. (1,5 milliards en 2014 et 3,67 milliards d'euros en 2015 et 2016 et 2,63 milliards d'euros en 2017).

Les grands équilibres des finances locales montrent que les collectivités sont entrées dans un cycle de **maîtrise de leurs dépenses de fonctionnement** pour faire face à cette réduction de la dotation forfaitaire.

Les dépenses de fonctionnement plafonnées à +1,2 % par an avec une procédure de contractualisation en 2018 et qui se poursuit au moins jusqu'en 2020.

Les modalités de la réduction de 13 milliards d'euros des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales sur cinq ans se traduisent par une évolution des dépenses de fonctionnement qui ne pourra augmenter de plus de 1,2 % par an appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant. Ce dispositif concerne les collectivités dont les DRF de fonctionnement sont, au titre de l'année 2016, supérieures à 60 millions d'euros.

La Ville de Melun, qui a enregistré des DRF à hauteur de 63,19 M€ en 2016 a signé avec l'Etat le 29 juin 2018.

Ce contrat s'articule autour de 3 axes :

- Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement = **+1,5% pour Melun;**
- Un objectif d'amélioration du besoin de financement = **désendettement ;**
- Pour les communes et les EPCI dont la capacité de désendettement dépasse **douze ans**, une trajectoire d'amélioration de la capacité de désendettement, mais **non contraignant.**

Le taux de croissance de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement défini dans l'article 10 à +1,2 % par an a été modulé à la hausse grâce à deux critères :

- la proportion de population résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville est supérieure à 25 %,
- les dépenses réelles de fonctionnement de la collectivité ont connu une évolution supérieure d'au moins 1,5 point à l'évolution moyenne constatée pour les collectivités de la même catégorie ou les EPCI à FPU **entre 2014 et 2016.**

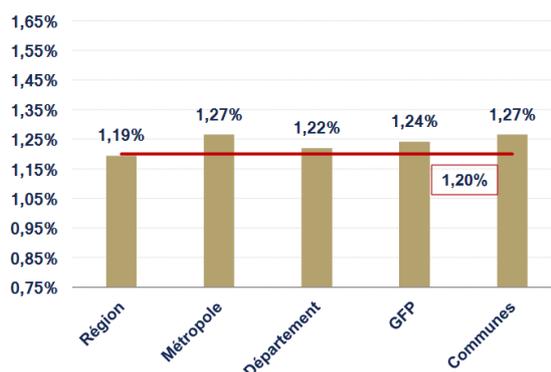
Au final, **le taux de progression autorisé des DRF est de +1,5%.** L'évolution réelle sera constatée dans le courant du premier trimestre. En cas de respect, les collectivités vertueuses pourront bénéficier d'une majoration du taux de subvention pour les opérations bénéficiant de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

Notons que seront retraités tous les éléments budgétaires liés aux évènements exceptionnels que la Ville a subis. **L'effet des inondations est estimé à ce jour à 473 933 €.**

L'examen des comptes provisoires estimées au 9 janvier 2018 fait apparaître une réduction des dépenses réelles de fonctionnement de l'ordre de 1,25%. La Ville respecte donc ses engagements pris dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat.

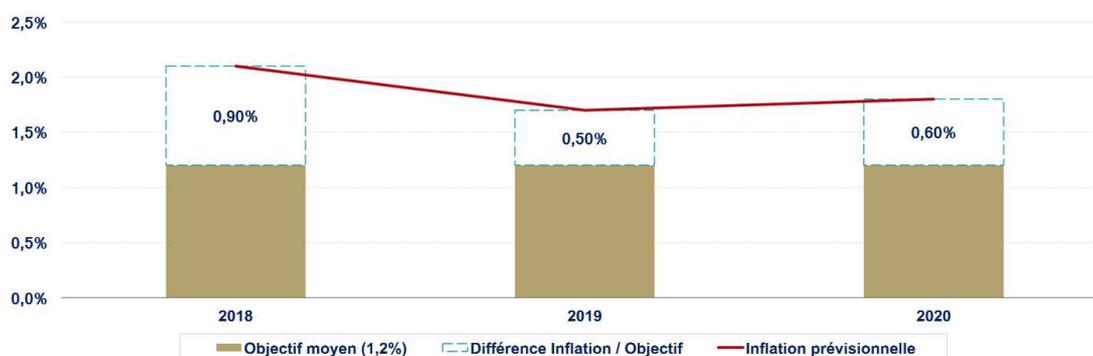
Sur les 322 signataires potentiels, seuls 229 se sont réellement engagés. Ils représentent à ce stade seulement 39,5% des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités contre un objectif initial de couverture de 67%. Pour les communes, le taux moyen est de 1,27%.

Objectifs d'évolution des DRF par strate (moyenne en %)



En intégrant l'inflation, une évolution contractuelle de 1,5% revient à une baisse stricte des DRF de 0,2% pour la Ville de Melun en 2019.

Objectifs d'évolution des dépenses de fonctionnement vs. Inflation française prévisionnelle (en %)



Sources : DGCL, Banque de France et Finance Active

Un maintien de la DGF

Les concours de l'Etat aux collectivités sont stables par rapport à la loi de finances initiale pour 2018, enregistrant une légère hausse (70 M€) pour atteindre 48,2 Md€. La DGF des communes et des départements est maintenue également, à hauteur de 26,95 Md€. Elle sera répartie en fonction des dynamiques de population et de richesses, en tenant compte du renforcement de la péréquation entre collectivités du bloc local (180 M€).

Des dotations de péréquation en hausse

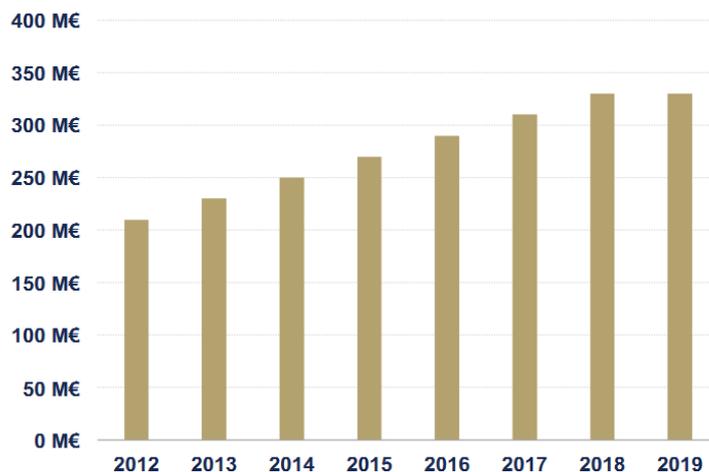
Les dotations de péréquation augmentent de 180 millions d'euros (+90 millions de DSR, +90 millions de DSU **pour atteindre 2,3 milliards d'€uros**).

Ces augmentations de DSU-DSR des communes et de dotations de péréquation des départements sont traditionnellement financées pour moitié par diminution des variables d'ajustement et pour moitié au sein même de l'enveloppe de la DGF. Pour la deuxième année consécutive, la progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF. Cela a pour conséquence d'alléger la ponction faite sur les variables d'ajustement mais cela augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes et départements et de la dotation d'intercommunalité des EPCI.

	Montants 2019	Hausse 2019 / 2018
GROUPEMENTS		
DGF / Dotation de Péréquation	1 496	–
COMMUNES		
Dotation nationale de péréquation	794	–
Dotation de Solidarité Urbaine	2 291	+ 90
Dotation de Solidarité Rurale	1 602	+ 90

Le Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France (**FSRIF**) est stabilisé à 330 M€ et ne connaît pas de nouvelles augmentations comme les années précédentes.

Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France (FSRIF)



Sources : LFI 2012 à 2018 et PLF 2019

La dotation de soutien aux investissements locaux (DSIL) et la Dotation Politique de la Ville (DPV).

Les dotations d'investissement seront maintenues autour de 1,8 milliard d'euros, dont 1 046 millions d'euros de dotation d'équipement pour les territoires ruraux (DETR), 570 millions pour la dotation de soutien aux investissements locaux (DSIL) contre 615 millions en 2018 et 150 millions d'euros pour la dotation politique de la ville. Les modalités de répartition de la DPV sont modifiées pour prendre en considération l'actualisation de la population retenue dans le calcul du ratio entre la population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville et la population totale.

Le report de l'automatisation du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

La LFI 2018 prévoyait une procédure de traitement automatisé des données budgétaires et comptables pour la gestion du FCTVA. L'entrée en vigueur de cette réforme prévue initialement au 1^{er} janvier 2019 est reportée en 2020 compte tenu de la complexité technique en matière de mise en œuvre.

Baisse des crédits pour les emplois aidés

La baisse des contrats aidés se poursuit en 2019 pour plafonner à 130 000 contre 200 000 en 2018 et 320 000 en 2017.

Cette baisse significative des contrats aidés va notamment toucher les associations et les collectivités locales, qui y ont souvent recours, ainsi que les personnes qui profitent de ces emplois aidés pour mettre un premier pied dans la vie professionnelle après des échecs.

Taxe d'habitation et revalorisation forfaitaire des bases

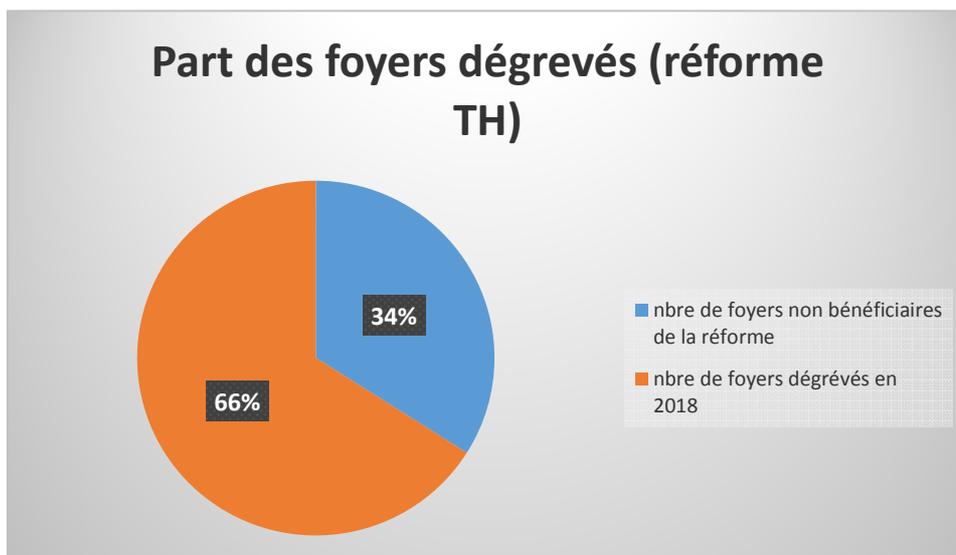
Mesure phare du programme d'Emmanuel Macron, **la réforme de la taxe d'habitation**, destinée à redonner du pouvoir d'achat aux ménages, sera poursuivie en 2019 par une seconde baisse estimée à 3,8 Mds. Après 30% de dégrèvement pour la première tranche, la seconde année prévoit un dégrèvement de TH à hauteur de 65% pour aboutir à la suppression de cette taxe pour les ménages ciblés en 2020.

Programmation dans le cadre du PLF 2018

	2018	2019	2020	Total
Dégrèvement applicable	-30% sur la cotisation de TH	-65% sur la cotisation de TH	-100% sur la cotisation de TH	80% des foyer fiscaux dégrévés de TH
Impact pour les collectivités	Taux et des abattements 2017 => Garde son pouvoir de taux et de modification des abattements			
Coût de la disposition pour l'Etat budgété au PLF 2018	3,2 Mds€	+3,8 Mds€	+3,1 Mds€	10,1 Mds€
Financement prévu	Economies de l'Etat (PLF 2018)			

Sources : PLF 2018 et 2019

Le manque à gagner pour les communes est compensée par l'Etat. Il est précisé que la compensation de l'Etat se fera sur la base des taux de 2017 pour éviter des effets d'aubaine pour les maires qui pourraient être tentés d'augmenter leurs taux d'ici là. En 2018, la Ville de Melun s'est vue compenser par l'Etat à hauteur de 2,47 M€ pour la première tranche, ce qui représente **10 844 foyers dégrévés**.



Le **Rapport Richard-Bur** propose la suppression de la TH pour 100% des foyers fiscaux. Après la mise en place d'un nouveau dégrèvement de taxe d'habitation en 2018, il s'agit désormais de supprimer intégralement la taxe d'habitation d'ici la fin du quinquennat. Deux scénarios sont envisagés afin de compenser cette perte de 26,3 Mds€ de ressources de TH pour le bloc communal :

- Compensation via le transfert du taux de taxe foncière du département combiné au transfert d'une partie d'un impôt national (TVA, CSG, ...)
- Compensation réalisée uniquement via le transfert d'une partie d'un impôt national

Le grand débat national va également s'emparer de cette question. La loi de réforme de la fiscalité locale planifiée pour le printemps 2019 devrait lever toutes ces interrogations.

Par ailleurs, le dispositif de demi-part des veuves est maintenu en 2019, pour certains contribuables, notamment les veuves et veufs, le bénéfice de l'exonération de taxe d'habitation et du dégrèvement de contribution à l'audiovisuel public. Le financement de cette mesure repose en grande partie sur les collectivités territoriales puisque le dispositif retenu est l'exonération.

Des bases fiscales des locaux d'habitation adossées à l'inflation constatée

L'article 99 de la LFI 2017 a instauré, à compter de 2018, une mise à jour annuelle automatique des valeurs locatives des locaux d'habitation en fonction du dernier taux d'inflation constaté. Ce taux d'inflation est donc désormais calculé en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPCH) entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2. Ainsi, après 1,2% en 2018, **le coefficient qui sera appliqué en 2019 s'élèvera à 1,022, soit une augmentation des bases mécaniques de 2,2%.**

Comparaison des coefficients de revalorisation adoptés



Source : Finance Active

Une hausse des crédits pour les banlieues

Le budget de la politique de la ville devrait s'élever à **513 millions d'euros**, soit une hausse de près de 20% par rapport à 2018, soit **85 millions supplémentaires**.

Cette enveloppe, propre au ministère de la Cohésion des territoires, est destinée à financer différentes mesures :

- **1000 postes d'adultes-relais** dès 2019, qui s'ajoutent aux 4000 postes existants sur des missions de médiation sociale dans les quartiers,
- le doublement à **1500 des postes de coordonnateurs associatifs**, dits «FONJEP », avec une subvention par poste majorée de 5000 à 7000 euros par an, sur plusieurs années,
- 15 millions d'euros supplémentaires pour financer l'action des « **associations nationales structurantes** », dont la liste n'est pas encore connue.
- le lancement des **cités éducatives** sur une soixantaine de quartiers (12 millions d'euros supplémentaires pour développer des PRE renforcés),
- la création de postes **Atsem** en écoles maternelles dans les écoles REP+ des futures cités éducatives (22 millions d'euros),

Concernant la rénovation urbaine, l'Etat confirme les engagements pris dans le courant de l'année : **sa contribution au financement du nouveau programme (NPNRU) s'élève à 25 millions d'euros en 2019** contre 15 en 2018, soit 10 millions d'euros supplémentaires. Par ailleurs, au-delà des crédits de paiement qui suivent la courbe des réalisations, l'Etat garantit son apport de 200 millions d'euros au cours du quinquennat : 185 millions d'euros en autorisation d'engagement qui s'ajoutent aux 15 millions de l'année dernière.

La contractualisation avec l'Etat nous incite à être vigilant pour que les dépenses réelles de fonctionnement ne dépassent pas 1,5%. Quel que soit le niveau de recettes que peut obtenir la Ville, les engagements pris avec l'Etat ne relèvent que des dépenses et ne sont donc pas adossées aux recettes supplémentaires que la Ville pourrait recevoir.

C'est pourquoi la rationalisation des dépenses et la gestion rigoureuse de chaque denier public doivent être poursuivies en 2019.

Le budget sera néanmoins élaboré avec la ferme intention de redonner du pouvoir d'achat aux Melunais, sans pour autant infléchir notre poursuite de recherches d'économies qui resteraient à réaliser.

C'est donc dans une vision vigilante que le budget doit s'appréhender en 2019.

Le débat d'orientation budgétaire qui s'appuie sur les politiques publiques prioritaires nous permet de nous interroger sur les problématiques suivantes :

Comment poursuivre les services publics tout en limitant l'évolution des dépenses de fonctionnement ?

A quelle hauteur fixer l'autofinancement tout en abaissant la pression fiscale et en gelant les tarifs ?

Quels leviers utiliser pour rendre soutenable la poursuite des économies dans le cadre des charges à caractère général ?

Tout en continuant le renforcement des effectifs municipaux, est-il envisageable d'accélérer les avancements de grade et les promotions des agents qui le méritent ?

La réduction des effectifs par le biais des départs en retraite est-elle suffisante pour augmenter les moyens humains dans les secteurs jugés prioritaires ?

Avec l'objectif toujours prégnant de désendettement, quel niveau d'investissement compatible avec la stratégie de désendettement ?

La Ville doit elle réduire son plan d'investissement pour conserver des marges de manœuvre pour le NPNRU, le TZEN et la deuxième et troisième tranche de l'Eco Quartier ? Si la Ville s'engage vers un Nouveau NPNRU, ne faut elle pas qu'elle limite son apport pour rester dans des équilibres soutenables ?

Peut-on compter sur un accompagnement de l'ANRU à hauteur du taux de subventionnement maximum de 50 % et de la CAMVS au taux de 30% sur les voiries?

Jusqu'à quel niveau les cessions de patrimoine non structurant doivent participer à l'équilibre de nos futurs investissements ?

Quel impact sur les finances de la ville aura la mise en œuvre du schéma de mutualisation adopté au niveau de la CAMVS ?

Face à ces différents éléments décrits, quelle stratégie financière la Ville de Melun va adopter ?

3. Les éléments du débat

3.A. Les priorités de la Ville de Melun

Comme déjà annoncée l'année passée, les objectifs de la municipalité seront poursuivis à l'identique. Ils reposaient sur 3 piliers qui se déclinent en différentes actions. Consciente des difficultés économiques et sociales, la Ville souhaite agir également sur les tarifs et la fiscalité.

Les PRIORITES fixées par la Municipalité relèvent de TROIS AXES PRINCIPAUX FORTS :

- **le désendettement et l'amélioration structurelle de nos finances**
- **la sécurité et la tranquillité publique**
- **le cadre de vie en mettant l'accent sur l'attractivité de notre territoire**

En matière d'endettement et d'assainissement des comptes :

1. La Ville poursuit **son désendettement** et est passée sous la barre des 100 M€ à fin 2018. En trois ans, elle a réduit sa dette de 7 M€.
2. Malgré son plan ambitieux d'investissement, elle limitera de nouveau son emprunt à 3 M€ en 2019 pour un remboursement en capital d'environ 4,7 M€, d'où un **désendettement** 2019 d'environ 1,7 M€.
3. Elle réaménagera des emprunts à taux variables pour **réduire la marge** des établissements bancaires.
4. Elle a dégagé un autofinancement confortable en 2018 grâce à une **gestion rigoureuse des finances** et des économies en fonctionnement et grâce à **une adaptation de son organisation, sans pour autant supprimer de service et sans rogner sur la qualité des services rendus à la population.**
5. La réorganisation des services a permis d'accentuer la professionnalisation et le travail en transversalité des équipes :
 - a. le guichet unique, **Mairie +** qui facilite la vie des Melunais
 - b. **la Boussole**, centre socio culturel à l'Almont qui regroupe l'annexe de la médiathèque, le centre social et l'espace jeune
 - c. **L'ouverture le dimanche de la médiathèque de l'astrolabe**
 - d. La création de la **maison de toutes les associations** à Jean XXIII où 450 associations actives sont accompagnées par la Ville.
6. Forte de ce constat, la Ville s'engage à **geler** en 2019 les tarifs municipaux malgré l'inflation prévisionnelle de 1,7% annoncée par les économistes.
7. Grâce aux économies réalisées, il est proposé de restituer ces marges de manœuvre aux Melunais en **abaissant la pression fiscale de manière progressive et continue** : une première fois en 2019 et une seconde fois en 2020. **Rendre du pouvoir d'achat au citoyen s'impose pour des questions d'attractivité et de justice sociale.**

En ce qui concerne la sécurité et la tranquillité publique :

1. La Ville a consacré des moyens importants en établissant **un plan de recrutement de policiers municipaux** : + 15 en 2017, + 5 en 2018, + 6 prévus en 2019.
2. La **modernisation des équipements de la police** facilite l'action au quotidien.
3. L'installation prochaine d'un **deuxième poste de police**, qui sera situé dans les Hauts de Melun va améliorer la tranquillité publique et favoriser la sécurité des Melunais.
4. La généralisation de caméras de **vidéo protection** et la poursuite de la **mise en sécurité des écoles** sont définies en fonction des priorités sur le territoire.
5. **Une disponibilité accrue de la police municipale** est rendue possible grâce à une amplification des horaires (7 jours sur 7 de 6h à 2h du matin).

Afin qu'elle soit globale, cette politique sécuritaire doit s'accompagner **d'actions éducatives**, pour toucher les plus jeunes :

- ✓ Une ouverture de classe, dès la rentrée 2018, d'une **très petite section** à Jean Bonis accueille des enfants de 2 à 3 ans.
- ✓ La mise en place d'un **soutien numérique** gratuit pour les élèves de Melun du CP au CM2 favorise la réussite scolaire des enfants Melunais.
- ✓ La création avec l'agglomération d'un plan de persévérance scolaire réintègre des jeunes sortis du système éducatif.
- ✓ Le soutien à hauteur de 300 K€ sur 3 ans de l'association **Fidamuris** permet aux jeunes des quartiers de trouver du travail au sein même des Hauts de Melun.

Dans le domaine du cadre de vie :

Il s'agit de proposer aux Melunais un cadre de vie plus convivial, un environnement plus agréable et des commerces et loisirs conformes aux attentes de la population. Cette politique se décline sur les axes suivants :

1. L'engagement dans le programme « **actions cœur de ville** » a pour objectif de revivifier le centre-ville et de soutenir les commerces de proximité.
2. La préemption de locaux en 2019 va favoriser l'implantation **d'activités commerciales qualitatives**.
3. L'embellissement du centre-ville grâce à la **restauration immobilière de façades** (rue saint Ambroise, rue Carnot, rue saint Aspais).
4. La Ville s'engage dans des actions pour faciliter l'arrivée de nouveaux commerces grâce à la mise en place de la taxe sur les friches commerciales, outil pour inciter les propriétaires à louer leurs magasins, et l'**ouverture d'une boutique à l'essai**.
5. La redynamisation de Melun sera poursuivie en 2019 avec des **animations de qualité** : Melun fête son brie, Fête de Noël, Printemps sur Seine, les affolantes, gaming winter fest.
6. La requalification de la **place Praslin** va permettre à chaque Melunais de se réappropriier les berges de Seine.
7. La création d'un **marché local des artisans au Prieuré Saint Sauveur** va accentuer l'attractivité de la Ville.

8. **L'éco-quartier** qui vient d'être désigné lauréat du concours pour l'urbanisme transitoire par la Région Ile de France sera l'un des chantiers prioritaires 2019 avec la poursuite des travaux de la Plaine de Montaigu, au même titre que les rénovations de voirie sur l'ensemble du territoire.
9. La création d'un **parcours de santé** a été réalisée au sein du poumon vert de Melun : le parc Faucigny Lucinge.
10. La Ville va poursuivre son **soutien aux associations** Melunaises, Melun ayant obtenu le label de Ville active et sportive.
11. L'année 2019 verra le **lancement du projet d'implantation d'un cinéma en centre-ville** disposant de 3 salles avec 500 places.

3.B. Eléments d'analyse financière rétrospective de la ville de Melun (sous réserve des derniers traitements de fin d'année) au 09 01 2019 (annexe a et b)

	2014	2015	2016	2017	2018	% evol
Epargne brute	5 914 563	6 079 314	6 811 559	8 031 316	9 151 249	13,94%
Epargne nette	1 285 059	1 688 557	2 048 628	2 893 834	3 740 536	29,26%
Résultat de l'exercice	5 222 754	2 302 198	2 931 902	2 480 220	2 862 661	15,42%
Résultat global clôture	3 752 118	4 122 560	6 879 684	9 691 814	9 231 994	-4,74%

L'Epargne brute est dégagée de la section de fonctionnement (Recettes Réelles de Fonctionnement – Dépenses Réelles de Fonctionnement) et a pour objectif immédiat de financer **le remboursement en capital de la dette**.

L'Epargne brute est en hausse de 13,94 % (+1,19 M€) et s'appuie sur les économies réalisées en 2018 sur le chapitre de **charges de personnel (-1,86%)** et sur la **stabilisation des frais généraux (-0,41%)** ainsi que la régularisation et la réévaluation de la redevance Indigo malgré la diminution de l'Attribution de Compensation de la CAMVS. Le remboursement en capital de la dette (5,4 M€) est bien couvert par cette épargne.

L'Epargne nette est le solde de l'Epargne brute déduction faite du remboursement en capital des emprunts. Elle doit permettre de participer au financement des investissements nouveaux.

L'Epargne Nette 2018 est positive de l'ordre de 3,74 M€ et permet de participer au financement des investissements en limitant le recours à l'emprunt. Elle est en hausse de 29,3%.

Soulignons, que les **dépenses de gestion sont en baisse de -1,05 %** alors que l'évolution **des recettes de gestion est positive de +1,96%**. En ce qui concerne les **dépenses et les recettes réelles de fonctionnement**, elles varient respectivement de **-0,74%** et de **+0.87%**. Une nouvelle fois, la Ville de Melun ne subit pas d'effet ciseaux.

Le résultat de clôture 2018 de 9,232 M€ sera affecté prioritairement à la section d'investissement dans une logique de poursuite des investissements tout en limitant l'emprunt de 3 M€.

Le Programme Pluriannuel d'Investissement, outil stratégique, présente le programme d'investissement tout en assurant **une politique d'investissement équilibrée**, qui s'inscrit dans la sécurisation et le respect des ratios financiers notamment la part dégagée par l'autofinancement et la part d'endettement.

La gestion pluriannuelle de l'investissement mise en œuvre à compter de 2012 dégage les principales opérations relevant de différentes politiques publiques.

Il convient d'aboutir à un échelonnement des travaux acceptables pour une gestion financière saine et sécurisée via les perspectives financières élaborées jusqu'à moyen terme.

Ces résultats, dont une partie sera redistribuée à la population, doivent être poursuivis en 2019. **Les paramètres privilégiés seront :**

○ **Agir sur les recettes**

- Rechercher les subventions auprès de tous les partenaires potentiels notamment européens
- Optimiser les calendriers de dépôt des subventions notamment pour la DSIL et la DPV
- Maintenir la règle d'un autofinancement suffisant pour couvrir au minimum le remboursement en capital de la dette
- Continuer le programme de cession du patrimoine non structurant pour la Ville

○ **Agir sur les dépenses**

- Limiter l'augmentation du chapitre 011
- Analyser les coûts d'externalisation ou de réalisation en régie des activités
- Maintenir les efforts réalisés sur le chapitre 012 « frais de personnel » par le non remplacement des départs naturels sauf exception dûment justifiée principalement pour les postes normés
- Poursuivre les avancements de grade, qui ont été relancés en 2018
- Etudier les annualisations du temps de travail de certains services
- Réfléchir et se préparer aux transferts de compétence futurs vers la CAMVS qu'il soit obligatoire (EAU) ou facultatif
- Poursuivre les initiatives de mutualisation
- Elaborer des marchés transversaux pour rationaliser la dépense et faire des économies d'échelle
- Mettre en place un logiciel de dématérialisation et de suivi de courrier
- Etudier la dématérialisation des bons de commande

- Agir sur l'investissement
 - Terminer le plan PRU sur 2019 et 2020
 - Arrêter les opérations du NPNRU et obtenir des subventions auprès des partenaires au taux le plus élevé
 - Continuer les opérations de l'Eco-quartier de la première tranche
 - Poursuivre les travaux d'entretien récurrents des bâtiments et voiries du patrimoine communal
 - Cadencer les investissements du PPI sur un rythme régulier pour permettre une gestion financière saine et sécurisée

- Agir sur l'endettement
 - Respecter le programme d'emprunts établi soit 3 M€
 - Poursuivre le désendettement amorcé en 2016
 - Maintenir l'annuité de la dette aux alentours des 9 M€

3.C. Section de fonctionnement

3.C.1. Les recettes

Les recettes réelles de fonctionnement 2019, envisagées avec prudence, seront en légère réduction par rapport au CA 2018 (71,4 M€ soit -0,6% ce qui correspond à -450 K€). Toutefois de BP à BP, les prévisions de recettes sont en augmentation de +0,81% soit +571 K€.

Ce montant sera ajusté dans le cadre du budget primitif 2019 pour tenir compte de la baisse du taux de taxe foncière.

Une Dotation Forfaitaire stabilisée

A compter de 2014, la Ville de Melun a subi la baisse de la dotation forfaitaire. Alors qu'en 2013 cette dernière s'élevait à 8,836 M€, elle atteint seulement 4,958 M€ en 2017, soit une ponction de 3,877 M€, qui représente 43,9 % du montant initial. Au final, **la perte de dotation cumulée de 2013 à 2017 s'élève à 9,35 M€**. En 2018, la contribution au redressement des finances publiques n'a pas été poursuivie par l'Etat. La dotation forfaitaire s'est élevée à 4,925 M€ (23,51 K€ d'écêtement) en baisse de 0,67%.

En 2019, elle est attendue à 4,897 M€, en légère baisse d'environ 27 K€.

Une Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale en hausse et une DPV stable

La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale augmente au niveau national d'environ 4 % (+90 M€) pour s'établir à 2,3 milliards d'euros.

La dotation de solidarité urbaine bénéficierait en 2019, pour la Ville, d'un abondement d'environ 450 K€. L'augmentation est envisagée à hauteur de **4,8 %** (9 811 504 € soit +450 K€). En 2018, la Ville a bénéficié d'une évolution de +5,52% (+10,11% en 2017). Pour rappel, la ville de Melun était classée au rang 103 en 2018 (rang 104 en 2017).

En ce qui concerne la **Dotaton Nationale de Péréquation**, la Ville la considère stable en 2019 (764 753 €), après une forte régression en 2018 (-17,98%).

La **dotaton de politique de la Ville** est sanctuarisée au niveau de 2018. Pour la Ville, elle sera maintenue au même montant que celui de 2018 soit environ 1 M€.

Un Fonds de solidarité des communes de la Région Ile de France

Le FSRIDF ne bénéficie d'aucune augmentation, elle est figée à 330 M€.

La ville de Melun répond aux critères pour bénéficier du FSRIF. **Son niveau est estimé en 2019 à 4,094 M€.**

Quel niveau de ressources en provenance de la CAMVS ?

La dotaton de solidarité communautaire

L'enveloppe de DSC 2019 serait identique à celle de 2018 soit 755 705 €.

L'enveloppe **d'Attribution de Compensation Taxe Professionnelle** (AC) restera relativement stable en 2019 puisqu'à ce stade il n'est pas envisagé de nouveau transfert en 2019.

Depuis quatre ans, elle connaît une baisse successive liée au transfert du personnel de la Ville de Melun à la CAMVS dans le cadre de la mutualisation de la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information en 2015 (-625,6 K€), au transfert de compétence Politique de la Ville (-282 K€) puis en 2017 celui de l'université Interâges (-219 K€) et l'Office de Tourisme (-283 K€) et enfin en 2018 le Programme de Réussite Educative, des compléments OT et UIA ainsi qu'une régularisation de 2016 de 60 K€ sur le champ de la Politique de la Ville et la GEMAPI (-125,5 K€).

En définitive la Ville percevra une AC de **6,345 M€.**

Quant aux **fonds de concours** de fonctionnement de la CAMVS au titre de la médiathèque et la piscine (571 K€ en 2018), ils seraient stables en 2019. Toutefois, il sera proposé lors d'une prochaine séance en conseil communautaire le vote d'un fonds de concours pour les écoles de musique. La Ville devrait normalement bénéficier de ce fonds en 2019.

Un marché immobilier en hausse à Melun

Le marché immobilier 2018 est de nouveau en expansion avec **des droits de mutation** en hausse de +26,50 % (1,613 M€). Dans le cadre du budget 2019, il sera proposé un montant d'environ 1 400 K€ par mesure de prudence.

Baisse du taux de fiscalité de la Taxe Foncière

2018 a été la première année d'application de la réforme de la taxe d'habitation avec une baisse d'un tiers, qui se poursuivra en 2019 avec un second tiers et enfin en 2020, aboutissant à la suppression de cette taxe pour les ménages ciblés. Le rapport Richard Bur préconise l'extinction de la TH à compter de 2020 pour l'ensemble des Français.

Le Débat National qui débute le mardi 15 janvier 2019 devrait permettre aux Français de s'exprimer sur cette problématique.

En 2018, en parallèle du dégrèvement pour les foyers, la Ville a été compensée à l'€uro près sur la base des taux de 2017.

En ce qui concerne l'exercice 2018, l'état 1386 qui récapitule les produits issus des rôles généraux affiche un montant de **27,733 M€** de taxes directes soit une progression du produit de +1,36%. Les bases de la TH sont en progression de 1,26% alors que celles de la TF sur les propriétés bâties connaissent une évolution de +1,63%.

Toutefois, la Ville a bénéficié de contributions complémentaires et supplémentaires ce qui porte le produit fiscal encaissé à 28,148 M€ soit une progression de + 0,45 % (+ 125,2 K€).

Pour 2019, comme il a déjà été souligné, le Maire et son équipe ont la ferme volonté de redistribuer une partie des résultats positifs aux Melunais en réduisant le taux de taxe foncière sur deux années consécutives : 2019 et 2020. Le pourcentage de diminution n'est pas encore arrêté lors de la rédaction de cette note.

En outre, en ce qui concerne l'évolution des bases, la revalorisation annuelle des valeurs locatives est maintenant basée sur l'inflation constatée sur la dernière année. Cette année, la loi de finances prévoit une revalorisation forfaitaire des bases de l'ordre de + 2,2 %.

L'élargissement des bases pour le budget 2019 tiendra compte des livraisons de 537 nouveaux logements 2018, principalement rues Marcel Houdet et Capitaine Bastien.

Avec la revalorisation forfaitaire des bases (+2,2%), l'évolution des bases de TH et de TFPB seraient respectivement de +4,87% et de +4,08%.

Des rôles complémentaires sont estimés à 200 K€.

Pour finir, les compensations de fiscalité par l'Etat suite aux exonérations sont prévues pour un montant de 1,238 M€.

Gel des tarifs des services

Dans le cadre du DOB 2019, **il n'est pas prévu d'augmentation des tarifs des services** pour les actions dont la Ville est libre de fixer les tarifs.

Devant les revendications de baisse du pouvoir d'achat, la Ville souhaite limiter l'augmentation du coût de la vie des Melunais. Toutefois, elle sera contrainte d'assumer l'inflation sur ses achats pour mener à bien ses missions de services publics.

En 2019, à périmètre constant, **l'évolution de la participation des usagers est de +6,84% (4,369 M€ soit +272 K€).** La réouverture des deux bassins de la piscine génère à elle seule une recette supplémentaire de 190 K€ sur 2019. Le forfait post stationnement engendre une rentrée de fonds en année pleine de 235 K€ (+72K€). Depuis la rentrée 2018, les centres de loisirs sont ouverts le mercredi toute la journée, ce qui a pour effet d'offrir aux familles une amplitude horaire plus importante et d'augmenter nos recettes d'environ 20 K€.

Un contrat enfance jeunesse, signé le 29 décembre 2015 fixant les participations décroissantes de la CAF sur la période 2015-2018

En 2019, la Ville devrait bénéficier d'une recette au maximum de 858 K€ au titre de l'exercice 2018.

Pour rappel, en 2018, pour l'exercice 2017 la Ville a perçu 875,3 K€ alors que le contrat précédent prévoyait un montant de 889,57 K€ d'où une réfaction de 14 K€.

Les redevances liées aux délégations de service public

Dans le cadre de la Délégation de Service Public pour la Restauration Scolaire, la revalorisation des tarifs est définie dans le contrat de DSP. Différents tarifs dégressifs ont été proposés par la Ville afin de tenir compte des ressources familiales. En conséquence, la Ville prend à sa charge **l'écart entre le tarif dit « social » et le tarif normal**. Par ailleurs, **l'externalisation du personnel de restauration aux Mézereaux** qui génère un coût supplémentaire est pris en charge en totalité par la Ville. Cette dernière n'a pas fait le choix de faire peser cette augmentation sur le tarif payé par les familles.

Au final en 2018, la Ville a réglé une participation pour un montant de 663,6 K€. Pour 2019 vient s'ajouter l'externalisation du personnel de la Motte aux Cailles, ce qui porte la participation à **756 K€ (+13,92%)**.

La redevance versée par Indigo

Suite à la signature d'un nouvel avenant avec Indigo, la Ville a bénéficié d'une part fixe et d'une part variable en fonction du chiffre d'affaire. La première part est figée à 250 K€.

En 2018, la Ville a encaissé 535,2 K€ (2 fois 250 K€ pour les années 2017 et 2018 + 35,2 K€ au titre du CA 2017).

En 2019, cette recette est estimée à **280 K€ (250 K€ + 30K€)**.

La redevance **Stahl 2019** est maintenue au même niveau (176 K€) alors que **la redevance marchés forains** est en réduction de 25,7 K€ conformément à l'avenant signé (100 K€).

La mise en œuvre du forfait post stationnement

La Ville a mis en place le forfait post stationnement à compter du premier trimestre 2018. La dépenalisation du stationnement a pour effet l'application par la Ville d'un forfait de post stationnement, qui remplace l'amende pour infraction au stationnement payant. Le Conseil Municipal a délibéré en faveur d'un FPS à hauteur de 22 € pour l'ensemble des zones.

En 2018, la Ville a perçu une recette de 163 K€. En année pleine, elle estime récupérer une enveloppe de **235 K€**.

A compter de 2019, une part serait reversée à la Région et au STIF équivalant au montant des amendes de polices reçues par ces organismes en 2017.

3.C.2. Les dépenses

Ambitieuse en matière de projets d'investissement, la ville doit dégager des marges de manœuvre sur la section de fonctionnement pour autofinancer au maximum ces équipements. Le fonctionnement correspondant aux dépenses qui permettent de faire fonctionner les services et d'assurer les politiques publiques décidées par la municipalité. La ville n'a pas fait le choix d'abandonner des actions publiques. C'est donc par la voie de **la rationalisation des dépenses**, que le désendettement et le financement des opérations d'équipement doivent passer.

Depuis 2014, des efforts importants ont été faits par les services et ont donné des résultats financiers favorables. En 2019, la maîtrise des dépenses sera encore à l'ordre du jour.

Pour financer ces priorités tout en respectant le contrat signé avec l'Etat en matière d'évolution des dépenses de fonctionnement, il faudra poursuivre les efforts contraignants. Les dépenses de fonctionnement continueront à faire l'objet d'une attention toute particulière. Pour pouvoir mettre en œuvre cette politique dans un contexte extrêmement contraint, la recherche d'économies et d'une meilleure efficacité sera la règle.

C'est pourquoi, seront financées en premier lieu **les charges obligatoires** telles que la masse salariale, les remboursements liés aux emprunts contractés, les différents contrats de toute nature signés avec nos prestataires et les engagements pris avec nos subventionneurs, plus précisément les dépenses liées au PRU et à l'éco-quartier.

D'autres mutualisations seront évoquées avec la CAMVS dans une logique de territoire. Des pistes, formalisées dans le schéma de mutualisation adopté en 2016 par la CAMVS, seront étudiées avec la Ville.

La contractualisation fige le montant des dépenses de fonctionnement à consommer en 2019 à **63,999 M€**. A ce jour, **les dépenses réelles de fonctionnement (méthode de calcul contractualisation) évolueraient de +1,6% pour atteindre 62,4 M€**. Cet écart par rapport à l'objectif permettra de financer lors d'une décision modificative les éventuelles indemnités pour déménagement des commerces aux Mézereaux, les charges à caractère général notamment de voirie pour lesquelles une ponction a été faite lors de la préparation budgétaire et l'achat de berceaux auprès d'une crèche privée.

Les DRF (méthode de calcul maquette budgétaire M14) sont prévues en augmentation de +1,93% par rapport au CA 2018 (+1,2 M€) et en diminution de -1,09% par rapport au BP 2018 (-700 K€).

Les dépenses de personnel = une réduction de 1,86 % en 2018 (annexe c)

Malgré la reprise des avancements de grade, l'année 2018 a vu une **réduction des frais de personnel de l'ordre de -1,86%** (sans retraitement du transfert du personnel PRE à la CAMVS = **-2,02%**) contre +1,56 % en 2017.

Cette évolution se traduit par une baisse sur les salaires bruts (-1,06%) et sur les charges patronales (-4,23%).

Les dépenses de personnel (chapitre 012) de la ville de Melun représentent environ 67,41% des dépenses réelles de fonctionnement en 2018.

La Ville a bien conscience que ce ratio est trop élevé et va poursuivre ses efforts de rationalisation et d'optimisation en étudiant, au cas par cas, chaque demande de remplacement suite à départ en retraite ou mutation.

Comme cela a déjà été souligné, la ville de Melun subit des charges de centralité et n'a pas fait le choix de l'externalisation et gère en régie directe la plupart de ses services publics à la population. Le CCAS de Melun n'a pas dans son budget de charges de personnel. En retraitant le montant de la masse salariale pris en charge par le budget principal, alors les frais de personnel représentent 65,78 % des Dépenses Réelles de Fonctionnement.

Au 31 décembre 2018, la ville compte dans ses effectifs **975,92 Equivalents Temps Plein (ETP)** soit une baisse de **49,8 ETP**. Il s'agit notamment de 8 départs de la collectivité qui n'ont pas été remplacés, de 17 recrutements en cours pour des remplacements d'agents (voirie, espaces verts, agents de propreté urbaine, ...), mais aussi de postes mutualisés et de disponibilités et temps partiels en légère augmentation.

L'évolution des frais de personnel est attendue à +2 % pour l'exercice 2019.

Il convient de souligner que la reprise du Parcours Professionnels, Carrières et Rémunération (PPCR) engendre une nouvelle dépense exogène impactant le budget 2019. Il avait été décidé par le gouvernement de décaler toutes les revalorisations indiciaires dues aux transferts primes/points mais aussi le passage en catégorie A des assistants socio-éducatifs et des éducateurs de jeunes enfants de catégorie B. Afin de concilier cet engagement avec la trajectoire de redressement des finances publiques, un décalage de douze mois du protocole a été décidé.

Au final le PPCR 2019 s'élève à plus de 267 K€.

Concernant l'année 2019, les dépenses supplémentaires estimées sont les suivantes :

Recrutements	3 gardiens de police municipale 1 agent de catégorie B 2 agents de vidéo surveillance 3 assistantes maternelles	300.000 €
Stagiairisations		47.000 €
Arrivées 2018 impactées en année pleine en 2019		1.636.404 €
Carrière 2019	Avancement d'échelons, de grade, promotion interne, PPCR, médaille, GIPA, cotisations, ...	601.473 €
Carrière 2018 impactées en année pleine en 2019	Avancement d'échelons, de grade, promotion interne, PPCR, médaille, GIPA, cotisations, ...	233.194 €
Revalorisation de régime indemnitaire	NBI, prise de responsabilités,...	50.000 €
Impact fin CUI		51.872 €
Ouverture de la médiathèque le dimanche		45.000 €
TOTAL		2.964.943 €

Les réductions de dépenses porteront principalement sur :

Postes économisés 2019		-338.516 €
Départs 2018		-1.524.716 €
Impact retraites 2019		-180.000 €
Externalisation Motte aux Cailles, annualisation temps de travail et mutualisations des services		-82.324 €
TOTAL		- 2.125.556 €

Le **volume des heures supplémentaires (HS)** a été réduit en 2018 de 75,8 K€ malgré les inondations. Il s'élève à 465,8 K€ soit une baisse de 14% et représente 1,11% de la masse salariale.

Ces chiffres sont estimés au 9 janvier 2019 en fonction des éléments connus à ce jour et des perspectives envisagées sur cette année. Des réajustements seront opérés en décision modificative si besoin.

Par conséquent, le montant à inscrire au BP 2019 sera de 42,809 M€.

Une stabilisation des charges à caractère général en 2018 = -0,41%

En 2018, hormis la régularisation du reversement stationnement, le chapitre 011 a été légèrement réduit de 53,5 K€ (-0,41%) après des baisses successives de 696 K€ en 2017 (-4,61%), de 447 K€ en 2016 (-6,49%) et de 514 K€ en 2015 (-3,21%).

A titre d'exemples, nous pouvons citer les baisses de dépenses sur 2018 :

- ✓ Annonces et insertion = -65,59% (-55 K€) Annonces liées à des opérations imputées en investissement et forfait de 2017 encore utilisé pour 2018
- ✓ Entretien des feux tricolore = -37,5 % (-9,5 K€)
- ✓ Frais d'affranchissement = -34,79% (- 78,6 K€) liés à la dématérialisation
- ✓ Eau et assainissement = - 27,29% (- 125 K€), baisse imputable à la fermeture de la piscine
- ✓ Documentation générale = - 26,36% (- 14,7 K€) suite à la rationalisation des abonnements
- ✓ Entretien des terrains = - 25,17% (- 37 K€) essentiellement pour les sports – contrat à moindre coût
- ✓ Matières et fournitures = -24,85% (- 4,9 K€)
- ✓ Fournitures administratives = -15,19% (- 7 K€ baisse liée au catalogue restreint et au suivi- économie)
- ✓ Locations immobilières = -15,52% (- 111 K€) liées au remboursement du capital pour le BEA de la résidence autonomie Yvonne de Gaule
- ✓ Maintenance = -12,25% (- 77 K€)
- ✓ Fournitures diverses : -12,25% (- 58,5 K€)
- ✓ Livres, disques, cassettes (astrolabe) – 11,63% (- 14,5 K€)

- ✓ Autres frais divers tous services = - 7,70% (- 64,7 K€)
- ✓ Fournitures scolaires = - 7,24% (- 14,5 K€)
- ✓ Frais de missions = - 6,93% (- 6,5 K€)
- ✓ Transports collectifs = - 5,74% (- 27,5 K€) baisse essentiellement liée aux NAP et aux transports sportifs
- ✓ Alimentation = - 1,98% (- 6,4 K€)

Des hausses de dépenses ont été nécessaires pour assurer les services publics :

- ✓ Vêtements de travail = + 71,93% (46,8 K€) essentiellement la police municipale, la propreté urbaine et le service des bâtiments
- ✓ Participation sociale à la restauration scolaire et prise en charge de l'externalisation du personnel des Mézereaux et la Motte aux Cailles = + 63,4 % (+ 257 K€)
- ✓ Entretien des bâtiments = + 65,64% (69,75 K€) pour le nettoyage des vitres, et les interventions dans les bâtiments
- ✓ Produits d'entretien = + 62,71% (21,6 K€)
- ✓ Frais de télécommunication = + 39,15% (+ 76,4 K€) -- rattrapage de factures 2016 et 2017
- ✓ Entretien et réparation = + 45,63% (25 K€) essentiellement pour la propreté urbaine et les ressources et fluides
- ✓ Catalogue et imprimés + 30,94% (+ 30 K€) principalement lié à la communication événementielle et au développement culturel
- ✓ Frais de carburant = + 22,03% (45 K€)
- ✓ Petit équipement = + 13,76% (16 K€)
- ✓ Assurances multirisques = + 4,99% (21 K€)

Le chapitre 011 en 2019 est attendu en progression de + 3 % par rapport au compte administratif 2018 et devrait s'établir à 13,55 M€ (+ 395 K€). Toutefois, la projection 2019 est stable à celle du budget 2018 (13,60 M€ soit **0,36% si l'on compare de budget à budget**).

Les principaux postes en hausse relèvent de :

- Réouverture de la piscine municipale et de ses deux bassins
- Externalisation du personnel de la restauration scolaire de la Motte aux Cailles ayant un impact budgétaire en année pleine
- Forfait post-stationnement sur la totalité de l'année
- Dotation d'équipements de protection individuelle notamment pour la police municipale
- Etude sur la possibilité d'acheter des berceaux privés

Des pistes d'économies sont à l'étude sur les axes suivants :

- Elaboration d'un marché transversal sur les achats alimentaires
- Inventorier notre patrimoine pour limiter les loyers versés aux bailleurs et optimiser les locaux dont nous sommes propriétaires
- Déploiement d'un logiciel courrier pour tendre au zéro papier
- Poursuite de la mission d'optimisation fiscale sur les demandes de dégrèvement de taxe foncière
- Etude sur les modes de gestion
- Poursuite de la mutualisation des actions interservices

Les subventions aux associations maintenues

La ville s'engage en 2019 à poursuivre **l'accompagnement des associations par le versement de subventions mais aussi par la mise à disposition de locaux ou le prêt de matériel dans le cadre des manifestations.**

Il s'agit de fixer au mieux le niveau des subventions versées aux associations sous réserve de l'équité et de l'envergure communale de ces associations au profit des Melunais.

En 2018, la Ville a versé un montant supérieur à 1,707 M€ dont 35 K€ de subventions exceptionnelles suite aux inondations 2018. Dans le cadre des orientations budgétaires, la municipalité a pour objectif de maintenir le volume global des subventions en 2019.

En matière sportive, le soutien aux clubs sera poursuivi (724 K€). La première licence sera remboursée en 2019 à hauteur de 50%.

En ce qui concerne les quartiers, la Ville accompagne sur 3 années l'association Fidamuris, dans le cadre de la **mise en place d'une régie de quartiers**. Après un premier versement de 120 K€ en 2018, il est prévu un soutien de 100 K€ en 2019 puis de 80 K€ en 2020.

Dans le domaine social, la subvention du CCAS pour l'exercice 2019 sera dimensionnée à 400 K€ et pourra être revue en fonction d'un besoin éventuel supplémentaire en cours d'année de l'ordre de 40 K€.

Au final, **les subventions versées aux associations seraient maintenues** à leur niveau 2018 hors aides exceptionnelles et hors convention Fidamuris.

L'autofinancement, résultante de l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement

Afin d'assurer le programme ambitieux d'investissement, il est proposé de porter l'autofinancement à **7,9 M€** afin de couvrir le remboursement en capital de la dette et d'autofinancer une partie des dépenses d'équipement. La ville s'est engagée dans un programme de désendettement entre 1,5 et 2,4 M€ annuels.

L'épargne nette serait de 3,4 M€ en augmentation de +1,3 M€ par rapport au BP 2018.

Budget Principal en millions d'€	BP 2018	CA 2018	BP 2019 (ROB)	Evolution en % (de BP à BP)	Evolution en M€ (de BP à BP)	Evolution en % (de BP à CA)	Evolution en M€ (de BP à CA)
RRF hors cessions	70,9	71,5	71,4	0,71%	0,5	-0,14%	-0,1
DRF	64,2	62,3	63,5	-1,09%	-0,7	1,93%	1,2
Epargne Brute	6,7	9,2	7,9	17,91%	1,2	-14,13%	-1,3
Epargne Nette	2,1	3,7	3,4	61,90%	1,3	-8,11%	-0,3

Nota : les intérêts sont analysés avec la dette.

3.D. Section d'investissement

3.D.1. Dette

Le détail de l'analyse de la dette est présenté en annexe d et e.

L'encours de la dette de Melun (budget principal et budget eau) par habitant au 31/12/2018 s'élève à **2 357 € par habitant** contre 2 430 € en 2017 (déduction du fonds de soutien dans l'encours de la dette), soit une baisse de 72 € par Melunais.

En 2018, l'encours de la dette est de **103,620 M€** contre **106,233 M€** au 31/12/2017. **La ville de Melun s'est désendettée à hauteur de 2,611 M€** (-2,46% après déjà une réduction de 2,17% en 2017), qui se répartissent en :

Budget principal = - 2,390 M€

Budget eau = - 0,221 M€

L'encours de la dette au 31/12/2019 s'élèverait à **101,925 M€** dont 97,92 M€ au titre du budget principal.

PROSPECTIVE 2019	Dette Totale	Dette Budget Principal	Dette budget Eau
Encours de la dette au 31/12/2018	103 620 795	99 399 982	4 220 813
<i>Remboursement en capital</i> (hors L3 trav)	4 695 612	4 479 845	215 767
<i>Emprunt contracté</i>	3 000 000	3 000 000	0
encours de la dette au 31/12/2019	101 925 183	97 920 137	4 005 046
Désendettement	-1 695 612	-1 479 845	-215 767

La Ville n'est pas dans une dynamique d'un besoin net de financement mais dans un cycle de désendettement.

Le taux moyen des intérêts de la dette au 31/12/2018 est de l'ordre de **4,02 %** avec une **durée résiduelle de 21 ans** (contre 3,96% en 2017). En 2019, il évolue pour atteindre 4,06%.

Les **intérêts d'emprunts** au titre de 2019 s'élèveraient à 3,97 M€ pour le budget principal et 0,133 M€ sur le budget annexe de l'eau et sont donc en réduction de -0,70% (non pris en compte impact ICNE). **En ce qui concerne le remboursement en capital**, c'est une baisse de 1,19 % qui sera constatée en 2019 (4,70 M€ en 2019 contre 4,75 M€ en 2018 hors remboursement anticipé d'emprunt).

L'annuité de la dette (intérêt + remboursement en capital budget principal et budget eau) représente en 2018 pour la Ville de Melun **216 € par habitant** hors remboursement anticipé de 859 K€ (219,13 € en 2017 €). En 2019, ~~le~~ devrait s'établir à 213,72 € par habitant (-0,96%) sur la base d'une population de 41 183.

Recours à l'emprunt de 2019

Compte-tenu du niveau de l'endettement actuel et du programme d'investissement, la ville de Melun poursuit son désendettement. Il est programmé en 2019 et 2020 un emprunt à hauteur de 3 M€. En d'autres termes, la Ville va emprunter un montant inférieur à celui du remboursement en capital d'où un **désendettement mécanique de 1,70 M€ dont -1,48 M€ sur le budget principal.**

Remboursement en capital en 2019 budget principal uniquement

Le remboursement en capital de la dette devrait s'établir à **4,48 M€ en 2019** contre **5,39 M€ en 2018** (dont 859 K€ de remboursement anticipé d'emprunt) soit une baisse de 16,89 %, hors budget eau.

La capacité de désendettement de la Ville en dessous des ratios de la contractualisation

Alors que l'Etat a instauré un suivi de la capacité de désendettement dans le cadre de la contractualisation, ce ratio s'établit à 10,15 années en 2018 (en déduisant le solde du fonds de soutien restant à percevoir) contre 11,81 en 2017. Depuis deux années, la Ville respecte cet objectif de 12 années maximum pour rembourser la dette par l'épargne brute.

3.D.2. Dépenses d'investissement

Le rapport d'Orientations Budgétaires repose sur la déclinaison de l'ensemble des opérations d'investissement dans un outil stratégique dénommé PPI (Programme Pluriannuel d'Investissement).

La Ville de Melun poursuit ses investissements avec un rythme plus soutenu comparativement à 2017. Sur la période 2014-2018, elle a investi pour plus de 75 M€ (y compris budget eau) soit une moyenne annuelle de 15 M€ d'investissement.

En ce qui concerne 2019, 16,1 M€ ont permis la réalisation de travaux et différentes acquisitions.

Concernant les opérations gérées en CP dans le cadre des autorisations de programme, **la consommation des crédits 2018 s'élève à 14,2 M€** et est en hausse par rapport à 2017 (+19,17%).

Pour 2018, c'est 19,2 M€ qui seraient inscrits uniquement dans le cadre du budget primitif 2019, auxquels s'ajoutent 2,81 M€ prévus pour les reports.

Un projet majeur sera concrétisé dans le premier trimestre 2019 : **l'installation du poste de police municipale dans les Hauts de Melun.** Viendront s'ajouter la poursuite du déploiement de **la vidéo protection** avec l'installation de 15 caméras supplémentaires et de la **sécurisation des écoles.** C'est au total un montant de **1,236 M€ (5,63%** des crédits de paiement inscrits au budget 2019) qui sera fléché sur la politique de sécurité avec un financement de nos partenaires à hauteur de 498 K€.

Bien évidemment la poursuite de la **rénovation des Hauts de Melun** dans le cadre du programme arrêté avec l'ANRU ainsi que la fin de l'étude du NPNRU monopoliseront des crédits conséquents en 2019 (**3,82 M€** des crédits de paiement avec des recettes équivalentes soit **17,9%** des crédits inscrits).

De plus, **l'éco-quartier sur la Plaine de Montaigu** nécessitera l'inscription en 2019 de **1,494 M€** (**6,8%** des opérations d'équipement) avec **490 K€** programmés pour **les études de la Crèche et du groupe scolaire, 484 K€ de participation aux travaux de l'aménageur** (Merlon, aménagements d'espaces verts, requalification route de Voisenon) **et 500 K€ à destination du Département** (intersection boulevard urbain). Les subventions sont estimées à hauteur de 626 K€.

En outre, **l'entretien et la rénovation des voiries touchées par les inondations, les études et dévoiements de réseaux pour le Tzen, la réfection de la place Lucien Auvert, du quai de la Reine Blanche, du parking Schuman et l'extension du cimetière nord mobilisent 5,42 M€** soit **24,69%**.

Quant à la rénovation des **bâtiments publics autres que scolaires** (la Boussole, la piscine, l'Eglise Notre Dame, Saint Aspais, les bâtiments culturels, sociaux et sportifs, ...), **3,36 M€** soit 15,30% sont budgétés. **Pour les écoles**, ce n'est pas moins de **874,17 K€** de crédits inscrits au budget.

Par ailleurs, les **opérations liées à « Action Cœur de Ville »** seront finalisées sur 2019 avec l'aménagement du parcours sportif au parc Faucigny Lucinge, la requalification de la place Praslin et l'aménagement du prieuré Saint Sauveur. Elles mobilisent des crédits d'investissement de l'ordre de **500 K€** avec un subventionnement de 262 K€, auxquels vient s'ajouter une enveloppe de **500 K€ pour préempter** des locaux.

Enfin, une action d'envergure sera lancée en 2019. Il s'agit d'étudier **l'implantation d'un cinéma** proche de la place Saint Jean pour rendre notre ville plus attractive et favoriser les commerces notamment de bouche.

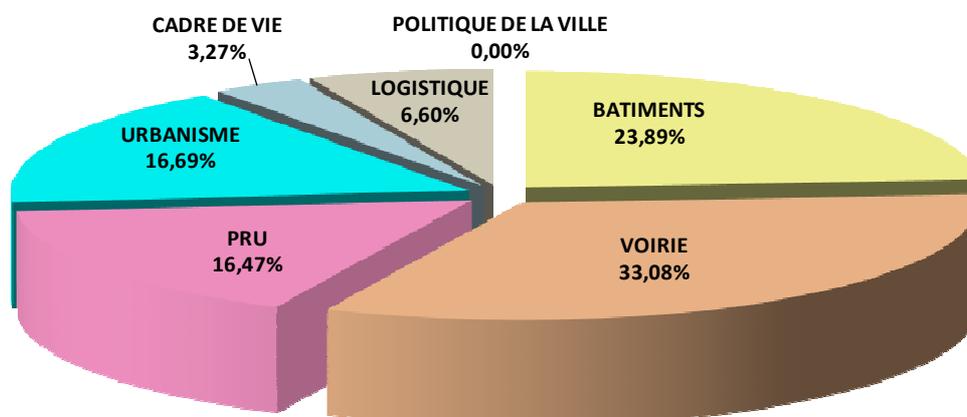
Le budget 2019 en investissement (Budget primitif et report) concentrera principalement ces crédits sur les opérations suivantes, jugées prioritaires par l'équipe municipale :

Il peut s'agir de crédits pour terminer un équipement ou pour débiter une nouvelle tranche de travaux. Il s'agit uniquement des crédits de paiements pour l'année 2019.

Principales opérations CP 2019 (y compris report 2019)

	Report 2019	BP 2019	Budget 2019	part de chaque opération
Montant dépenses d'équipement en AP/CP	2 814 111 €	19 155 016 €	21 969 127 €	
Travaux voirie suite aux inondations	40 800 €	2 153 000 €	2 193 800 €	9,99%
Restructuration maillage viaire cité jardin	23 272 €	1 999 575 €	2 022 847 €	9,21%
Plaine de Montaigu	39 472 €	1 455 240 €	1 494 712 €	6,80%
Gros travaux bâtiments sportifs, culturels, sociaux et autres	106 224 €	1 169 782 €	1 276 007 €	5,81%
Dévoiemment réseau TZEN (places urbaines et acquisition d'une parcelle)	71 215 €	904 500 €	975 715 €	4,44%
Création Police Municipale Hauts de Melun	527 295 €	360 000 €	887 295 €	4,04%
Redynamisation centre ville (SPL et préemption)		845 464 €	845 464 €	3,85%
Réfection pluriannuelle voirie, ponts et accessibilité	43 805 €	616 330 €	660 135 €	3,00%
Etude NPRU (<i>Nouveau Programme de Rénovation Urbaine</i>)	363 090 €	265 379 €	628 469 €	2,86%
Etanchéité parking de la gare	- €	600 000 €	600 000 €	2,73%
Place Praslin - action cœur de ville	4 295 €	565 516 €	569 811 €	2,59%
Véhicule, matériel et outillage services techniques	99 603 €	443 400 €	543 003 €	2,47%
Surcharge et résidentialisation foncière (<i>bâilleurs sociaux</i>)		505 762 €	505 762 €	2,30%
Coulée verte, plan vélo	5 013 €	496 200 €	501 213 €	2,28%
Acquisition et renouvellement du matériel informatique logiciel	193 760 €	270 000 €	463 760 €	2,11%
Consolidation Eglise St Aspais et Eglise Notre Dame	42 350 €	413 500 €	455 850 €	2,07%
Réfection place Lucien Auvert		424 000 €	424 000 €	1,93%
Aménagement rue du Capitaine Bastien		413 000 €	413 000 €	1,88%
Extension cimetière nord	13 794 €	366 000 €	379 794 €	1,73%
Gros travaux de maintenance chauffage	82 897 €	255 500 €	338 397 €	1,54%
Extension école Decourbe	2 400 €	321 000 €	323 400 €	1,47%
Aménagement classe complémentaire et réfection école Mézereaux, réfection plafonds école élémentaire Les Capucins et rénovation école maternelle Olympe de gouge	1 714 €	307 440 €	309 154 €	1,41%
Dévoiemment et réaménagement avenue Charles Péguy	228 484 €	74 150 €	302 634 €	1,38%
Travaux accessibilité des bâtiments	117 925 €	150 000 €	267 925 €	1,22%
Travaux couverture de la piscine suite aux inondations	183 298 €	65 000 €	248 298 €	1,13%
Rénovation aire de jeux		230 400 €	230 400 €	1,05%
Reprise du quai de la Reine Blanche		230 000 €	230 000 €	1,05%
Vidéo protection	24 071 €	200 000 €	224 071 €	1,02%
Fibre optique	16 833 €	200 000 €	216 833 €	0,99%
Numérisation des écoles	81 044 €	105 000 €	186 044 €	0,85%
La Boussole	1 332 €	174 000 €	175 332 €	0,80%
Réalisation de diagnostics et de travaux avant cessions	5 064 €	168 000 €	173 064 €	0,79%
Eclairage public	12 267 €	160 000 €	172 267 €	0,78%
Requalification Eglise St François		157 390 €	157 390 €	0,72%
Parking Schuman	- €	147 500 €	147 500 €	0,67%
Travaux bâtiments scolaires (<i>Pasteur, Beauregard et école maternelle Les Capucins</i>)	3 993 €	125 500 €	129 493 €	0,59%
Sécurisation des écoles	614 €	124 500 €	125 114 €	0,57%
Nouvelle école Decourbe	11 125 €	101 000 €	112 125 €	0,51%
Aménagement entrée des Mézereaux	38 521 €	68 000 €	106 521 €	0,48%
Total des principales opérations	2 385 572 €	17 631 029 €	20 016 601 €	91,11%

Dépenses d'équipement au BP 2019 par politique



Les montants par programme et opérations qui sont à l'étude sont détaillés dans le document joint en annexe f. **Le total des crédits 2019 (y compris les reports) en dépenses d'investissement hors remboursement dette s'élèverait à 23,2 M€ dont 21,9 M€ pour les opérations d'équipement gérées en AP/CP.**

BP 2019 + reports	
Opérations d'équipement	21 969 127
Reversement subvention STHAL	571 715
Opération sous mandat	528 205
Enveloppe matériel tous services + divers	85 957
Total hors remboursement de la dette	23 155 004

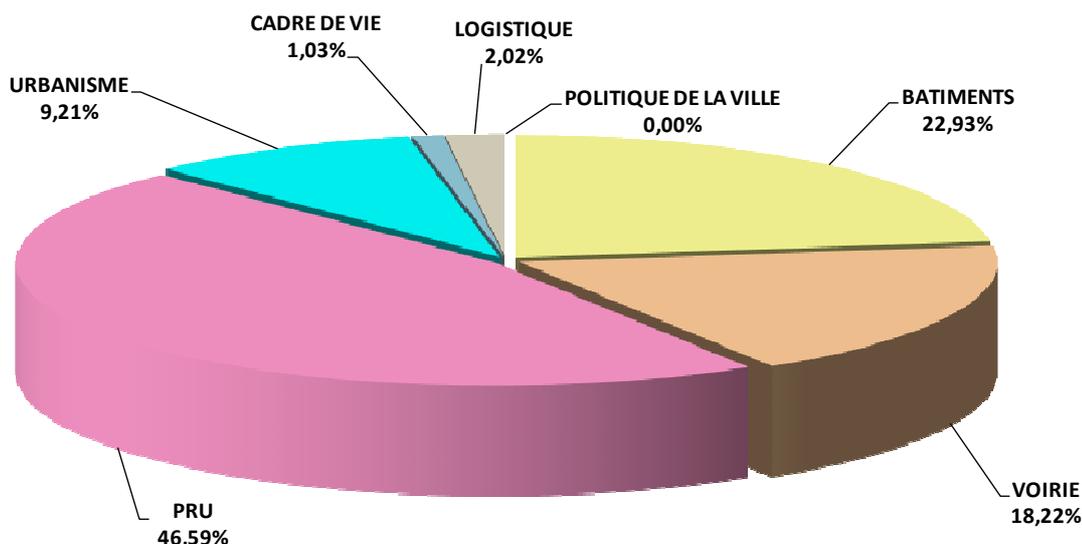
3.D.3. Recettes d'investissement

Les subventions d'investissement contribuent au financement des dépenses d'équipement. C'est pourquoi, le PPI propose de cadencer les versements des subventions en fonction des mandatements réalisés. Les principaux financeurs de 2019 seront l'ANRU, la CAMVS, l'Etat et le Conseil Régional.

En 2018, les recettes sur opérations d'équipement s'élèvent à 4,56 M€ contre 2,73 M€ en 2017.

Les recettes d'équipement en 2019 inscrites au budget primitif à hauteur de 6,999 M€ hors reports (annexe g) sont réparties comme il suit :

Recettes d'équipement au BP 2019 par politique



Principaux partenaires CP 2019 (y compris report 2019)

	Report 2019	BP 2019	Budget 2019	part de chaque opération
<u>Montant recettes d'équipement en AP/CP</u>	1 189 061 €	6 999 434 €	8 188 494 €	
ANRU	- €	1 690 723 €	1 690 723 €	20,65%
CAMVS	46 142 €	1 252 438 €	1 298 580 €	15,86%
DPV	223 512 €	1 052 622 €	1 276 134 €	15,58%
DSIL	320 017 €	725 873 €	1 045 890 €	12,77%
LOTICIS	134 000 €	494 015 €	628 015 €	7,67%
CONSEIL REGIONAL	100 000 €	526 260 €	626 260 €	7,65%
CID	347 327 €	240 968 €	588 295 €	7,18%
CNDS	- €	229 000 €	229 000 €	2,80%
OPERATEURS DE RESEAU TELEPHONIQUE	- €	218 000 €	218 000 €	2,66%
ETAT	- €	168 483 €	168 483 €	2,06%
DRAC	- €	135 197 €	135 197 €	1,65%
COMMUNE LE MEE S/SEINE	- €	68 393 €	68 393 €	0,84%
Total des principales subventions	1 170 998 €	6 801 973 €	7 972 971 €	97,37%

La **dotation de soutien à l'investissement local** au titre de l'année 2019 n'a pas fait l'objet d'une prévision budgétaire puisque les dossiers seront déposés courant janvier. La Ville, respectant la contractualisation avec l'Etat, espère bénéficier d'un montant identique à celui attribué en 2018 soit 1,026 M€.

Le financement des dépenses totales d'investissement incluant la dette (budget primitif et report) est réparti en :

- ✓ un ensemble des subventions d'investissement de 8,2 M€,

- ✓ une subvention régionale à reverser à la STHAL (report 571,7 K€),
- ✓ un autofinancement qui a été porté à 7,93 M€,
- ✓ des cessions à hauteur de 3,098 M€
- ✓ un FCTVA de 1,90 M€,
- ✓ une Taxe d'aménagement-Amendes de police- DPV 2018 à hauteur de 550 K€
- ✓ un remboursement d'avance de trésorerie à la SPL de 298 K€
- ✓ des opérations de mandats équilibrées en dépenses et en recettes pour 467 K€
- ✓ un emprunt de 3 M€ seulement pour le financement des investissements 2019
- ✓ une affectation du résultat de fonctionnement 2018 à la section d'investissement 2019

En ce qui concerne les dépenses strictes d'opérations d'équipement, le financement est assuré à hauteur de 69.29 % par des ressources internes annuelles et des subventions. Le résultat de clôture 2018 (estimée au 09 01 2019 à 9,231 M€) sera affecté au financement de la section d'investissement 2019.

BP 2019 + reports	
Opération d'équipement	21 969 127
Epargne nette	3 384 977
Subvention d'investissement	8 188 494
FCTVA - Taxe d'aménagement - Amendes de Police et divers	550 000
Cession patrimoine	3 098 096
% de financement	69,29%

Il convient, tout de même de souligner que ces projections sont réalisées sans tenir compte des aléas, qui peuvent survenir. En conséquence, il sera important de veiller mensuellement à l'évolution de la consommation des crédits d'investissement et si nécessaire de rééchelonner le cadencement des crédits.

Par ailleurs, la gestion en APCP implique une nouvelle façon de penser en appréhendant l'inscription des crédits de paiement comme des crédits à mandater et non les crédits nécessaires à l'engagement des marchés. Il s'agit d'une planification financière et non technique.

3.E. Budget annexe eau

A compter du 1^{er} janvier 2015, la délégation de service public Eau est gérée sous forme d'affermage. La mise en place de ce mode de DSP implique la gestion de ce service dans un budget annexe dédié à cette mission. Ce budget doit être équilibré en dépense et en recette et par section sur la base d'une nomenclature M49.

Par ailleurs, cette activité est gérée en Hors Taxes.

En ce qui concerne la gestion 2018, les recettes d'exploitation principalement constituées des redevances se sont élevées à 842,3 K€ (923,6 K€ en 2017) pour des dépenses d'exploitation de l'ordre de 673,2 K€ (705,7 K€ en 2017). Le résultat de la section d'exploitation s'élève à 169 K€ en réduction de 226 K€, dû principalement à des régularisations au titre de l'année 2016 encaissées en 2017.

A ce résultat positif s'ajoute un excédent d'investissement de 17,9 K€. La Ville a investi en 2018 un montant de 392,6 K€ dans les travaux « eau ». En intégrant les résultats antérieurs et le report de 51,2 K€, **le résultat de clôture 2018 s'élèverait à 186,9 K€** (chiffage au 9 janvier 2019 sous réserve des rejets éventuels).

Ce résultat va permettre de financer les investissements 2019.

Pour l'exercice 2019, les redevances sont évaluées par mesure de prudence à 769,75 K€ et se rapprochent des montants constatés en 2015 et 2016.

En ce qui concerne l'investissement, les déplacements et extensions de canalisations nécessitent un financement d'environ 323,50 K€ au budget primitif, qui sera complété par une enveloppe de dépenses imprévues de 200 K€. La section d'investissement est couverte par l'autofinancement et le résultat de clôture 2018.

Viendra s'ajouter en recette la participation de Loticis dans le cadre du traité de concession de la Plaine de Montaignu pour les travaux des réseaux d'eau liés à la déviation (107,4 K€).

Enfin, le remboursement en capital de la dette s'élève à 220 K€ dans ce budget annexe.

Budget annexe EAU en €	BP 2018	CA 2018	BP 2019 (ROB 2019)	Evolution en % (de BP à BP)	Evolution en M€ (de BP à BP)	Evolution en % (de BP à CA)	Evolution en M€ (de BP à CA)
RRF	722 600	842 260	769 750	6,53%	47 150	-8,61%	-72 510
DRF	279 247	321 982	319 870	14,55%	40 623	-0,66%	-2 112
CAF brute	443 353	520 278	449 880	1,47%	6 527	-13,53%	-70 398
CAF nette	220 353	299 055	229 880	4,32%	9 527	-23,13%	-69 174

CONCLUSION

L'exercice 2018 révèle **les efforts de gestion** financière de l'équipe municipale pour assainir ses finances. La ville a rationalisé ses dépenses en recherchant toutes les pistes d'optimisation et de mutualisation des actions. Elle a dégagé des économies de fonctionnement de plus de 620 000 €. A cela est venu s'ajouter des recettes complémentaires par rapport à 2018 d'environ 500 000 €. Au final, la ville bénéficie d'**un autofinancement en progression de 1 120 000 €**

Engagée avec l'Etat dans la **contractualisation**, elle remplit l'objectif de limitation de ses dépenses de fonctionnement. Autorisée à les faire évoluer jusqu'à 1,5%, elle a su maîtriser ses dépenses puisque celles-ci sont réduites de 1,25%.

Au-delà du **désendettement de plus de 2 600 000 €** sa **gestion rigoureuse** en 2018 lui permet de disposer de marges de manœuvre en 2019 qu'elle souhaite partager avec les Melunais. C'est pourquoi, face à la baisse du pouvoir d'achat des ménages, l'équipe municipale a décidé d'une **baisse progressive et continue du taux de taxe foncière bâti** à la fois sur 2019 et 2020. Autre mesure forte, les **tarifs sont gelés** malgré l'inflation.

Par ailleurs, la volonté politique est de relever le challenge de la transformation de Melun pour la rendre **attractive**. L'implantation d'un nouveau poste de **police municipale à Montaignu** couplée à l'extension de la vidéo protection et une bonne collaboration des polices nationales et municipales vont contribuer à renforcer la **sécurité et la tranquillité publique à Melun**. Une politique globale intégrant **les actions éducatives** pour prévenir l'échec scolaire et renforcer l'insertion est parallèlement déployée.

De plus, **améliorer le cadre de vie** pour faire de Melun une **Ville respectueuse de son environnement, innovante et solidaire** est fondamental pour que les Melunais se réapproprient les berges de Seine, le Prieuré Saint Sauveur, le parc Faucigny Lucinge et trouvent une diversité dans l'offre des commerces.

Mairie + facilite les démarches de nos concitoyens en proposant un accueil commun et centralisé sous la forme d'un guichet unique pour les inscriptions aux différentes activités municipales et les démarches administratives.

Le **Plan Livres** ainsi que **l'ouverture de l'Astrolabe le dimanche** amplifient le rayonnement de la culture à Melun.

Le lancement du projet en vue d'installer **un cinéma en plein cœur du centre-ville** procède également de cette redynamisation au même titre que les **animations** comme la fête du Brie ou la patinoire gratuite dans la cadre des manifestations de fin d'année, qui ont rencontré un vif succès.

Le **soutien des associations** notamment en matière culturelle, sportive, sociale sera poursuivi pour contribuer à développer le lien social et mobiliser les forces vives dans l'évolution de notre Ville.

En outre, les investissements programmés de plus de 21 millions d'euros témoignent **d'une politique d'investissement forte et volontariste**. **L'éco-quartier** avec l'arrivée de nouveaux habitants dès 2019 et les études liées à la construction du groupe scolaire et de la crèche, la dernière phase du **PRU**, le démarrage du **NPRU**, les requalifications de places ainsi que les **travaux bâtimentaires** et de **voirie** sont des projets structurants qui seront accompagnés par le développement économique, universitaire et touristique impulsés par l'agglomération.

Fort de la concertation des habitants en 2016, l'équipe municipale mène une politique adaptée qui n'a que pour unique objectif **de répondre au mieux aux attentes des Melunais**.

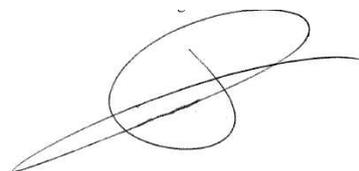
Le Maire
Président de la Communauté d'Agglomération
Melun Val de Seine



Louis Vogel



L'Adjoint au Maire,
en charge des Finances



Kadir Mebarek



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019



Analyse rétrospective (annexe a)

SOMMAIRE

3	Tableau synthétique des principales données budgétaires 2018
4	I - Les grandes masses de Dépenses
5	II - Les grandes masses de Recettes
7	III - Les quatre taxes locales directes
8	Evolution du Budget prévisionnel et du Compte Administratif de la Ville 2008 à 2018 - DEPENSES
10	Evolution du Budget prévisionnel et du Compte Administratif de la Ville 2008 à 2018 - RECETTES
12	Evolution de la dette de 2009 à 2018
13	Evolution des taux et bases des 4 taxes entre 2009 à 2018
15	Evolution des dépenses de personnel dans le Budget de Fonctionnement 2009 à 2018
18	Evolution des résultats et du fonds de roulement de 2009 à 2018
19	Evolution de l'épargne de gestion, brute et nette de 2009 à 2018
20	Evolution de certains postes budgétaires en dépenses de 2009 et 2018
37	Evolution de certains postes budgétaires en recettes de 2009 et 2018

TABLEAU SYNTHETIQUE DES PRINCIPALES DONNEES BUDGETAIRES DE LA VILLE DE MELUN (ANNEE 2018) SERVANT DE BASE POUR L'ETABLISSEMENT DU BUDGET PRIMITIF 2019

BUDGET PRIMITIF 2018			103 879 184 €
FONCTIONNEMENT	70 910 778 €	68,26%	
INVESTISSEMENT	32 968 406 €	31,74%	
 BUDGET SUPPLEMENTAIRE + DECISIONS MODIFICATIVES 2018			56 335 €
FONCTIONNEMENT	139 683 €	247,95%	
INVESTISSEMENT	-83 348 €	-147,95%	
 TOTAL BUDGET 2018			103 935 519 €
FONCTIONNEMENT	71 050 461 €	68,36%	0,22%
INVESTISSEMENT	32 885 058 €	31,64%	-12,39%
 COMPTE ADMINISTRATIF PREVISIONNEL 2018 (au 09 JANVIER 2019)			
Dépenses			87 728 478 €
FONCTIONNEMENT	65 455 570 €	61,63%	-0,44%
INVESTISSEMENT	22 272 908 €	38,37%	15,49%
Recettes			92 289 026 €
FONCTIONNEMENT	71 832 218 €	77,83%	0,82%
INVESTISSEMENT	20 456 808 €	22,17%	10,82%

I - LES GRANDES MASSES DES DEPENSES (BUDGET 2018)

◆ Dépenses de Personnel - Chapitre 012 (selon calcul du Guide des ratios) :

(Salaires, charges) : **41 969 328 € (-2,02 % par rapport à 2017** y compris assurance du personnel, **-1,86 %** après retraitement du transfert du PRE)

(Salaires bruts : - 1,06 %
Charges patronales : -4,23%)

Dans le budget global 2018, les charges de personnel représentent **67,41%** des dépenses réelles de fonctionnement.

Pour information : les dépenses de personnel consolidées (salaires, charges, formations) s'élèvent 42 083 814 €.

◆ Remboursement des emprunts – y compris BEA (Le Bail Emphytéotique Administratif a été contracté en 2011 pour la construction d'un bâtiment technique municipal pour la Propreté Urbaine)

	<u>Budget Ppal</u>	<u>Budget eau</u>	<u>Total</u>	<u>evol 2017/2018</u>
ANNUITE TOTALE	9 348 070	362 443	9 710 513	2,19%
CAPITAL DONT REMBT ANTICIP 859,4KE ET TRAV CTM L3 11,39K€	5 402 135	221 224	5 623 359	4,83%
INTERETS (y compris ICNE B.PPAL :- 49,6K€ -B.Eau +1,8K€)	3 945 935	141 219	4 087 154	-1,24%

En 2018, comme en 2017, il n'a pas été nécessaire de contracter une ligne de trésorerie.

◆ Participations pour Syndicats Intercommunaux (FOYER DE LIVRY) : **92 768 €** (- 0,25 % par rapport à 2017) **pour les Écoles Privées sous contrat (279 élèves à 745€) : 207 855 € (+ 6,49 % par rapport à 2017 262 élèves à 745 € = 195 190€)**

◆ Contribution CCAS : 440 000 € (+10 % par rapport à 2017)

◆ Subventions versées aux Associations (hors CCAS): **1 267 536 € (+ 5,26 % par rapport à 2017,** +13,90 % en retraitant les subventions Politique de la Ville transférées à la CAMVS)

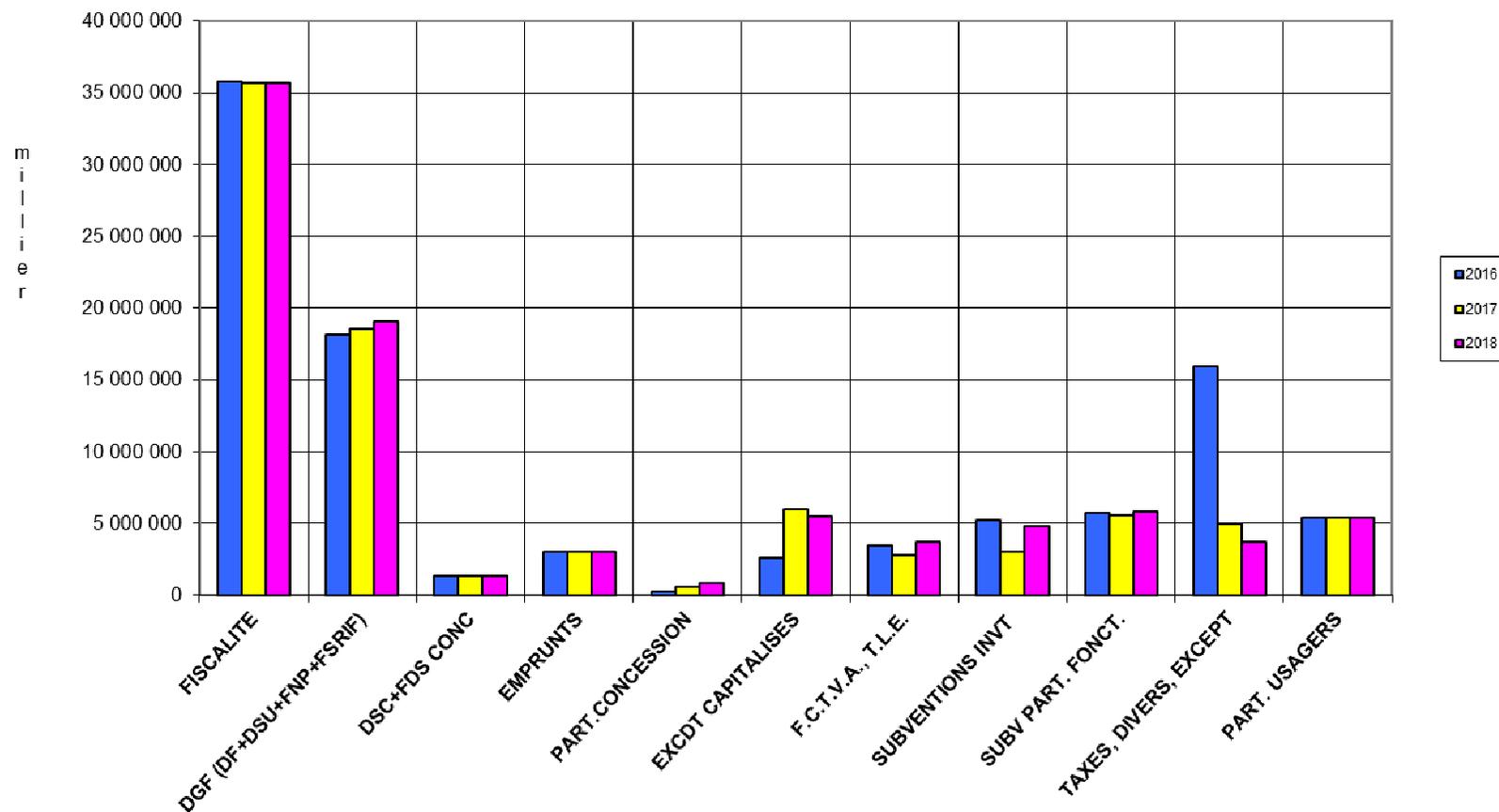
▪ Subventions générales :	-3,92 % (301 833 € dont ASSADRM 79 000€)
▪ Regie de quartier :	+ 100 % (120 000 € nouvelle subvention)
▪ Subventions culturelles :	+ 63,17 % (31 533 € + 24 000 € Événementiel)
▪ Subventions sportives :	+ 2,06 % (743 535 € dont 15 000 € exceptionnel)
▪ Subventions Commerces	+ 78,85 % (26 000€ + 20 500€ exceptionnel)
▪ Subventions Dévt Durable	0 % (135€)

II - LES GRANDES MASSES DES RECETTES (BUDGET 2018)

	Rappel Montant 2017	2018	évolution
- Produit des Impôts Locaux*	28 023 096 €	28 148 274 €	} 0,05%
- Compensation TP C.A.M.V.S.	6 410 733 €	6 285 195 €	
- Produit des compensations fiscales (FB, TH, FDTP, FNGIR)	1 220 892 €	1 238 643 €	
- Dotation de solidarité communautaire (révisable chaque année) + Fds de concours	1 327 352 €	1 327 352 €	0,00%
- Produit de la Dotation Forfaitaire	4 958 383 €	4 925 361 €	-0,67%
- Dotations de solidarité (DSU + FSRIF + DNP)	13 645 051 €	14 153 416 €	3,73%
- Produit des emprunts	3 000 000 €	3 000 000 €	0,00%
- Produit des participations des Concessionnaires (EAU, STATIONNEMENT, MARCHES)	552 495 €	857 908 €	55,28%
- Excédent de fonctionnement capitalisés	5 982 662 €	5 520 302 €	-7,73%
- Produit du FCTVA, TLE, dépôts caution, divers (dont régular ou Avoirs sur ex antérieurs hors TVA).invest	2 777 301 €	3 687 988 €	32,79%
- Subventions d'investissement (ETAT, REGION, DEPART., CAMVS, CAF, AMENDES DE POLICE)	2 995 622 €	4 767 110 €	59,14%
- Subv. participations de Fonctionnement (ETAT, DEPART., CAMVS, CAF, dot.recenst, instit, fctva fonct)	4 791 300 €	5 249 122 €	9,56%
- Rembt divers (chap.013), produits divers de gestion courante (758)	775 550 €	537 927 €	-30,64%
- Participations des usagers, droits de stationnement, droits de place, revenus des immeubles, forfaits post-stationnement	5 364 953 €	5 379 955 €	0,28%
- Produits financiers et exceptionnels (dont indemnités d'assurance)	2 018 916 €	1 278 564 €	-36,67%
- Taxes diverses (électricité, droits mutation, TLPE, autres taxes...)	2 115 780 €	2 396 758 €	13,28%
- Opération sous mandat pour l'assainissement et les arrêts de bus (CAMVS)	825 078 €	74 315 €	-90,99%

* TH, FB, FNB + rôles complémentaires+ rôles supplémentaires

EVOLUTION DES RECETTES - BUDGET 2016, 2017 (hors ecritures TVA) et 2018



III - QUELQUES DONNEES FONDAMENTALES CONCERNANT NOTRE BUDGET

TAUX DES QUATRE TAXES DIRECTES LOCALES EN 2018

- TAXE D'HABITATION : **23,86 %**
- FONCIER BATI : **29,01 %**
- FONCIER NON BATI : **47,70 %**

1 POINT D'IMPOT MENAGE = 281 483 €

- Les impôts ménage sont constitués de la Taxe d'Habitation, le Foncier bâti, le Foncier non bâti + rôles complémentaires.

**EVOLUTION DU BUDGET PREVISIONNEL ET DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA VILLE
DEPENSES**

ANNEES	BUDGET PREVISIONNEL			COMPTE ADMINISTRATIF					
	PRIMITIF Fonct + Inv	TOTAL Fonct + Inv	% variation	Fonctionnement	% variation	Investissement	% variation	TOTAL	% variation
2008	78 304 535 €	85 180 040 €	-2,60%	62 896 381 €	3,05%	15 879 202 €	-7,45%	78 775 582 €	0,74%
2009	79 129 632 €	85 409 300 €	0,27%	60 695 990 €	-3,50%	14 963 830 €	-5,76%	75 659 819 €	-3,96%
2010	84 689 018 €	92 792 055 €	8,64%	64 401 528 €	6,11%	13 522 717 €	-9,63%	77 924 245 €	2,99%
2011	91 389 385 €	95 223 149 €	2,62%	63 729 002 €	-1,04%	22 900 930 €	69,35%	86 632 403 €	11,18%
2012	100 230 823 €	104 154 218 €	9,38%	65 601 849 €	2,94%	27 175 515 €	18,67%	92 777 364 €	7,09%
2013	96 909 006 €	104 171 924 €	0,02%	68 299 797 €	4,11%	27 284 172 €	0,40%	95 583 969 €	3,03%
2014**	113 132 525 €	113 735 326 €	9,18%	76 566 457 €	12,10%	32 684 799 €	19,79%	109 251 256 €	14,30%
2015***	91 206 548 €	144 708 407 €	27,23%	78 942 973 €	3,10%	55 421 307 €	69,56%	134 364 280 €	22,99%
2016****	93 469 757 €	128 257 322 €	-11,37%	75 935 148 €	-3,81%	47 273 774 €	-14,70%	123 208 922 €	-8,30%
2017	90 038 960 €	100 339 009 €	-21,77%	65 745 564 €	-13,42%	19 285 633 €	-59,20%	85 031 197 €	-30,99%
2018*	103 879 184 €	103 935 519 €	3,58%	65 455 570 €	-0,44%	22 272 908 €	15,49%	87 728 478 €	3,17%

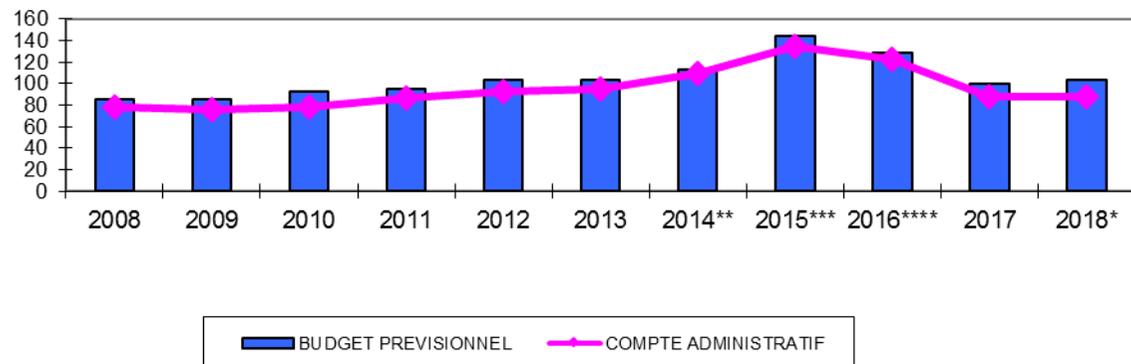
* Compte Administratif prévisionnel au 9 janvier 2019

** dont 7,5 M€ capitalisation indemnité de remboursement anticipé

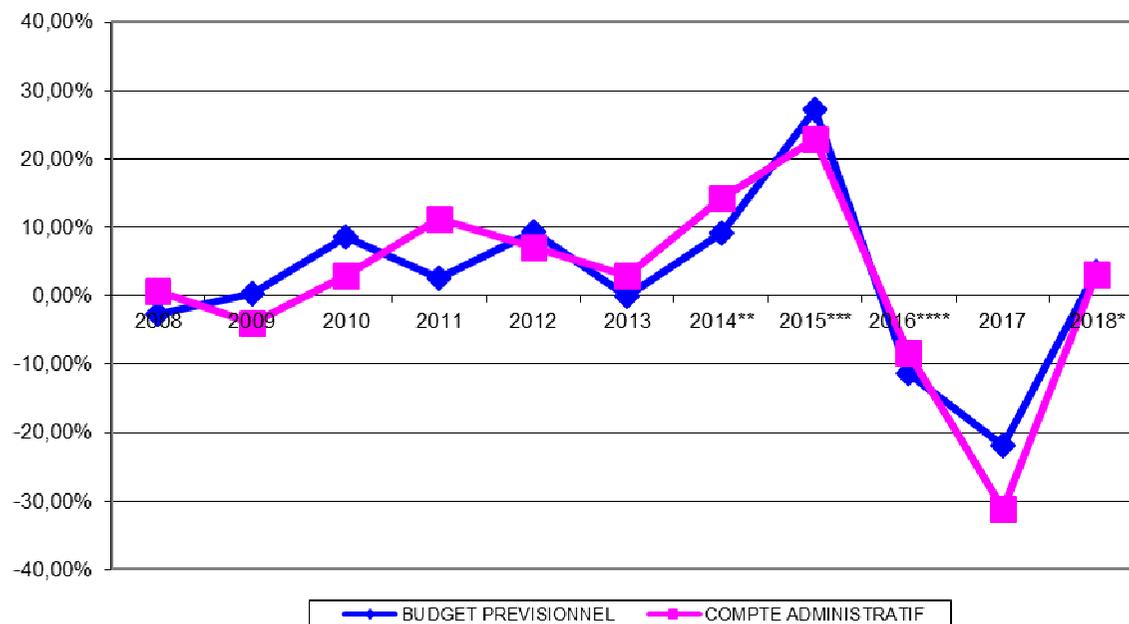
*** dont 24 895 470 € reintégr puis transfert de lactif au Budget Eau et 9M450 € recapitalisation IRAsuite sortie emprunts à risque dans le capital et 2M645€ dans le tx

**** dont 10 412 586 € recapital IRA suite sortie emprunts à risque SFIL dans le capital et 2 003 000 € dans le tx + 6 618 795 € écritures régularisationFVA sur ex anter

Evolution du Budget total prévisionnel et du Réalisé - Dépenses (M€)



Variation en % du Budget prév. et du CA Dépenses



**EVOLUTION DU BUDGET PREVISIONNEL ET DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA VILLE
RECETTES**

ANNEES	BUDGET PREVISIONNEL			COMPTE ADMINISTRATIF*					
	PRIMITIF Fonct + Invt	TOTAL Fonct + Invt	% variation	Fonctionnement	% variation	Investissement	% variation	TOTAL	% variation
2008	78 304 535 €	85 180 040 €	-2,60%	64 943 785 €	3,56%	14 740 359 €	-15,41%	79 684 145 €	-0,57%
2009	79 129 632 €	85 409 300 €	0,27%	63 267 457 €	-2,58%	16 002 671 €	8,56%	79 270 128 €	-0,52%
2010	84 689 018 €	92 792 055 €	8,64%	67 467 926 €	6,64%	13 452 873 €	-15,93%	80 920 798 €	2,08%
2011	91 389 385 €	95 223 149 €	2,62%	68 574 161 €	1,64%	19 807 099 €	47,23%	88 365 793 €	9,20%
2012	100 230 823 €	104 154 218 €	9,38%	68 788 684 €	0,31%	28 599 953 €	44,39%	97 388 637 €	10,21%
2013	96 909 006 €	104 171 924 €	0,02%	70 556 509 €	2,57%	28 357 099 €	-0,85%	98 913 608 €	1,57%
2014**	113 132 525 €	113 735 326 €	9,18%	83 142 729 €	17,84%	33 685 335 €	18,79%	116 828 064 €	18,11%
2015***	91 206 548 €	144 708 407 €	27,23%	83 474 566 €	0,40%	57 500 191 €	70,70%	140 974 757 €	20,67%
2016****	93 469 757 €	128 257 322 €	-11,37%	80 049 896 €	-4,10%	52 390 937 €	-8,89%	132 440 833 €	-6,05%
2017	90 038 960 €	100 339 009 €	-21,77%	71 250 494 €	-10,99%	18 458 744 €	-64,77%	89 709 238 €	-32,26%
2018*	103 879 184 €	103 935 519 €	3,58%	71 832 218 €	0,82%	20 456 808 €	10,82%	92 289 026 €	2,88%

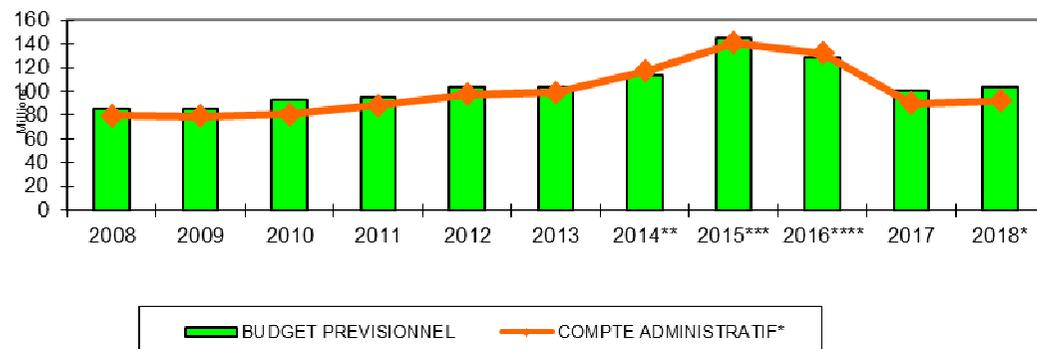
* Compte Administratif prévisionnel au 7 janvier 2019

** dont 7,5 M€ capitalisation indemnité de remboursement anticipé

*** dont 24 895 470 € reintégr puis transfert de lactif au Budget Eau et 9M450 € recapitalisation IRAsuite sortie emprunts à risque dans le capital et 2M645€ dans le tx

**** dont 10 412 586 € recapital IRA suite sortie emprunts à risque SFIL dans le capital et 2 003 000 € dans le tx + 5 952 968 € d'écritures régularisation TVA ex antér + 8M€ d'écriture d'ordre de cessions

Evolution du Budget total prévisionnel et du Réalisé - Recettes



Variation en % du Budget prév. et du CA Recettes

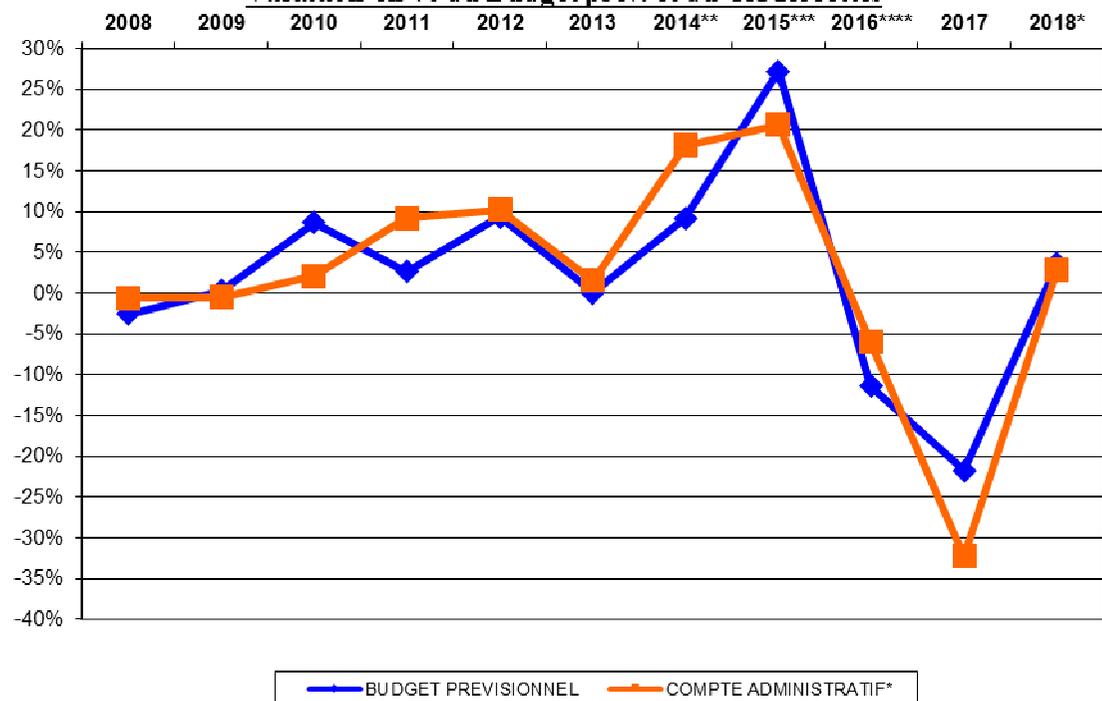


TABLEAU RETRACANT L'EVOLUTION DE LA DETTE DE MELUN ENTRE 2009 ET 2018 Y COMPRIS BEA

		Stock de dette								
ANNEES		DETTE "COURANTE" EN CAPITAL AU 31/12	BEA* CRD AU 31/12	DETTE TOTALE BUDG PPAL	DETTE AU TITRE DEL EAU CRD AU 31/12 (CREAT BUDG EAU 01 01 2015)	STOCK DE DETTE TOTAL CRD AU 31/12	nbre hab	DETTE EN CAPITAL PAR HABITANT AU 31/12	MONTANT TOTAL DE L'ANNUITE (CAP y compr L3+ INT)	MONTANT TOTAL DE L'ANNUITE PAR HABITANT
2009		64 726 187 € 2,98%			2 583 219 €	67 309 406 € 3,51%		1 732,50 € 3,08%	6 750 900,78 € -0,59%	173,76 € -1,00%
2010		63 235 954 € -2,30%			3 479 596 €	66 715 550 € -0,88%		1 667,43 € -3,76%	6 828 978,55 € 1,16%	170,68 € -1,78%
2011		65 726 773 € 3,94%	3 932 128 €		4 359 886 €	74 018 788 € 10,95%	40018	1 831,33 € 9,83%	7 306 401,34 € 6,99%	179,01 € 4,88%
2012		70 129 060 € 6,70%	3 830 222 €		5 164 832 €	79 124 114 € 6,90%	40619	1 947,96 € 6,37%	7 908 803,98 € 8,24%	194,71 € 8,77%
2013		76 792 859 € 9,50%	3 747 556 €		4 146 368 €	84 686 783 € 7,03%	40491	2 091,50 € 7,37%	9 183 235,00 € 16,11%	226,80 € 16,48%
2014	BUDG PPAL*	89 457 727 € 16,49%	3 660 382 €	93 118 109 €		98 243 940 €	41506	2 366,98 €	8 052 837,47 €	208,75 €
	EAU				5 125 831 €	16,01%		13,17%	609 729,24 € -5,67%	-7,96%
2015	BUDG PPAL**	102 108 250 € 14,14%	3 555 608 €	105 663 858 € 13,47%		110 563 326 €	41036	2 574,91 € 8,78%	8 102 422,31 € 0,62%	197,45 €
	BUDG EAU				4 899 468 € -4,42%	12,54%		119,39 €	380 446,68 € -37,60%	9,29 € 206,72 €
2016	BUDG PPAL	100 470 770 € -1,60%	3 445 509 €	103 916 279 € -1,65%		108 585 001 €	40971	2 357,49 € avec fds soutien -1,23%	8 852 437,68 € 9,26%	216,07 €
	BUDG EAU				4 668 722 € -4,71%	-1,79%		113,95 €	384 829,55 € 1,15%	9,39 € 225,46 €
2017	BUDG PPAL***	98 460 545 € -2,00%	3 329 813 €	101 790 358 € -2,05%		106 232 394 €	40867	2 321,1 € avec fds soutien -1,54%	9 166 646,84 € 3,55%	224,30 €
	BUDG EAU				4 442 036 € -4,86%	-2,17%		108,69 €	388 287,97 € 0,90%	9,50 € 232,01 €
2018	BUDG PPAL***	96 191 746 € -2,30%	3 208 236 €	99 399 982 € -2,35%		103 620 794 €	41183	2 254,8 € avec fds soutien -2,86%	9 397 680,48 € 2,52%	228,19 €
	BUDG EAU				4 220 812 € -4,98%	-2,46%		102,49 €	360 610,55 € -7,13%	8,76 € 236,95 €

en 2011 : renégociation d'un emprunt DEXIA sur la parité EURO/CHF

en 2012 : renégociation d'un emprunt DEXIA sur la parité EURO/CHF

en 2013 : renégociation d'emprunts CAISSE D'EPARGNE

* la dette courante intègre 7,5M€ : IRA suite renégociation CE

** la dette courante intègre 9,415 M€ : IRA suite renégociation DEXIA

*** en 2017, un remboursement anticipé de 550 K€ a été effectué

**** en 2018, un remboursement anticipé de 859,4 K€ a été effectué

TAUX DES QUATRE TAXES

TAXES	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2017	% évol. 17/18
Taxe d'habitation	21,30	21,30	21,30	21,30	21,30	21,30	23,86	23,86	23,86	23,86	0%
Foncier Bâti	25,90	25,90	25,90	25,90	25,90	25,90	29,01	29,01	29,01	29,01	0%
Foncier Non Bâti	42,59	42,59	42,59	42,59	42,59	42,59	47,70	47,70	47,70	47,70	0%
Taxe Professionnelle	15,70*										

* taux voté par la C.A.M.V.S.

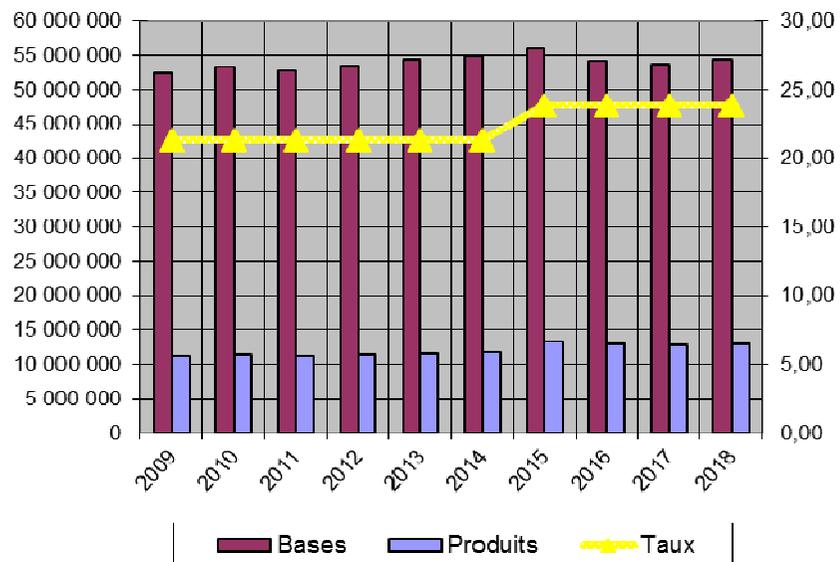
A compter de 2010 la Taxe Professionnelle est remplacée par la cotisation foncière des Entreprises

BASE DES QUATRE TAXES

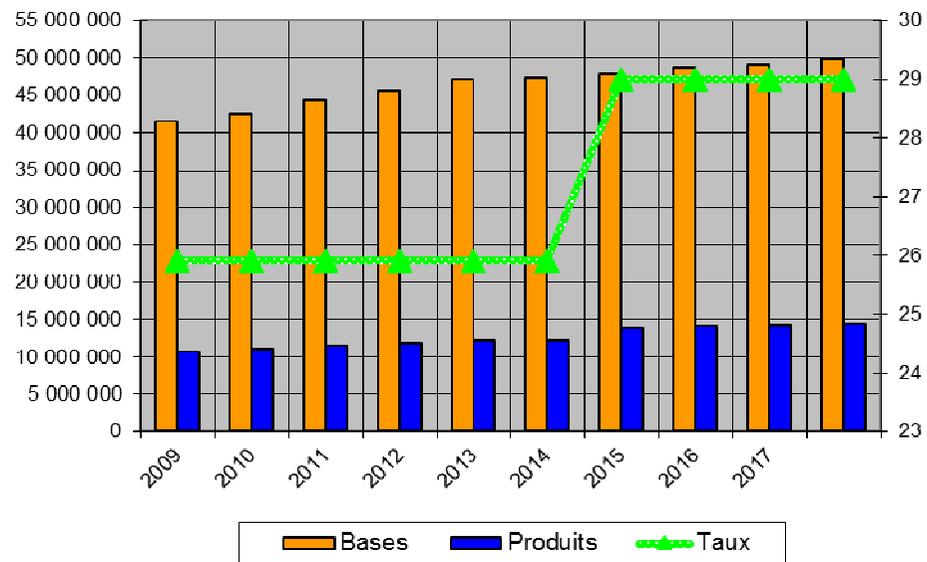
Bases réelles											
TAXES	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	% évol. 17/18
Taxe d'habitation	52 439 326	53 314 754	52 736 114	53 552 125	54 285 942	54 943 029	56 038 611	54 153 407	53 728 853	54 406 206	1,26%
Foncier Bâti	41 536 003	42 620 140	44 287 977	45 744 417	47 110 090	47 290 628	47 781 659	48 829 843	49 141 714	49 943 833	1,63%
Bases exonérées	2 827 581										
Foncier Non Bâti	247 776	84 790	85 422	102 013	768 536	691 351	606 756	512 019	601 562	551 669	-8,29%
Taxe Professionnelle	38 444 818										

A compter de 2010 la Taxe Professionnelle est remplacée par la cotisation foncière des Entreprises

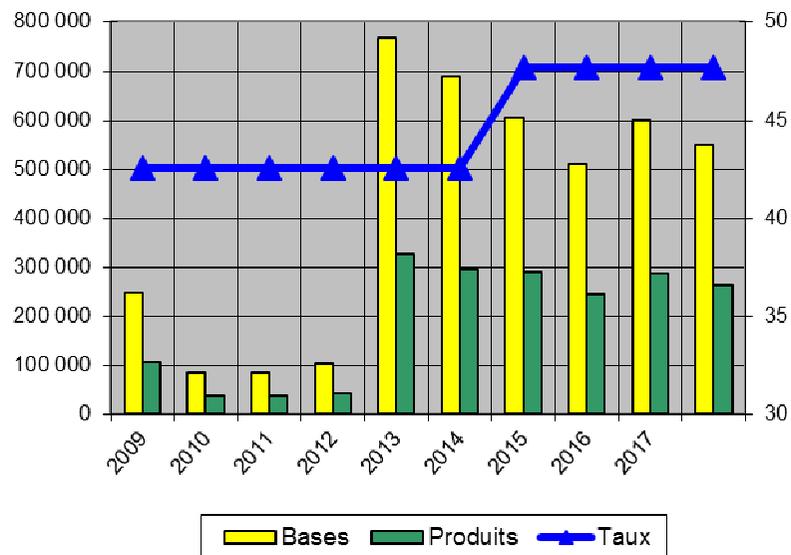
**Evolution de la Taxe d'habitation
entre 2009 et 2018**



**Evolution du Foncier bâti
entre 2009 et 2018**



**Evolution du Foncier non bâti
entre 2009 et 2018**



**EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES DE PERSONNEL DANS LE COMPTE ADMINISTRATIF
TOTAL DE FONCTIONNEMENT EN EUROS 2009-2018**

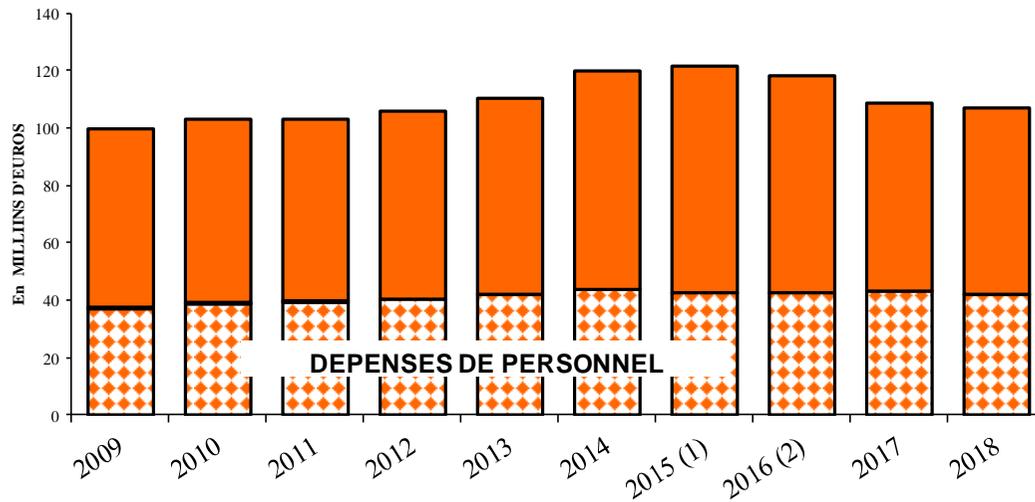
ANNEES	COMPTE ADMINISTRATIF	DEPENSES PERSONNEL C.ADMINIST.	Assurance du personnel*	% DU BUDGET FONCT.	% d'évolution hors ass.pers.	% d'évolution y compris assur.	% d'évolution retraité DMSI Polit de la Ville UIA et OT PRE
2009	62 223 488 €	36 693 201 €	556 530 €	58,97%	4,29%	4,27%	
2010	64 401 528 €	38 415 880 €	*	59,65%		3,13%	
2011	63 729 002 €	38 994 617 €	*	61,19%		1,51%	
2012	65 600 985 €	40 220 448 €	*	61,31%		3,14%	
2013	68 299 520 €	41 849 513 €	*	61,27%		4,05%	
2014	76 566 457 €	43 331 269 €	*	56,59%		3,54%	
2015 (1)	78 942 973 €	42 486 304 €	*	53,82%		-1,95%	-0,49%
2016 (2)	75 938 023 €	42 373 951 €	*	55,80%		-0,26%	0,20%
2017	65 742 555 €	42 834 219 €	*	65,15%		1,09%	1,56%
2018	65 455 570 €	41 969 328 €	*	64,12%		-2,02%	-1,86%

* a c/ de 2010 l'assurance du personnel est comprise dans les frais de personnel au chap.012.

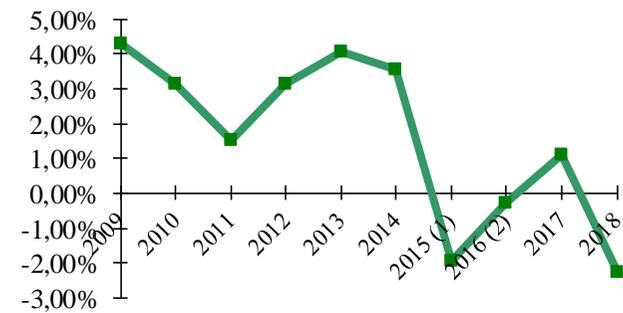
(1) : en 2015 intègre 15,4 M€ d'opération d'ordre contre 10,5 M€ en 2014 et 3,6 M€ en 2013

(2) en 2016, intègre 12,7 M€ d'opération d'ordre

EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES DE PERSONNEL DANS CA (TOTAL FONCTIONNEMENT) 2008-2017

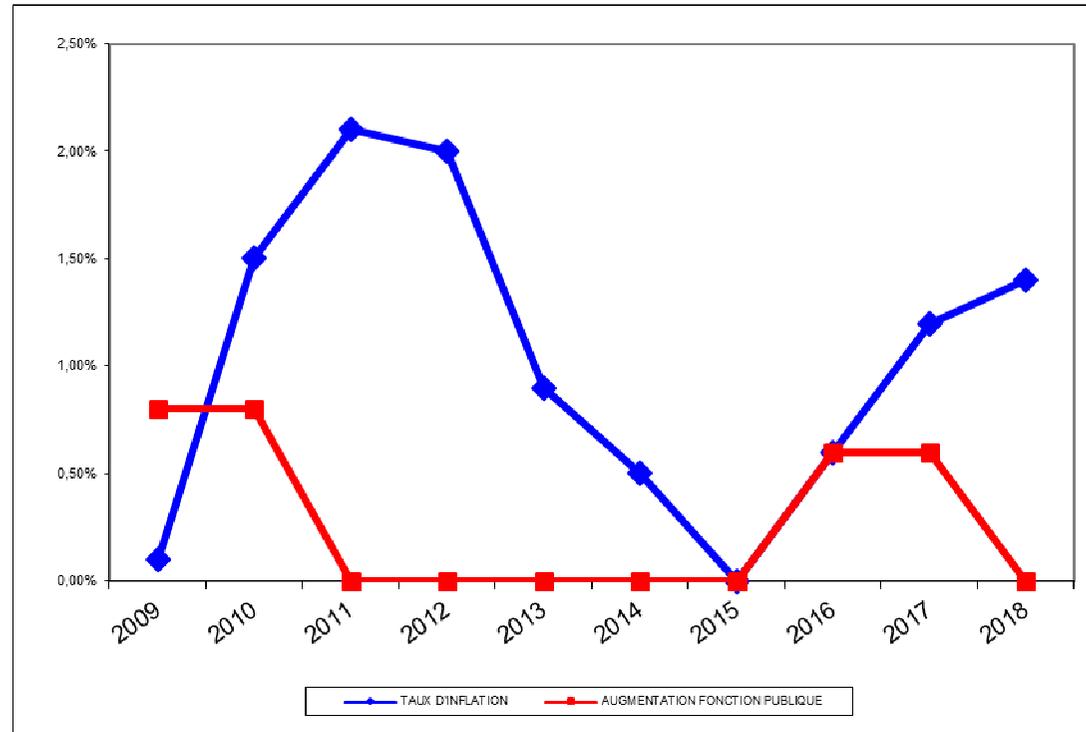


EVOLUTION DE L'AUGMENTATION DES DEPENSES DE PERSONNEL DEPUIS 10 ANS



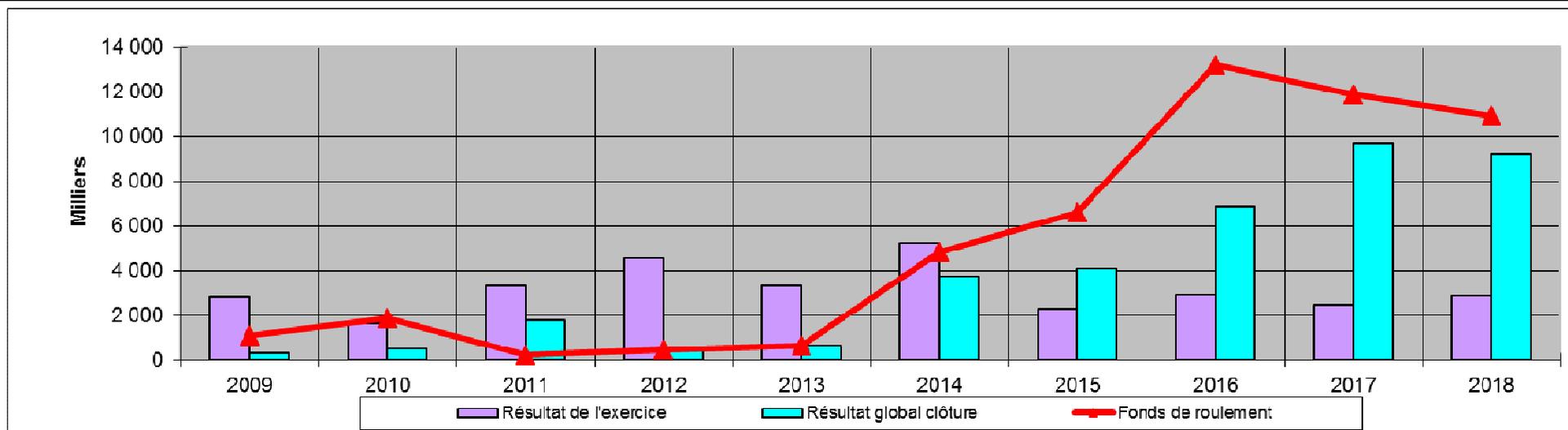
**ETUDE COMPARATIVE SUR 10 ANS DU TAUX D'INFLATION ET DU TAUX D'AUGMENTATION
DU POINT D'INDICE DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ANNEE	TAUX D'INFLATION	AUGMENTATION FONCTION PUBLIQUE
2009	0,10%	0,80%
2010	1,50%	0,80%
2011	2,10%	0,00%
2012	2,00%	0,00%
2013	0,90%	0,00%
2014	0,50%	0,00%
2015	0,20%	0,00%
2016	0,60%	0,60%
2017	1,20%	0,60%
2018	1,85%	0,00%



EVOLUTION DES RESULTATS ET DU FONDS DE ROULEMENT DE 2008 A 2018

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	% évol
Résultat de l'exercice	2 826 339	1 650 926	3 313 595	4 579 319	3 328 386	5 222 754	2 302 198	2 931 902	2 480 220	2 862 661	15,42%
Résultat global clôture	323 902	511 232	1 780 155	452 348	635 001	3 752 118	4 122 560	6 879 684	9 691 814	9 231 994	-4,74%
Fonds de roulement	1 107 872	1 856 859	217 889	479 891	636 253	4 851 890	6 599 649	13 178 709	11 889 634	10 929 881	-8,07%



EVOLUTION DE L'EPARGNE DE GESTION, BRUTE ET NETTE DE 2009 A 2018

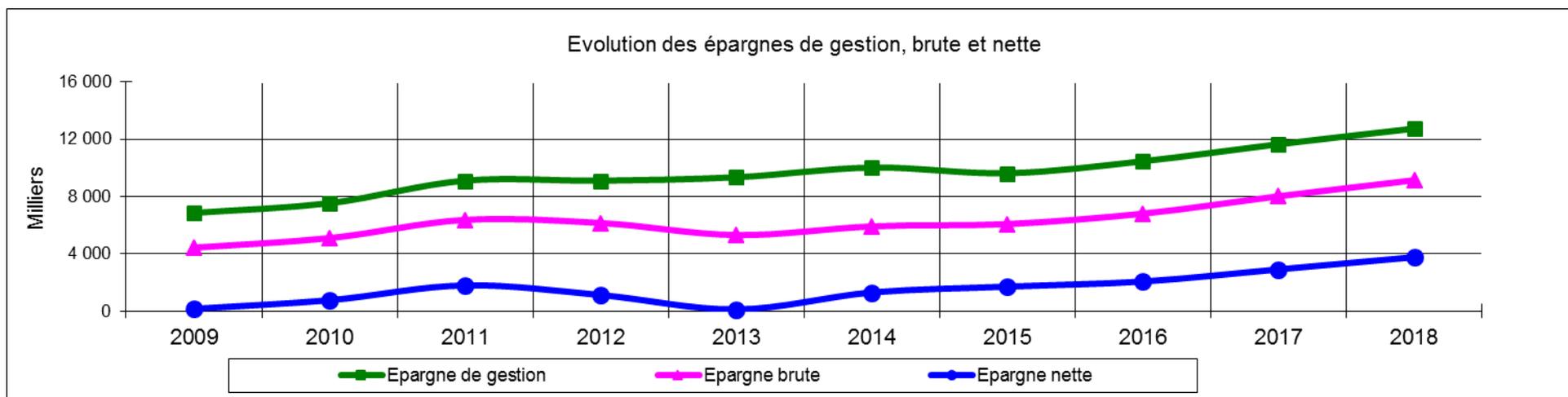
<i>Budget principal</i>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	% evol
Epargne de gestion	6 851 454	7 527 768	9 094 823	9 086 822	9 330 109	10 001 611	9 607 986	10 445 930	11 626 939	12 709 299	9,31%
Epargne brute	4 421 627	5 093 878	6 371 070	6 152 278	5 306 913	5 914 563	6 079 314	6 811 559	8 031 316	9 151 249	13,94%
Epargne nette	149 000	746 022	1 778 367	1 101 983	105 466	1 285 059	1 688 557	2 048 628	2 893 834	3 740 536	29,26%

- **L'Epargne de gestion** : différence entre les produits réels de fonctionnement et les charges réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette et produit des cessions.

- **L'Epargne brute** est dégagée de la section de fonctionnement (Recettes Réelles de Fonctionnement - Dépenses réelles de Fonctionnement) et a pour objectif immédiat de financer le remboursement en capital de la dette.

- **L'Epargne nette** est le solde de l'Epargne brute déduction faite du remboursement en capital des emprunts.

Elle doit permettre de participer au financement des investissements nouveaux.

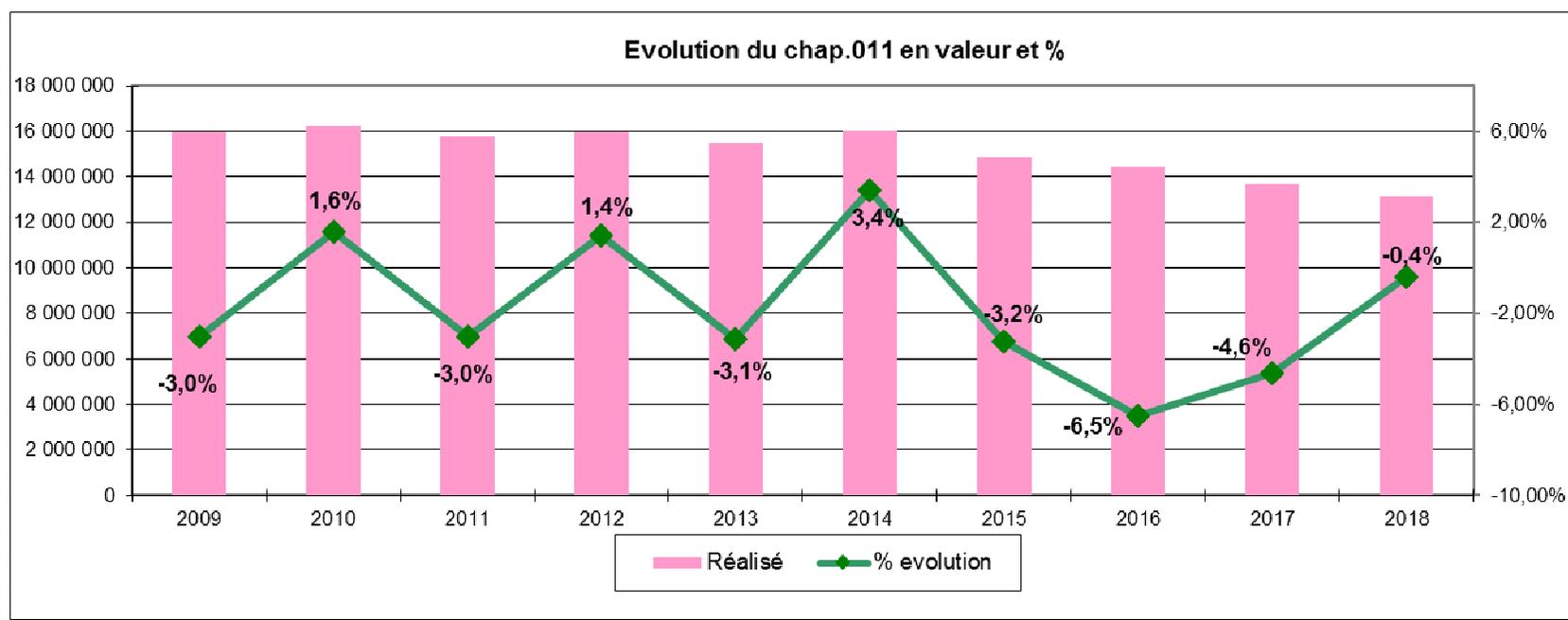


	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (budget principal)	2016 (budget principal)	2017 (budget principal)	2018 (budget principal)
CRD au 31/12	67 309 406	66 715 550	74 018 788	79 124 114	84 686 783	98 243 940	105 663 858	103 916 279	101 790 359	99 399 982
CAF brute	4 421 627	5 093 878	6 371 070	6 152 278	5 306 913	5 914 563	6 079 314	6 811 559	8 031 316	9 151 249
Capacité de désendettement (en années)	15,2	13,1	11,6	12,9	16,0	16,6	17,4	15,3	12,7	10,9

en intégrant le Fonds de soutien SFIL							16,1	14,2	11,8	10,1
--	--	--	--	--	--	--	------	------	------	------

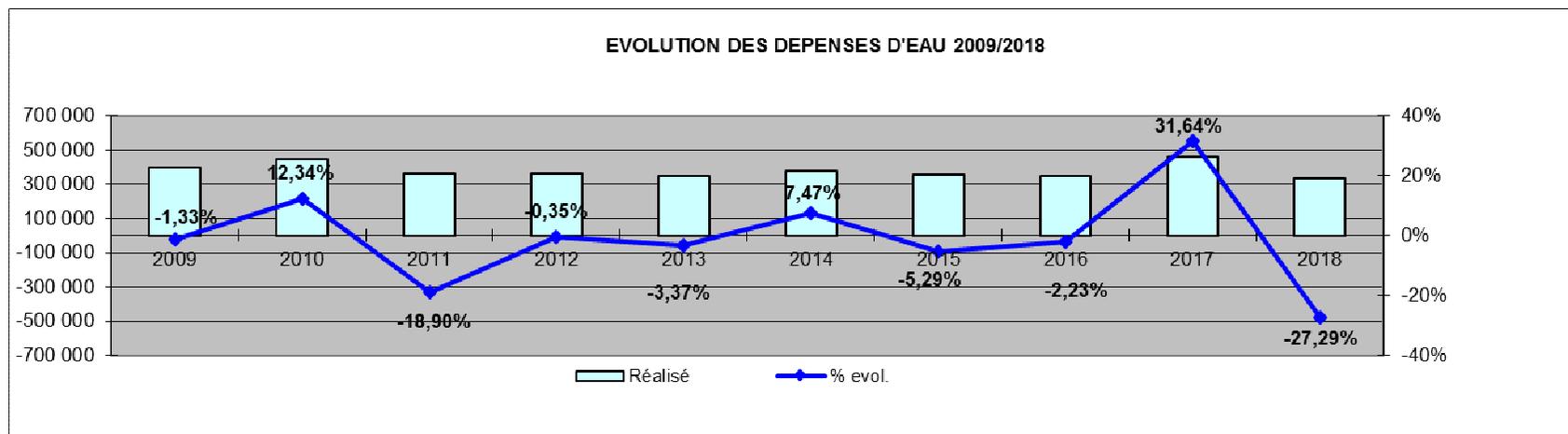
EVOLUTION DES CHARGES A CARACTERE GENERAL "011" 2009/2018

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
Prévu	17 784 732	16 857 395	16 906 479	16 639 853	15 886 340	16 012 821	15 858 727	15 965 405	15 009 898	13 594 713	
Réalisé	16 545 824	16 246 738	15 757 102	15 980 472	15 477 195	16 008 018	14 844 611	14 396 890	13 700 210	13 150 141	
Assurance pers.	556 530	au chap. 012								Reverst recette stationnement au 014 à partir de 2018	533 975
Réalisé retraitement	15 989 294	16 246 738	15 757 102	15 980 472	15 477 195	16 008 018	14 844 611	14 396 890	13 700 210	13 150 141	
% evolution	-3,00%	1,61%	-3,01%	1,42%	-3,15%	3,43%	-7,27%	-3,02%	-4,84%	-4,02%	
évolution retraitée	-3,00%	1,61%	-3,01%	1,42%	-3,15%	3,43%	-3,21%	-6,49%	-4,62%	-0,41%	

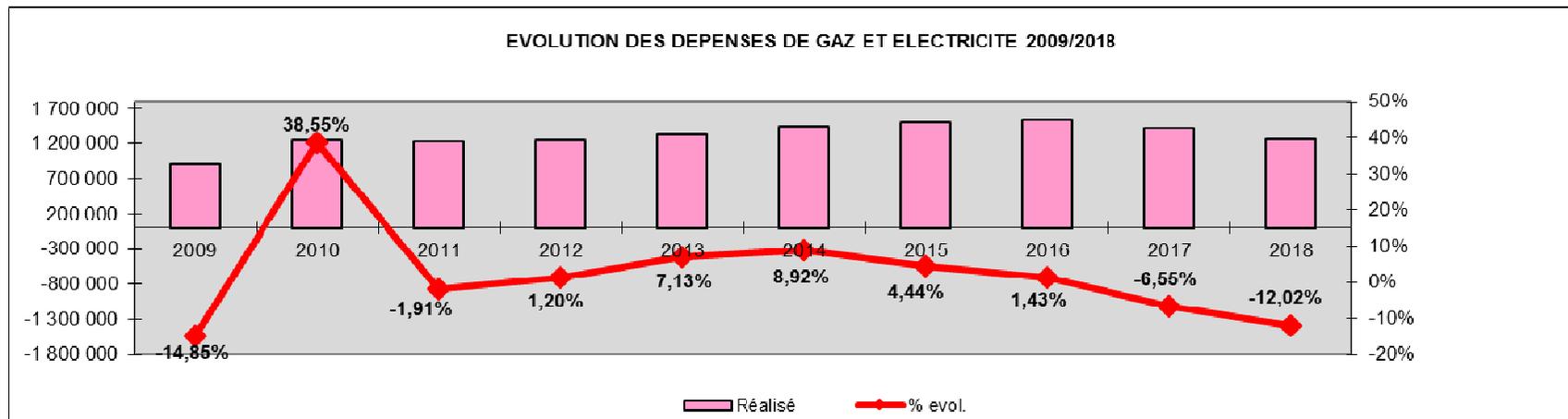


EVOLUTION (en €) DES DEPENSES "ENERGIES/FLUIDES" 2009/2018

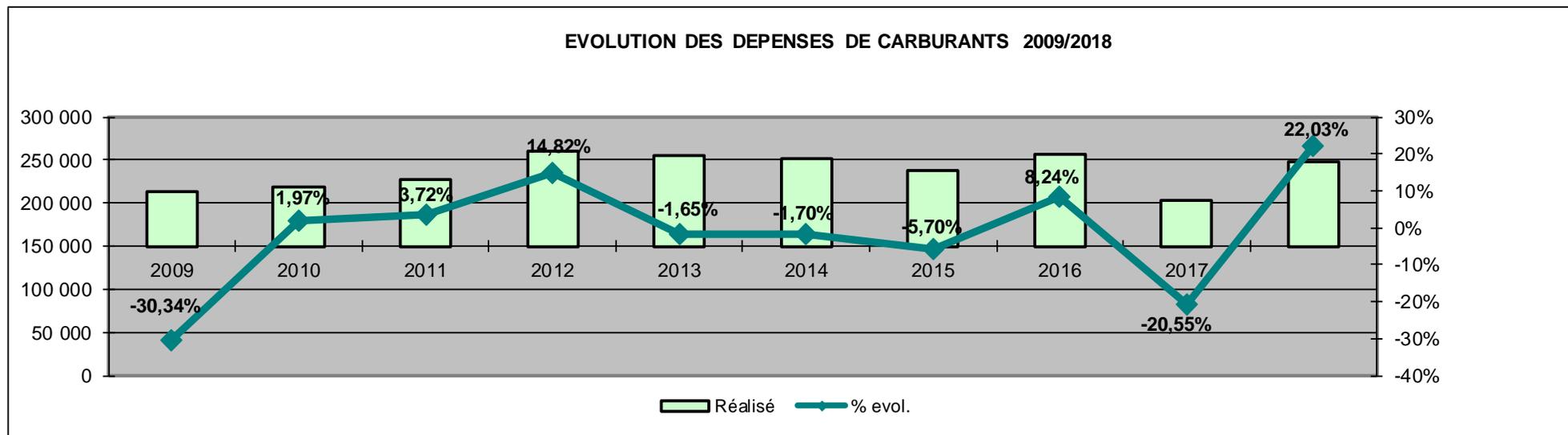
EAU - 60611	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	390 000	413 500	429 000	376 247	351 000	367 249	361 098	367 070	459 806	354 599
Réalisé	399 916	449 280	364 365	363 104	350 858	377 076	357 134	349 167	459 644	334 216
% evol.	-1,33%	12,34%	-18,90%	-0,35%	-3,37%	7,47%	-5,29%	-2,23%	31,64%	-27,29%



GAZ ELECTRICITE - 60612	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	961 960	1 063 500	1 109 500	1 255 000	1 250 306	1 340 969	1 550 049	1 773 749	1 773 750	1 261 449
Réalisé	902 550	1 250 449	1 226 627	1 241 328	1 329 819	1 448 409	1 512 758	1 534 435	1 433 866	1 261 448
% evol.	-14,85%	38,55%	-1,91%	1,20%	7,13%	8,92%	4,44%	1,43%	-6,55%	-12,02%

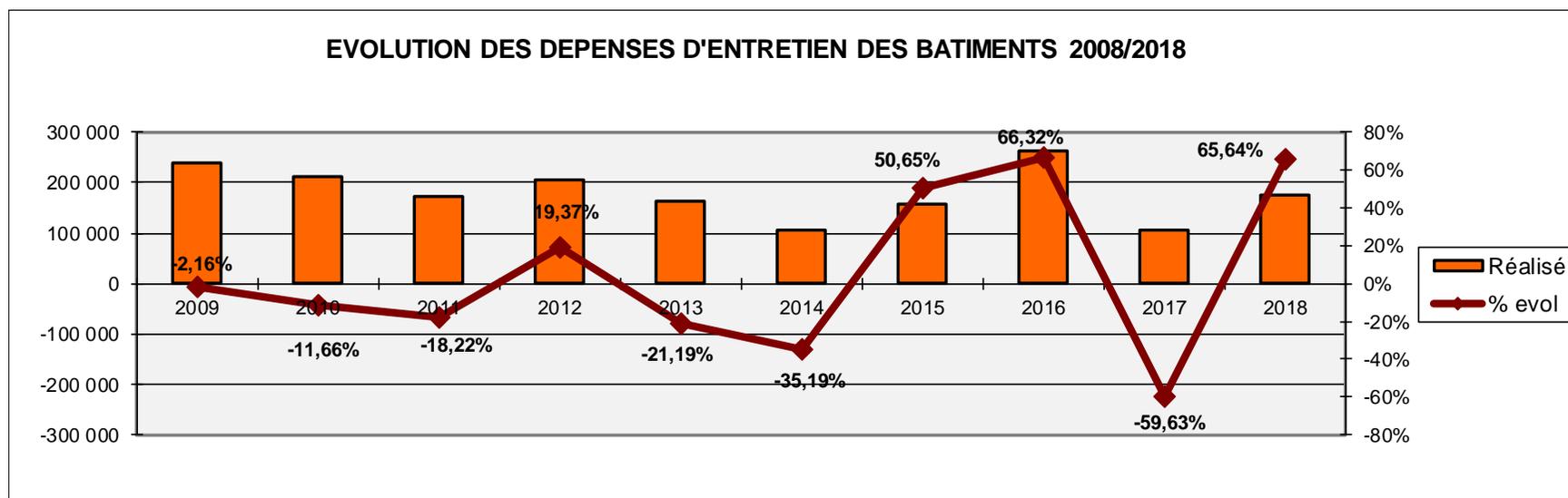


CARBURANTS - 60622	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	215 337	207 400	237 900	260 241	262 800	263 865	258 200	258 200	203 698	248 822
Réalisé	214 174	218 394	226 511	260 086	255 785	251 431	237 094	256 642	203 899	248 821
% evol.	-30,34%	1,97%	3,72%	14,82%	-1,65%	-1,70%	-5,70%	8,24%	-20,55%	22,03%



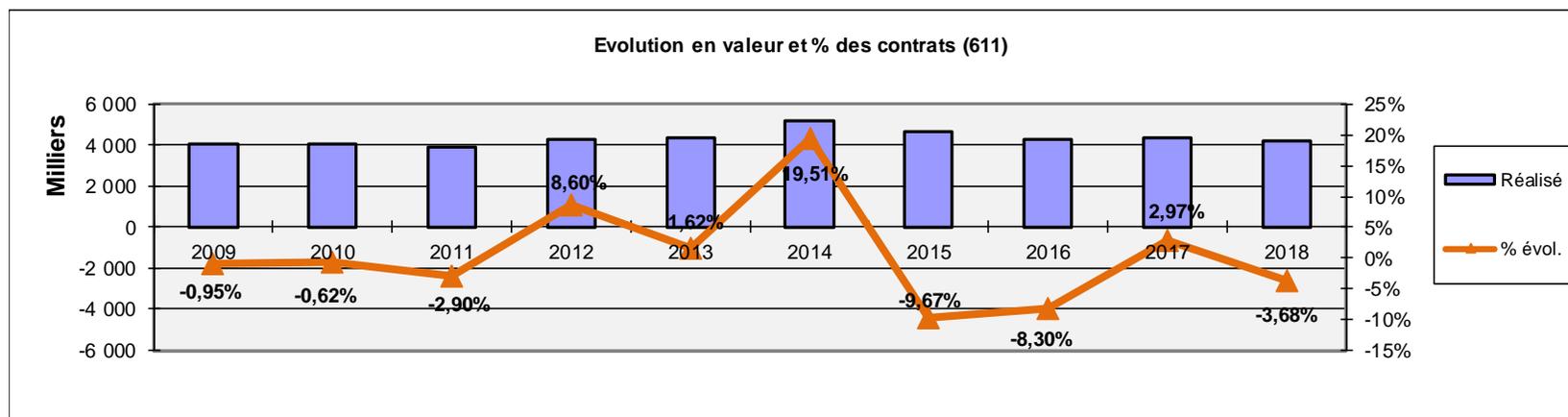
EVOLUTION DES DEPENSES D'ENTRETIEN DES BATIMENTS (615221-615228)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	292 771	248 405	221 620	249 462	182 417	135 099	169 177	285 690	147 799	178 808
Réalisé	238 493	210 677	172 282	205 659	162 084	105 052	158 256	263 208	106 257	176 007
% evol	-2,16%	-11,66%	-18,22%	19,37%	-21,19%	-35,19%	50,65%	66,32%	-59,63%	65,64%

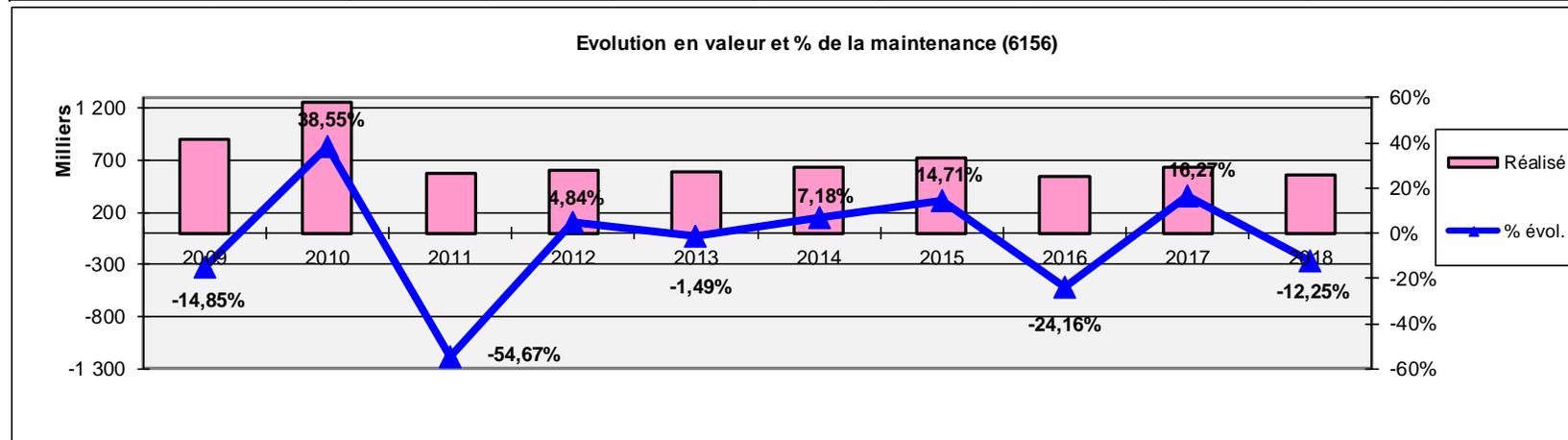


EVOLUTION (en €) DES DEPENSES CONTRATS (611) ET MANTENANCE (6156)

CONTRATS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	4 309 369	4 034 065	3 920 090	4 279 571	4 364 842	4 880 146	4 939 138	5 072 548	4 733 640	4 240 373
Réalisé	4 079 904	4 054 587	3 937 086	4 275 544	4 344 733	5 192 184	4 689 899	4 300 574	4 350 179	4 189 916
% évol.	-0,95%	-0,62%	-2,90%	8,60%	1,62%	19,51%	-9,67%	-8,30%	2,97%	-3,68%

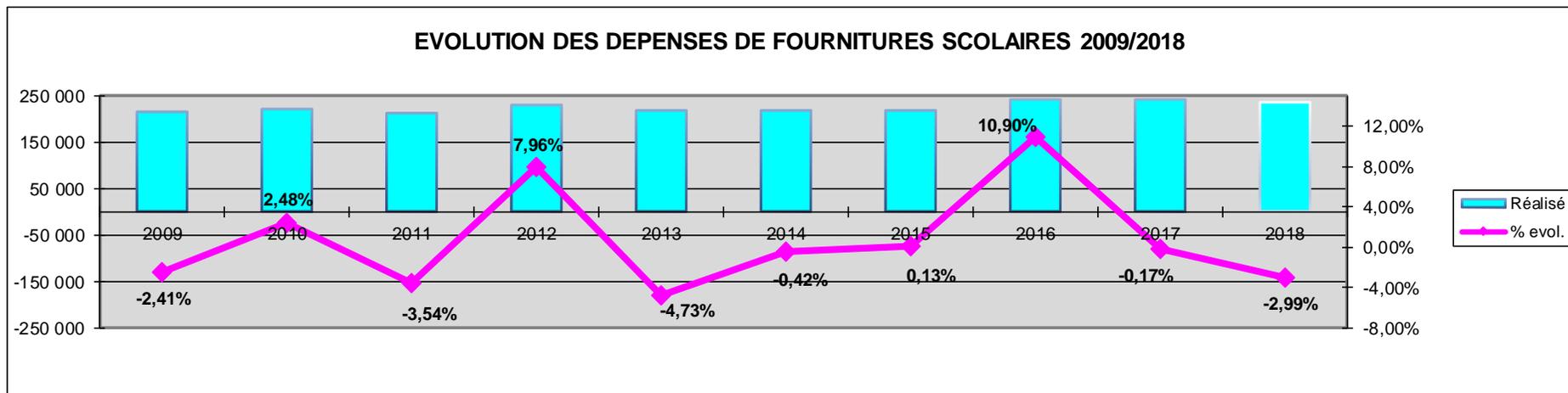


MAINTENANCE	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	961 960	1 063 500	650 539	621 623	682 541	742 327	753 577	698 789	701 754	629 493
Réalisé	902 550	1 250 449	566 880	594 344	585 488	627 505	719 841	545 898	631 183	553 839
% évol.	-14,85%	38,55%	-54,67%	4,84%	-1,49%	7,18%	14,71%	-24,16%	16,27%	-12,25%

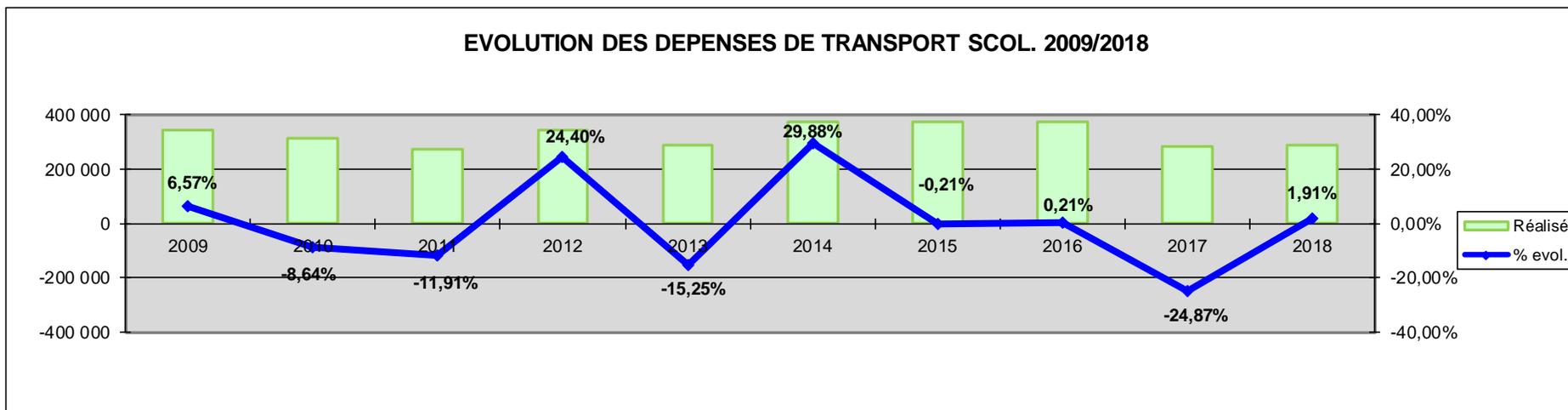


EVOLUTION (en €) DES DEPENSES SCOLAIRES 2009/2018

FOURNITURES	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	247 800	235 100	223 458	241 660	238 003	223 905	237 248	244 720	252 390	252 256
Réalisé	216 456	221 820	213 970	230 997	220 066	219 147	219 425	243 346	242 944	235 686
% evol.	-2,41%	2,48%	-3,54%	7,96%	-4,73%	-0,42%	0,13%	10,90%	-0,17%	-2,99%

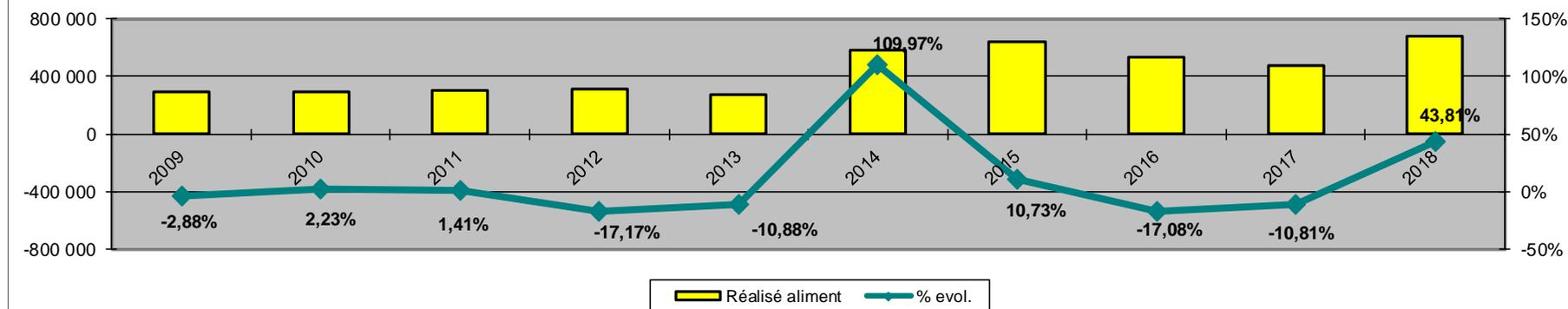


TRANSPORTS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	345 000	314 800	313 780	330 950	331 490	345 015	382 900	377 000	320 800	281 685
Réalisé	342 156	312 580	275 352	342 526	290 278	377 025	376 225	377 000	283 253	288 672
% evol.	6,57%	-8,64%	-11,91%	24,40%	-15,25%	29,88%	-0,21%	0,21%	-24,87%	1,91%



RESTAURATION SCOLAIRE	2009 Aliment°	2010 Aliment°	2011 Aliment°	2012 (1) Aliment° rémun déleg*	2013 (2) Alim + partic soc 11 mois	2014 (3) Alim + partic soc	2015 (4) Alim + partic soc	2016 (5) Alim + partic soc	2017 (6) Alim + particip soc	2018 (7) Alim + partic soc
Prévu	312 975	308 434	307 288	270 500	278 152	580 551	662 392	567 000	520 000	684 017
Réalisé aliment	291 193	297 675	301 872	250 041	6 305	4 822	6 000	6 786	7 884	8 251
participation Ville + impayés				60 000	270 000	575 342	636 425	525 903	467 241	675 017
Total	291 193	297 675	301 872	310 041	276 305	580 164	642 425	532 689	475 125	683 268
% evol.	-2,88%	2,23%	1,41%	-17,17%	-10,88%	109,97%	10,73%	-17,08%	-10,81%	43,81%

EVOLUTION DES DEPENSES DE RESTAURATION SCOLAIRE 2009/2018



(1) A partir de Septembre 2012 : DSP pour (60K€ : 20k€ x3 acpte au titre de la compensation)

(2) 2013: Participation sociale (acpte :20k€ + 25K€ x 10)

(3) 2014 : Participation sociale (acpte 25K€ X 2 + 44k€ X 10) + régul 2013 : 52 526 € + impayés 2012/2013 : 32 814,92 = 575 341,79 €

(4) 2015 : Participation sociale (acpte : 437 145,75€) + (regul 2013/2014 : 101 354,61 €) + (impayés 14/15 : 97 924,59€) = 636 434,95€

(5) 2016 : Participation sociale (acpte : 453 305,59 €) + (impayés 15/16 : 72 597,79€) = 525 903,38 €

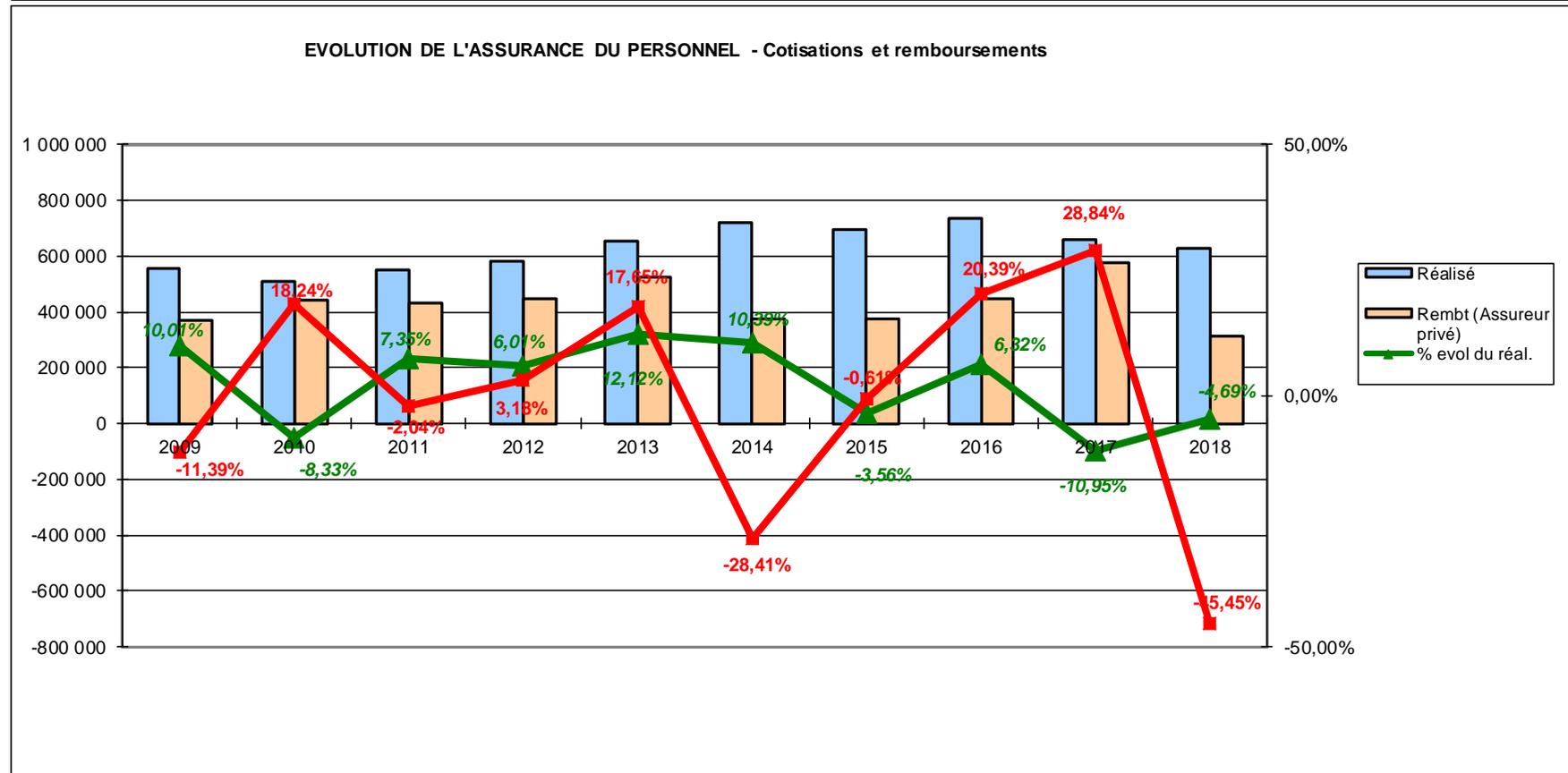
(6) 2017 : Participation sociale (acpte : 406 216,64 €) + (impayés 16/17 : 61 024,11 €) = 467 240,75 €

(7) 2018 : Participation sociale (acpte : 663 613 €) + (impayés 17/18 : 11 404 €) = 675 017 €

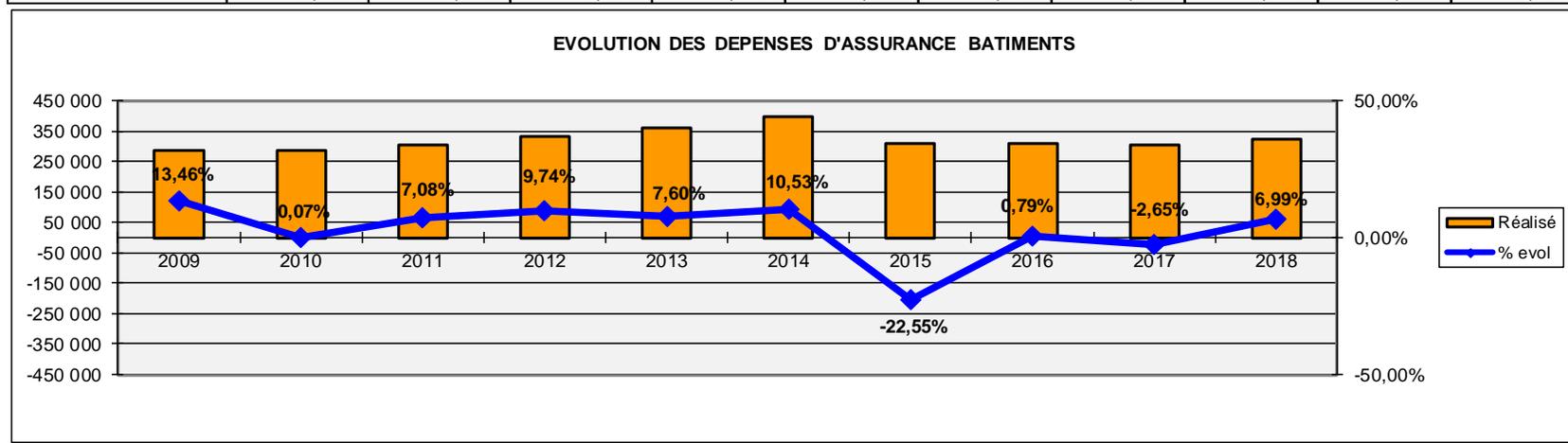
	Montant dû par les familles (1)	paiement réel des familles (2)	Participation sociale de la Ville (1)-(2) = (3)	acpte déjà versés (4)	reste dû par la Ville (3)-(4)	impayés pris en charge par la Ville	Coût total pour la Ville
2012/2013	1 138 063,51	805 536,65	332 526,86	280 000,00	52 526,86	32 814,92	365 341,78
2013/2014	1 297 031,66	864 275,86	432 755,80	452 000,00	-19 244,20	130 391,03	563 146,83
2014/2015	1 268 016,96	871 871,20	396 145,76	520 000,00	-123 854,24	97 924,59	494 070,35
2015/2016	1 214 394,83	796 089,24	418 305,59	500 000,00	-81 694,41	72 597,79	490 903,38
2016/2017	1 237 528,93	841 312,29	396 216,64	484 000,00	-87 783,36	61 024,11	457 240,75
2017/2018	1 418 982,75	834 514,19	584 468,56	489 002,00	95 466,56	11 404,00	595 872,56
Total	7 574 018,64	5 013 599,43	1 161 428,42	2 725 002,00	-172 265,99	406 156,44	1 567 584,86

EVOLUTION (en €) DES ASSURANCES 2009/2018

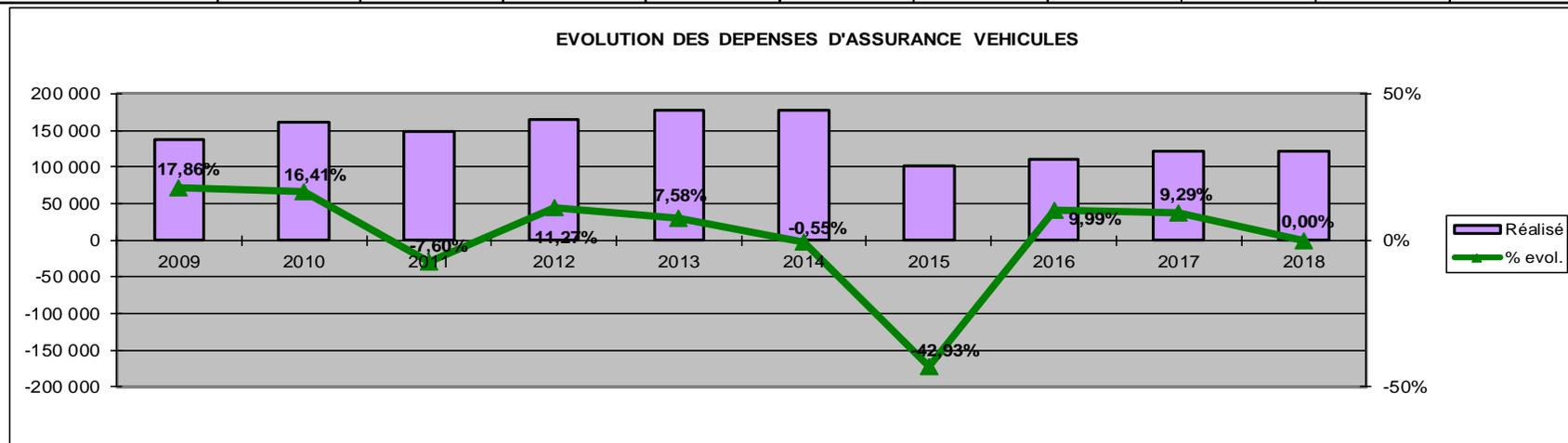
PERSONNEL COMMUNAL	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	550 000	565 000	547 680	580 620	630 000	715 738	718 640	736 852	677 510	682 000
Réalisé	556 530	510 178	547 677	580 619	650 999	718 641	693 083	736 852	656 148	625 371
Rembt (Assureur privé)	371 929	439 757	430 791	444 512	522 976	374 373	372 089	447 963	577 153	314 823
% evol du réal.	10,01%	-8,33%	7,35%	6,01%	12,12%	10,39%	-3,56%	6,32%	-10,95%	-4,69%
% évol du rembt	-11,39%	18,24%	-2,04%	3,18%	17,65%	-28,41%	-0,61%	20,39%	28,84%	-45,45%



BATIMENTS	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	320 000	300 000	309 000	334 420	360 000	383 500	325 500	310 975	302 550	325 291
Réalisé	284 399	284 592	304 743	334 419	359 837	397 722	308 044	310 472	302 247	323 370
% evol	13,46%	0,07%	7,08%	9,74%	7,60%	10,53%	-22,55%	0,79%	-2,65%	6,99%

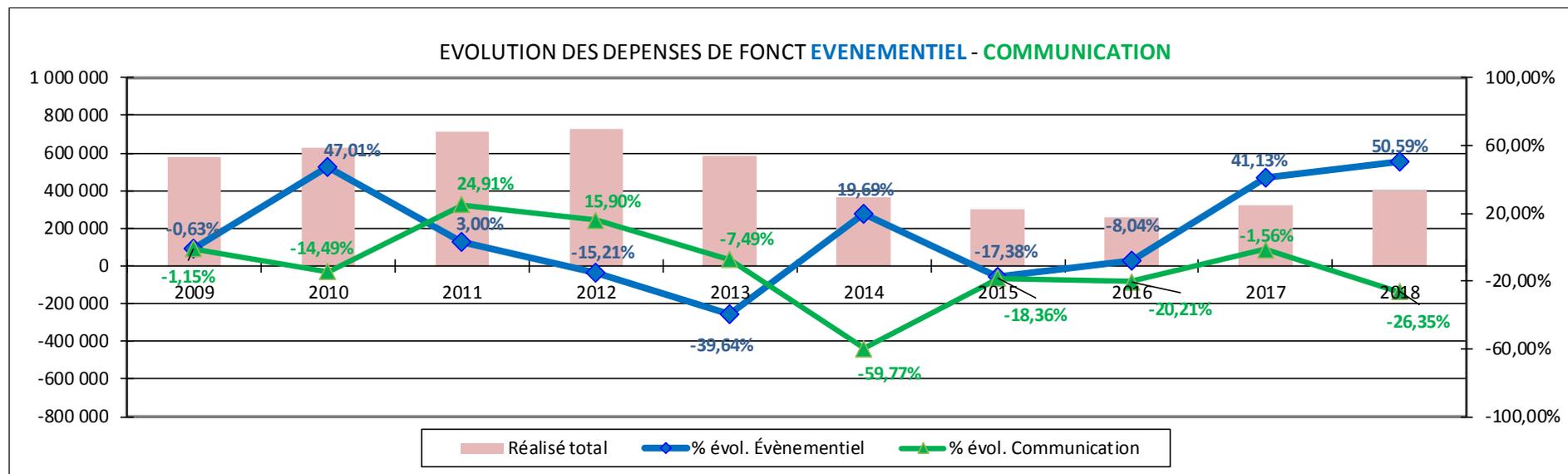


VEHICULES	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	139 000	145 000	161 000	165 326	181 000	180 000	110 000	111 025	121 500	122 500
Réalisé	138 129	160 802	148 577	165 326	177 859	176 877	100 941	111 025	121 344	121 349
% evol.	17,86%	16,41%	-7,60%	11,27%	7,58%	-0,55%	-42,93%	9,99%	9,29%	0,00%



EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EVENEMENTIEL-COMMUNICATION

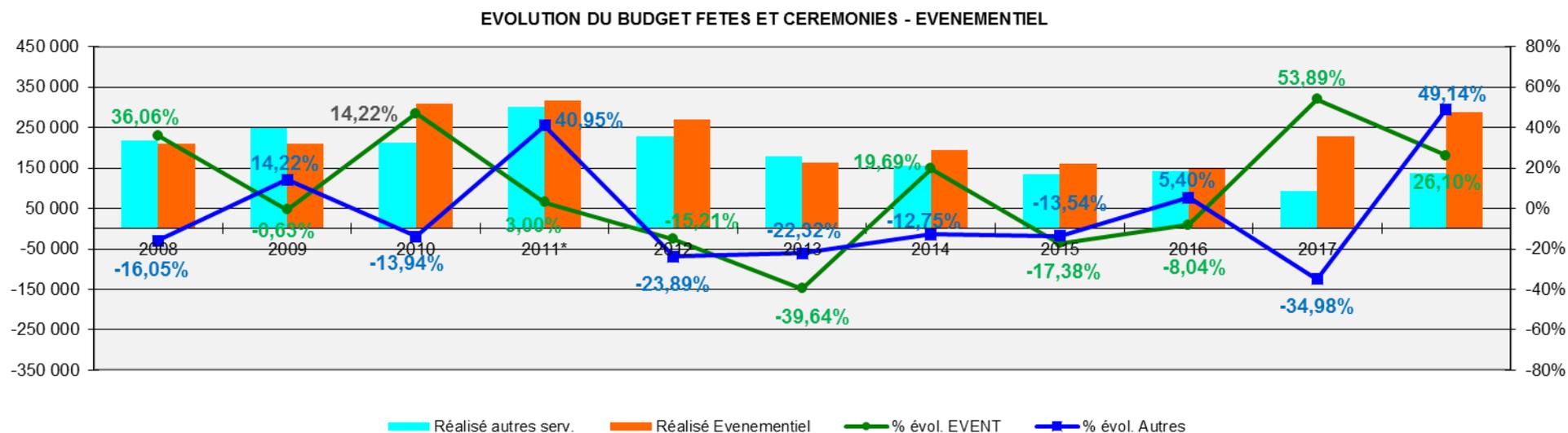
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	597 791	622 025	735 275	725 300	584 670	416 775	341 555	279 384	338 031	399 897
Réalisé total	581 837	626 711	715 172	729 953	588 565	366 101	300 807	259 608	321 045	398 770
% évol.	-0,96%	7,71%	14,12%	2,07%	-19,37%	-37,80%	-17,84%	-13,70%	23,67%	24,21%
réalisé EVENEMENTIEL (plusieurs natures comptables)	210 036	308 779	318 033	269 665	162 762	194 804	160 952	148 014	208 893	314 571
% évol. Évènementiel	-0,63%	47,01%	3,00%	-15,21%	-39,64%	19,69%	-17,38%	-8,04%	41,13%	50,59%
réalisé COMMUNICATION	371 801	317 932	397 139	460 288	425 804	171 297	139 854	111 594	109 849	80 899
% évol. Communication	-1,15%	-14,49%	24,91%	15,90%	-7,49%	-59,77%	-18,36%	-20,21%	-1,56%	-26,35%



EVOLUTION DU BUDGET (en €) "FETES ET CEREMONIES/EVENEMENTIEL" (6232 tous services) 2009/2018

	2008	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	507 308	483 045	550 562	602 758	499 512	335 692	368 876	347 306	298 547	357 644	425 031
Réalisé Evenementiel	211 367	210 036	308 779	318 033	269 665	162 762	194 804	160 952	148 014	227 783	287 241
% évol. EVENT	36,06%	-0,63%	47,01%	3,00%	-15,21%	-39,64%	19,69%	-17,38%	-8,04%	53,89%	26,10%
Réalisé autres serv.	217 753	248 712	214 036	301 688	229 611	178 367	155 618	134 540	141 810	92 200	137 507
% évol. Autres	-16,05%	14,22%	-13,94%	40,95%	-23,89%	-22,32%	-12,75%	-13,54%	5,40%	-34,98%	49,14%
Réalisé total	429 120	458 748	522 815	559 720	499 276	341 129	350 422	295 492	289 824	319 682	424 748

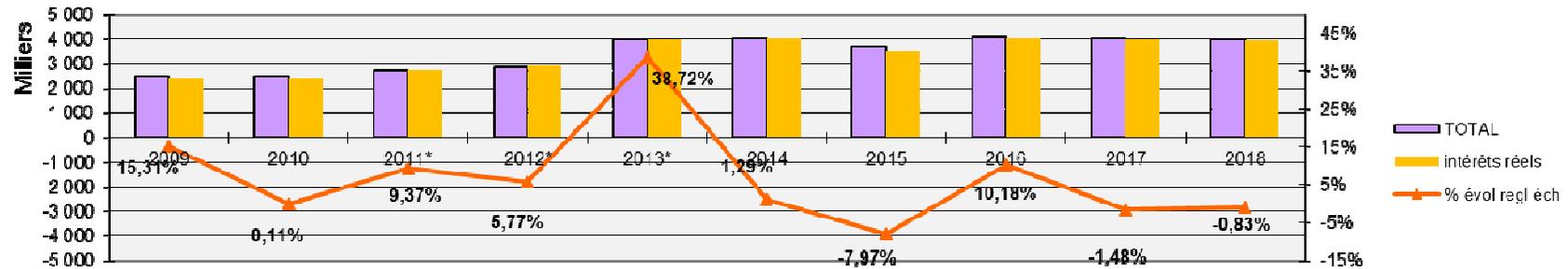
* dont 60k€ pour le Concert Noah/Mae



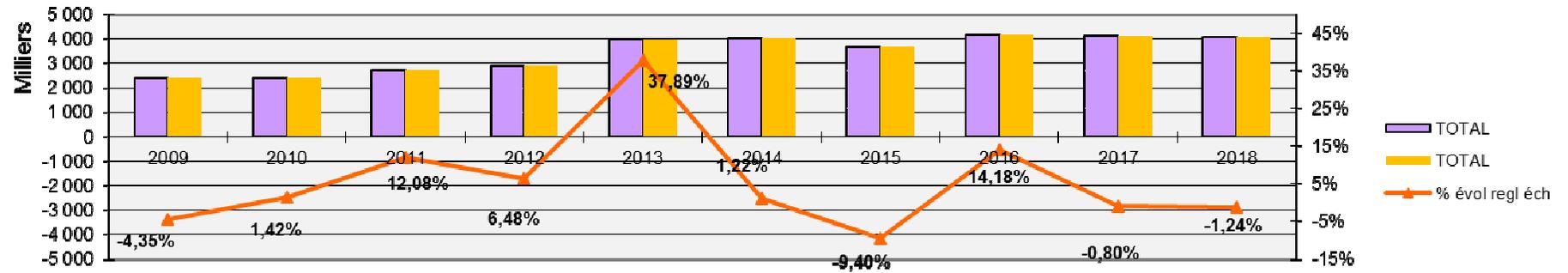
EVOLUTION DU REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS 2009/2018

INTERETS	2009	2010	2011*	2012*	2013*	2014	2015	2016	2017	2018
budget ppal intérêts payés	2 478 274	2 481 123	2 713 698	2 870 414	3 981 788	4 033 063	3 711 665	4 089 497	4 029 165	3 995 545
% évol regl éch	15,31%	0,11%	9,37%	5,77%	38,72%	1,29%	-7,97%	10,18%	-1,48%	-0,83%
courus non échus	-91 000	-60 000	0	19 220	0	0	-232 621	-71 544	-52 087	-49 611
intérêts réels	2 387 274	2 421 123	2 713 698	2 889 634	3 984 540	4 033 063	3 479 044	4 017 953	3 977 078	3 945 935
budget eau avec ICNE							174 830	154 084	161 602	141 219
TOTAL	2 387 274	2 421 123	2 713 698	2 889 634	3 984 540	4 033 063	3 653 874	4 172 037	4 138 679	4 087 154
% évol regl éch	-4,35%	1,42%	12,08%	6,48%	37,89%	1,22%	-9,40%	14,18%	-0,80%	-1,24%

EVOLUTION DU PAIEMENT DES INTERETS TOTAL

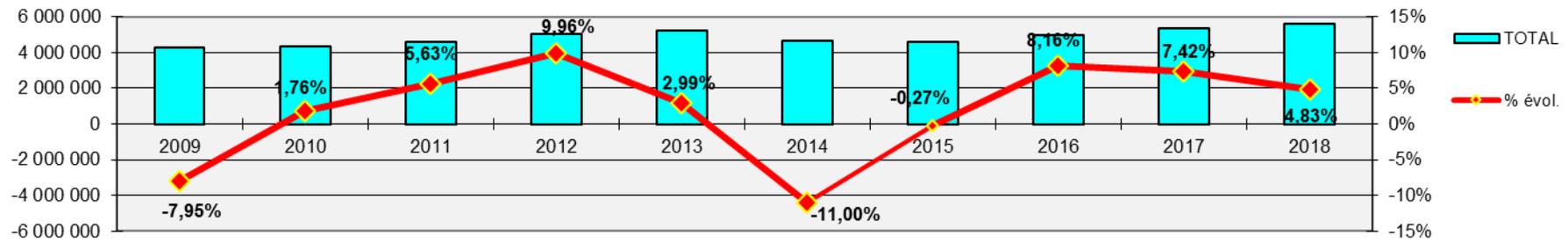


EVOLUTION DU PAIEMENT DES INTERETS TOTAL

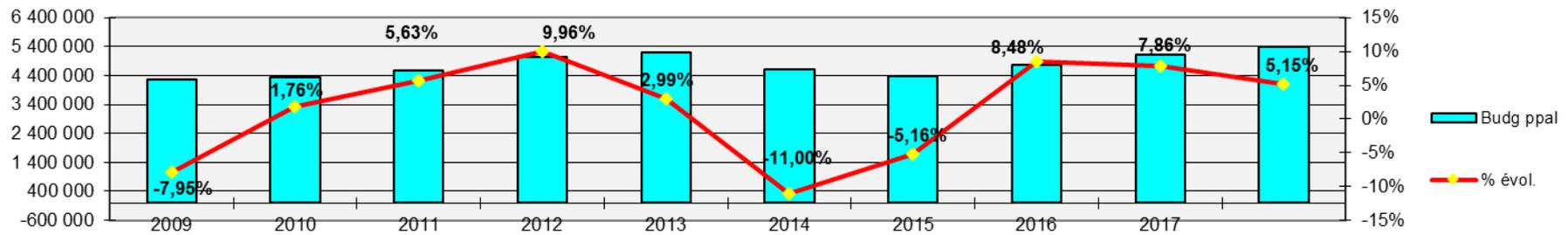


CAPITAL	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Budg ppal	4 272 627	4 347 856	4 592 703	5 050 295	5 201 447	4 629 503	4 390 757	4 762 931	5 137 482	5 402 135
% évol.	-7,95%	1,76%	5,63%	9,96%	2,99%	-11,00%	-5,16%	8,48%	7,86%	5,15%
Budget eau							226 363	230 746	226 686	221 224
TOTAL	4 272 627	4 347 856	4 592 703	5 050 295	5 201 447	4 629 503	4 617 120	4 993 677	5 364 168	5 623 359
% évol.	-7,95%	1,76%	5,63%	9,96%	2,99%	-11,00%	-0,27%	8,16%	7,42%	4,83%

EVOLUTION DU REMBT DU CAPITAL BUDG TOTAL

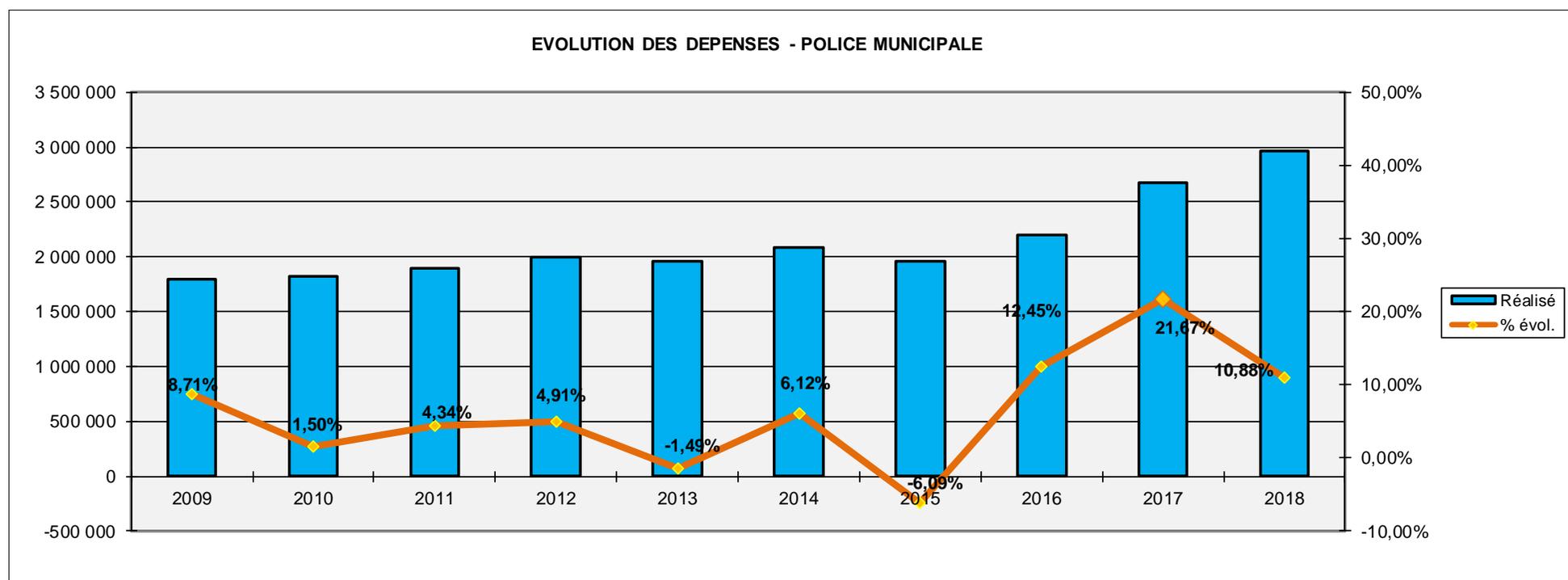


EVOLUTION DU REMBT DU CAPITAL BUDG PPAL



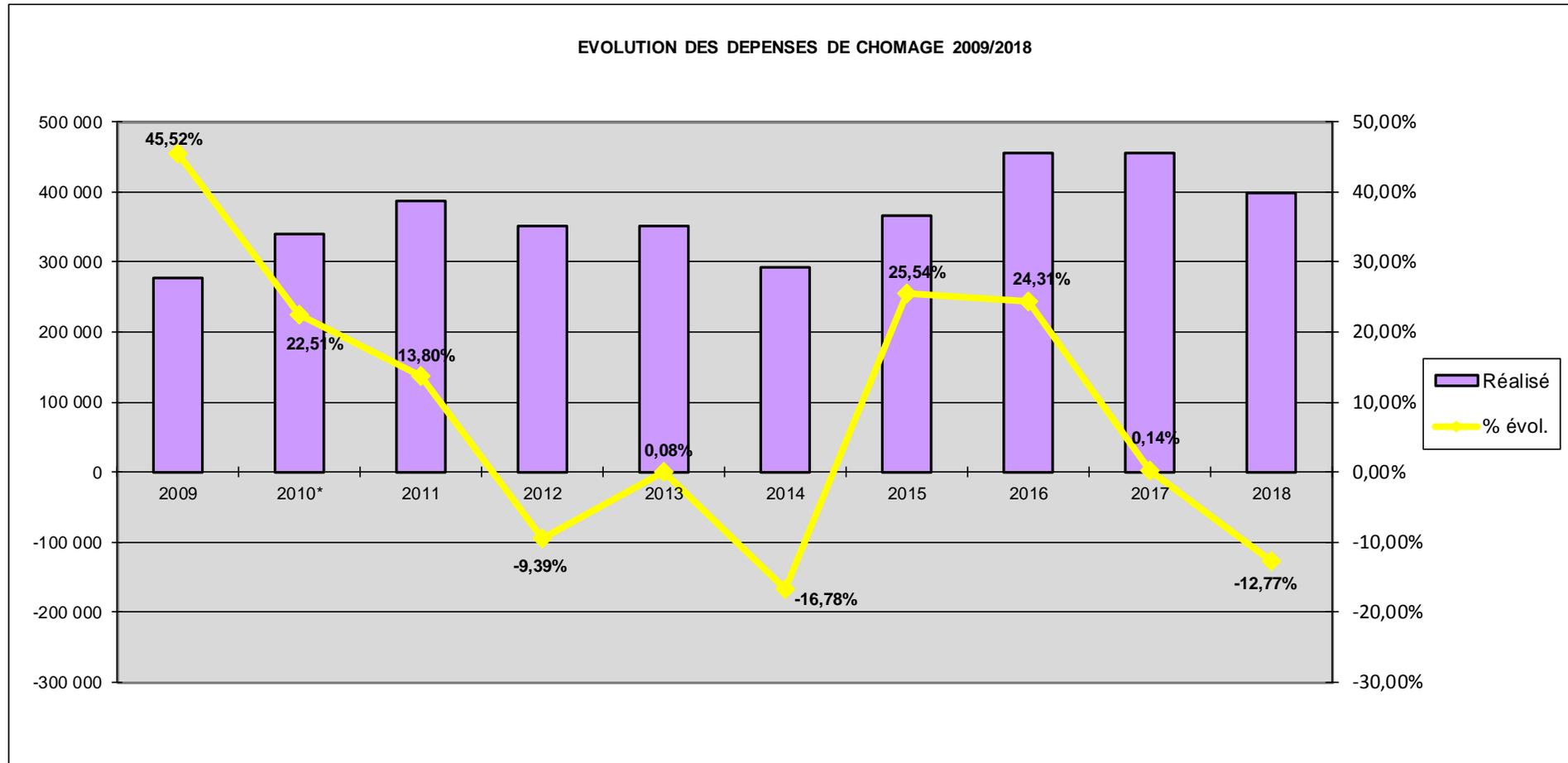
EVOLUTION DU BUDGET (en €) DE LA POLICE MUNICIPALE 2009/2018

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Investissement	Prévu	49 418	50 407	46 395	47 884	91 893	19 088	19 355	95 320	64 643	92 480
	Réalisé	44 350	15 708	35 681	47 365	84 678	9 463	13 314	37 200	56 886	43 306
Fonctionnement	Prévu	1 717 782	1 844 833	1 866 700	1 943 386	2 017 469	2 159 510	2 248 431	2 238 094	2 430 288	2 965 420
	Réalisé	1 791 247	1 818 192	1 897 043	1 990 129	1 960 444	2 080 348	1 953 561	2 196 741	2 672 741	2 963 604
	% évol.	8,71%	1,50%	4,34%	4,91%	-1,49%	6,12%	-6,09%	12,45%	21,67%	10,88%



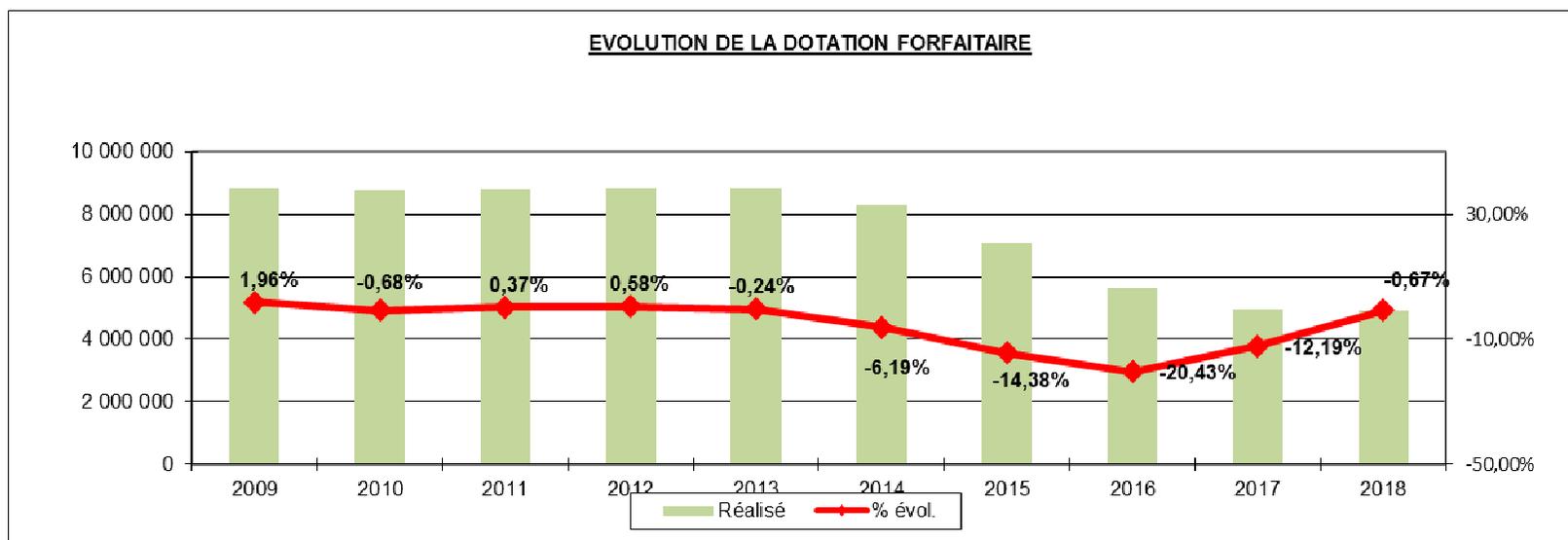
EVOLUTION DES DEPENSES DE CHOMAGE 2009/2018

	2009	2010*	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	268 000	285 552	420 000	350 240	365 000	300 000	350 000	411 674	456 516	490 000
Réalisé	277 235	339 645	386 505	350 231	350 523	291 713	366 226	455 250	455 873	397 639
% évol.	45,52%	22,51%	13,80%	-9,39%	0,08%	-16,78%	25,54%	24,31%	0,14%	-12,77%

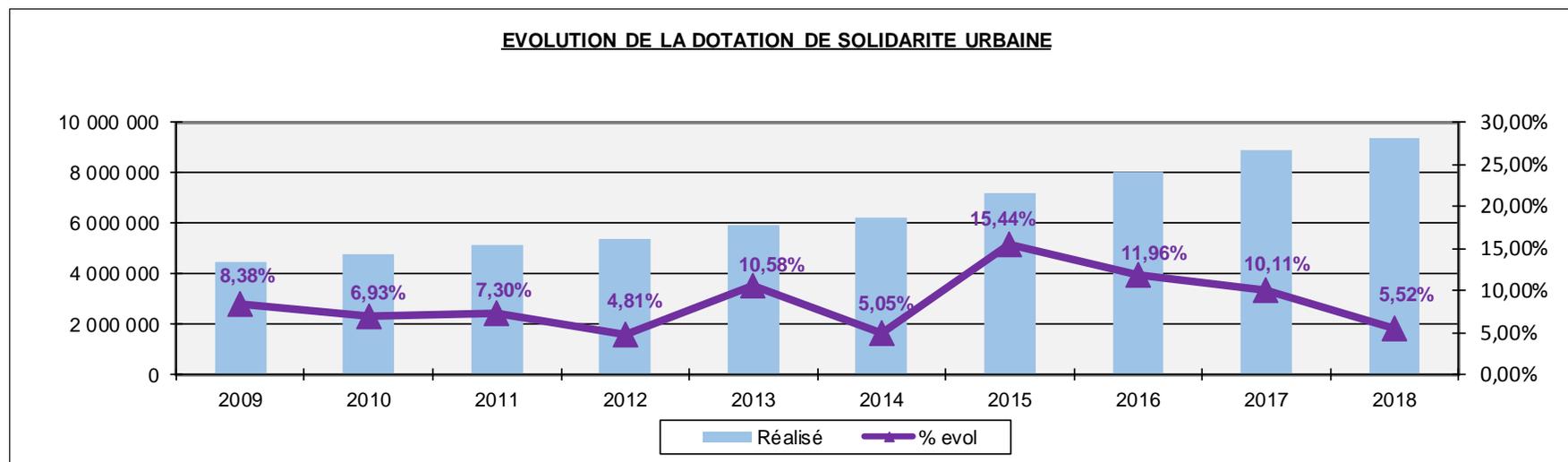


EVOLUTION des dotations 2009/2018

DOTATION FORFAITAIRE	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	8 833 150	8 773 476	8 806 055	8 856 759	8 835 719	8 288 927	7 096 707	5 646 929	4 958 383	4 925 361
Réalisé	8 833 156	8 773 476	8 806 055	8 856 759	8 835 719	8 288 927	7 096 707	5 646 929	4 958 383	4 925 361
% évol.	1,96%	-0,68%	0,37%	0,58%	-0,24%	-6,19%	-14,38%	-20,43%	-12,19%	-0,67%
						-546 792	-1 192 220	-1 449 778	-688 546	-33 022



DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<i>Prévu</i>	4 463 016	4 772 123	5 120 381	5 366 501	5 934 171	6 233 953	7 196 412	8 056 861	8 871 631	9 361 283
Réalisé	4 463 016	4 772 123	5 120 381	5 366 501	5 934 171	6 233 953	7 196 412	8 056 861	8 871 631	9 361 283
% evol	8,38%	6,93%	7,30%	4,81%	10,58%	5,05%	15,44%	11,96%	10,11%	5,52%



EVOLUTION DE LA PARTICIPATION DES USAGERS (chapitre 70 tous services confondus) 2009/2018

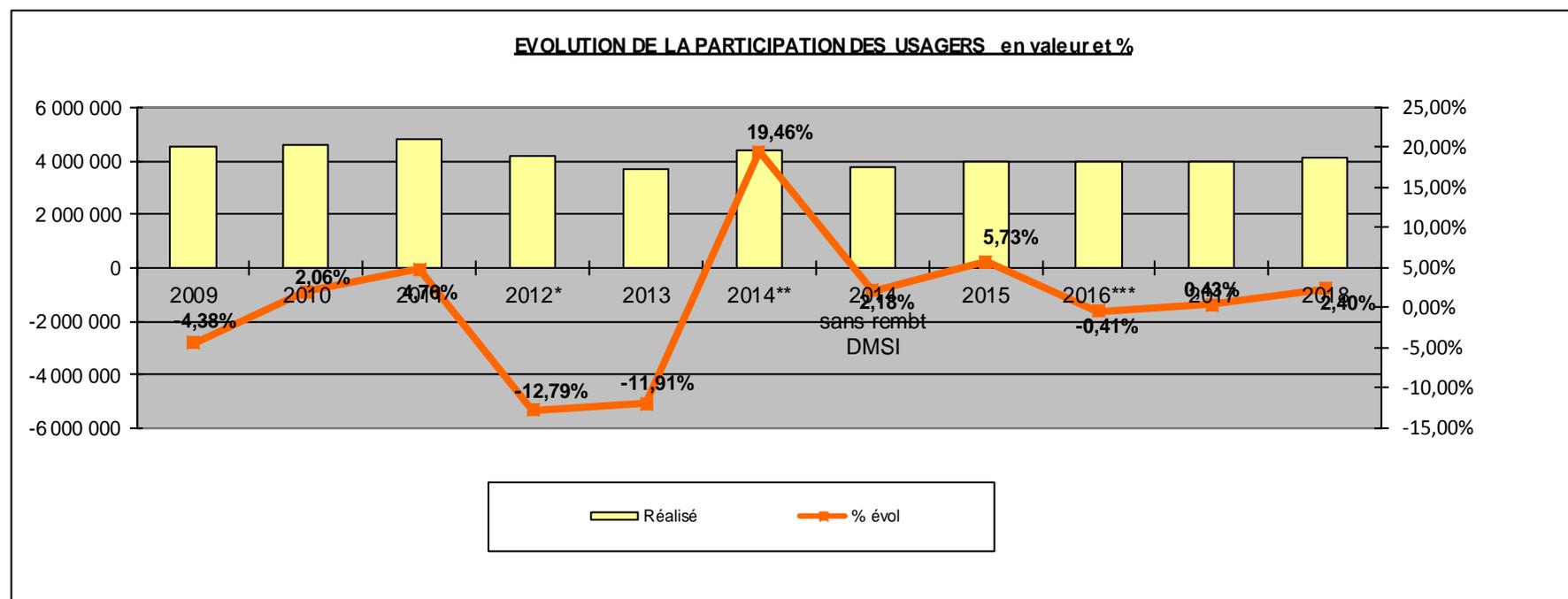
	2009	2010	2011	2012*	2013	2014**	2014 sans rembt	2015	2016***	2017	2018
Prévu	4 796 070	4 685 640	4 786 064	4 188 191	3 979 397	4 529 258	3 874 258	4 073 330	3 832 662	3 905 660	4 102 220
Réalisé	4 508 300	4 601 287	4 820 416	4 204 044	3 703 495	4 424 241	3 784 224	4 000 921	3 984 526	4 001 692	4 097 564
% évol	-4,38%	2,06%	4,76%	-12,79%	-11,91%	19,46%	2,18%	5,73%	-0,41%	0,43%	2,40%
									retraité sans OT et UIA		3,68%

* 2012 plus d'encaissement pour : - la restauration scolaire à partir de septembre 2012 (DSP)

- l'Espace Littoral Le Cormier (fermeture)

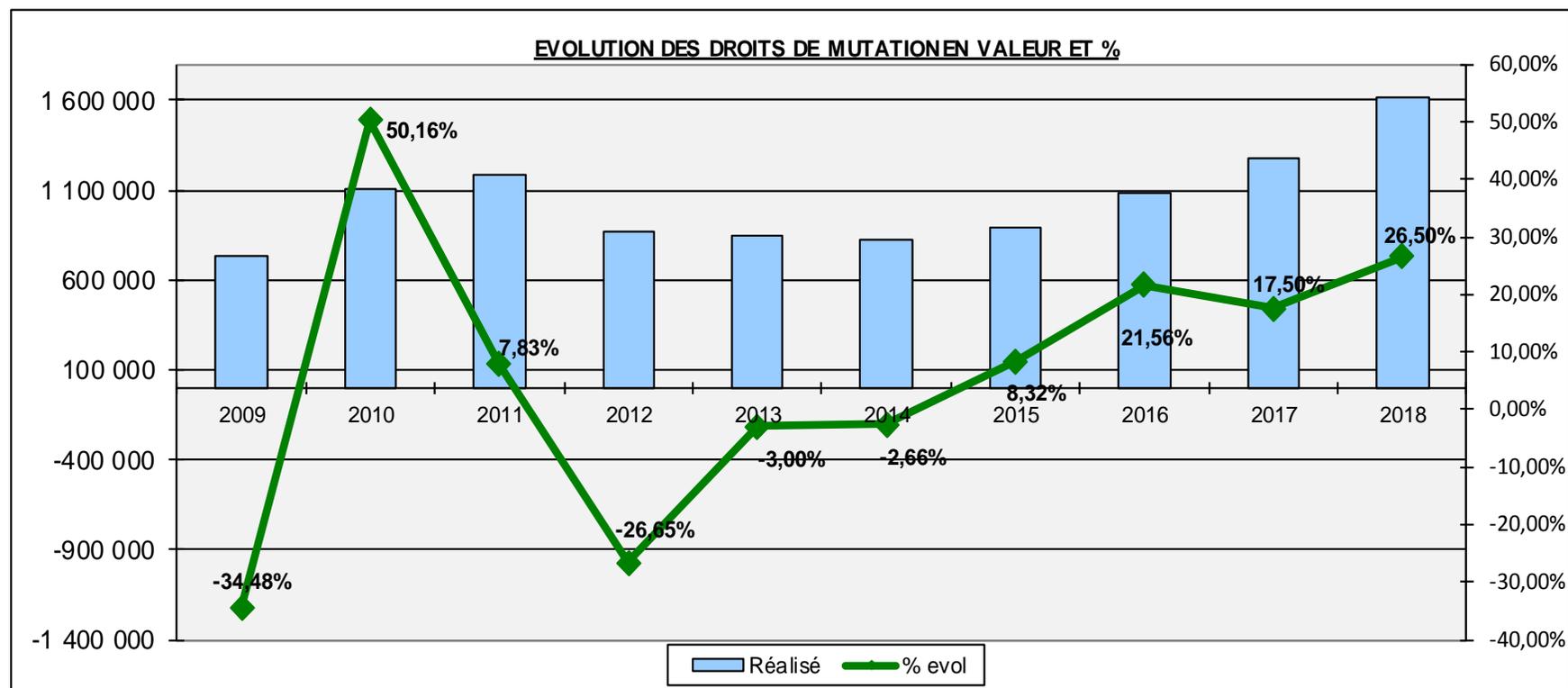
** 2014 : y compris rbst rémunération DMSI par la CAMVS (640 017,28€)

*** 2016 : inondation et FRPA (passage au post-paiement , décalage d'un mois comptabilisé en année N+1)



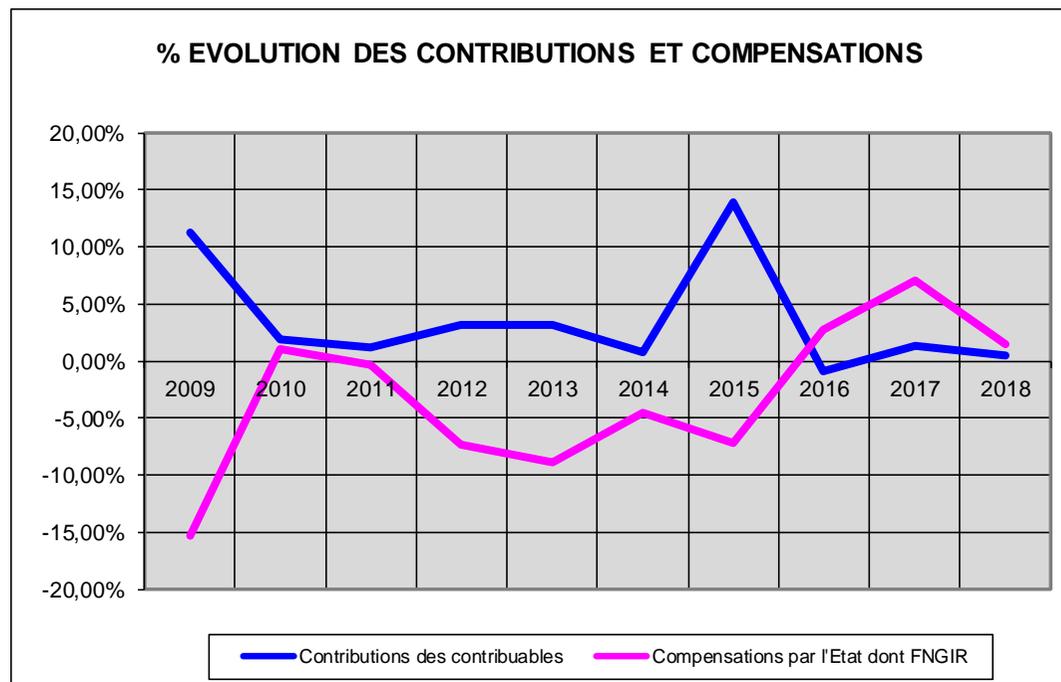
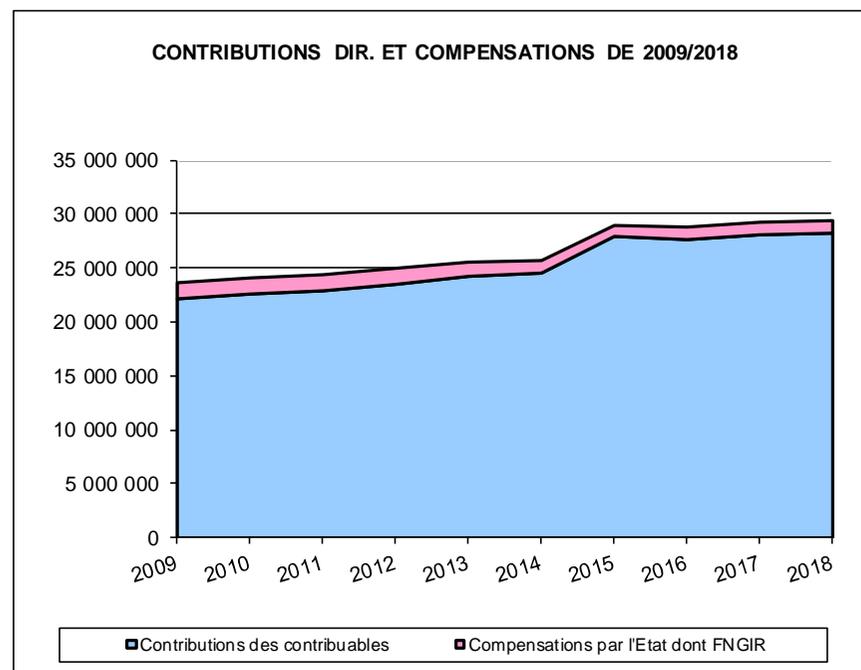
EVOLUTION DES DROITS DE MUTATIONS 2009/2018

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prévu	710 000	1 054 000	1 002 500	902 500	870 000	800 000	740 000	910 000	1 156 722	1 287 000
Réalisé	734 765	1 103 334	1 189 771	872 725	846 553	823 997	892 553	1 085 022	1 274 853	1 612 687
% evol	-34,48%	50,16%	7,83%	-26,65%	-3,00%	-2,66%	8,32%	21,56%	17,50%	26,50%



EVOLUTION DES CONTRIBUTIONS ET COMPENSATIONS FISCALES 2009/2018

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Contributions des contribuables	<i>Prévu</i>	22 261 984	22 609 866	23 249 588	23 549 865	24 264 716	24 345 242	27 450 472	27 991 585	27 802 145	27 994 864
	Réalisé	22 141 199	22 553 344	22 830 276	23 552 671	24 298 668	24 481 371	27 892 326	27 652 524	28 023 096	28 148 274
	% évol	11,20%	1,86%	1,23%	3,16%	3,17%	0,75%	13,93%	-0,86%	1,34%	0,45%
Compensations par l'Etat dont FNGIR	<i>Prévu</i>	1 468 631	1 484 993	1 460 351	1 387 132	1 253 422	1 196 417	1 110 391	1 141 218	1 221 878	1 256 620
	Réalisé	1 471 792	1 487 942	1 483 222	1 374 739	1 253 423	1 196 417	1 109 584	1 140 667	1 220 892	1 238 643
	% évol	-15,35%	1,10%	-0,32%	-7,31%	-8,82%	-4,55%	-7,26%	2,80%	7,03%	1,45%



EVOLUTION DE FISCALITE REVERSEE PAR LA COMMUNAUTE 2009/2018

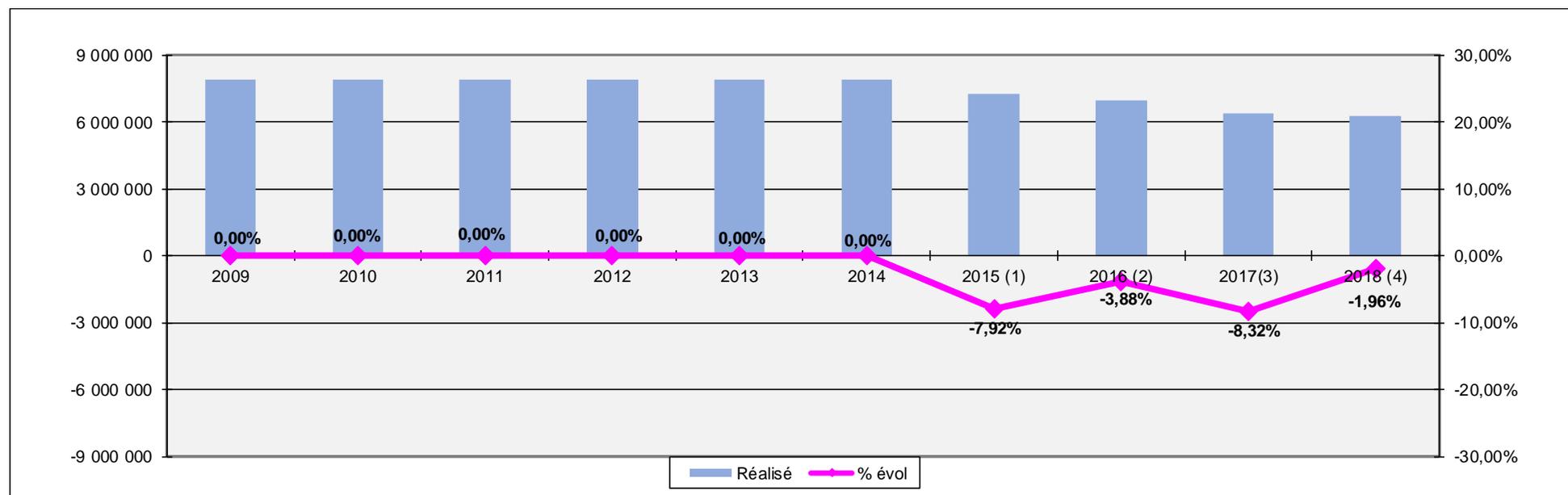
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 (1)	2016 (2)	2017(3)	2018 (4)
Prévu	7 900 000	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 274 323	6 992 390	6 410 733	6 294 502
Réalisé	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 899 945	7 274 323	6 992 324	6 410 733	6 285 195
% évol	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-7,92%	-3,88%	-8,32%	-1,96%

(1) 2015 Transfert de la DMSI (-625 622 €)

(2) 2016 Transfert de la Politique de la Ville (-281 999 €)

(3) 2017 Transfert UIA 270 669 € et OT 310 922 €

(4) 2018 Transfert PRE - 51 600 €, GEMAPI - 8 394 €, Subv Action Educative - 84 760 €, Subv Politique de la Ville 2016 - 60 000 €, supplément OT + 27 846 €, supplément UIA + 51 370 €

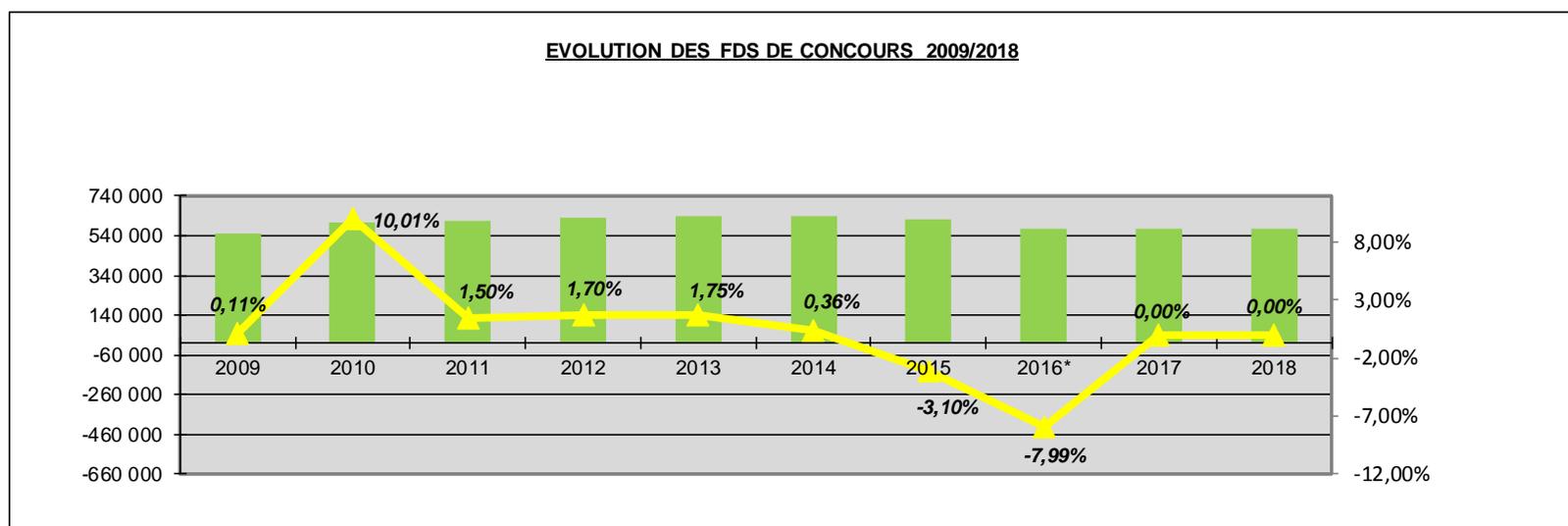
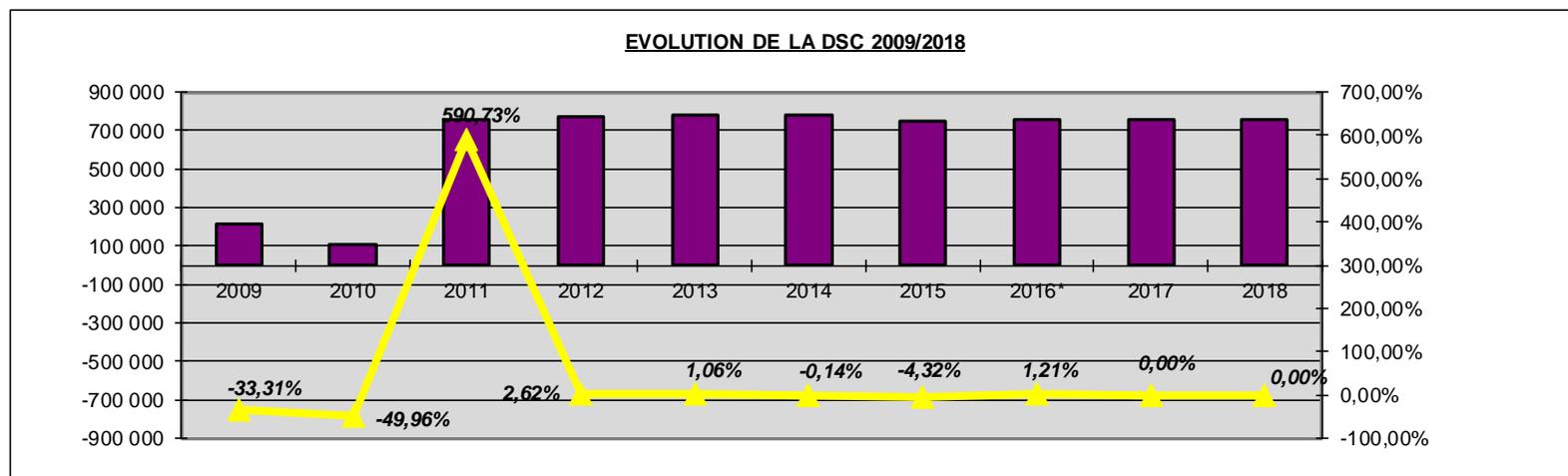


EVOLUTION DE DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE 2009/2018

et des fonds de concours versés

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*	2017	2018
Prévu	217 992	109 093	753 539	773 313	781 533	781 534	794 194	755 706	755 706	755 705
Réalisé	217 992	109 093	753 539	773 313	781 534	780 410	746 683	755 705	755 705	755 705
% évol DSC	-33,31%	-49,96%	590,73%	2,62%	1,06%	-0,14%	-4,32%	1,21%	0,00%	0,00%
Fds concours	552 908	608 235	617 358	627 853	638 841	641 146	621 260	571 647	571 647	571 647
% évol fds conc.	0,11%	10,01%	1,50%	1,70%	1,75%	0,36%	-3,10%	-7,99%	0,00%	0,00%

*en 2016 : suppression du fonds de concours Les 2 Muses (-49 613 €)



Situation synthétique du Compte administratif provisoire 2018 établi le 09 janvier 2019

RESULTAT 2017	
1) Résultat section de fonct	5 520 302,07
2) Solde brut d'inv	6 369 332,41
3) Solde des RAR investissement	- 2 197 820,45
4) Solde net d'inv	4 171 511,96
5) Résultat global de clôture y cpris 001 et 002	9 691 814,03
6) Résultat de l'exercice (y cpris RAR inv)	2 480 219,82
Fonds de roulement	11 889 634,48

CESSION	RRF	71 160 736,23
	DRF	62 879 870,54
	R 775	249 550,00
	Epargne Gestion	11 626 938,94
	CAF brute	8 031 315,69
	CAF nette	2 893 833,57

RESULTAT 2018		Ecart 2017/2018	en %
1) Résultat section de fonct	6 376 648,37		
2) Solde brut d'inv	4 553 232,13	-1 816 100	-28,51%
3) Solde des RAR investissement	- 1 697 886,84	499 934	-22,75%
4) Solde net d'inv	2 855 345,29	-1 316 167	-31,55%
5) Résultat global de clôture y cpris 001 et 002	9 231 993,66	-459 820	-4,74%
6) Résultat de l'exercice (y cpris RAR inv)	2 862 661,25	382 441	15,42%
Fonds de roulement	10 929 880,50	-959 754	-8,07%

CESSION	RRF	71 778 475,73	Ecart 2018/2017	617 740	0,87%
	DRF	62 256 550,47		-623 320	-0,99%
	R 775	370 676,67		121 127	48,54%
	Epargne Gestion	12 709 299,28		1 082 360	9,31%
	CAF brute	9 151 248,59		1 119 933	13,94%
	CAF nette	3 740 536,44		846 703	29,26%

CA 2018

Situation synthétique du Compte administratif provisoire 2018 établi le 09 janvier 2019

Dépenses de fonctionnement		Réalisé	Restes à réaliser
Résultat reporté			
002	Résultat reporté		
Opérations réelles			
011	Charges à caractère général	13 150 141,16	
012	Charges de personnel	41 969 327,50	
65	Participations et subventions	2 423 843,93	
66	Charges financières	3 951 716,25	
67	Charges exceptionnelles	227 546,33	
014	Atténuation de produits	533 975,30	
Opérations d'ordre			
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	-	
042	Opérations d'ordre entre sections	3 199 019,11	
Total		65 455 569,58	

Recettes de fonctionnement		Réalisé	Restes à réaliser
Résultat reporté			
002	Résultat reporté		
Opérations réelles			
70	Produit des services	4 097 564,23	
73	Produits d'imposition	42 664 752,60	
74	Participations et subventions reçues	22 076 030,37	
75	Autres produits de gestion courante	1 137 653,23	
76	Produits financiers	393 665,56	
77	Produits exceptionnels	884 898,62	
013	Atténuation de charges	523 911,12	
Opérations d'ordre			
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	-	
042	Opérations d'ordre entre sections	53 742,22	
Total réalisé		71 832 217,95	-

71 832 217,95

Situation synthétique du Compte administratif provisoire 2018 établi le 09 janvier 2019

Dépenses d'investissement		
	Réalisé	Restes à réaliser
Report du résultat		
001 Solde d'investissement reporté	0,00	
Opérations d'ordre		
040 Opérations d'ordre entre sections	53 742,22	
041 Opérations patrimoniales	208 072,94	
Opérations réelles		
4581 Opération pour compte de tiers	74 314,93	61 090,35
10 Dotations, fonds divers et réserves	-	
13 Subvention d'investissement recue	85 453,62	
16 Emprunts et dettes	5 420 106,52	
204 subv équipement versées	526 596,41	571 715,00
20 Immobilisations incorporelles		
21 Immobilisations corporelles	97 058,44	15 959,04
23 Immobilisations en cours	1 328 422,30	56 877,71
27 Autres immobilisations financières	298 369,00	
26 Titres de participation	-	
<i>opérations d'équipement</i>	14 180 771,77	2 814 110,80
Total réalisé	22 272 908,15	
Restes à réaliser		3 519 752,90
	22 272 908,15	
Total section d'investissement		25 792 661,05

en 2017 = 2,442 M€

Recettes d'investissement		
	Réalisé	Restes à réaliser
Affectation du résultat		
001 Excédent de fonctionnement capitalisé	6 369 332,41	
Opérations d'ordre		
040 Opérations d'ordre entre sections	3 199 019,11	
041 Opérations patrimoniales	208 072,94	
Opérations réelles		
4582 Opération pour compte de tiers	74 314,93	61 090,35
		dont 1068 = 5 520 302,07
024 Produits des cessions		
10 Dotations et réserves	7 846 189,29	
13 Subventions d'équipement	206 984,00	571 715,00
20 Autres immobilisations financières	-	
16 Emprunts et dettes	3 018 246,45	
21 et 23 Immobilisation corporelle et en cours	1 318 874,12	
27 Autres immobilisations financières	24 981,07	
<i>opérations d'équipement</i>	4 560 125,96	1 189 060,71
Total réalisé	26 826 140,28	
Restes à réaliser		1 821 866,06
	20 456 807,87	
		28 648 006,34

	CA 2015 sans eau	Variation 2014/2015	Variation retraitée dmsi	CA 2016	Variation 2015/2016	Variation retraitée polit ville	CA 2017	Variation 2017/2016	Variation retraitée uia ot	CA 2018	Variation 2018/2017	Variation retraitée sub et rbst
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT												
Opérations réelles												
011 Charges à caractère général	14 844 611	-7,27%	-3,21%	14 396 890	-3,02%	-6,49%	13 700 210	-4,84%	-4,62%	13 150 141	-4,02%	-0,41%
012 Charges de personnel	42 486 304	-1,95%	-0,49%	42 373 952	-0,26%	0,20%	42 834 219	1,09%	1,56%	41 969 328	-2,02%	-1,86%
014 Atténuation de produits	-			-			-			533 975		
65 Autres charges de gestion courante	2 457 641	-3,96%	-3,96%	2 272 827	-7,52%	0,02%	2 319 445	2,05%	2,50%	2 423 844	4,50%	8,78%
Total des charges de gestion	59 788 556	-3,41%	-1,32%	59 043 668	-1,25%	-1,48%	58 853 874	-0,32%	0,40%	58 077 288	-1,32%	-1,05%
66 Charges financières	3 528 960	-13,66%	-7,97%	4 028 076	14,14%	14,14%	3 989 328	-0,96%	-0,96%	3 951 716	-0,94%	-0,94%
67 Charges exceptionnelles	263 856	215,52%	215,52%	114 333	-56,67%	-56,67%	36 669	-67,93%	-67,93%	227 546	520,55%	520,55%
Total des charges fi et except.	3 792 816	-9,07%	-3,49%	4 142 409	4,40%	4,40%	4 025 996	-2,81%	-2,81%	4 179 263	3,81%	3,81%
Dépenses réelles de fonctionnement	63 581 372	-3,77%	-1,46%	63 186 077	-1,08%	-0,84%	62 879 871	-0,48%	0,19%	62 256 550	-0,99%	-0,74%
<i>part masse salariale</i>	66,82%			67,06%			68,12%			67,41%		
Opérations d'ordre												
023 Virement à la section d'investissement	-			-			-			-		
043 Opé d'ordre à l'intérieur de la section	2 645 000			2 003 000	-24,27%		-			-		
042 Opérations de transfert entre sections	12 733 749	21,31%		10 746 070	-15,61%		2 865 693			3 199 019		
Total des opérations d'ordre	15 378 749	46,50%		12 749 070	-3,20%		2 865 693	-77,52%		3 199 019	11,63%	
Total général	78 960 121	3,13%		75 935 147	-3,83%		65 745 564	-13,42%		65 455 570	-0,44%	
	-			-			0,00%			-		
	-			-			-			-		
	-			-			-			-		
	CA 2015	Variation 2014/2015	Variation retraitée	CA 2016	Variation 2015/2016	Variation retraitée	CA 2017	Variation 2017/2016	Variation retraitée uia ot	CA 2018	Variation 2018/2017	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT												
Opérations réelles												
70 Produits de services et du domaine	4 000 921	-9,57%	2,37%	3 984 526	-0,41%	-0,41%	4 001 692	0,43%	3,49%	4 097 564	2,40%	
73 Impôts et taxes	42 145 511	8,21%	8,21%	41 947 317	-0,47%	-0,47%	42 257 866	0,74%	0,74%	42 664 753	0,96%	
74 Dotations et subventions reçues	21 359 837	-1,55%	-1,55%	21 339 020	-0,10%	-0,10%	21 309 889	-0,14%	-0,14%	22 076 030	3,60%	
75 Autres produits de gestion courante	760 904	-87,23%	-87,23%	590 140	-22,44%	-22,44%	817 313	38,49%	38,49%	1 137 653	39,19%	
013 Atténuation de charges	624 660	39,71%	39,71%	616 154	-1,36%	-1,36%	758 112	23,04%	23,04%	523 911	-30,89%	
Total des produits de gestion	68 891 833	-3,61%	3,45%	68 477 157	-0,60%	-0,60%	69 144 872	0,98%	1,15%	70 499 912	1,96%	1,96%
76 Produits financiers	288	-27,39%	-27,39%	393 704	136583,93%	136583,93%	393 704	0,00%	-	393 666	-0,01%	
77 Produits exceptionnels	1 591 780	117,94%	117,94%	7 834 747	392,20%	363,76%	1 622 160	-79,30%	-79,30%	884 899	-45,45%	
Total des produits fi et except.	1 592 068	117,86%	117,86%	8 228 451	416,84%	388,40%	2 015 864	-75,50%	-75,50%	1 278 564	-36,57%	-36,57%
Recettes réelles de fonctionnement	70 483 901	-2,38%	4,61%	76 705 608	8,83%	8,18%	71 160 736	-7,23%	-7,09%	71 778 476	0,87%	0,87%
Opérations d'ordre												
043 Opé d'ordre à l'intérieur de la section	2 645 000			2 003 000	-24,27%		-			-		
042 Opérations de transfert entre sections	9 532 158	25,78%		1 340 304	-85,94%		89 758	-93,30%		53 742	-40,13%	
Total des opérations d'ordre	12 177 158	60,68%		3 343 304	-72,54%		89 758	-97,32%		53 742	-40,13%	-40,13%
Total général	82 661 058	3,61%		80 048 912	-3,16%		71 250 494	-10,99%		71 832 218	0,82%	0,82%

**OBJECTIF CONTRACTUALISATION
REALISE 2018**

62 121 759

% évolution

63 053 585

61 343 418

1,50%

-1,25%

CA 2016 décomposition de l'autofinancement	CA 2015	Variation 2014/2015	CA 2016	Variation 2015/2016	CA 2017	Variation		
Excédent brut de fonctionnement	9 103 276	-4,93%	9 433 489	3,63%	10 290 998		12 422 624	
	-		-		-		-	
Résultat financier et exceptionnel large	2 200 748	-36,03%	4 086 042	-285,67%	2 010 132		2 900 698	
Produit des cessions	823 214	273,34%	6 707 972	714,85%	249 550		370 677	
produits exceptionnels réels	768 565	50,74%	1 126 775	46,61%	1 372 610	245 835	514 222	
Résultat financier et exceptionnel retraité	3 023 962	-17,40%	2 621 930	-13,29%	2 259 682	362 248	3 271 375	
	-		-		-		-	
CAF brute	6 079 314	2,79%	6 811 559	12,04%	8 031 316	1 219 757	9 151 249	
	-		-		-		-	
Remboursement de la dette en capital	4 390 757	-5,16%	4 762 931	8,48%	5 137 482		5 410 712	
	-		-		-		-	
CAF nette	1 688 557	31,40%	2 048 628	21,32%	2 893 834		3 740 536	
	-		-		-		-	
capacité de désendettement	17,38	4,64%	15,26	-12,23%	12,67	-16,92%	10,86	
	-		-		-		-	
Encours de la dette TOTALE par habitant	2 574,91 €	8,78%	2 536,34 €	-1,50%	2 490,77 €	-1,80%	2 413,62 €	
	-		-		-		-	
Evoluton de la population	population 2015 41 036	-1,13%	population 2016 40 971	-0,16%	population 2017 40 867	-0,25%	population 2018 41 183	0,77%
			2 016		2 017		2018	
encours total	105 663 858		103 916 279		101 790 359		99 399 982	
capacité de désendettement	17,38		15,26		12,67		10,86	
encours retraité	97 942 879		96 588 737		94 856 253		92 859 314	
capacité de désendettement (en année)	16,11		14,18		11,81		10,15	

Analyse rétrospective

		CA 2015 sans eau	Variat. 15/14	CA 2016	hors régularisation TVA	Variat. 16/15	Variat. 16/15 retraitée TVA	CA 2017	Variat. 16/17	Variat. retraitée 16/17	CA 2018	Variat. 18/17
Opérations réelles												
20	Opérations d'équipement Immob incorp	15 860 427 504	-6,65%	17 799 054	11 696 204	retraitt tva pour 6,102 ME -0,00%	-22,26%	11 899 189	-33,15%	1,74%	14 180 772	19,17%
204	Subventions d'équipement versé	-		57 368	57 368			61 241	6,75%		526 596	759,88%
21	Immobilisations corporelles	146 070		154 061	154 061	5,47%		130 456	-15,32%		97 058	-25,60%
23	Immobilisations en cours	37 482		438 594	438 594	1070,15%		102 871	-76,55%		1 328 422	1191,35%
Total des dépenses d'équipement		16 044 482	-6,64%	18 449 078	12 346 227	14,99%	-23,05%	12 193 756	-33,91%	-1,23%	16 132 849	32,30%
10 et 13 16	Dotation, fonds divers et réserve Emprunts et dettes	167 735 4 463 145	-3,70%	892 268 4 769 934		4 6,87%		990 831 5 144 339	11,05% 7,85%		85 454 5 420 107	-91,38% 5,36%
27 26	Opérations sous mandat	70 240 897		1 800 277 191		24,71428571 0,150660999		- 854 561		208,29%	298 369 74 315	-91,30%
Total des dépenses financières		4 871 847	-2,57%	5 941 193	5 941 193	21,95%	21,95%	6 989 731	17,65%	17,65%	5 878 244	-15,90%
Dépenses réelles d'investissement		20 916 329	-5,73%	24 390 271	18 287 420	16,61%	-12,57%	19 183 487	-21,35%	4,90%	22 011 093	14,74%
Opérations d'ordre												
040	Opérations de transfert entre sec	9 532 158	25,78%	1 340 304		-85,94%		89 758	-93,30%		53 742	-40,13%
041	Opérations patrimoniales	24 972 820	2968,00%	21 543 199		-13,73%		12 389	-99,94%		208 073	1579,56%
Total des opérations d'ordre		34 504 977	311,14%	22 883 503	22 883 503	-33,68%	-33,68%	102 146	-99,55%	-99,55%	261 815	156,31%
Total général		55 421 307	81,24%	47 273 774	41 170 924	-14,70%	-25,71%	19 285 633	-59,20%	-53,16%	22 272 908	15,49%

Recettes d'investissement

		CA 2015	Variat. 15/14	CA 2016	hors régularisation TVA	Variat. 16/15	Variat. 16/15 retraitée TVA	CA 2017	Variat. 16/17	Variat. retraitée 16/17	CA 2018	Variat. 18/17
Opérations réelles												
13	Subventions d'investissement reçues	3 220 918	-45,86%	5 188 971	5 188 971	61,10%	61,10%	2 995 622	-42,27%		6 085 984	103,16%
16	Emprunts et dettes	7 515 730	-29,62%	3 019 170	3 019 170	retraitt tva 5,5 ME -48	-59,83%	3 017 409	-0,06%		3 018 246	0,03%
20 21 23	Immobilisations corp	122 525		5 967 882	467 630	48	3					
Total des recettes d'équipement		10 859 173	-36,70%	14 176 023	8 675 771	30,54%	-20,11%	6 013 031	-57,58%	-30,69%	9 104 231	51,41%
10	Dotations, fonds divers	4 658 930	72,75%	2 957 803		-36,51%	-36,51%	2 746 603	-7,14%		2 325 887	-15,32%
1068	excédent de fonct. Capitalisé	3 031 528	43,89%	2 651 868		-12,52%	-12,52%	5 982 662	125,60%		5 520 302	-7,73%
compte 4582	Opérations sous mandat	240 897		306 674		27,30%	27,30%	825 078	169,04%		74 315	-90,99%
20 21 23 13		355				-100,00%	-100,00%					
27	Autres immobilisations financières	2 205	-97,65%	9 300		321,84%	321,84%	13 289	42,89%		24 981	87,99%
Total des recettes financières		7 933 915	52,03%	5 925 644	5 925 644	-25,31%	-25,31%	9 567 632	61,46%	61,46%	7 945 485	-16,95%
Recettes réelles d'investissement		18 793 088	-16,01%	20 101 667	14 601 415	6,96%	-22,30%	15 580 662	-22,49%	6,71%	17 049 716	9,43%
Opérations d'ordre												
040	Opérations de transfert entre sec	12 733 749	21,31%	10 746 070		-15,61%		2 865 693	-73,33%		3 199 019	11,63%
041	Opérations patrimoniales	24 972 820	2968,00%	21 543 199		-13,73%		12 389	-99,94%		208 073	
Total des opérations d'ordre		37 706 569	233,36%	32 289 270	32 289 270	-14,37%	-14,37%	2 878 082	-91,09%	-91,09%	3 407 092	18,38%

Total général	56 499 656	67,73%	52 390 937	46 890 685	-7,27%	-17,01%	18 458 744	-64,77%	-60,63%	20 456 808	10,82%
----------------------	-------------------	---------------	-------------------	-------------------	---------------	----------------	-------------------	----------------	----------------	-------------------	---------------

Tableau de financement des investissements

	CA 2015	Variat.15/14	CA 2016	Variat.16/15	Ecart en €	CA 2017	Variat.16/17	Ecart en €	CA 2018	Variat.18/17	Ecart en €
Dépenses d'équipement	16 044 482	-6,64%	18 449 078	14,99%	2 404 596	12 193 756	-33,91%	- 6 255 322	16 132 849	32,30%	3 939 093
Financements											
CAF nette	1 688 557		2 048 628	21%	360 071	2 893 834	41%	845 206	3 740 536	29,26%	846 703
Subventions d'investissement re	3 343 443	-48%	11 156 853	234%	7 813 410	2 995 622	-73%	- 8 161 232	6 085 984	103,16%	3 090 362
FCTVA et TLE	4 658 930	73%	2 957 803	-37%	- 1 701 127	2 746 603	-7%	- 211 200	2 325 887	-15,32%	- 420 716
Cessions d'actifs et except	823 214		6 707 972	715%	5 884 758	249 550	-96%	- 6 458 422	370 677	48,54%	121 127
Autres immobilisations financières	2 560	-97%	9 300	263%	6 740	13 289	43%	3 989	24 981	87,99%	11 693
Emprunt	7 500 000	-30%	3 000 000	-60%	- 4 500 000	3 000 000	0%	-	3 000 000	0,00%	-
Total des financements mobili	18 016 704	-15,92%	25 880 556	43,65%	7 863 852	11 898 897	-54,02%	- 13 981 659	15 548 065	30,67%	3 649 169

Endettement	CA 2015	Variat.15/14	CA 2016	Variat.16/15	Ecart en €	CA 2017	Variat.16/17	Ecart en €	CA 2018	Variat.18/17	Ecart en €
Emprunts remboursés, dette cour	4 274 476	19,32%	4 637 480	8,49%	363 004	5 010 225	8,04%	372 745	5 268 800	5,16%	258 575
Remboursement BEA	116 281		125 451	7,89%	9 170	127 257	1,44%	- 125 451	133 336	4,78%	6 078
Emprunts autres dettes récupérables		-75,61%			-		#DIV/0!	-			-
Total remboursements de dette financière	4 390 757	-0,27%	4 762 931	8,48%	372 174	5 137 482	7,86%	374 551	5 402 135	5,15%	264 653
					0						0
Emprunts mobilisés, dette coura	7 500 000	-29,61%	3 000 000	-60,00%	-4 500 000	3 000 000	0,00%	0	3 000 000	0,00%	0
BEA - trav bâtiment I3 + tva	11 507		15 352	33,41%	3 845	11 562	-24,69%	-3 790	11 758	1,70%	196
Emprunts mobilisés pour canalisation eau	0	#DIV/0!	0		0	0			0		0
Capitalisation de l'IRA produit structuré	9 425 000		0	-100,00%	-9 425 000	0			0		0
Total des emprunts mobilisés	16 936 507	-6,87%	3 015 352	-82,20%	-13 921 155	3 011 562	-0,13%	- 3 790	3 011 758	0,01%	196

Emprunts reportés sur ex. suivant

	CA 2015	Variat.15/14	CA 2016	Variat.16/15	Ecart en €	CA 2017	Variat.16/17	Ecart en €	CA 2018	Variat.18/17	Ecart en €
Endettement total sur l'exercice	12 545 750	-9,13%	1 747 579	-113,93%	- 14 293 329	2 125 920	21,65%	- 378 341	2 390 377	12,44%	- 264 457
* Endettement relatif à la dette courante	16 206 708	-13,19%	1 637 480	-110,10%	-	2 010 225	22,76%	- 372 745	2 268 800	12,86%	- 258 575
* Endettement relatif à la dette eau	-	-75,61%	-		-	-			-		-
* Endettement relatif au BEA	- 104 774	20,19%	- 110 099	5,08%	-	- 115 695	5,08%	- 5 596	- 121 578	5,08%	- 5 882

Evolution de l'encours de dette									budget principal		budget eau	
Décomposition du stock de dette	budget principal	budget eau	budget principal	budget eau	total encours	budget principal	budget eau	total encours	budget principal	budget eau	total encours	
	au 31/12/2015	au 31/12/2015	au 31/12/2016	au 31/12/2016		au 31/12/2017	au 31/12/2017		au 31/12/2018	au 31/12/2017		
Emprunt canalisation eau+Dammarie		4 899 468		4 668 722			4 442 036			4 220 813		
Crédit relais												
Dette courante BEA	105 663 858		103 916 279			101 790 359		99 399 982				
Encours total	105 663 858,04	4 899 468,36	103 916 278,98	4 668 722,41	108 585 001	101 790 358,83	4 442 036,00	106 232 395	99 399 982,00	4 220 813,00	103 620 795	
Evolution encours dette												
			-1 747 579	-230 746	-1 978 325							
			désendettement	désendettement								
						-2 125 920	-226 686	-2 352 607	-2 390 377	-221 223	-2 611 600	
						désendettement	désendettement	-2,17%	désendettement	désendettement	-2,46%	
									rbst anticipé 2018			
									859 436			
Fonds de soutien restant	7 720 979		7 327 542		- 393 437	6 934 105			6 540 668			
dette après réduction fonds de soutien	97 942 879		96 588 737			94 856 253	4 442 036		92 859 314	4 220 813		
encours par habitant	2 386,76		2 357,49	113,95		2 321,10	108,69		2 254,80	102,49	-2,86%	
encours par habitant total			2 471,44			2 429,79		-1,69%	2 357,29		-2,23%	
écart en €						-41,65			-72,51			
dette globale après réduction fonds de soutien						99 298 289			97 080 127			

ANNEXE C –

**PRESENTATION DE LA STRUCTURE ET
DE L'EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL ET DES EFFECTIFS**

La maîtrise des charges de personnel, engagée depuis plusieurs années, reste un objectif prégnant d'autant plus que la Ville est engagée par la contractualisation avec l'Etat avec une augmentation des dépenses réelles de fonctionnement limitée à +1,5% sur la période 2018-2020.

Après une stabilisation des dépenses de personnel en 2015 (-0,49 %) et 2016 (+0,20%) et une hausse maîtrisée en 2017 (+1,56 %), l'année 2018 a vu le budget de la masse salariale en diminution de 1,86%.

Pour 2019, les contraintes imposées et subies pour les collectivités au niveau des dépenses de fonctionnement porteront sur:

- les incidences liées au « Glissement Vieillesse Technicité » (GVT) issu du déroulement de carrière des agents.

- la reprise du Parcours Professionnels, Carrières et Rémunération (PPCR) à compter du 1^{er} janvier 2019 : les mesures qui devaient prendre effet au 1er janvier 2018 ont été reportées au 1er janvier 2019 (article 114 de la Loi N° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, décrets N° 2017-1736 et N° 2017-1737 du 21 décembre 2017 et arrêté du 28 décembre 2017). Ce décalage de 12 mois concerne les revalorisations indiciaires, la mise en œuvre de la 2^{ème} tranche du dispositif dit du « transfert primes/points » pour les corps concernés ainsi que les mesures de création de corps, grades et échelons.

- la réglementation prévoit que le montant de l'indemnité compensatrice CSG 2018 soit réévalué à compter du 1er janvier 2019 en cas de progression de la rémunération entre 2017 et 2018. Le montant alors déterminé restera fixe et sera versé de manière pérenne, chaque mois. Seuls les agents publics nommés ou recrutés avant le 1er janvier 2018, peuvent bénéficier de cette actualisation.

- les conditions d'obtention d'un contrat aidé plus strictes et des taux de prise en charge par l'Etat moins importants : 40% sur la base d'un contrat de 20 heures pour les – de 26 ans et personnes dépendant de Pôle emploi, 50% sur la base de 20 heures pour les personnes handicapées.

Les annonces du Président de la République le 10 décembre 2018 sur le pouvoir d'achat visent peu la fonction publique ou les fonctionnaires. Seule la mesure portant sur les heures supplémentaires défiscalisées profitera aux agents publics qui en effectuent dès le 1^{er} janvier 2019 :

- pour les fonctionnaires, qui ne sont pas soumis aux cotisations sociales de base sur la rémunération de leurs heures supplémentaires, l'exonération ne porterait que sur la cotisation au régime de retraite additionnel de la fonction publique, ce qui représente 5% de la rémunération.

- pour les contractuels, l'exonération porterait sur les cotisations de retraite de base et complémentaire (IRCANTEC), soit 10,1% pour une rémunération inférieure au plafond de la SS.

Cette mesure initialement prévue avec une mise en application au 1^{er} septembre 2019 est donc avancée au 1^{er} janvier 2019.

1. Structure des effectifs au 31 décembre 2018

En 2018, les recrutements ont porté :

- soit sur des créations de poste:

- 5 gardiens brigadiers de police municipale
- 1 ingénieur études et programmation (catégorie A): prise de poste le 1er juillet 2018
- 1 chargé des affaires foncières et immobilières a été modifié et transformé en poste de chargé de planification urbaine (catégorie B): prise de poste le 17 septembre 2018

- soit à des remplacements :

- 1 manager centre-ville (catégorie A) : prise de poste le 1er septembre 2018
- 1 responsable ressources et fluides (catégorie A): prise de poste le 1er octobre 2018
- 1 technicien voirie et aménagements publics (catégorie B) : prise de poste le 1er avril 2018
- 1 régisseur technique (catégorie C): prise de poste le 13 février 2018.
- 1 gestionnaire de marchés publics de catégorie C : prise de poste le 1er juin 2018.

L'effectif global au 1^{er} janvier 2018 était de 1023 agents en Equivalent Temps Plein (ETP). L'effectif global constaté au 31 décembre 2018 est de 1021 agents, titulaires et contractuels, toute filière confondue, soit **975,92 ETP**. **Une baisse de 49,83 ETP est constatée** : 8 départs de la collectivité n'ont pas été remplacés, 17 recrutements sont en cours pour des remplacements d'agents (voirie, espaces verts, agents de propreté urbaine,...), mutualisations de postes, disponibilités et temps partiels en légère augmentation, ...

Au 31 décembre 2018, **923 postes budgétaires** sont pourvus au tableau des effectifs. L'effectif permanent est constitué des agents recrutés sur des postes dont le caractère est durable. Il comprend les agents titulaires, stagiaires, contractuels de la fonction publique territoriale.

Ces postes budgétaires se répartissent de la façon suivante :

	Titulaires		Contractuels		Total
	Complet	Non complet	Complet	Non complet	
Filière administrative	196	6	22	8	232
Filière animation	70	1	17	1	89
Filière culturelle	63	19	1	13	96
Filière médico-sociale	61	0	0	0	61
Filière police	39	0	0	0	39
Filière sociale	24	0	2	0	26
Filière sportive	14	0	5	0	19
Filière technique	326	4	31	0	361

La filière technique reste la filière la plus importante en nombre de postes pourvus au sein de la collectivité. Les agents exercent leurs missions au sein des services techniques (propreté urbaine, voirie, ateliers,...), en tant qu'agent d'entretien ou en tant qu'agent technique dans les FRPA, les restaurants scolaires,...

Le pourcentage de postes à temps non complet reste stable et faible et concerne principalement les emplois de professeurs ou d'assistants d'enseignement artistique.

Par catégorie, cet effectif se répartit ainsi :

	Titulaires		Contractuels	
	Complet	Non complet	Complet	Non complet
A	61	7	15	0
B	108	12	16	13
C	624	11	47	9
TOTAL	793	30	78	22

La part de contractuels sur emplois permanents représente **10,83 % du total des emplois permanents**. On constate une augmentation du nombre de contractuels en 2018, notamment lié au fait de l'arrêt de certains contrats aidés, conservés dans les effectifs sur des contrats permanents.

161 postes sont non pourvus au tableau des effectifs :

- 61 agents en disponibilités ou détachements,
- 100 postes non pourvus suite à des départs.

Seuls les emplois permanents apparaissent au tableau des effectifs. En sont exclus :

- les contrats aidés (CUI-CAE...) et les contrats d'apprentissage qui ne font pas l'objet de création de poste : 23 postes

- les contrats occasionnels, saisonniers et de remplacements : 42 postes

- les assistantes maternelles : 30 postes

- les collaborateurs de cabinet : 3 postes.

Cela représente 98 postes budgétaires sur emplois non permanents.

Suite aux annonces du Gouvernement sur les contrats aidés, leur nombre au sein de la collectivité a baissé en 2018. Au 31 décembre 2018, 14 contrats aidés sont en cours et prendront fin au cours de l'année 2019. Lorsque l'agent donne entièrement satisfaction et qu'il est possible de le maintenir sur son poste, une proposition de contrat pour vacance d'emploi est formulée auprès de l'agent.

Gelés depuis 4 ans, les avancements de grade ont repris en 2018. Cela a généré la nomination de 103 agents à des grades supérieurs. Dans ce cadre, la collectivité n'a créé au tableau des effectifs que 63 emplois, des postes visés par les avancements de grade se libérant ou étant déjà libérés. Au vu de l'activité des services, certains postes n'ont pas été maintenus (25 suppressions de postes).

La modification de la durée du nombre d'heures hebdomadaires de service d'un emploi à temps non complet est assimilée à une suppression d'emploi lorsqu'elle excède 10 % du nombre d'heures de service afférent à l'emploi concerné et/ou prive le bénéficiaire de l'affiliation à la CNRACL. C'est pourquoi il y a eu des créations/suppressions assez importantes pour les postes du Conservatoire Les deux muses.

Détail des emplois créés et supprimés en 2018		
Filière	Emplois créés	Emplois supprimés
Filière administrative	2 emplois d'attaché hors classe	1 emploi d'attaché principal
	1 emploi de rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	6 emplois d'adjoint administratif territorial
	12 emplois d'adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	8 emplois d'adjoint administratif à temps non complet (20h/hebdomadaire)
Filière technique	1 emploi de technicien principal de 1 ^{ère} classe	
	4 emplois d'agent de maîtrise principal	5 emplois d'agent de maîtrise
	8 emplois d'adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	
	11 emplois d'adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	25 emplois d'adjoint technique territorial
Filière sportive	1 emploi d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1 ^{ère} classe	1 emploi d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1 ^{ère} classe
	1 éducateur territorial des activités physiques et sportives	
	1 opérateur des APS	
Filière culturelle	1 emploi d'attaché principal de conservation du patrimoine	
	1 bibliothécaire principal	
	1 emploi d'assistant de conservation du	

	patrimoine principal de 1ère classe	
	1 emploi d'adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	
	1 emploi de professeur d'enseignement artistique hors classe	
	7 emplois d'assistant d'enseignement artistique à temps non complet	4 emploi d'assistant d'enseignement artistique à temps non complet
	5 emplois d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet	1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet
Filière police municipale	1 chef de service de police municipale pour pourvoir un poste d'adjoint au directeur de la police municipale	
	5 emplois de brigadier-chef principal de police municipale	
Filière médico-sociale	1 emploi de cadre de santé de 1ère classe	
	1 emploi d'éducateur principal de jeunes enfants	
	1 emploi d'agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	3 emplois d'ATSEM principal de 2ème classe à temps complet
	11 emplois d'auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	9 emplois d'auxiliaires de puériculture principal de 2ème classe
Filière animation	1 emploi d'adjoint d'animation principal de 1ère classe	
	1 adjoint d'animation	
Suite à des réussites concours		
Filière technique	1 technicien principal de 2ème classe	
Filière sportive	1 éducateur des activités physiques et sportives	
	1 conseiller des activités physiques et sportives	
Filière culturelle	1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet	
	1 emploi d'assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à temps non complet	

2. Evolution des effectifs en 2019

La démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC) initiée au sein de la collectivité a pour objectif de favoriser une gestion anticipative des ressources humaines, en détectant et résolvant en amont les questions relatives à l'évolution des métiers, des emplois et des compétences, en fonction des contraintes budgétaires et des choix stratégiques de la collectivité.

Les axes stratégiques développés par l'autorité territoriale restent :

- favoriser la mobilité interne avant l'ouverture à l'externe des offres d'emploi,
- privilégier le développement des compétences pour une plus grande polyvalence des agents,

- privilégier la mutualisation de postes plutôt que de proposer le remplacement d'un agent en partance, sauf dans le cas d'une technicité particulière,
- le non remplacement systématique des agents partant en retraite et une meilleure anticipation des départs pour réorganiser en interne les services.

Toute demande d'embauche, même ponctuelle, doit être justifiée et validée en amont par l'autorité territoriale avec la présentation préalable d'un projet de service. Ainsi, en 2018, 8 agents partis n'ont pas été remplacés, une organisation différente en interne permettant le non remplacement des agents.

Pour 2019 **et à effectif constant**, les recrutements porteront majoritairement sur le renforcement des équipes de police municipale et petite enfance:

- 1 recrutement d'un agent de catégorie B pour la police municipale
- 3 recrutements de gardien- brigadier de police municipale
- 2 agents en vidéo-surveillance
- 5 assistantes maternelles pour remplacer des agents partis entre 2014 et 2018.

Des agents partis en 2018 seront remplacés en 2019 à coût constant ou moindre :

- une directrice de crèche
- un adjoint au responsable des ateliers
- un maçon
- 4 agents en charge des espaces verts
- 1 cantonnier
- 3 agents en charge de l'entretien des locaux.

Ces emplois pourront être occupés par des titulaires ou des contractuels.

Un travail de réflexion est demandé aux responsables des services jeunesse, centres sociaux, centres de loisirs afin de mieux organiser le temps de travail des agents sur le temps des vacances scolaires afin de limiter le recours aux vacataires.

Pôle	Service	POSTES POURVUS		ETP au 31/12/2018		POSTES POURVUS		ETP au 31/12/2019	
		T	c	T	C	T	C	T	C
AMEN. CADRE DE VIE DD	BATIMENTS	23,5	3	23,5	3	23,5	3	23,5	3
	COMMERCE	3	2	3	2	3	2	3	2
	D.G.S.T.	4	0	4	0	4	0	4	0
	DEVELOPPEMENT DURABLE	5	0	5	0	4	0	4	0
	HYGIENE DES LOCAUX	69	9	67,78	9	78	9	67,78	9
	HYGIENE ET PREVENTION	5	0	4,8	0	5	0	5	0

Conseil Municipal du 28 janvier 2019

	PRU	6	2	6	2		6	2	6	2
	RESSOURCES ET FLUIDES	3	1	3	1		3	1	3	1
	TECHNIQUE - ESPACES VERTS	27	7	26,8	7		27	7	24,8	7
	TECHNIQUE - PROPRETE URBAINE	43	22	43	22		43	22	43	22
	TECHNIQUE FETES ET CEREMONIES	11	1	11	1		11	1	11	1
	TECHNIQUE - VOIRIE	16	3	16	3		16	3	16	3
	URBANISME - SUPER	1	1	1	1		2	1	2	1
	URBANISME - SURAF	5	0	5	0		5	0	5	0
		221,5	51	219,88	51		230,5	51	218,08	51
CABINET DU MAIRE	COMMUNICATION	4	2	4	2		4	2	4	2
	CABINET DU MAIRE	0	3	0	3		0	3	0	3
		4	5	4	5		4	5	4	5
SANTE COHES SOCIAL ENF.	ACTION SOCIALE	20	1	19,4	1		20	1	19,4	1
	CENTRE SOCIAL	31	8	25,61	7,94		31	8	25,61	7,94
	CRECHE LES BAMBINS	20	6	20	5,8		22	9	22	8,8
	CRECHE LES DAUPHINS	22	3	21,9	3		23	4	21,9	4
	CRECHE LES LUTINS	6	30	6	30		6	29	6	32
	CRECHE LES OURSONS	7	0	6,5	0		7	0	6,5	0
	HALTE JEUX POUSSINETS	4	0	3,8	0		4	0	3,8	0
	PETITE ENFANCE	3	1	3,85	1		4	1	3,85	4
	CRECHE MAISON DE L ENFANCE	24	3	23,5	2,6		24	3	23,5	3
	CRECHE MINI CRECHE COCCINELLE	9	1	7,3	1		9	1	7,3	1
		95	44	92,85	43,4		99	47	94,85	52,8
	FRPA CAST.	9	3	9	3		9	3	10	3
	FRPA GAUL.	6	2	5,8	2		6	2	5,8	2
		161	58	152,66	57,34		165	61	155,66	66,74
CULT. SPORTS LOISIRS EDUC	ACTION CULTURELLE	9	0	9	0		9	0	9	0

Conseil Municipal du 28 janvier 2019

	ARCHEOLOGIE	3	0	3	0		3	0	3	0
	ARCHIVES	5	0	4,4	0		5	0	4,4	0
	CINEMA	1	3	1	2,8		1	3	1	2,8
	CLSH	22	9	21,6	9		22	8	21,6	8
	CONSERVATOIRE	39	16	30,68	7,2		39	16	30,88	7
	EDUCATION - AFFAIRES SCOLAIRES	21	1	20,8	1		21	1	20,8	1
	EDUCATION - ECOLES	42	6	41,6	6		42	6	41,6	6
	EDUCATION - RESTAURANTS SCOLAIRES	17	6	16,5	6		17	6	16,5	6
	ESPACE SAINT JEAN	10	1	10	1		10	1	10	1
	ESCALE	3	3	2,5	3		5	3	2,5	3
	MEDIATHEQUE	52	0	49,3	0		52	0	49,3	0
	MUSEE	7	0	6,7	0		7	0	6,7	0
	PISCINE	11	2	11	2		10	3	10	3
	SPORTS	32	4	32	1,9		32	4	32	1,3
		274	51	260,08	39,9		275	51	259,28	39,1
MAIRE+	ACCUEIL ELECTION POPULATION	6	1	6	1		6	1	6	1
	CNI PASSEPORT	2	0	2	0		2	0	2	0
	ESPACE FAMILLE	10	0	9,8	0		10	0	9,8	0
	ETAT-CIVIL	13	1	12,8	1		13	1	12,8	1
	LOGEMENT	3	0	3	0		3	0	3	0
		34	2	33,6	2		34	2	33,6	2
RESSOURCES	ADMINISTRATION GENERALE	7	0	6,1	0		8	0	6,1	0
	DGS	1	1	1	1		1	1	1	1
	AFFAIRES JURIDIQUES	3	2	3	2		3	2	3	2
	DRH	11,5	2	11,1	1,9		11,5	2	11,1	1,9
	FINANCES DIRECTION	3	2	2,7	1,8		3	2	2,7	1,8
	FINANCES	9	1	8,5	1		9	1	8,5	1
	COMMANDE PUBLIQUE	7	0	6,8	0		7	0	6,8	0

Conseil Municipal du 28 janvier 2019

		41,5	8	39,2	7,7		42,5	8	39,2	7,7
SECURITE ET TRANQ. PUBLIQUE	POLICE MUNICIPALE	62	12	61,85	5,91		65	12	63,85	5,91
		62	12	61,85	5,91		65	12	63,85	5,91
VIE ASSOC JEUNESSE DEMO PROXI	DEMOCRATIE DE PROXIMITE	4	1	4	1		4	1	4	1
VIE ASSOC JEUNESSE DEMO PROXI	JEUNESSE	22	8	21,8	8		22	8	21,8	8
		26	9	25,8	9		26	9	25,8	9
NON DETERMINE	DIVERS	1	0	1	0		1	0	1	0
		1	0	1	0		1	0	1	0
	TOTAL AGENTS	825,00	196,00				843,00	199,00		
		1021,00					1042,00			
	TOTAL AGENTS EN ETP			798,07	177,85				800,47	186,45
				975,92					986,92	

3. Rémunération

Le chapitre 012 est en réduction de 1,86% (après retraitement de 2 postes transférés au PRE).

Total du chapitre 012

2016	2017	2018
42.373.952	42.834.219	41.969.328

Dont

		2016	2017	2018	Variation 2017/2018	% d'évolution 2017/2018
Rémunération principale	Titulaire	18.261.860	18.256.623	17.805.695	- 450.928	- 2.47
Rémunération principale	Contractuel	2.012.733	1.973.421	2.531.028	557.607	+ 28.25
TOTAL REMUNERATION PRINCIPALE		20.274.593	20.230.044	20.336.723	106.679	+ 0.53
NBI	Titulaire	400.039	409.740	419.040	9.300	2.27
Heures supplémentaires	Titulaire	460.089	503.830	426.966	-76.864	-15.26
Heures supplémentaires	Contractuel	19.724	40.349	38.800	-1.549	-3.84
TOTAL HEURES SUPPLEMENTAIRES		479.813	544.179	465.766	-78.413	-14.40
Régime indemnitaire	Titulaire	3.790.484	3.510.040	3.339.004	-171.036	-4.87
Régime indemnitaire	Contractuel	345.041	175.801	449.459	273.658	155.66
TOTAL REGIME INDEMNITAIRE		4.135.525	3.685.841	3.788.463	102.622	2.78
PFA	Titulaire	1.141.732	1.145.910	1.103.460	-42.450	-3.70
PFA	Contractuel	96.742	69.919	117.202	47.283	67.63

TOTAL PRIME DE FIN D'ANNEE		1.238.474	1.215.829	1.220.662	4.833	0.4
TOTAL						
		26.528.444	26.085.633	26.230.654	145.021	0.56
Avantage en nature						
Titulaire		112.416	110.875	93.141	17.734	-16
Avantage en nature						
Contractuel		28.012	30.472	34.511	4.039	13.25

La baisse des heures supplémentaires est notamment due au travail mené auprès des chefs de services afin de rationaliser et/ou regrouper les manifestations. L'augmentation de la rémunération principale et de la PFA des contractuels est liée à la transformation de contrats aidés en contrats de vacance d'emploi.

En 2018, la Ville a débuté un travail avec les syndicats de cotation des postes afin de mettre en œuvre le Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour l'ensemble des agents.

Depuis 3 ans, l'évolution contenue du coût moyen du personnel est essentiellement centrée sur les rémunérations des emplois de catégories B et C, qui ont évolué plus rapidement que celles de la catégorie A, du fait de la mise en place du protocole rémunération-carrière (PPCR) et de la revalorisation des grilles indiciaires. Ainsi, à titre d'exemple, en 2019, l'application des dispositions PPCR va générer une augmentation de 179.498€ pour la catégorie C.

4. Durée effective du travail

Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1607 heures (1600 heures + 7 heures au titre de la journée de solidarité), sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées. Le temps de travail des agents était inférieur, notamment pour les agents portant à la retraite. En effet, l'agent portant à la retraite bénéficiait de l'intégralité de ses jours de congés et ce, quelle que soit sa date de départ officielle de la collectivité. La reprise du règlement des congés en 2018 a permis de corriger cela : à compter du 1er janvier 2019, les agents partant en retraite bénéficieront uniquement des jours de congés qu'ils auront acquis à la date de leur départ.

De plus, le temps de travail des agents de la ville est inférieur aux 1607 heures dans la mesure où ils travaillent 227 jours par an au lieu de 228, la différence provenant d'un jour de congé supplémentaire dit « jour du Maire ». Un travail sera mené en concertation avec les syndicats afin de régulariser la situation.

5. L'absentéisme

Le taux d'absentéisme est un indicateur référence de la mesure des absences au travail. Il s'établit à 9,8% (9,2% hors congé maternité) pour les collectivités territoriales selon une étude menée auprès de 16.245 collectivités. Dans le secteur public, le taux d'absentéisme augmente de 6% en deux ans notamment dû à la progression de l'accident du travail et des absences longue durée (étude ADRH-GCT-Benchmark absentéisme-septembre 2018).

La maladie ordinaire est la nature d'absence la plus importante et compte, à elle seule pour près de la moitié de l'ensemble du taux d'absentéisme.

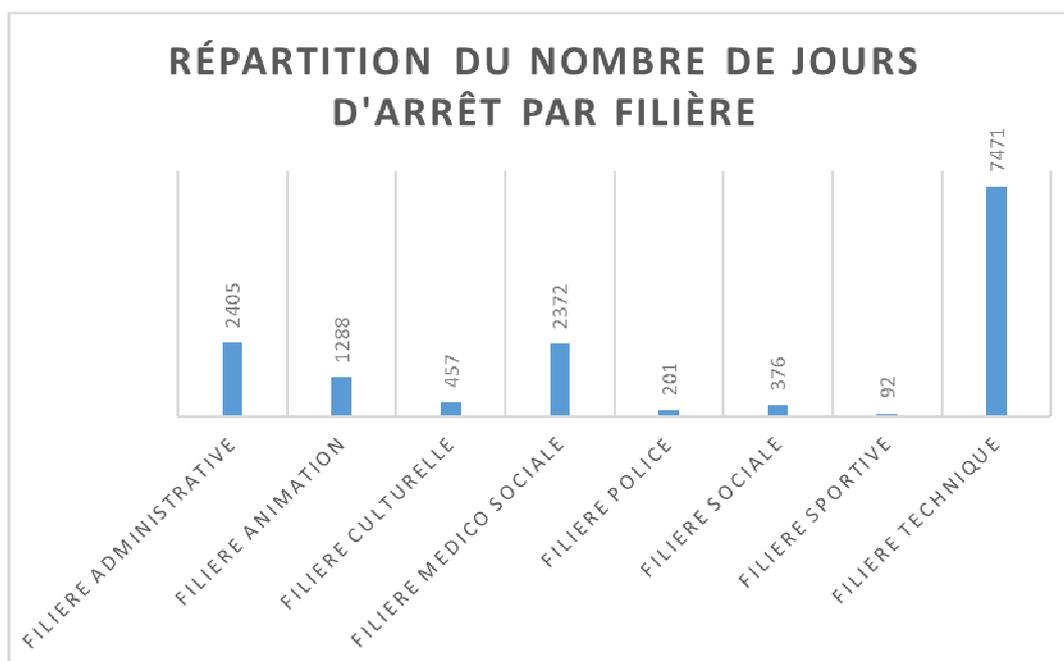
La réflexion entamée par le groupe de travail sur l'absentéisme et les actions proposées doivent être poursuivies en 2018 pour faire baisser le nombre d'accidents de travail. Des actions de formation ont eu lieu ces dernières années afin d'améliorer les postures au travail, limiter les risques physiques en formant à la bonne utilisation du matériel, et accompagner les agents vivant des situations traumatisantes (ex : décès d'un résident dans les FRPA). Les actions de sensibilisation au port des équipements personnels d'intervention (EPI) doivent être poursuivies par les assistants de prévention pour diminuer le nombre d'accidents de travail.

	MO	MAT.	Garde enfant malade	Congé de présence parentale	CONGEPAT.	MP	CLM	CLD	AT	Exclusion Temporaire de Fonction	Absence injustifiée	TOTAL
Nombre total de jours 2016	15 958	1 750	525	*	121	931	2 369	1 125	2 739	*	597	26 115
Nombre total de jours 2017	14 541	1 935	571	99	143	769	5 068	2 189	3 685	151	503	29 654
Nombre total de jours 2018	14 662	2 147	529	193	121	1 495	4 668	1 357	2 930	5	374	28 481
Evolution 2017-2018	0,83%	10,96%	-7,36%	94,95%	-15,38%	94,41%	-7,89%	-38,01%	-20,49%	-96,69%	-25,65%	-3,96%

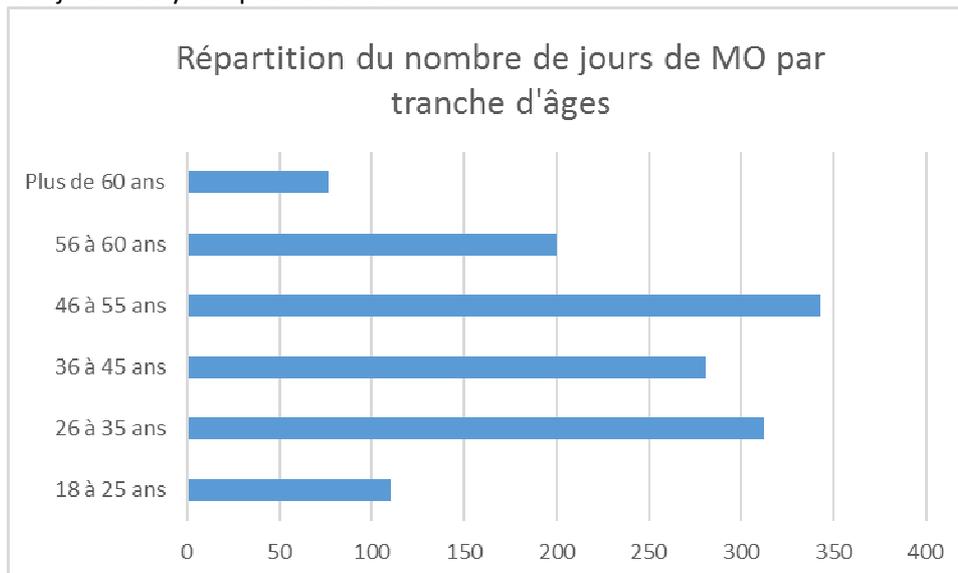
* les congés de présence parentale ainsi que les exclusions temporaires de fonction n'étaient pas enregistrées dans le logiciel ASTRE précédemment.

La mise en œuvre de la journée de carence au 1^{er} janvier 2018 n'a pas entraîné une augmentation du nombre d'accidents du travail comme cela avait pu être constaté en 2014. En revanche, le nombre de jours d'arrêt au titre de la maladie ordinaire a augmenté. La filière technique représente à elle seule la moitié des jours d'arrêts pour maladie ordinaire avec 7471 jours d'arrêt.

Il est à noter que le report de la charge de travail de l'agent absent sur le reste de l'équipe peut aboutir à la survenance d'accidents du travail, fatigue supplémentaire et insatisfaction des agents présents, aboutissant à plus ou moins longs termes à de nouveaux arrêts.



La tranche d'âge des 46-55 ans a le plus grand nombre de jours d'arrêt de maladie ordinaire avec presque 350 jours d'arrêt. Le lundi est le jour où il y a le plus d'arrêts.



On constate en revanche une augmentation du nombre de jours d'absence au titre de la maladie professionnelle. Certains dossiers étaient en attente de décision en 2017 et ont impacté 2018.

Pour rappel, le congé attribué au titre de la longue maladie peut durer 3 ans maximum alors que le congé de longue durée est de 5 ans maximum. Les conditions d'attribution d'un congé longue durée sont plus restrictives que celles d'un congé maladie.

De façon générale, l'absentéisme est en baisse par rapport à 2017.

6. Dépenses globales de personnel pour 2019

Pour l'année 2019, il est estimé une hausse prévisionnelle de la rémunération globale et autres dépenses de personnel de 839 387 €.

Les dépenses supplémentaires principales sont les suivantes :

Recrutements	3 gardiens de police municipale 1 agent de catégorie B 2 agents de vidéo surveillance 3 assistantes maternelles	300.000 €
Stagiarisations		47.000 €
Arrivées 2018 impactées en année pleine en 2019		1.636.404 €
Carrière 2019	Avancement d'échelons, de grade, promotion interne, PPCR, médaille, GIPA, cotisations, ...	601.473 €
Carrière 2018 impactées en année pleine en 2019	Avancement d'échelons, de grade, promotion interne, PPCR, médaille, GIPA, cotisations, ...	233.194 €
Revalorisation de régime indemnitaire	NBI, prise de responsabilités,...	50.000 €
Impact fin CUI		51.872 €

Ouverture de la médiathèque le dimanche		45.000 €
TOTAL		2.964.943 €

Les réductions de dépenses portent principalement sur :

Postes économisés 2019		-	338.516 €
Départs 2018		-	1.524.716 €
Impact retraites 2019		-	180.000 €
Externalisation Motte aux Cailles, annualisation temps de travail et mutualisations des services		-	82.324 €
TOTAL		-	2.125.556 €

La dépense relative à l'ouverture de la médiathèque le dimanche sera compensée en partie, voire en totalité par une recette de fonctionnement obtenue de la DRAC.

En ce qui concerne la carrière, les propositions de stagiairisations, titularisations, avancement de grade et promotion interne doivent être faites dans l'intérêt du service, en cohérence avec l'organisation de ce service et des besoins de la collectivité.

Avec la mise en œuvre de la réforme PPCR, les avancements d'échelon se font dorénavant selon un cadencement unique.

Par conséquent, le montant à inscrire au BP 2019 sera de 42 808 714 € soit une augmentation de 2 % par rapport au constaté 2018.

Ville de MELUN

Tableau de bord – analyse de la dette du budget principal

Synthèse de la dette au 31/12/2019

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
97 920 137.34 €	4,10 %	20 ans et 7 mois	10 ans et 11 mois	60

Synthèse de la dette au 31/12/2018

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
99 399 981.64 €	4,05 %	21 ans et 2 mois	11 ans et 3 mois	61

Synthèse de la dette au 31/12/2017

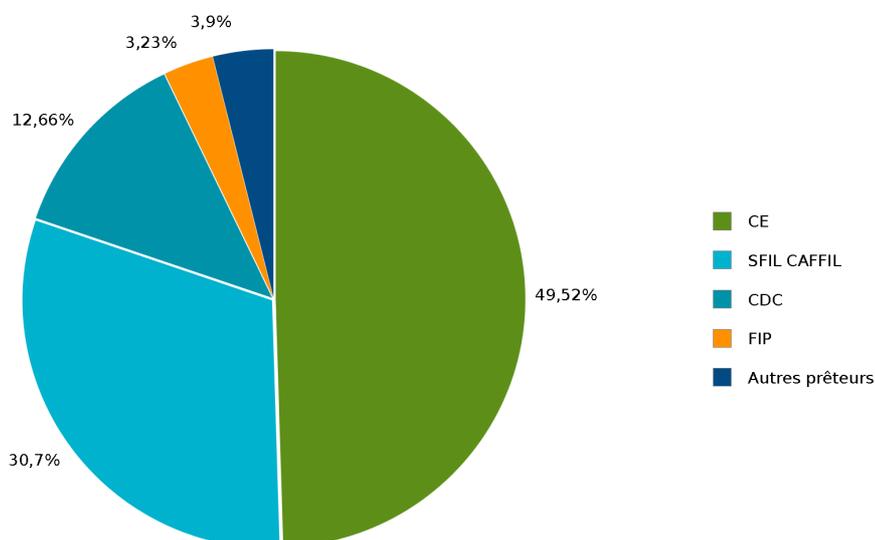
Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
101 790 358.83 €	3,99 %	21 ans et 6 mois	11 ans et 6 mois	64

La Ville s'est désendettée de 2,390 M€ en 2018 en ayant un recours limité à l'emprunt de 3 M€. Elle a par ailleurs procédé à un remboursement anticipé d'un emprunt de 859 K€.

En 2019, le désendettement s'établira à 1,480 M€.

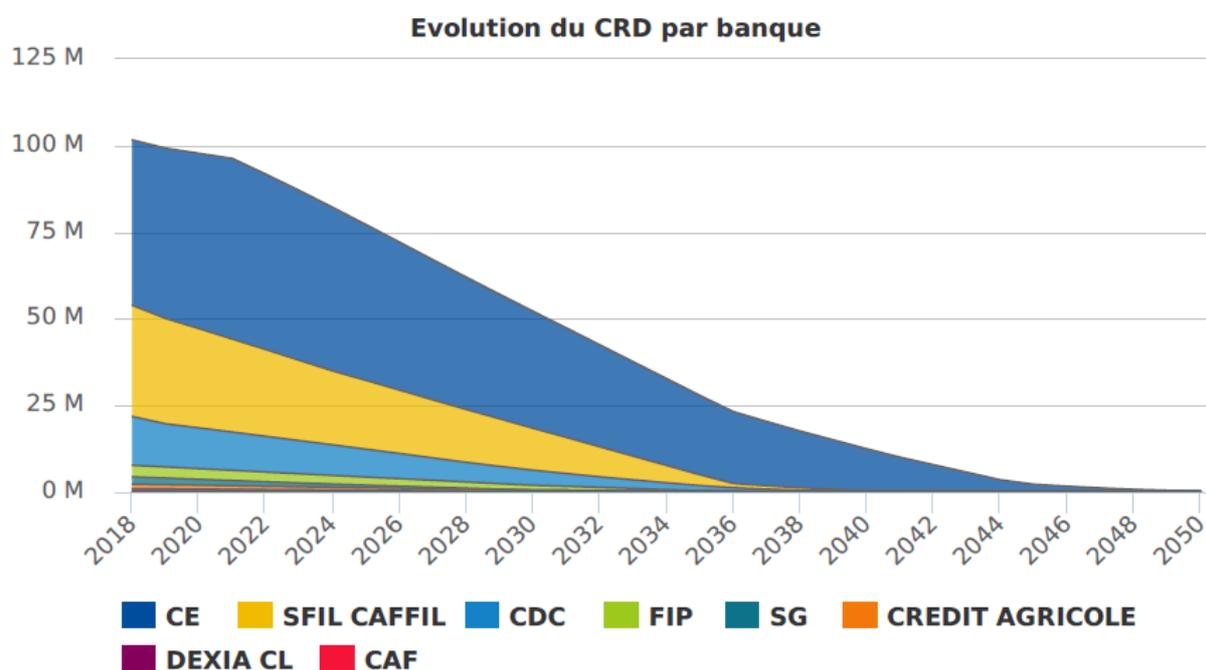
1- Partenaires bancaires

Prêteur	Capital Restant Dû au 01/01/2019	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	49 218 164.00 €	46,97 %
SFIL CAFFIL	30 515 633.23 €	31,63 %
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12 579 649.76 €	13,97 %
L'AUXIFIP	3 208 235.54 €	3,27 %
Autres prêteurs	3 878 299.11 €	4,16 %
Ensemble des prêteurs	99 399 981.64 €	100,00 %



Ville de MELUN

Evolution du CRD par banque



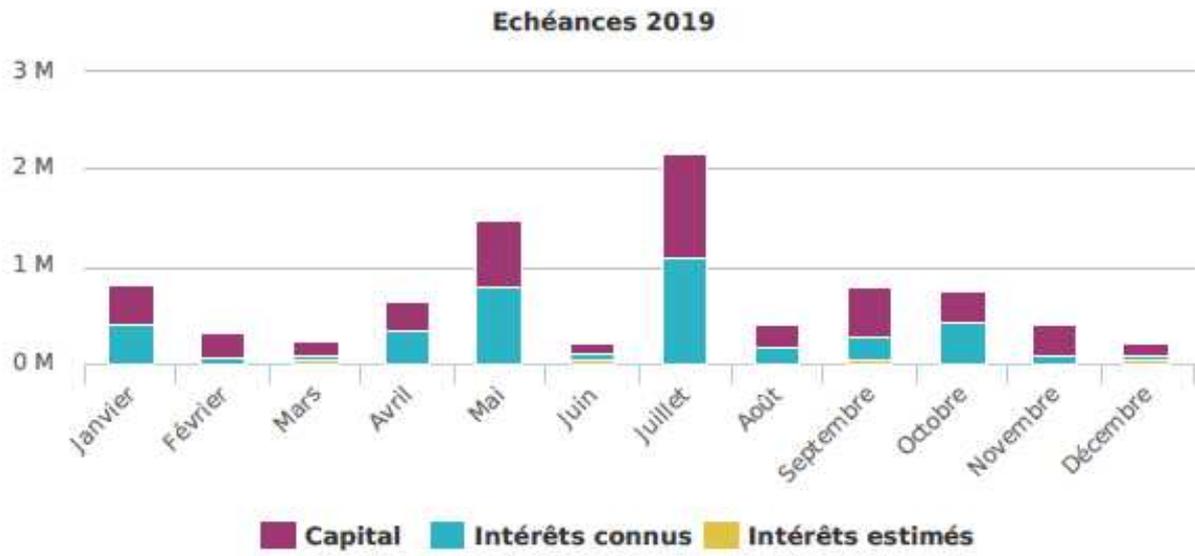
© Finance Active

2- Suivi des échéances connues ou estimées 2019

Vos échéances : 2019			
Echéance	Capital	Intérêts	Total
janvier 2019	398 835	406 138	804 974
février 2019	268 575	71 520	340 095
mars 2019	169 875	87 737	257 612
avril 2019	282 506	355 375	637 882
mai 2019	681 732	786 761	1 468 493
juin 2019	124 537	100 605	225 142
juillet 2019	1 050 308	1 100 421	2 150 729
août 2019	238 372	168 575	406 947
septembre 2019	495 508	298 897	794 406
octobre 2019	307 784	434 059	741 843
novembre 2019	340 718	79 530	420 248
décembre 2019	121 094	83 107	204 201
	4 479 844	3 972 727	8 452 571

La Ville empruntera 3 M€ en 2019 pour financer ses investissements.

Ville de MELUN



© Finance Active

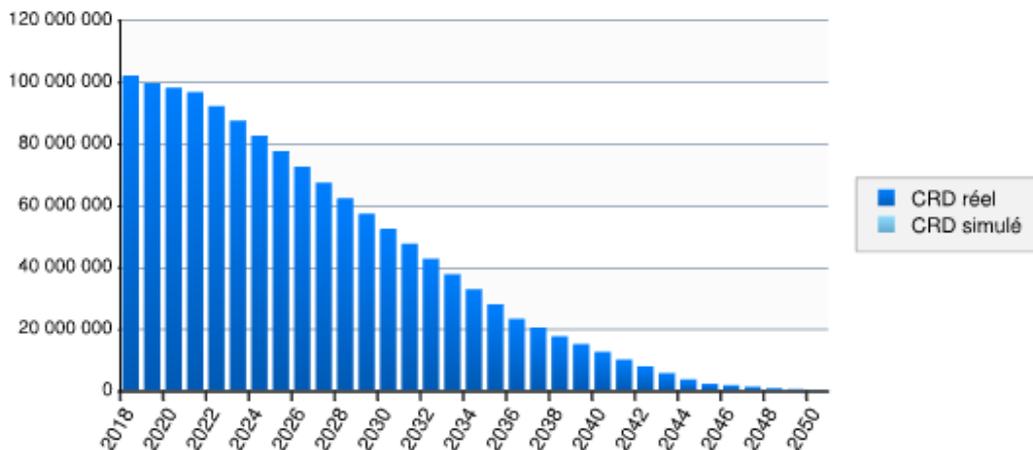
Ville de MELUN

3- Flux de remboursement

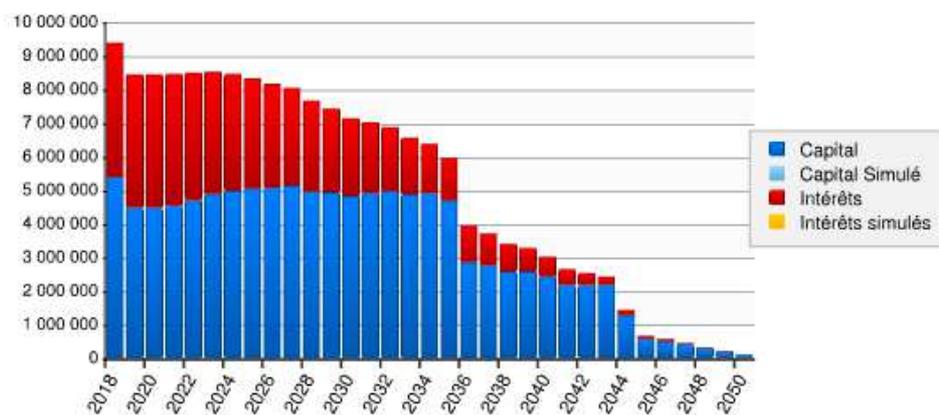
Tableau du profil d'extinction par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N					
Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2018	101 790 358,83 €	5 390 377,19 €	3 995 418,68 €	9 385 795,87 €	99 399 981,64 €
2019	99 399 981,64 €	4 479 844,29 €	3 972 726,77 €	8 452 571,07 €	97 920 137,34 €
2020	97 920 137,34 €	4 479 700,48 €	3 968 189,24 €	8 447 889,72 €	96 440 436,86 €
2021	96 440 436,86 €	4 531 913,31 €	3 929 798,79 €	8 461 712,10 €	91 908 523,55 €
2022	91 908 523,55 €	4 695 771,57 €	3 801 758,37 €	8 497 529,94 €	87 212 751,98 €
2023	87 212 751,98 €	4 885 356,35 €	3 640 735,58 €	8 526 091,93 €	82 327 395,63 €
2024	82 327 395,63 €	4 983 330,98 €	3 473 320,76 €	8 456 651,74 €	77 344 064,65 €
2025	77 344 064,65 €	5 046 763,08 €	3 281 098,14 €	8 327 861,22 €	72 297 301,57 €
2026	72 297 301,57 €	5 074 343,29 €	3 098 175,88 €	8 172 519,17 €	67 222 958,29 €
2027	67 222 958,29 €	5 132 605,65 €	2 907 854,28 €	8 040 459,93 €	62 090 352,64 €
2028	62 090 352,64 €	4 952 212,07 €	2 712 031,53 €	7 664 243,60 €	57 138 140,57 €
2029	57 138 140,57 €	4 923 631,51 €	2 505 305,90 €	7 428 937,41 €	52 214 509,06 €
2030	52 214 509,06 €	4 820 991,98 €	2 313 674,22 €	7 134 666,19 €	47 393 517,09 €
2031	47 393 517,09 €	4 913 455,51 €	2 108 316,60 €	7 021 772,11 €	42 480 061,58 €
2032	42 480 061,58 €	4 965 598,78 €	1 909 437,32 €	6 875 036,09 €	37 514 462,80 €
2033	37 514 462,80 €	4 871 293,55 €	1 694 891,61 €	6 566 185,16 €	32 643 169,26 €
2034	32 643 169,26 €	4 900 208,20 €	1 487 337,57 €	6 387 545,77 €	27 742 961,06 €
2035	27 742 961,06 €	4 681 332,33 €	1 278 738,15 €	5 960 070,47 €	23 061 628,73 €
2036	23 061 628,73 €	2 853 628,30 €	1 090 323,44 €	3 943 951,74 €	20 208 000,44 €
2037	20 208 000,44 €	2 755 804,88 €	958 357,22 €	3714 162,09 €	17 452 195,56 €
2038	17 452 195,56 €	2 571 663,60 €	832 988,65 €	3404 652,25 €	14 880 531,96 €
2039	14 880 531,96 €	2 568 983,13 €	711 174,33 €	3280 157,46 €	12 311 548,83 €
2040	12 311 548,83 €	2 434 755,32 €	591 000,88 €	3025 756,20 €	9 876 793,52 €
2041	9 876 793,52 €	2 176 192,96 €	471 309,08 €	2647 502,04 €	7 700 600,56 €
2042	7 700 600,56 €	2 176 192,96 €	362 532,68 €	2538 725,63 €	5 524 407,60 €
2043	5 524 407,60 €	2 176 192,96 €	253 756,29 €	2429 949,25 €	3 348 214,65 €
2044	3 348 214,65 €	1 281 548,08 €	156 628,24 €	1438 176,32 €	2 066 666,57 €
2045	2 066 666,57 €	566 666,57 €	103 301,75 €	669 968,32 €	1 500 000,00 €
2046	1 500 000,00 €	500 000,00 €	74 977,08 €	574977,08 €	1 000 000,00 €
2047	1 000 000,00 €	400 000,00 €	49 984,72 €	449984,72 €	600 000,00 €
2048	600 000,00 €	300 000,00 €	30 073,00 €	330073,00 €	300 000,00 €
2049	300 000,00 €	200 000,00 €	14 995,41 €	214995,41 €	100 000,00 €
2050	100 000,00 €	100 000,00 €	4 998,47 €	104 998,47 €	0,00 €
total		110 790 358,88 €	57 785 210,63 €	168 575 569,47 €	

Ville de MELUN

Evolution du CRD



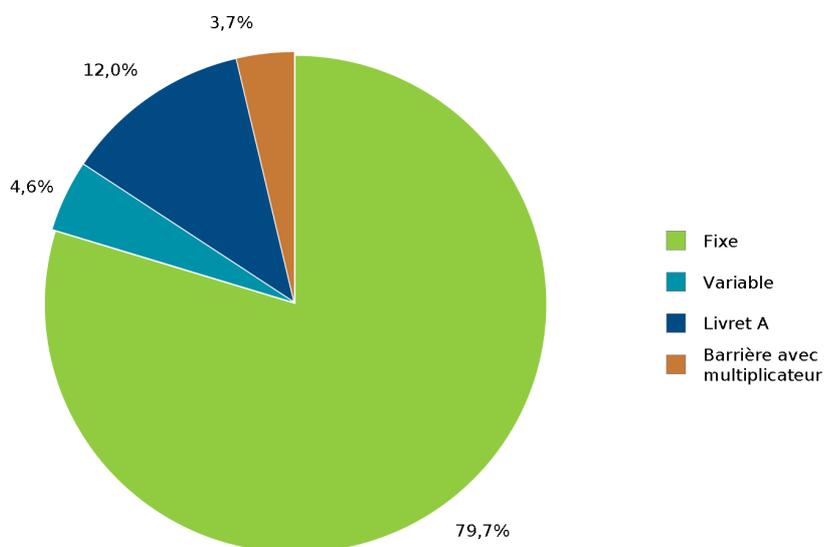
Flux de remboursement



4- La structure de la dette

Dette par type de risque

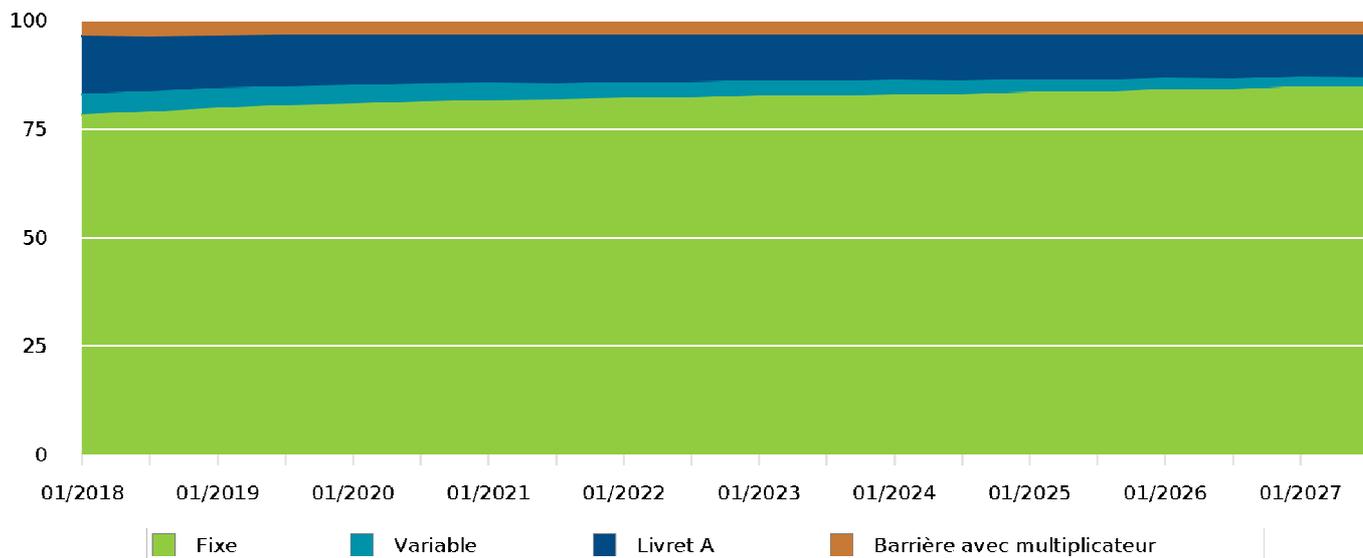
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	79 233 817.89 €	79,71 %	4,65 %
Variable	4 561 191.28 €	4,59 %	0,24 %
Livret A	11 951 304.43 €	12,02 %	1,42 %
Barrière avec multiplicateur	3 653 668.04 €	3,68 %	4,41 %
Ensemble des risques	99 399 981.64 €	100,00 %	4,05 %



© Finance Active

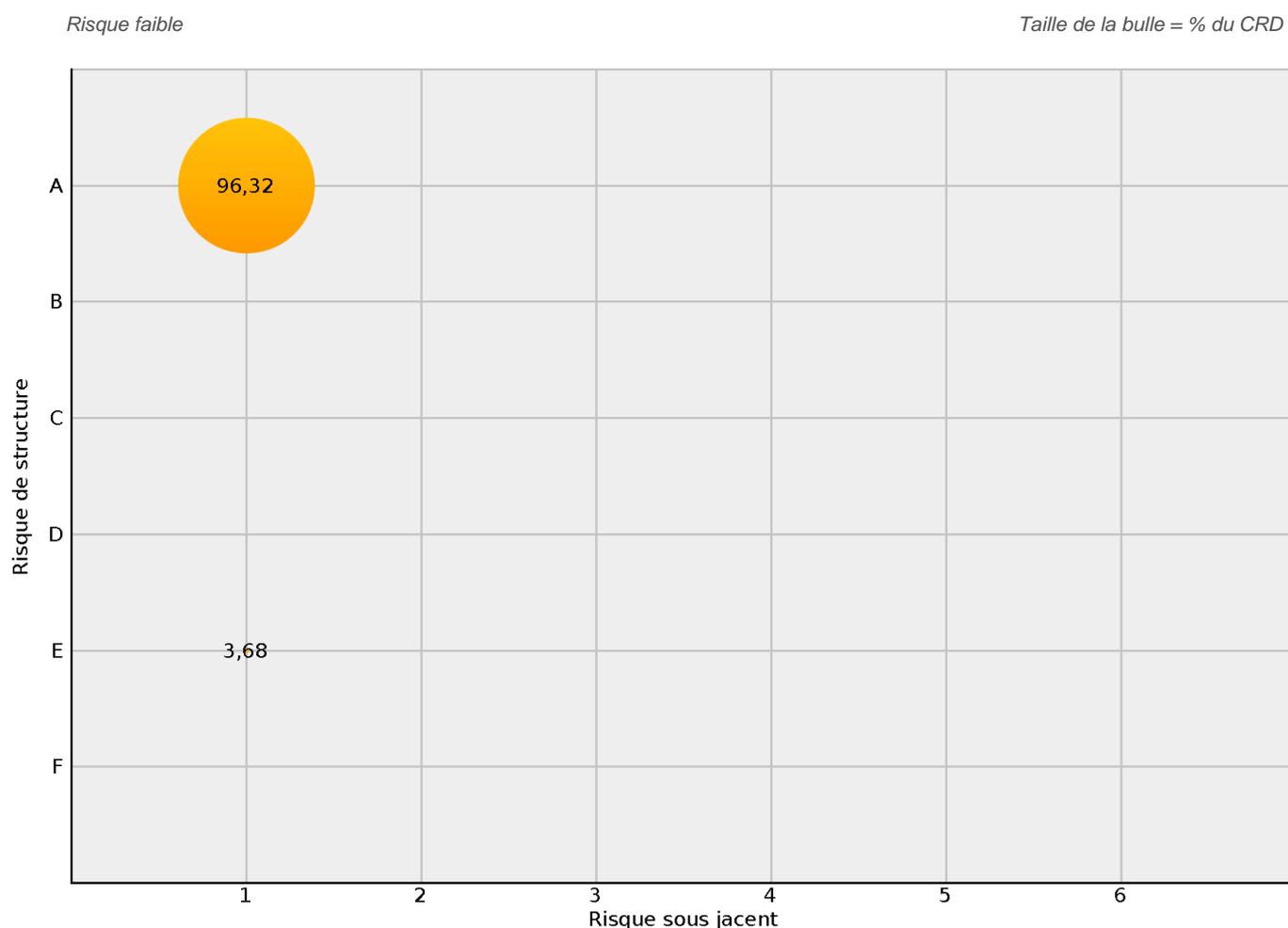
Risque de taux

Évolution du risque de taux hors swap



Ville de MELUN

5- Dette selon la charte de bonne conduite



6- Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement indique le nombre d'années pour rembourser l'encours de la dette grâce à l'épargne brute dégagée de la section de fonctionnement.

La CAF brute s'établit en 2018 à 9,151 M€ (chiffre provisoire du 09 janvier 2019). Dans ces conditions, la capacité de désendettement s'élève à 10,15 ans (en intégrant l'aide du fonds de soutien) contre 11,8 ans en 2017.

7- Dette par habitant

Avec une population de 41 183 Melunais, la dette par habitant pour le budget Ville s'élève à 2 255 € en 2018 (en intégrant l'aide du fonds de soutien) contre 2 321 € en 2017.

En 2019, elle s'établira à 2 209 € par habitant.

8- Fonds de soutien aux produits structurés = 7,72 M€ au titre des produits SFIL

Pour rappel les IRA capitalisées dans la dette s'élèvent à environ 16,925 M€.

- 7,5 M€ pour l'emprunt CE

- 9,425 M€ pour l'emprunt SFIL EUR/CHF

Le fonds de soutien obtenu permet d'alléger la section de fonctionnement et de financer en partie l'amortissement annuel de l'IRA.

ETAT DES LIEUX DES PRODUITS STRUCTURES ANTERIEUREMENT CLASSES 6F ET 4E

	IRA comptabilisée			Fonds de soutien au produits structurés	% fonds de soutien
	Capitalisée	Taux	Total IRA		
CE EUR/CHF	7 500 000		7 500 000		
SFIL EUR/CHF	9 425 000	2 645 000	12 070 000	7 446 568	
SFIL LIBOR		2 003 000	2 003 000	274 411	
ss total SFIL	9 425 000	4 648 000	14 073 000	7 720 979	54,86%
TOTAL	16 925 000	4 648 000	21 573 000	7 720 979	

CALCUL DETAIL FONDS DE SOUTIEN EMPRUNT SFIL MPH275580

2016

emprunt EUR/CHF			prevoir S/2016	76811	Titres émis	Annul titre	restant
Montant total de l'aide versée en sur 13 ans	7 446 568,35	Titre 4368 bord 343	2016	76811	7 446 568,35	-7 074 239,93	7 074 239,93
titrée en 20 ans	372 328,42	Titre 93 bord 53	2017		372 328,42		6 701 911,51
		Titre 2535 bord 194	2018		372 328,42		6 329 583,09
		Titre 3357 bord 189	2019		372 328,42		5 957 254,67
			2020		372 328,42		5 584 926,25
			2021		372 328,42		5 212 597,83
			2022		372 328,42		4 840 269,41
			2023		372 328,42		4 467 940,99
			2024		372 328,42		4 095 612,57
			2025		372 328,42		3 723 284,15
			2026		372 328,42		3 350 955,73
			2027		372 328,42		2 978 627,31
			2028		372 328,42		2 606 298,89
			2029		372 328,42		2 233 970,47
			2030		372 328,42		1 861 642,05
			2031		372 328,42		1 489 313,63
			2032		372 328,42		1 116 985,21
			2033		372 328,42		744 656,79
			2034		372 328,42		372 328,37
			2035		372 328,37	7 446 568,35	0,00

CALCUL DETAIL FONDS DE SOUTIEN EMPRUNT SFIL MPH260113

emprunt LIBOR			prevoir S/2016	76811		Annul titre	restant
Montant total de l'aide versée et titrée en 13 ans	274 411,00	Titre 4369 bord 343	2016	76811	274 411,00	-253 302,46	253 302,46
	21 108,54	Titre 94 bord 53	2017		21 108,54		232 193,92
		Titre 2435 bord 194	2018		21 108,54		211 085,38
		Titre 3356 bord 189	2019		21 108,54		189 976,84
			2020		21 108,54		168 868,30
			2021		21 108,54		147 759,76
			2022		21 108,54		126 651,22
			2023		21 108,54		105 542,68
			2024		21 108,54		84 434,14
			2025		21 108,54		63 325,60
			2026		21 108,54		42 217,06
			2027		21 108,54		21 108,52
			2028		21 108,52	274 411,00	0,00

7 720 979,35

Ville de MELUN EAU

Tableau de bord – analyse de la dette du budget eau

Synthèse de la dette au 31/12/2019

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
4 005 045.56 €	3,26 %	18 ans et 3 mois	9 ans et 7 mois	7

Synthèse de la dette au 31/12/2018

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
4 220 812.56 €	3,23 %	19 ans et 2 mois	10 ans et 1 mois	7

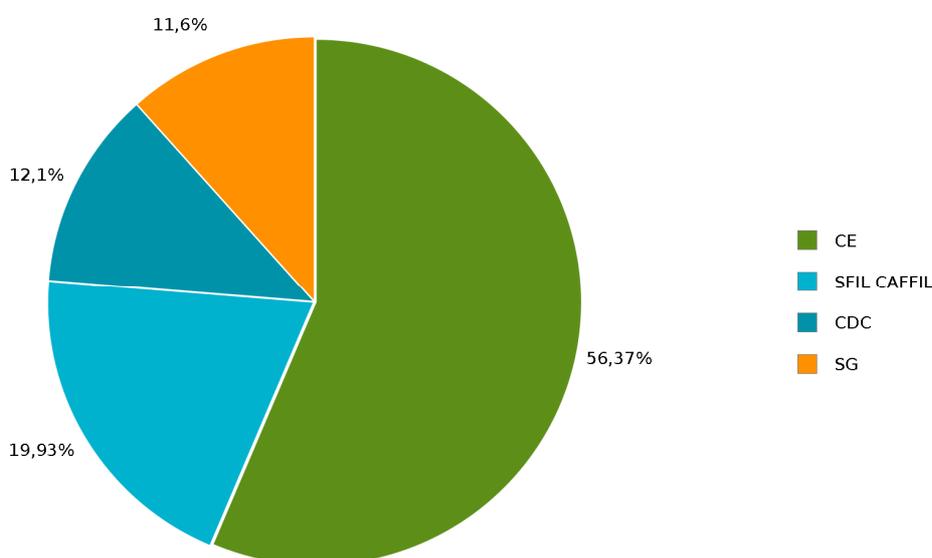
Synthèse de la dette au 31/12/2017

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
4 442 036.30 €	3,21 %	20 ans et 1 mois	10 ans et 7 mois	7

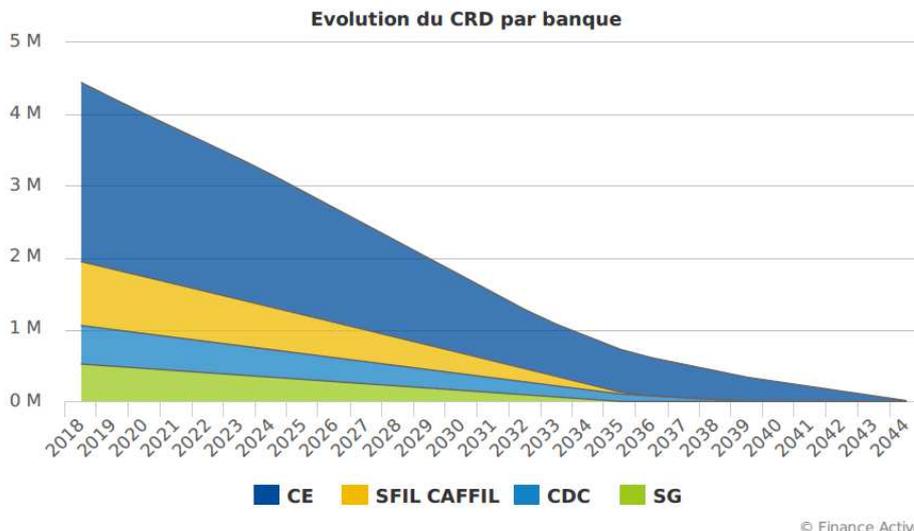
La Ville (budget eau) s'est désendettée de 221 K€ en 2018. En 2019, le capital restant dû sera en baisse de 216 K€.

1- Partenaires bancaires

Prêteur	Capital Restant Dû au 01/01/2019	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	2 379 162 €	56,37%
SFIL CAFFIL	841 251 €	19,93%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	510 800 €	12,10%
SOCIETE GENERALE	489 600 €	11,60%
Ensemble des prêteurs	4 220 812.56 €	100,00 %

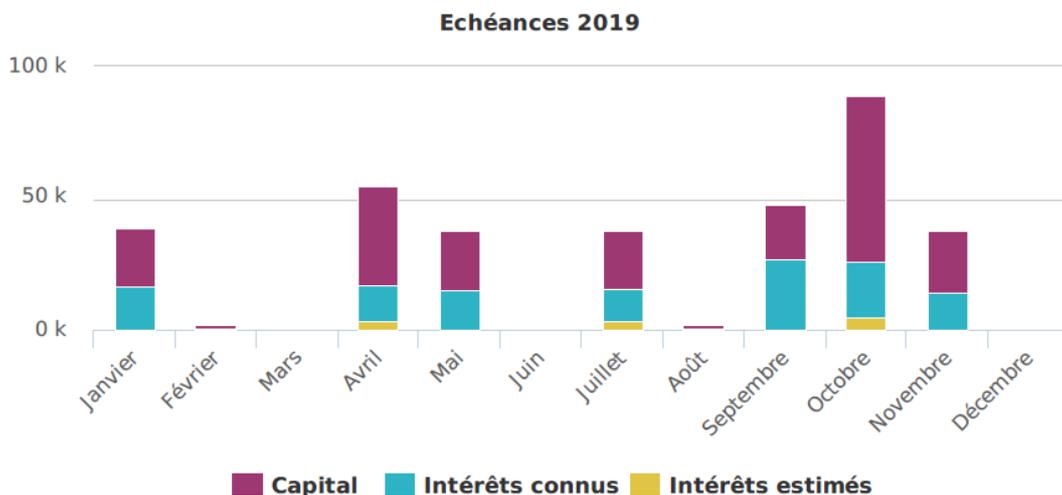


Evolution du CRD par banque



2- Suivi des échéances connues ou estimées 2019

Vos échéances : 2019			
Echéance	Capital	Intérêts	Total
janvier 2019	22 254	16 419	38 674
février 2019	1 343	963	2 306
mars 2019			
avril 2019	37 554	16 984	54 538
mai 2019	23 299	14 861	38 159
juin 2019			
juillet 2019	22 254	15 937	38 191
août 2019	1 365	941	2 306
septembre 2019	21 283	26 596	47 879
octobre 2019	63 094	26 047	89 141
novembre 2019	23 321	14 640	37 961
décembre 2019			
	215 767	133 389	349 156

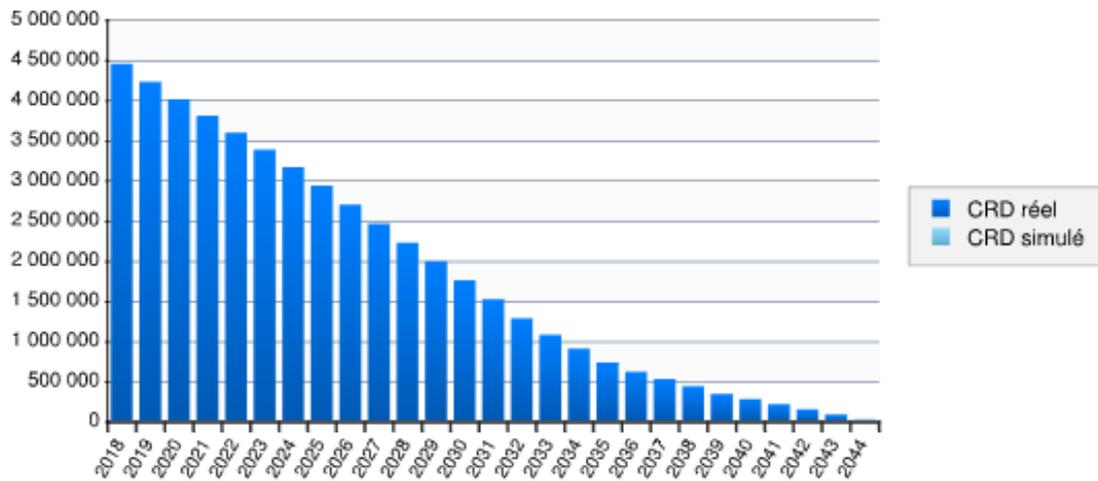


Ville de MELUN EAU

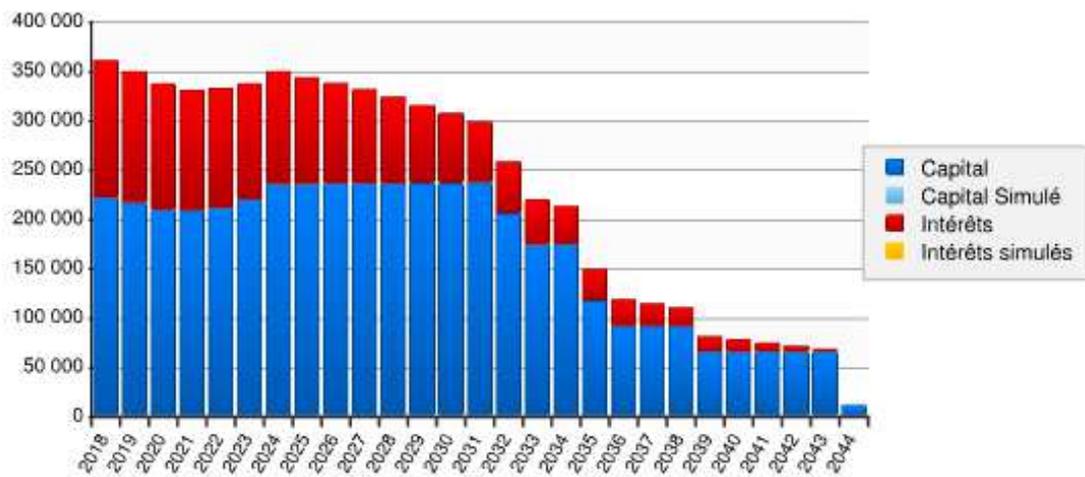
3- Flux de remboursement

Tableau du profil d'extinction par exercice annuel du 01/01/N au 31/12/N					
Année de la date de début d'exercice	CRD début d'exercice	Capital amorti	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2018	4 442 036,30 €	221 223,74 €	139 386,81 €	360 610,55 €	4 220 812,56 €
2019	4 220 812,56 €	215 767,01 €	133 388,66 €	349 155,66 €	4 005 045,56 €
2020	4 005 045,56 €	208 908,14 €	128 351,80 €	337 259,94 €	3 796 137,42 €
2021	3 796 137,42 €	207 687,27 €	122 463,36 €	330 150,63 €	3 588 450,15 €
2022	3 588 450,15 €	210 696,67 €	121 726,47 €	322 423,14 €	3 377 753,48 €
2023	3 377 753,48 €	219 029,75 €	118 199,48 €	317 229,23 €	3 158 723,73 €
2024	3 158 723,73 €	234 689,47 €	114 767,58 €	309 457,05 €	2 924 034,26 €
2025	2 924 034,26 €	234 902,83 €	108 490,93 €	303 393,76 €	2 689 131,43 €
2026	2 689 131,43 €	235 123,28 €	102 599,39 €	297 722,67 €	2 454 008,14 €
2027	2 454 008,14 €	235 351,09 €	95 881,95 €	292 233,04 €	2 218 657,05 €
2028	2 218 657,05 €	235 586,49 €	88 026,66 €	286 613,15 €	1 983 070,56 €
2029	1 983 070,56 €	235 829,73 €	79 315,47 €	280 945,20 €	1 747 240,83 €
2030	1 747 240,83 €	236 081,06 €	71 109,54 €	275 190,61 €	1 511 159,76 €
2031	1 511 159,76 €	236 340,77 €	62 067,97 €	269 408,74 €	1 274 818,99 €
2032	1 274 818,99 €	204 884,13 €	53 203,07 €	258 087,21 €	1 069 934,86 €
2033	1 069 934,86 €	173 436,44 €	45 822,61 €	246 259,05 €	896 498,41 €
2034	896 498,41 €	173 722,96 €	39 010,26 €	234 733,22 €	722 775,45 €
2035	722 775,45 €	116 843,90 €	32 422,70 €	199 266,61 €	605 931,55 €
2036	605 931,55 €	90 343,91 €	28 010,58 €	160 34,49 €	515 587,63 €
2037	515 587,63 €	90 343,91 €	23 934,17 €	136 28,09 €	425 243,72 €
2038	425 243,72 €	90 343,91 €	19 992,62 €	116 36,53 €	334 899,81 €
2039	334 899,81 €	64 803,91 €	15 923,37 €	80 72,28 €	270 095,90 €
2040	270 095,90 €	64 803,91 €	12 719,66 €	68 52,57 €	205 291,98 €
2041	205 291,98 €	64 803,91 €	9 444,96 €	59 24887 €	140 488,07 €
2042	140 488,07 €	64 803,91 €	6 205,75 €	53 00967 €	75 684,16 €
2043	75 684,16 €	64 804,01 €	2 966,55 €	47 77056 €	10 880,14 €
2044	10 880,14 €	10 880,14 €	137,08 €	31 017,2 €	0,00 €
total		4 442 036,25 €	1 775 569,45 €	6 217 605,74 €	

Evolution du CRD



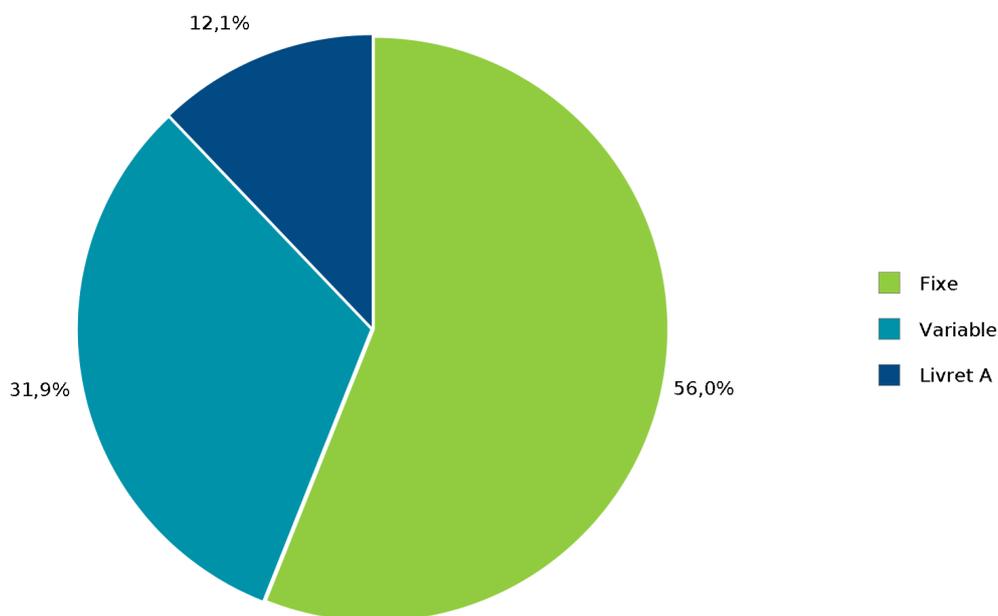
Flux de remboursement



4- La structure de la dette

Dette par type de risque au 01/01/2019

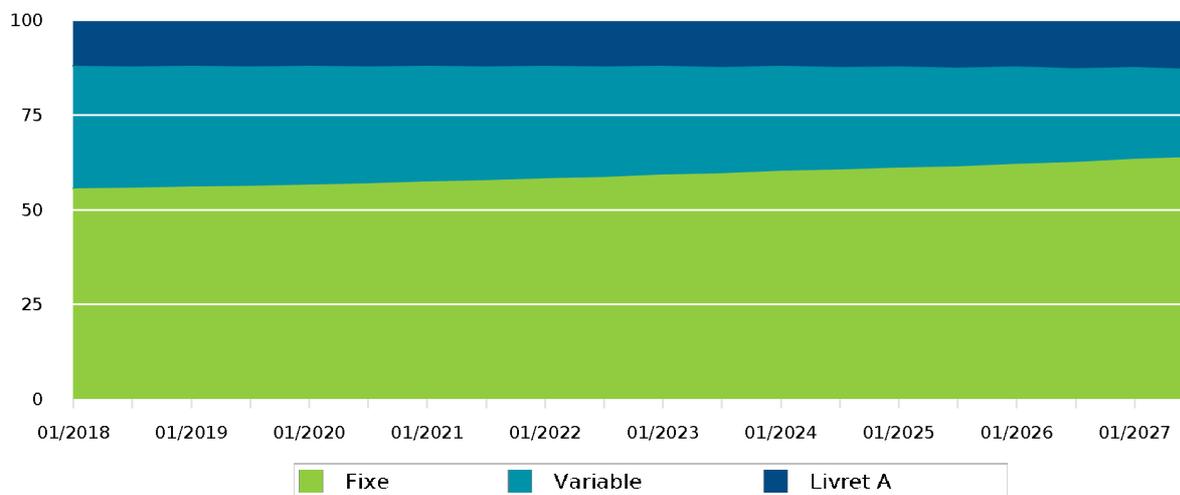
Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	2 363 837.56 €	56,00 %	4,63 %
Variable	1 346 175.00 €	31,89 %	1,33 %
Livret A	510 800.00 €	12,10 %	1,75 %
Ensemble des risques	4 220 812.56 €	100,00 %	3,23 %



© Finance Active

Risque de taux

Évolution du risque de taux hors swap

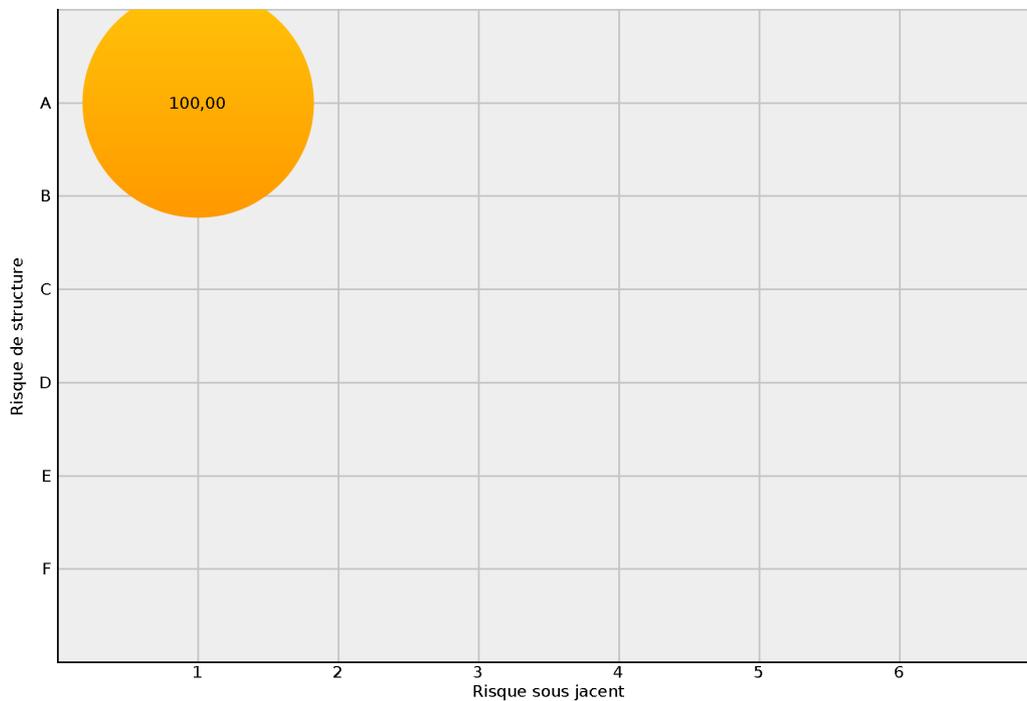


© Finance Active

5- Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRD



6- Dette par habitant

Avec une population de 41 183 Melunais, la dette par habitant pour le budget Eau est de 102 € en 2018 (contre 109 € en 2017).

En 2019, elle s'établira à 97 € par habitant.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019 DEPENSES D'INVESTISSEMENT PAR POLITIQUE

Dépenses

budget primitif

POLITIQUE	code pgme	PROGRAMME	Report 2019	2019	Budget 2019
Bâtiment			1 132 974	4 575 793	5 708 767
	201101		762 173	1 925 320	2 687 493
		Construction équipements nouveaux et réhabilitation équipements existants	762 173	1 925 320	
	201102		370 801	2 650 473	3 021 274
		Gros entretien patrimoine bâti	370 801	2 650 473	
Cadre de vie			51 194	626 200	677 394
	201114		51 194	626 200	677 394
		Aménagement et entretien parc et espace naturel	51 194	626 200	
			51 194	626 200	
Logistique			510 509	1 263 303	1 773 813
	201115		510 509	1 263 303	1 773 813
		Matériel et outillage divers services (dont Œuvres d'art)	510 509	1 263 303	
PRU			667 564	3 155 257	3 822 820
	201108		363 090	265 379	628 469
		ingenierie PRU	363 090	265 379	
	201109		6 014		6 014
		Equipements et locaux associatifs PRU	6 014		
	201110		298 460	2 384 115	2 682 575
		Aménagements PRU	298 460	2 384 115	
	201111		0	505 762	505 762
		Subvention investissement PRU	0	505 762	
Urbanisme			96 406	3 197 084	3 293 490
	201112		39 472	1 455 240	1 494 712
		Aménagement éco quartier	39 472	1 455 240	
	201113		56 933	1 741 844	1 798 777
		Etude d'urbanisme et travaux	56 933	1 741 844	

Dépenses

budget primitif

POLITIQUE	code pgme	PROGRAMME	Report 2019	2019	Budget 2019
Voirie			355 464	6 337 380	6 692 844
	201104		125 809	3 423 500	3 549 309
		Aménagement et restructuration voirie	125 809	3 423 500	
	201105		171 574	2 333 880	2 505 453
		Gros entretien patrimoine voirie	171 574	2 333 880	
	201106		55 080	580 000	635 080
		Gros entretien réseaux	55 080	580 000	
	201107		3 002		3 002
		Aménagement Carrefour 13eme Dragon Patton/Leclerc	3 002		
Total général			2 814 111	19 155 016	21 969 127

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

Autorisation de programme

CP consommés

CP prévus

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES		CP consommés						CP prévus					
				AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201101				754 887	42 622 739	6 981 437	4 272 381	4 449 886	1 932 154	6 400 102	672 345	2 497 458	762 173	1 925 320	4 486 939	2 934 556	2 440 438
	Bâtiment			754 887	42 622 739	6 981 437	4 272 381	4 449 886	1 932 154	6 400 102	672 345	2 497 458	762 173	1 925 320	4 486 939	2 934 556	2 440 438
		01COLCIM		754 887	42 622 739	6 981 437	4 272 381	4 449 886	1 932 154	6 400 102	672 345	2 497 458	762 173	1 925 320	4 486 939	2 934 556	2 440 438
			Cimetières Nord et Sud - monuments aux morts	168 880	841 408	163 136	0	67 494	11 607	113 598	6 512	23 614	0	127 460	84 000	76 000	75 438
				168 880	841 408	163 136	0	67 494	11 607	113 598	6 512	23 614	0	127 460	84 000	76 000	75 438
		01COMSPO			6 641 665	3 040 863	3 410 808	152 715	14 779	22 500							
			complexe sportif		6 641 665	3 040 863	3 410 808	152 715	14 779	22 500							
		01CSSCHU			183 510	0	3 230	180 279	0	0							
			Restructuration Centre Social Schuman		183 510	0	3 230	180 279	0	0							
		01ECOGAT			3 971 516	3 441 502	524 000	6 014	0	0							
			Ecole Gatelliet		3 971 516	3 441 502	524 000	6 014	0	0							
		01EGSTAS		-62	653 424	140 111	2 573	33 512	17 046	0	11 897	6 438	9 347	61 500	371 000		
			Eglise Saint Aspais	-62	653 424	140 111	2 573	33 512	17 046	0	11 897	6 438	9 347	61 500	371 000		
		01PRGARE			1 200 000			0	0	0		0	0	600 000	600 000		
			Etanchéité Parc Relais Gare		1 200 000			0	0	0		0	0	600 000	600 000		
		01PRISAU			147 846	41 501	84 503	2 526	19 315	0							
			Prieuré Saint Sauveur		147 846	41 501	84 503	2 526	19 315	0							
		01SALFET			90 113	90 113				0							
			Salle des fêtes TTC 2012		90 113	90 113				0							
		01SERRES			500 000			0	0	0	1 084	5 360	0	40 000	270 000	183 556	
			Rénovation des serres municipales		500 000			0	0	0	1 084	5 360	0	40 000	270 000	183 556	
		01SFETHT		-330	8 842 825		247 266	4 007 346	1 845 978	2 713 336	28 899	0	0		0	0	0
			Salle des fêtes HT	-330	8 842 825		247 266	4 007 346	1 845 978	2 713 336	28 899	0	0		0	0	0
		01VESTPF			64 211	64 211				0							
			Vestiaires stade Paul Fisher		64 211	64 211				0							
		01CINEHT		-2 291	287 296				23 428	115 572	97 264	38 296	3 736	9 000	0	0	
			Reprise en régie cinéma les Variétés	-2 291	287 296				23 428	115 572	97 264	38 296	3 736	9 000	0	0	
		01CSMEDA		77 042	185 042					0		9 710	1 332	174 000			
			La Boussole	77 042	185 042					0		9 710	1 332	174 000			

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES		CP consommés						CP prévus					
				AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201101	Bâtiment	01DEMCSU		100 096	972 606					25 969	3 000	4 626	527 295	360 000	51 715		
			Ouverture poste Police Municipale - Hts Melun	100 096	972 606					25 969	3 000	4 626	527 295	360 000	51 715		
		01PISCIN		29 936	2 905 274					0	282 930	2 374 046	183 298	65 000	0		
			Piscine	29 936	2 905 274					0	282 930	2 374 046	183 298	65 000	0		
		01SFETTTC			3 443 418					3 409 128	34 290				0	0	0
			Salle des fêtes TTC		3 443 418					3 409 128	34 290				0	0	0
		01EXPO			75 000					0						75 000	
			Salle d'exposition astrolabe		75 000					0						75 000	
		01COUVHDV		-1 384	24 998					0		24 998	0		0	0	0
			couverture HDV	-1 384	24 998					0		24 998	0		0	0	0
		01ECODEC		321 000	530 588						206 468	720	2 400	321 000			
			Pré fabriqué Ecole Decourbe	321 000	530 588						206 468	720	2 400	321 000			
		01COUVHDR			3 000 000							0	23 640	66 360	710 000	600 000	600 000
			couverture HDV		3 000 000							0	23 640	66 360	710 000	600 000	600 000
		01NECODE		62 000	8 062 000							9 650	11 125	101 000	2 400 224	2 000 000	1 765 000
			Nouvelle Ecole Decourbe	62 000	8 062 000							9 650	11 125	101 000	2 400 224	2 000 000	1 765 000
201102				2 314 801	30 584 298	1 448 320	1 787 010	1 452 543	2 472 756	2 211 140	2 130 105	2 872 289	370 801	2 650 473	3 922 709	3 324 084	2 042 598
	Bâtiment			2 314 801	30 584 298	1 448 320	1 787 010	1 452 543	2 472 756	2 211 140	2 130 105	2 872 289	370 801	2 650 473	3 922 709	3 324 084	2 042 598
		02ACCBAT		-519 187	6 405 999	0	0		3 687	17 917	202 452	259 738	117 925	150 000	934 680	1 135 320	891 000
			Travaux et études accessibilité bâtiment	-519 187	6 405 999	0	0		3 687	17 917	202 452	259 738	117 925	150 000	934 680	1 135 320	891 000
		02BACULT		55 690	571 852	47 999	12 634	23 569	30 040	18 486	109 407	153 231	25 586	111 500	9 101	10 100	10 100
			Gros travaux maintenance divers secteur CULTUREL	55 690	571 852	47 999	12 634	23 569	30 040	18 486	109 407	153 231	25 586	111 500	9 101	10 100	10 100
		02BAENF		50 000	537 331	46 520	7 856	104 786	127 813	36 281	10 740	55 035	20 254	100 000	28 046		
			Gros travaux maintenance divers secteur ENFANCE	50 000	537 331	46 520	7 856	104 786	127 813	36 281	10 740	55 035	20 254	100 000	28 046		
		02BATCMT		-34	45 994					0	594	3 293	106	8 400	8 400	8 400	8 400
			Gros travaux maintenance batiments CULTURELS HT	-34	45 994					0	594	3 293	106	8 400	8 400	8 400	8 400
		02BATSCO		17 355	1 679 380	211 671	388 767	58 601	226 933	112 437	219 515	311 924	3 993	125 500	20 040		
			Gros travaux maintenance batiments SCOLAIRE	17 355	1 679 380	211 671	388 767	58 601	226 933	112 437	219 515	311 924	3 993	125 500	20 040		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus						
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201102	Bâtiment	02BATSOC		314 142	1 131 303	254 812	99 777	21 686	9 358	15 383	258 728	130 526	25 532	205 500	110 000			
			Gros travaux maintenance divers secteur SOCIAL (leg MARE)	-553	508 017	94 284	60 072	6 687	3 671	7 579	195 927	116 037	23 759					
			Gros travaux maintenance diverses secteur SOCIAL	289 695	598 286	160 528	39 705	15 000	5 688	7 804	62 801	14 489	1 772	180 500	110 000			
			Gros travaux maintenance divers secteur SOCIAL VOIRIE	25 000	25 000									25 000				
		02BSPJEU		7 821	1 562 635	113 000	149 389	228 052	102 318	233 388	198 946	187 584	576	124 382	75 000	150 000		
			Gros travaux maintenance divers secteur JEUNESSE SPORT	7 821	1 562 635	113 000	149 389	228 052	102 318	233 388	198 946	187 584	576	124 382	75 000	150 000		
		02DESAMI			389 362	9 140	310 792	69 430	0	0								
			Désamiantage Ateliers Vaux le penil et Rénovation les Serres		389 362	9 140	310 792	69 430	0	0								
		02EGNDAM		90 458	1 057 234	3 201	22 676			0	19 440	11 349	33 003	352 000	500 000	115 564		
			Eglise Notre Dame	90 458	1 057 234	3 201	22 676			0	19 440	11 349	33 003	352 000	500 000	115 564		
		02EPISOC		16 000	100 491	502	1 258	76 745	5 986						16 000			
			Réfection épicerie sociale	16 000	100 491	502	1 258	76 745	5 986						16 000			
		02ETANTT		50 000	937 242	125 405	30 431	168 306	135 587	112 461	15 052	3 810	0	140 000	100 000	50 000	50 000	
			Etanchéités toitures terrasses	50 000	937 242	125 405	30 431	168 306	135 587	112 461	15 052	3 810	0	140 000	100 000	50 000	50 000	
		02MACHAU		200 000	3 804 799	153 921	186 364	268 458	963 471	284 484	323 507	259 598	82 897	255 500	255 500	256 500	258 098	
			Gros travaux maintenance chauffage, DPE	200 000	3 804 799	153 921	186 364	268 458	963 471	284 484	323 507	259 598	82 897	255 500	255 500	256 500	258 098	
		02MAIREV		-110 516	3 628 740	131 216	284 234	239 277	655 952	474 473	223 515	222 051	21 801	200 000	276 220	300 000	300 000	
			Gros travaux maintenance diverses opérations à reventiler	-110 516	3 628 740	131 216	284 234	239 277	655 952	474 473	223 515	222 051	21 801	200 000	276 220	300 000	300 000	
		02MAISBL			124 548	100 885	23 663	0	0									
			Maison Blanche		124 548	100 885	23 663	0	0									
		02MENEXT		-30 000	689 140	43 146	15 175	36 277	4 896	218 091	148 712	2 844	0	20 000	50 000	50 000	50 000	
			Menuiserie extérieure	-30 000	689 140	43 146	15 175	36 277	4 896	218 091	148 712	2 844	0	20 000	50 000	50 000	50 000	
		02MUCOUR			68 764	0		14 593	54 170	0								
			Aménagement locaux musée Courtille		68 764	0		14 593	54 170	0								
		02SECASC			121 113	119 200	1 914	0	0	0								
			Mise en conformité batiments divers (dont ascenseurs)		121 113	119 200	1 914	0	0	0								

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES		CP consommés						CP prévus					
				AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201102	Bâtiment	02SECDIV		85 451	605 048	2 423	46 706	66 691	8 576	70 268	34 932	83 812	11 640	140 000	35 000	35 000	35 000
			Mise en sécurité divers	85 451	605 048	2 423	46 706	66 691	8 576	70 268	34 932	83 812	11 640	140 000	35 000	35 000	35 000
				85 451	605 048	2 423	46 706	66 691	8 576	70 268	34 932	83 812	11 640	140 000	35 000	35 000	35 000
		02SECINF		0	722 521	62 822	28 822	75 975	59 756	49 966	107 899	105 316	275	71 691	40 000	40 000	40 000
			Développement voix sur IP divers		59 877	16 341	26 777	16 758		0							
			Mise à niveau installations électriques et téléphoniques pour réseaux informatiques divers	0	662 644	46 481	2 045	59 216	59 756	49 966	107 899	105 316	275	71 691	40 000	40 000	40 000
		02TRIBSA			199 572	22 457	176 550	96	0	0	469						
			Eglise Saint Aspais unguine		199 572	22 457	176 550	96	0	0	469						
		02TOURIS			95 765			0	84 213	11 552							
			Installation OT à l'ESJ		95 765			0	84 213	11 552							
		02ETATCI		-11	351 189				0	0	184 912	139 176	12 101	15 000			
			Aménagement Mairie Plus	-11	351 189				0	0	184 912	139 176	12 101	15 000			
		02CASSAG		296 360	1 051 756					209 664	600	539 314	618	1 560	150 000	150 000	
			Etanchéités toitures terrasses	296 360	1 051 756					209 664	600	539 314	618	1 560	150 000	150 000	
		02ATELVO			359 010					346 289	11 992	0	730				
			Gros travaux maintenance diverses opérations à reventiler		359 010					346 289	11 992	0	730				
		02ECCAPU		292 816	496 816							156 103	1 714	139 000	100 000	100 000	
			Réfection plafonds sinistrés -14 élémentaires Capucins	292 816	496 816							156 103	1 714	139 000	100 000	100 000	
		02ECOMEZ		150 000	478 693						58 693	101 560	0	168 440	150 000		
			Aménagt classe comp + Réfection école Mézereaux	150 000	478 693						58 693	101 560	0	168 440	150 000		
		02FERMONT		-250 000	0									0			
			ferme de Montaigu	-250 000	0									0			
		02ESCALETC		42 819	78 819							2 117	702	76 000			
			travaux ESCALE TTC	42 819	78 819							2 117	702	76 000			
		02ESCALEHT		36 349	66 349							1 764	585	64 000			
			TRAVAUX ESCALE HT	36 349	66 349							1 764	585	64 000			

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES		CP consommés						CP prévus						
				AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201102	Bâtiment	02ECOLYMPE			1 400 000										0		500 000	400 000
			Gros travaux maintenance batiments SCOLAIRE		1 400 000										0		500 000	400 000
		02PAPI		0	8 544							0	8 544	0				
			Risque inondation PAPI	0	8 544							0	8 544	0				
		02PISCEXT		45 365	190 365							142 145	2 220	46 000				
			Piscine extérieure	45 365	190 365							142 145	2 220	46 000				
		02PISCPAT		130 000	280 000												280 000	
			Piscine pataugeoire	130 000	280 000												280 000	
		02GYMDUVAU		1 108 000	1 108 000										70 000	664 800	373 200	
			Travaux et études accessibilité bâtiment	1 108 000	1 108 000										70 000	664 800	373 200	
		02GYMRECOL		135 922	135 922										50 000	85 922		
			Travaux et études accessibilité bâtiment	135 922	135 922										50 000	85 922		
		02ACCUIA		100 000	100 000										0	50 000	50 000	
			Travaux et études accessibilité bâtiment	100 000	100 000										0	50 000	50 000	
201103	Bâtiment			152 212	837	81 996	69 379	0	0									
		03SECHDV		74 262	837	73 425		0	0									
			Mise en sécurité HDV	74 262	837	73 425		0	0									
		03SECMUS		77 949	0	8 571	69 379	0	0									
			Mise en sécurité MUSEE	77 949	0	8 571	69 379	0	0									
201104	Voirie			632 483	18 453 528	833 499	20 779	25 469	66 190	2 018 633	2 087 101	1 037 050	125 809	3 423 500	1 555 798	2 361 800	2 131 300	
		04C3MOUL		474 199	470 104	4 095			0									
			chemin de MELUN 3 moulins	474 199	470 104	4 095			0									
		04CIRCUD		40 015	29 466	10 549			0									
			Plan de circulation et déplacement	40 015	29 466	10 549			0									
		04PLAGE		117 064	117 064				0									
			Aménagement La PLAGES	117 064	117 064				0									

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201104	Voirie	04PLTZEN		85 000	7 018 499			25 108	66 190	15 960	54 199	0	25 842	76 000	230 000	1 951 300	1 951 300
			Places urbaines traversées par le TZEN	85 000	7 018 499			25 108	66 190	15 960	54 199	0	25 842	76 000	230 000	1 951 300	1 951 300
		04RCARNO			87 726	82 077	5 649			0							
			réfection chaussée Carnot		87 726	82 077	5 649			0							
		04RSBART			135 636	134 788	486	362	0	0							
			Aménagement rue Saint Barthélemy		135 636	134 788	486	362	0	0							
		04FOOT		-2	3 678 232					2 002 673	1 625 461	50 098	0				
			terrains de foot synthétique	-2	3 678 232					2 002 673	1 625 461	50 098	0				
		04INONVO		599 246	4 642 202					0	402 005	863 600	40 800	2 153 000	1 182 798		
			Inondation voirie	599 246	4 642 202					0	402 005	863 600	40 800	2 153 000	1 182 798		
		04PLJEAN			61 715					0	5 435	56 280	0				
			Aménagement Place Saint Jean		61 715					0	5 435	56 280	0				
		04CIMENORD		78 409	398 409							18 615	13 794	366 000			
			cimetière nord	78 409	398 409							18 615	13 794	366 000			
		04DEVZTEN		-130 170	1 799 830				0	0	0	48 458	45 373	828 500	143 000	410 500	180 000
			Dévoisement réseaux TZEN	-130 170	1 799 830				0	0	0	48 458	45 373	828 500	143 000	410 500	180 000
201105				978 476	20 209 870	1 055 575	1 288 737	457 976	570 170	1 119 654	1 296 217	2 262 103	171 574	2 333 880	5 166 485	1 972 500	1 220 000
	Voirie			978 476	20 209 870	1 055 575	1 288 737	457 976	570 170	1 119 654	1 296 217	2 262 103	171 574	2 333 880	5 166 485	1 972 500	1 220 000
		05ACCVOI		234 619	795 660	0	33 748	32 734	59 867	76 444	66 790	90 619	458		190 000	50 000	50 000
			Travaux accessibilité voirie	234 619	795 660	0	33 748	32 734	59 867	76 444	66 790	90 619	458		190 000	50 000	50 000
		05AIRJEU		71 768	1 013 490	221 327	27 192	47 997	2 298	0	216 680	107 595	0	230 400	40 000	40 000	40 000
			Rénovation aire de Jeux	71 768	1 013 490	221 327	27 192	47 997	2 298	0	216 680	107 595	0	230 400	40 000	40 000	40 000
		05CONTEN		-31 267	542 723		104 986	12 035	34 404	13 143	3 881	8 183	94 940	31 150	60 000	60 000	60 000
			Conteneurs semi-enterrés	-31 267	542 723		104 986	12 035	34 404	13 143	3 881	8 183	94 940	31 150	60 000	60 000	60 000
		05COUECO		15 000	334 177	94 253	97 314	19 692	0	0	6 568	48 427	2 923	25 000	10 000	10 000	10 000
			Réfection cours d'école	15 000	334 177	94 253	97 314	19 692	0	0	6 568	48 427	2 923	25 000	10 000	10 000	10 000
		05GAULAR			273 573	0	265 963	3 883	3 727	0							
			Réfection rue Lucien Gaulard		273 573	0	265 963	3 883	3 727	0							
		05GODET			185 842			0	15 842	0		0	0	60 000	50 000	60 000	
			Etude de Géodétection		185 842			0	15 842	0		0	0	60 000	50 000	60 000	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201105	Voirie	05MOBURB		52 376	840 494	83 317	53 519	43 781	54 219	63 942	104 124	109 909	17 684	60 000	95 000	75 000	50 000
			<u>mobilier urbain</u>	52 376	840 494	83 317	53 519	43 781	54 219	63 942	104 124	109 909	17 684	60 000	95 000	75 000	50 000
		05PONTS		35 319	189 711			0	31 618	7 502	10 273	319	0	0	140 000		
			<u>ponts -travaux suite à diagnostic ponts</u>	35 319	189 711			0	31 618	7 502	10 273	319	0	0	140 000		
		05RCOTY			465 347			4 212	276 599	182 796		1 740	0				
			<u>Rue René Coty</u>		465 347			4 212	276 599	182 796		1 740	0				
		05TSPVIV		-147	271 858	136 006				0			135 853	0	0		
			<u>Aménagement terrain sport synthétique square Vivaldi</u>	-147	271 858	136 006				0			135 853	0	0		
		05VOERDF		-5	198 993	17 168		5 795	10 636	0		13 431	25 479	86 500	9 985	10 000	10 000
			<u>travaux voirie ERDF</u>	-5	198 993	17 168		5 795	10 636	0		13 431	25 479	86 500	9 985	10 000	10 000
		05VOIRDD			3 104	3 104				0							
			<u>Travaux Voirie DEVT DURABLE</u>		3 104	3 104				0							
		05VOIREV		-139 601	8 034 058	282 164	704 765	287 847	80 961	621 183	626 686	979 021	2 531	448 900	1 000 000	1 000 000	1 000 000
			<u>Réfection pluriannuelle Voirie</u>	-139 601	8 034 058	282 164	704 765	287 847	80 961	621 183	626 686	979 021	2 531	448 900	1 000 000	1 000 000	1 000 000
		05VOIRTR			219 487	218 238	1 250			0							
			<u>Réfection voirie et trottoir OPERATION A FUSIONNER EN 2013 AVEC 05VOIREV</u>		219 487	218 238	1 250			0							
		05AIRLEB			159 177					154 644	4 533						
			<u>CITY STADE LEBON</u>		159 177					154 644	4 533						
		05AIRMEZ			242 703					0	242 151	552	0				
			<u>Remplacement city stade Mézereaux</u>		242 703					0	242 151	552	0				
		05MOBBEA		-1	136 243					0		136 243	0				
			<u>Cloture gs Beauregard</u>	-1	136 243					0		136 243	0				
		05TOILET		-9 861	72 239					0	3 810	68 429	0				
			<u>Implantation toilettes publiques et canisettes</u>	-9 861	72 239					0	3 810	68 429	0				
		05COMPA			0												
			<u>Mise en place de compacteur</u>		0												
		05COUECR		30 000	145 000										145 000		
			<u>Réfection cours d'école</u>	30 000	145 000										145 000		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

Autorisation de programme

CP consommés

CP prévus

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES		CP consommés						CP prévus					
				AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201105	Voirie	05CCALMO		1 000	522 600						10 720	459 872	7	52 000			
			parking CC Almont	1 000	522 600						10 720	459 872	7	52 000			
		05PRISAU		-2 278	57 822							7 944	7 878	42 000			
			Marché local Prieuré Saint Sauveur	-2 278	57 822							7 944	7 878	42 000			
		05QUAIRB			230 000							0	0	230 000			
			Quai reine Blanche		230 000							0	0	230 000			
		05ROUDOT			-14 000	1 356 000						0	0	20 000	668 500	667 500	
			Rue Jacques Oudot		-14 000	1 356 000						0	0	20 000	668 500	667 500	
		05PAUVERT			244 000	424 000									424 000		
			Refection pluriannuelle Voirie		244 000	424 000									424 000		
		05RBEAUN			126 617	1 861 617							76 617	0	4 500	1 780 500	
			Réfection pluriannuelle Voirie		126 617	1 861 617							76 617	0	4 500	1 780 500	
		05RMEZER			19 416	739 500							7 675	8 525	13 300	710 000	
			Réfection pluriannuelle Voirie		19 416	739 500							7 675	8 525	13 300	710 000	
		05SCHUMAN			-46 550	150 500							3 000	0	147 500	0	
Parking Schuman			-46 550	150 500							3 000	0	147 500	0			
05DALALMONT			282 125	293 875							5 808	67	20 500	267 500			
	dalle Almont		282 125	293 875							5 808	67	20 500	267 500			
05BASTIEN			109 946	424 946							864	11 082	413 000				
	Réfection pluriannuelle Voirie		109 946	424 946							864	11 082	413 000				
05RCEZAN				25 130									25 130				
	Réfection pluriannuelle Voirie			25 130									25 130				
201106				70 379	9 520 622	2 774 186	1 673 088	387 951	277 875	257 940	610 692	571 010	55 080	580 000	820 000	539 000	500 000
	Voirie			70 379	9 520 622	2 774 186	1 673 088	387 951	277 875	257 940	610 692	571 010	55 080	580 000	820 000	539 000	500 000
				70 379	9 520 622	2 774 186	1 673 088	387 951	277 875	257 940	610 692	571 010	55 080	580 000	820 000	539 000	500 000
		06ECPUBL		179 221	2 556 759	132 241	263 570	230 049	121 117	111 440	248 843	227 232	12 267	160 000	300 000	250 000	250 000
			éclairage public Feux tricolores	179 221	2 556 759	132 241	263 570	230 049	121 117	111 440	248 843	227 232	12 267	160 000	300 000	250 000	250 000
		06FIBOPT		-108 772	1 681 016	69 985	85 144	93 246	31 711	179 298	104 800	16 833	200 000	300 000	200 000	200 000	
			fibres optiques	-108 772	1 681 016	69 985	85 144	93 246	31 711	179 298	104 800	16 833	200 000	300 000	200 000	200 000	
		06INCEND		0	372 785	12 089	23 193	0	46 777	38 061	30 364	120 393	1 908	20 000	20 000	20 000	20 000
			défense incendie	0	372 785	12 089	23 193	0	46 777	38 061	30 364	120 393	1 908	20 000	20 000	20 000	20 000

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201106	Voirie	06INTEAU			1 015 432	976 506	36 159	1 987	780	0							
			<u>interconnexion d'eau</u>		1 015 432	976 506	36 159	1 987	780	0							
		06REGAT			219 710	215 660	2 521	870	660	0							
			<u>Réseaux rue Gatteliet</u>		219 710	215 660	2 521	870	660	0							
		06RPARRO			844			844	0	0							
			<u>remplacement branchement arrosage</u>		844			844	0	0							
		06RPBRAN			2 546 000	1 269 000	1 277 000			0							
			<u>remplacement branchement plomb</u>		2 546 000	1 269 000	1 277 000			0							
		06VIDEOP		-70	1 128 076	98 705	70 645	69 057	15 296	76 729	152 186	118 585	24 071	200 000	200 000	69 000	30 000
			<u>vidéo protection</u>	-70	1 128 076	98 705	70 645	69 057	15 296	76 729	152 186	118 585	24 071	200 000	200 000	69 000	30 000
201107					3 236 140	5 853	19 592	142 667	1 798 063	778 056	439 771	49 135	3 002				
	Voirie				3 236 140	5 853	19 592	142 667	1 798 063	778 056	439 771	49 135	3 002				
		07DRAGON			3 236 140	5 853	19 592	142 667	1 798 063	778 056	439 771	49 135	3 002				
			<u>Aménagement Carrefour 13eme Dragon Patton/Leclerc</u>		3 236 140	5 853	19 592	142 667	1 798 063	778 056	439 771	49 135	3 002				
201108					1 642 688	8 229	20 000	91 953	57 910	115 439	301 537	369 150	363 090	265 379	50 000		
	PRU				1 642 688	8 229	20 000	91 953	57 910	115 439	301 537	369 150	363 090	265 379	50 000		
		08ETUPRU			1 642 688	8 229	20 000	91 953	57 910	115 439	301 537	369 150	363 090	265 379	50 000		
			<u>Etude et suivi PRU</u>		1 642 688	8 229	20 000	91 953	57 910	115 439	301 537	369 150	363 090	265 379	50 000		
		08SCHNUM			0	0				0							
			<u>Schéma numérique sur la Ville</u>		0	0				0							
201109					21 532 428	1 881 177	7 607 946	6 816 153	4 663 410	512 131	38 006	7 592	6 014				
	PRU				21 532 428	1 881 177	7 607 946	6 816 153	4 663 410	512 131	38 006	7 592	6 014				
		09AJENGA			100 558	100 558				0							
			<u>Aménagement aire de jeux engazonnée</u>		100 558	100 558				0							
		09COMUDA			10 923 678	1 298 146	5 759 352	3 261 118	505 781	64 069	30 472	4 740	0				
			<u>Conservatoire de musique</u>		10 923 678	1 298 146	5 759 352	3 261 118	505 781	64 069	30 472	4 740	0				
		09ECMALM			10 489 450	477 886	1 834 438	3 555 035	4 157 628	448 062	7 534	2 852	6 014				
			<u>Construction, réhabilitation Ecoles Almont</u>		10 489 450	477 886	1 834 438	3 555 035	4 157 628	448 062	7 534	2 852	6 014				

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201109	PRU	09MSPBOS			18 743	4 587	14 156			0							
			<u>Création Terrain multisport les Bosquets</u>		18 743	4 587	14 156			0							
201110				-1 094 965	21 424 196	4 134 910	2 677 780	2 264 959	1 993 375	3 011 164	1 091 488	1 558 190	298 460	2 384 115	1 557 672	200 000	252 081
	PRU			-1 094 965	21 424 196	4 134 910	2 677 780	2 264 959	1 993 375	3 011 164	1 091 488	1 558 190	298 460	2 384 115	1 557 672	200 000	252 081
		10AVPATT		-1 094 965	21 424 196	4 134 910	2 677 780	2 264 959	1 993 375	3 011 164	1 091 488	1 558 190	298 460	2 384 115	1 557 672	200 000	252 081
			<u>Requalification av. du Général Patton et Aire de Stationnement Patton</u>		1 580 250	1 529 387	38 727	11 427	709								
		10AVPEGU		-43 887	931 022	0		0	9 524	19 954	121 272	477 638	228 484	74 150	0		
			<u>Dévolement et réaménagement av. Charles de Gaulle</u>	-43 887	931 022	0		0	9 524	19 954	121 272	477 638	228 484	74 150	0		
		10AVPOMP			1 329 003	7 463	690 127	572 329	56 633	0	2 451						
			<u>Requalification av. George Pompidou</u>		1 329 003	7 463	690 127	572 329	56 633	0	2 451						
		10BROSSE		74 332	1 497 941	8 280	12 761	237 920	59 755	995 247	80 802	16 430	1 746	85 000			
			<u>Requalification av. Brossette et création voie piétonne entre GS et PK J. Moulin</u>	74 332	1 497 941	8 280	12 761	237 920	59 755	995 247	80 802	16 430	1 746	85 000			
		10CARMON			531 848	0	12 919		0	5 221	9 106	52 521	0			200 000	252 081
			<u>Création carrefours de liaison de Montaigu à la Plaine</u>		531 848	0	12 919		0	5 221	9 106	52 521	0			200 000	252 081
		10ECMALM			419 427	0		53 014	322 084	44 329							
			<u>Démolition école maternelle Almont 1 et 2</u>		419 427	0		53 014	322 084	44 329							
		10EGSTFR		-2 610	381 390	0		0	0	0		0	0	157 390	224 000		
			<u>Requalification place de l'Eglise Saint François</u>	-2 610	381 390	0		0	0	0		0	0	157 390	224 000		
		10ENTMEZ		-450 000	5 021 352	1 067 917	321 220	537 653	512 955	1 007 285	71 962	62 167	38 521	68 000	1 333 672		
			<u>Aménagement global entrée Mézereaux</u>	-450 000	5 021 352	1 067 917	321 220	537 653	512 955	1 007 285	71 962	62 167	38 521	68 000	1 333 672		
		10HTSMEZ			882	882				0							
			<u>Aménagement Place des Hauts Mezereaux</u>		882	882				0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201110	PRU	10MOEGIC			725 569	85 941	545 079	93 280	1 270								
			Requalification rue Montaigu et place de l'Eglise Immaculée Conception et Prolongt rue de Montaigu		725 569	85 941	545 079	93 280	1 270								
		10PKLESP			17 818	17 818			0	0							
			Aménagement parking du gymnase Lespiat		17 818	17 818			0	0							
		10PLBPAS			298 228	0	2 812	5 676	268 376	21 364							
			Requalification place Blaise Pascal Lorient		298 228	0	2 812	5 676	268 376	21 364							
		10RESTEX			1 692 943	0	9 025	338 619	443 088	835 677	66 534						
			Accompagnement résidentialisation Saint Exupery		1 692 943	0	9 025	338 619	443 088	835 677	66 534						
		10RSSNOM			-52 000	959 192	72 437	352 857	328 123	35 597	144	163 598	6 437				
			Transfert rue sans nom et Accompagnement résidentialisation Couperin		-52 000	959 192	72 437	352 857	328 123	35 597	144	163 598	6 437				
		10VDLUNE			1 044 116	749 992	294 125	0	0	0							
			Création voie demi lune		1 044 116	749 992	294 125	0	0	0							
		10VNFNUM			1 309 564	594 794	398 127	82 847	225 397	8 398							
			Voie nouvelle Frères Lumières		0	0			0	0							
			Voie nouvelle Frères Lumières		1 309 564	594 794	398 127	82 847	225 397	8 398							
		10JARDIN			-620 800	3 456 077	0		4 071	57 988	68 462	516 873	785 836	23 272	1 999 575		
			restructuration maillage viaire cité jardin (ex voie douce rue Gaston Tunc)		-620 800	3 456 077	0		4 071	57 988	68 462	516 873	785 836	23 272	1 999 575		
		10LATOUR			227 574	0			0	5 086	222 488						
			Requalification rue du Colonel de Latour		227 574	0			0	5 086	222 488						
201111					2 404 795	101 590	61 790	18 264	551 487	181 330	442 572	541 998	0	505 762			
	PRU				2 404 795	101 590	61 790	18 264	551 487	181 330	442 572	541 998	0	505 762			
					2 404 795	101 590	61 790	18 264	551 487	181 330	442 572	541 998	0	505 762			
		11AMEAUX			63 696	0	0	0	0	0	63 696						
			CP n surcharge avenue de M...		63 696	0	0	0	0	0	63 696						

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201111	PRU	11BOSSUE		154 375	47 500			0	38 594	68 281							
			<u>TMH résidentialisation Résidence Bossuet</u>	154 375	47 500			0	38 594	68 281							
		11COUPER		800 000	0			0	0	0	311 376	288 624	0	200 000			
			<u>OPH résidentialisation C.Péguy, Mérimée, Couperin, Pascal, Lorient, St Exupéry</u>	800 000	0			0	0	0	311 376	288 624	0	200 000			
		11FLUMIE		192 000	0			0	120 000	72 000							
			<u>TMH résidentialisation Frères Lumières</u>	192 000	0			0	120 000	72 000							
		11GAULAR		41 049	0			0	0	41 049							
			<u>OPH surcharge rue L. Gaulard</u>	41 049	0			0	0	41 049							
		11HOUDAR		200 000	0					0	40 000	160 000	0				
			<u>OPH résidentialisation 8-12 et 15-23 G. Houdard</u>	200 000	0					0	40 000	160 000	0				
				200 000	0					0	40 000	160 000	0				
		11LAVOIS		298 530	0			0	219 250	0		0	0	79 280			
			<u>TMH résidentialisation Rue Lavoisier</u>	298 530	0			0	219 250	0		0	0	79 280			
		11LBARON		7 700	0	7 700				0							
			<u>FSM Construction Bâtiment Immobilier d'entreprise Place Loïc Baron</u>	7 700	0	7 700				0							
		11MONT20		34 274	0				0	0		18 851	0	15 423			
			<u>OPH surcharge Plaine de Montaigu site 1 PLUS</u>	34 274	0				0	0		18 851	0	15 423			
		11MONT50		85 686	0			0	0	0		47 127	0	38 559			
			<u>OPH surcharge Plaine de Montaigu site 1</u>	85 686	0			0	0	0		47 127	0	38 559			
		11MONTAI		150 000	0			0	0	0				150 000			
			<u>logiciil surcharge Plaine de Montaigu SITE 2</u>	150 000	0			0	0	0				150 000			
		11POLSER		108 181	54 090	54 090		0	0								
			<u>Pôle de Services</u>	108 181	54 090	54 090		0	0								
		11VALERY		127 984	0			0	127 984	0							
			<u>OPH surcharge Rue Paul Valéry</u>	127 984	0			0	127 984	0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201111	PRU	11VARENN			91 320	0		18 264	45 660	0		27 396	0				
			OPH surcharge rue de la Maison		91 320	0	18 264	45 660	0		27 396	0					
		11VAUX			50 000				0	0	27 500	0	0	22 500			
			OPH Vaux le Penil		50 000				0	0	27 500	0	0	22 500			
201112				-141 746	34 592 090	10 400	31 484	70 890	2 856	804	524 577	677 516	39 472	1 455 240	5 950 670	8 580 273	8 681 500
	Urbanisme			-141 746	34 592 090	10 400	31 484	70 890	2 856	804	524 577	677 516	39 472	1 455 240	5 950 670	8 580 273	8 681 500
		12MERLON			1 201 300						262 295	134 209		20 800	266 987	155 510	195 812
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		1 201 300						262 295	134 209		20 800	266 987	155 510	195 812
		12ECOQ			178 136	10 400	31 484	70 890	2 856	804		22 230	39 472	0	0	0	0
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		178 136	10 400	31 484	70 890	2 856	804		22 230	39 472	0	0	0	0
		12COPRO			15 000									12 000	3 000		
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		15 000									12 000	3 000		
		12BASSIN			2 160 000						262 283	402 625	0	200 892	884 700	128 700	
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		2 160 000						262 283	402 625	0	200 892	884 700	128 700	
		12CRECHE			3 781 800							0	0	100 000	1 241 183	1 241 183	1 199 434
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		3 781 800							0	0	100 000	1 241 183	1 241 183	1 199 434
		12RTEVOIS			864 000							118 452	0	271 548	474 000		
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		864 000							118 452	0	271 548	474 000		
		12RD605			5 616 000										280 800	1 527 200	1 904 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		5 616 000										280 800	1 527 200	1 904 000
		12BVDURB			480 000											140 000	340 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		480 000											140 000	340 000
		12PARKSILO			800 000												
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		800 000												
		12RDPOINT		-141 746	1 742 254							0	0	500 000	500 000	500 000	242 254
			Plaine de Montaigu et Eco quartier	-141 746	1 742 254							0	0	500 000	500 000	500 000	242 254

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201112	Urbanisme	12GYM			6 753 600											337 680	1 000 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		6 753 600											337 680	1 000 000
		12ECOLELE			11 000 000						0	0	350 000	2 300 000	4 550 000	3 800 000	
			Plaine de Montaigu et Eco quartier		11 000 000						0	0	350 000	2 300 000	4 550 000	3 800 000	
201113				-2 271 433	6 708 191	155 275	252 601	58 927	197 585	170 931	808 897	322 315	56 933	1 741 844	1 969 369	968 513	5 000
	Urbanisme			-2 271 433	6 708 191	155 275	252 601	58 927	197 585	170 931	808 897	322 315	56 933	1 741 844	1 969 369	968 513	5 000
		13ACQFON		35 536	97 334	1 392	2 600	1 127	638	4 911	6 666	0	65 000	5 000	5 000	5 000	
			Acquisitions foncières	35 536	97 334	1 392	2 600	1 127	638	4 911	6 666	0	65 000	5 000	5 000	5 000	
		13CVSIGN			57 528	51 607	5 920			0							
			étude centre ville et		57 528	51 607	5 920			0							
		13ETCHIU			219 170	3 517	64 524	0	83 460	42 000	25 668						
			CHMJ et IUFM		219 170	3 517	64 524	0	83 460	42 000	25 668						
		13ETILSE		100 000	120 000	20 000				0					100 000		
			Ile Saint Etienne ancien site Prison	100 000	120 000	20 000				0					100 000		
		13ETPRAS		565 511	584 872	9 518	4 293		1 250	0		0	4 295	565 516			
			Place Praslin	565 511	584 872	9 518	4 293		1 250	0		0	4 295	565 516			
		13ETPSPO		187 161	2 288 847	0	2 273	18 012	42 534	76 931	261 935	30 349	6 812	18 000	974 000	858 000	
			reaménagement parc des	187 161	2 288 847	0	2 273	18 012	42 534	76 931	261 935	30 349	6 812	18 000	974 000	858 000	
		13ETUDIV			178 093	0	93 853	5 768	6 000	19 152	13 200	960	7 296	31 864			
			Etudes diverses		178 093	0	93 853	5 768	6 000	19 152	13 200	960	7 296	31 864			
		13ETUPLU			134 393	66 270	52 543	15 579		0							
			PLU		134 393	66 270	52 543	15 579		0							
		13ZPPAUP			86 338	2 971	29 194	16 968	31 866	5 339							
			ZPPAUP/AVAP		86 338	2 971	29 194	16 968	31 866	5 339							
		13CESSION		-202 261	560 732				522	6 086	66 721	284 340	5 064	168 000	30 000		
			Cessions foncières	-202 261	560 732				522	6 086	66 721	284 340	5 064	168 000	30 000		
		13OPAH			33 679				30 826	2 853							
			OPAH		33 679				30 826	2 853							
		13COMMER		10 077	54 277					17 932	6 345	0	0	6 000	12 000	12 000	
			Subvention équipement commerçants	10 077	54 277					17 932	6 345	0	0	6 000	12 000	12 000	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	NOUVELLES		CP consommés						CP prévus					
				AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201113	Urbanisme	13BEAURE		-3 891 340	763 582					0	430 116	0	33 466	0	300 000		
		<u>Beauregard</u>		-3 891 340	763 582					0	430 116	0	33 466	0	300 000		
		13REDYCENTRE		931 882	1 387 346							0	0	845 464	448 369	93 513	
		<u>Redynamisation centre ville</u>		931 882	1 387 346							0	0	845 464	448 369	93 513	
		13ERMIT			100 000									0	100 000		
		<u>Ermitage</u>			100 000									0	100 000		
		13ETGIMEL		-8 000	42 000										42 000		
		<u>Etude Globale Melun</u>		-8 000	42 000										42 000		
201114				58 606	2 129 616	188 360	39 412	97 033	22 985	53 908	127 702	190 912	51 194	626 200	359 608	115 000	115 000
	Cadre de vie			58 606	2 129 616	188 360	39 412	97 033	22 985	53 908	127 702	190 912	51 194	626 200	359 608	115 000	115 000
				58 606	2 129 616	188 360	39 412	97 033	22 985	53 908	127 702	190 912	51 194	626 200	359 608	115 000	115 000
		14AGEN21		-34 700	379 579	15 650	30 509	18 862	21 105		61 953	0	0	6 200	50 000	50 000	50 000
		<u>agenda 21</u>		-34 700	379 579	15 650	30 509	18 862	21 105		61 953	0	0	6 200	50 000	50 000	50 000
		14ARBRES		2 947	650 361	42 808	3 301	27 697	1 881	53 908	54 428	51 318	38 020	100 000	80 000	65 000	65 000
		<u>Plantation Arbres Peupliers bords de Seine Aménagement divers Espaces verts</u>		2 947	650 361	42 808	3 301	27 697	1 881	53 908	54 428	51 318	38 020	100 000	80 000	65 000	65 000
		14CARMES			58 469	55 048	3 421			0							
		<u>Aménagement du Jardin des Carmes tranche 1</u>			58 469	55 048	3 421			0							
		14COULVE		126 038	526 038	0	2 182	19 479	0	0	4 018	359	0	390 000	110 000		
		<u>Aménagement Coulée verte</u>		126 038	526 038	0	2 182	19 479	0	0	4 018	359	0	390 000	110 000		
		14LUCING		-35 680	120 626	6 306				0		76 160	8 160	30 000			
		<u>Parc Faucigny Lucinge</u>		-35 680	120 626	6 306				0		76 160	8 160	30 000			
		14PSTUTT			99 543	68 549		30 994	0	0							
		<u>Aménagement Parc Stuttgart MULTI SPORT</u>			99 543	68 549		30 994	0	0							
		14AGVELO			295 000					0	7 303	63 075	5 014	100 000	119 608		
		<u>plan vélo</u>			295 000					0	7 303	63 075	5 014	100 000	119 608		
201115				164 739	12 132 896	816 661	976 259	586 557	1 242 384	967 822	1 196 458	1 224 053	510 509	1 263 303	1 329 340	721 576	652 000
	Logistique			164 739	12 132 896	816 661	976 259	586 557	1 242 384	967 822	1 196 458	1 224 053	510 509	1 263 303	1 329 340	721 576	652 000
				164 739	12 132 896	816 661	976 259	586 557	1 242 384	967 822	1 196 458	1 224 053	510 509	1 263 303	1 329 340	721 576	652 000
		15AUDMED		-42 000	199 593	23 735	107 314	0	66 484	2 060				0			
		<u>audiovisuel,ressources numériques CAPNUMERIQUE Médiathèque</u>		-42 000	199 593	23 735	107 314	0	66 484	2 060				0			

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201115	Logistique	15BNUMEL		38 602	180 952	0	40 000	12 500	0	20 000		12 757	31 391	64 304			
			<u>NUMEL (Bibliothèque numérique)</u>	38 602	180 952	0	40 000	12 500	0	20 000		12 757	31 391	64 304			
		15INFCOM		59 318	59 318	0	4 294	15 024	0	0	0	0	0	40 000			
			<u>informatique et matériel communication</u>	59 318	59 318	0	4 294	15 024	0	0	0	0	0	40 000			
		15INFMED		523 853	523 853	64 972	11 983	24 146	5 097	479	7 176			340 424	69 576		
			<u>Matériel informatique Médiathèque</u>	523 853	523 853	64 972	11 983	24 146	5 097	479	7 176			340 424	69 576		
		15MATCAR		12 920	12 920			12 920	0	0							
			<u>acquisition chars</u>	12 920	12 920			12 920	0	0							
		15MATINF		-107 287	3 505 648	187 125	218 771	323 916	391 328	242 066	318 620	151 061	193 760	270 000	309 000	300 000	300 000
			<u>informatique ts services matériel LOGICIEL</u>	-107 287	3 505 648	187 125	218 771	323 916	391 328	242 066	318 620	151 061	193 760	270 000	309 000	300 000	300 000
		15MATPOL		63 450	329 913	30 009	13 112	9 463	11 352	11 111	52 935	32 588	25 019	53 450	35 000	20 000	20 000
			<u>matériel police</u>	63 450	329 913	30 009	13 112	9 463	11 352	11 111	52 935	32 588	25 019	53 450	35 000	20 000	20 000
		15MATSCO		8 390	970 086	227 100	60 612	36 230	81 770	72 037	116 277	105 811	249	70 000	50 000	50 000	50 000
			<u>informatique et matériel</u>	8 390	970 086	227 100	60 612	36 230	81 770	72 037	116 277	105 811	249	70 000	50 000	50 000	50 000
		15NUCINE		340 251	340 251	0	204 779		0	25 877	24 270	46 439	0	14 602	24 284		
			<u>Projecteurs numériques Cinéma les Variétés</u>	340 251	340 251	0	204 779		0	25 877	24 270	46 439	0	14 602	24 284		
		15OEUART		13 000	245 087	50 098	35 571	32 161	41 524	71 895		0	837	13 000			
			<u>Acquisition, restauration d'œuvres d'art</u>	13 000	245 087	50 098	35 571	32 161	41 524	71 895		0	837	13 000			
			<u>Œuvres art acquisition et restauration</u>		8 000					8 000							
		15OUTBAT		10 972	765 807	99 134	59 184	55 794	40 568	65 609	65 728	71 015	1 776	71 000	59 000	59 000	59 000
			<u>Outillage bâtiment</u>	10 972	765 807	99 134	59 184	55 794	40 568	65 609	65 728	71 015	1 776	71 000	59 000	59 000	59 000
		15OUTEVT		460 419	2 638 694	134 487	220 640	79 426	303 442	346 322	330 117	254 032	97 828	372 400	260 000	80 000	80 000
			<u>mat outillage voirie - propreté - espace vert</u>	428 919	2 608 194	134 487	220 640	79 426	303 442	346 322	330 117	254 032	97 828	341 900	260 000	80 000	80 000
			<u>Outillage bâtiment</u>	31 500	30 500									30 500			
		15INFCLA		40 000	797 268				108 168	67 129	111 971	63 956	81 044	105 000	65 000	65 000	65 000
			<u>classes mobiles</u>	40 000	797 268				108 168	67 129	111 971	63 956	81 044	105 000	65 000	65 000	65 000

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201115	Logistique	15INFAVE			104 880				104 880	0							
			participation Ville Dépense d'avenir		104 880				104 880	0							
		15INFTEL		-15 957	569 291				53 748	25 453	43 357	20 669	17 065	60 000	130 000	73 000	73 000
			Réseaux Télécommunication (autocom, switch..)	-15 957	569 291				53 748	25 453	43 357	20 669	17 065	60 000	130 000	73 000	73 000
		15BORNE			19 000				19 000	0							
			BORNE INTERACTIVE		19 000				19 000	0							
		15ASSOC		-6	13 713					9 219		4 494	0				
			matériel vie associative	-6	13 713					9 219		4 494	0				
		15MUSIQ		-4 005	64 900					5 267	16 210	7 324	17 000	1 000	5 000	5 000	5 000
			Instruments musique	-4 005	64 900					5 267	16 210	7 324	17 000	1 000	5 000	5 000	5 000
		15PACULT		-16 437	125 779					3 296	32 719	19 289	32 926		37 547		
			PACTE CULTUREL	-16 437	125 779					3 296	32 719	19 289	32 926		37 547		
		15INONCU		-8 300	10 446					0	10 446	0	0				
			Inondation matériel culturel	-8 300	10 446					0	10 446	0	0				
		15INOEHT		-69 683	3 317					0	3 317	0	0				
			Inondation matériel culturel	-69 683	3 317					0	3 317	0	0				
		15INOETTC		-83 619	3 981					0	3 981	0	0				
			Inondation matériel culturel	-83 619	3 981					0	3 981	0	0				
		15SECURI		-120 174	551 826					0	2 994	415 586	614	124 500	8 132		
			Sécurisation des écoles	-120 174	551 826					0	2 994	415 586	614	124 500	8 132		
		15DEFIBRIL		-1 684	29 316						0	8 316	11 000	6 500	3 500		
			DEFIBRILLATEUR	-1 684	29 316						0	8 316	11 000	6 500	3 500		
		15MATPST		-942	67 058							56 340	10 718	0			
			matériel police/ forfait post stationnement	-942	67 058							56 340	10 718	0			
201717					34 853 664					0						404 340	496 906
	PRU				34 853 664					0						404 340	496 906
		17NPRU			34 853 664					0						404 340	496 906
			17NPRU		34 853 664					0						404 340	496 906

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Dépenses d'investissement en €uros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	Autorisation de programme		CP consommés						CP prévus					
				NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201416				-641	142 946				11 225	0	131 721	0	0				
	Politique de la ville			-641	142 946				11 225	0	131 721	0	0				
		16AMSPORT		-641	142 946				11 225	0	131 721	0	0				
			AMENAGEMENT VERTE ET SPORTIF NOVATEUR	-641	36 596				0	0	36 596	0	0				
		16BARBEC			11 225				11 225	0							
			INSTALLATION BARBECUE		11 225				11 225	0							
		16INSERT			10 679					0	10 679						
			AMENAGEMENT SQUARE		10 679					0	10 679						
		16SQARE			84 446					0	84 446						
			AMENAGEMENT SQUARE		84 446					0	84 446						
Total général				1 465 585	262 342 919	20 396 311	20 810 855	16 990 608	15 860 427	17 799 054	11 899 189	14 180 772	2 814 111	19 155 016	27 168 590	22 121 642	18 536 823

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019 RECETTES D'INVESTISSEMENT PAR POLITIQUE

Recettes

budget primitif

POLITIQUE	code pgme	PROGRAMME	Report 2019	2019	Budget 2019
Bâtiment			546 710	1 604 702	2 151 412
	201101		361 327	1 168 545	1 529 872
		Construction équipements nouveaux et réhabilitation équipements existants	361 327	1 168 545	
	201102		185 383	436 157	621 540
		Gros entretien patrimoine bâti	185 383	436 157	
Cadre de vie			8 963	72 372	81 334
	201114		8 963	72 372	81 334
		Aménagement et entretien parc et espace naturel	8 963	72 372	
Logistique			11 939	141 553	153 492
	201115		11 939	141 553	153 492
		Matériel et outillage divers services (dont Œuvres d'art)	11 939	141 553	
PRU			146 142	3 260 959	3 407 100
	201108		0	387 771	387 771
		ingenierie PRU	0	387 771	
	201109		0	6 404	6 404
		Equipements et locaux associatifs PRU	0	6 404	
	201110		146 142	2 866 783	3 012 925
		Aménagements PRU	146 142	2 866 783	
Urbanisme			202 540	644 462	847 003
	201112		134 000	494 015	628 015
		Aménagement éco quartier	134 000	494 015	
	201113		68 540	150 447	218 988
		Etude d'urbanisme et travaux	68 540	150 447	

Recettes

budget primitif

POLITIQUE	code pgme	PROGRAMME	Report 2019	2019	Budget 2019
Voirie			272 767	1 275 386	1 548 153
	201104		0	706 483	706 483
		Aménagement et restructuration voirie	0	706 483	
	201105		250 547	518 903	769 449
		Gros entretien patrimoine voirie	250 547	518 903	769 449
	201106		22 221	50 000	72 221
		Gros entretien réseaux	22 221	50 000	72 221
Total général			1 189 061	6 999 434	8 188 494

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP		CP consommés						CP prévus					
					OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201101					403 920	9 886 448	798 777	2 275 122	915 607	415 496	15 480	179 631	2 020 964	361 327	1 168 545	444 000	394 000	387 499
	Bâtiment				403 920	9 886 448	798 777	2 275 122	915 607	415 496	15 480	179 631	2 020 964	361 327	1 168 545	444 000	394 000	387 499
		01COLCIM																
			Cimetières Nord et Sud			3 000		3 000										
				AGENCE EAU		0												
				CG		3 000		3 000										
				CR		0												
		01COMSPO				2 208 214	343 050	1 751 121	37 231	76 812	0							
			complexe sportif			2 208 214	343 050	1 751 121	37 231	76 812	0							
				CAMVS		994 628	0	994 628			0							
				CG		50 000	0	25 000		25 000	0							
				CNDS		796 973	37 500	707 661	0	51 812	0							
				DIVERS		37 231			37 231		0							
				DPV		23 832		23 832			0							
				SICMER		305 550	305 550				0							
		01CSSCHU				114 890	0	45 000	69 165	725	0							
			Restructuration Centre Social Schuman			114 890	0	45 000	69 165	725	0							
				DPV		114 890	0	45 000	69 165	725	0							
		01EGSTAS				283 128	283 128				0							
			Eglise Saint Aspais			283 128	283 128				0							
				CG		49 638	49 638				0							
				CR		85 224	85 224				0							
				DRAC		148 267	148 267				0							
		01PRGARE				575 000					0		575 000	0		0		
			Etanchéité Parc Relais Gare			575 000					0		575 000	0		0		
				INDIGO		575 000					0		575 000	0		0		
		01PRISAU				10 100	2 250	7 850	0		0							
			Prieuré Saint Sauveur			10 100	2 250	7 850	0		0							
				CG		1 380	1 380				0							
				CR		6 720	870	5 850			0							
				DRAC		2 000	0	2 000	0		0							
		01SFETHT				1 630 801	0	468 151	809 211	337 959	15 480							
			Salle des fêtes			1 630 801	0	468 151	809 211	337 959	15 480							
				ADEME		0					0							
				CAMVS		1 000 000	0	300 000	500 000	200 000	0							
				CG		0	0				0							
				DIVERS		1 339	0			1 339	0							
				DPV		589 462		168 151	309 211	112 100	0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus					
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201101	Bâtiment	01SFETH	Salle des fêtes	RP		40 000				24 520	15 480							
		01VESTPF	Vestiaires stade Paul Fisher			170 349	170 349				0							
						170 349	170 349				0							
				CG		131 080	131 080				0							
				DPV		39 269	39 269				0							
		01CINEHT	Reprise en régie cinéma les Variétés			114 170					0	50 671	0	14 000	14 000	14 000	14 000	7 499
						114 170					0	50 671	0	14 000	14 000	14 000	14 000	7 499
				CNC		114 170					0	50 671	0	14 000	14 000	14 000	14 000	7 499
		01CSMEDA	Transfert médiathèque/CS Almont			211 200					0		211 200	0	0			
						211 200					0		211 200	0	0			
				DPV		211 200					0		211 200	0	0			
				DRAC		0					0							
		01DEMCSU	Ouverture poste Police Municipale - Hts Melun			446 800					0		69 240	0	377 560			
						446 800					0		69 240	0	377 560			
				DPV		446 800					0		69 240	0	377 560			
		01PISCIN	Piscine			1 251 916							227 604	347 327	676 985			
						1 251 916							227 604	347 327	676 985			
				CID		714 653							214 396	347 327	152 930			
				CNDS		229 000									229 000			
				CR		308 263							13 208	0	295 055			
				(vide)		0												
		01ECODEC	Pré fabriqué Ecole Decourbe			100 000	200 000						100 000		100 000			
						100 000	200 000						100 000		100 000			
				DPV		100 000	200 000						100 000		100 000			
		01NECODE	Nouvelle Ecole Decourbe			303 920	2 637 920						937 920	0	430 000	380 000	380 000	
						303 920	2 637 920						937 920	0	430 000	380 000	380 000	
				CID		900 000									270 000	180 000	180 000	
				REGION		800 000									160 000	200 000	200 000	
				SODEARIF	303 920	937 920							937 920	0				
		01SFHT	Salle des fêtes HT			28 960							28 960					
						28 960							28 960					
				DDU		28 960							28 960					

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP		CP consommés						CP prévus					
					OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201102						876 285	3 320 075	537 684	86 407	339 777	101 450	297 860	368 017	338 942	185 383	436 157	511 765	116 634
	Bâtiment					876 285	3 320 075	537 684	86 407	339 777	101 450	297 860	368 017	338 942	185 383	436 157	511 765	116 634
		02BACULT					20 061	20 061				0						
			Gros travaux maintenance divers secteur CULTUREL				20 061	20 061				0						
				RP			20 061	20 061				0						
		02BAENF				33 000	235 808	64 578		0	71 404	53 087	13 739			33 000		
			Gros travaux maintenance divers secteur ENFANCE			33 000	235 808	64 578		0	71 404	53 087	13 739			33 000		
				CAF		33 000	235 808	64 578		0	71 404	53 087	13 739			33 000		
		02BATSCO				9 067	319 160						105 791	90 022	45 805	77 542		
			Gros travaux maintenance batiments SCOLAIRE			9 067	319 160						105 791	90 022	45 805	77 542		
				CID			0											
				DPV			230 091						105 791	90 022	3 402	30 875		
				DSIL		9 067	89 070						0		42 403	46 667		
		02BATSOC				146 000	698 494	448 045	1 804			0	2 645	50 000	0	123 000	73 000	
			Gros travaux maintenance divers secteur SOCIAL				552 494	448 045	1 804			0	2 645	50 000	0	50 000		
				CG			0											
				CNAV			100 000					0	50 000	0	50 000			
				LEGS			452 494	448 045	1 804			0	2 645	0				
			Gros travaux maintenance diverses secteur SOCIAL			146 000	146 000									73 000	73 000	
				dpv 2019		146 000	146 000									73 000	73 000	
		02BSPJEU				70 872	5 000	29 780	2 000			16 927	6 265			10 900		
			Gros travaux maintenance divers secteur JEUNESSE SPORT			70 872	5 000	29 780	2 000			16 927	6 265			10 900		
				DPV		70 872	5 000	29 780	2 000			16 927	6 265			10 900		
				DSIL			34 780	5 000	29 780			0						
				FEDER			34 092					16 927	6 265			10 900		
							2 000		2 000			0						
		02EGNDAM				340 000	340 000									132 819	207 181	
			Eglise Notre Dame			340 000	340 000									132 819	207 181	
				DRAC		200 000	200 000									92 819	107 181	
				REGION		140 000	140 000									40 000	100 000	

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus					
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201102	Bâtiment	02EPISOC				39 462			32 000	7 462	0							
			<u>Réfection épicerie sociale</u>			39 462			32 000	7 462	0							
				DPV		39 462			32 000	7 462	0							
		02ETANTT				18 122			0		18 122							
			<u>Etanchéités toitures terrasses</u>			18 122			0		18 122							
				FISAC		18 122			0		18 122							
		02MACHAU				307 600		1 588	305 777	235	0							
			<u>Gros travaux maintenance chauffage, DPE</u>			307 600		1 588	305 777	235	0							
				DIVERS		307 600		1 588	305 777	235	0							
		02MAIREV				0	58 346				28 550	7 291	22 505	0				
			<u>Gros travaux maintenance diverses opérations à reventiler</u>			0	58 346				28 550	7 291	22 505	0				
				AUXIFIP		0	19 206				28 550	7 291	22 505	0				
				CR			0						19 206	0				
				DSIL			39 140				28 550	7 291	3 299	0				
		02MENEXT				230 360					85 532	144 828						
			<u>Menuiserie extérieure</u>			230 360					85 532	144 828						
				DPV			162 000					48 600	113 400					
				DSIL			68 360					36 932	31 428					
		02MUCOUR				25 741			0	22 348	3 392							
			<u>Aménagement locaux musée Courtille</u>			25 741			0	22 348	3 392							
				RP		25 741			0	22 348	3 392							
		02SECINF				0	16 098					12 879	3 220					
			<u>Mise à niveau installations électriques et téléphoniques pour réseaux informatiques divers</u>			0	16 098					12 879	3 220					
				DPV		0	16 098					12 879	3 220					
		02TRIBSA				53 234	0	53 234			0							
			<u>Eglise Saint Aspais tribune orgue</u>			53 234	0	53 234			0							
				CR		53 234	0	53 234			0							
				RP		13 234	0	13 234			0							
						40 000	0	40 000			0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus					
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201102	Bâtiment	02CASSAG				306 918					92 250	34 922	89 873	89 873				
			<u>Etanchéités toitures terrasses</u>			306 918					92 250	34 922	89 873	89 873				
						306 918					92 250	34 922	89 873	89 873				
				CID		89 873							89 873	0				
				DSIL		217 045					92 250	34 922	0	89 873				
		02ECCAPU				98 000							67 129	11 270	19 601			
			<u>Réfection plafonds sinistrés - 14 élémentaires Capucins</u>			98 000							67 129	11 270	19 601			
						98 000							67 129	11 270	19 601			
				DPV		98 000							67 129	11 270	19 601			
				DSIL		0												
		02ECOMEZ				131 079						52 535	6 044	35 215	37 285			
			<u>Aménagt classe comp + Réfection école Mézereaux</u>			131 079						52 535	6 044	35 215	37 285			
						131 079						52 535	6 044	35 215	37 285			
				DPV		131 079						52 535	6 044	35 215	37 285			
		02PAPI				2 500							490	0	2 010			
			<u>Risque inondation PAPI</u>			2 500							490	0	2 010			
						2 500							490	0	2 010			
				DDT - ENVIRONNEMENT PREVENT RISQUES		2 500							490	0	2 010			
		02GYMDUVAU				291 584	291 584								0	174 950	116 634	
			<u>Travaux et études accessibilité bâtiment</u>			291 584	291 584								0	174 950	116 634	
						291 584	291 584								0	174 950	116 634	
				CAMVS		291 584	291 584								0	174 950	116 634	
		02GYMRECOL				56 634	56 634									56 634		
			<u>Travaux et études accessibilité bâtiment</u>			56 634	56 634									56 634		
						56 634	56 634									56 634		
				CAMVS		56 634	56 634									56 634		
201103	Bâtiment					0									0			
						0									0			
		03SECMUS				0									0			
			<u>Mise en sécurité MUSEE</u>			0									0			
						0									0			
				ETAT		0									0			
201104	Voirie					217 999	4 340 767	305 441	43 612	30 000	193 553	164 366	260 461	0	706 483	136 851	750 000	750 000
						217 999	4 340 767	305 441	43 612	30 000	193 553	164 366	260 461	0	706 483	136 851	750 000	750 000
		04C3MOUL				272 802	239 140	33 662					0					
			<u>chemin de MELUN à 3 moulins</u>			272 802	239 140	33 662					0					
						272 802	239 140	33 662					0					
				DPV		272 802	239 140	33 662					0					

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus					
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201104	Voirie	04PLAGE				26 250	16 300	9 950			0							
			<u>Aménagement La PLAGE</u>			26 250	16 300	9 950			0							
				CR		26 250	16 300	9 950			0							
		04PLTZEN				2 600 000			30 000		0			20 000	50 000	750 000	750 000	
			<u>Paces urbaines traversées par le TZEN</u>			100 000			30 000		0			20 000	50 000			
				CG		100 000			30 000		0			20 000	50 000			
			<u>Places urbaines traversées par le TZEN</u>			2 500 000					0					750 000	750 000	
				CG		2 500 000					0					750 000	750 000	
						2 500 000					0					750 000	750 000	
		04RSBART				50 000	50 000				0							
			<u>Aménagement rue Saint Barthélemy</u>			50 000	50 000				0							
				CAMVS		50 000	50 000				0							
		04FOOT				-1	390 457				0	164 366	226 091	0				
			<u>terrains de foot synthétique</u>			-1	390 457				0	164 366	226 091	0				
				CG			185 000				0	0	185 000	0				
				CR		-1	205 457				0	164 366	41 091	0				
				FFF			0				0							
		04INONVO				783 257					193 553	34 370	0	468 483	86 851			
			<u>Inondation voirie</u>			783 257					193 553	34 370	0	468 483	86 851			
				CR		49 000					49 000							
				DSIL		300 000								300 000				
				ETAT		434 257					144 553	34 370	0	168 483	86 851			
		04DEVTZEN				218 000	218 000								218 000			
			<u>Dévoiemnt réseaux TZEN</u>			218 000	218 000								218 000			
				ORANGE		218 000	218 000								218 000			
201105						103 290	2 402 405	245 826	105 519	31 550	31 349	276 493	207 593	250 547	518 903	336 361	398 265	
	Voirie					103 290	2 402 405	245 826	105 519	31 550	31 349	276 493	207 593	250 547	518 903	336 361	398 265	
		05ACCVOI				24 779							0	22 086	2 693			
			<u>Travaux accessibilité voirie</u>			24 779							0	22 086	2 693			
				DSIL		24 779							0	22 086	2 693			
						24 779							0	22 086	2 693			

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus					
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201105	Voirie	05AIRJEU			5 280	348 495	139 300				14 746	80 362	16 125	0	97 963			
			<u>Rénovation aire de Jeux</u>		5 280	348 495	139 300				14 746	80 362	16 125	0	97 963			
					5 280	348 495	139 300				14 746	80 362	16 125	0	97 963			
				DPV	-29 720	313 495	139 300				14 746	80 362	16 125	0	62 963			
				dpv 2019	35 000	35 000									35 000			
		05CONTEN				36 374			10 620	6 938			11 216	0	7 600			
			<u>Conteneurs semi-enterrés</u>			23 774			10 620	6 938			6 216	0				
						23 774			10 620	6 938			6 216	0				
				DPV		23 774			10 620	6 938			6 216	0				
			<u>mobilier urbain</u>			12 600							5 000	0	7 600			
						12 600							5 000	0	7 600			
				SMITOM		12 600							5 000	0	7 600			
		05COUECO				14 945	14 945				0							
			<u>Réfection cours d'école</u>			14 945	14 945				0							
						14 945	14 945				0							
				DPV		14 945	14 945				0							
		05GAULAR				21 412			21 412		0							
			<u>Réfection rue Lucien Gaulard</u>			21 412			21 412		0							
						21 412			21 412		0							
				ERDF		21 412			21 412		0							
		05MOBURB			1	9 959							9 959	0				
			<u>mobilier urbain</u>		1	9 959							9 959	0				
					1	9 959							9 959	0				
				SMITOM syndic		0												
					1	9 959							9 959	0				
		05PONTS				35 676										35 676		
			<u>ponts -travaux suite à diagnostic ponts</u>			35 676										35 676		
						35 676										35 676		
				DPV		35 676										35 676		
		05RCOTY				28 922						28 922						
			<u>Rue René Coty</u>			28 922						28 922						
						28 922						28 922						
				ENEDIS		28 922						28 922						
		05TSPVIV				136 616	80 000				0		0	16 985	39 631			
			<u>Aménagement terrain sport synthétique square Vivaldi</u>			136 616	80 000				0		0	16 985	39 631			
						136 616	80 000				0		0	16 985	39 631			
				DPV		136 616	80 000				0		0	16 985	39 631			
		05VOERDF				75 106			75 106		0							
			<u>travaux voirie ERDF</u>			75 106			75 106		0							
						75 106			75 106		0							
				ERDF		75 106			75 106		0							

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus					
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201105	Voirie	05VOERDF	travaux voirie ERDF															
		05VOIRDD				11 582	11 582				0							
			Travaux de voirie développement durable			11 582	11 582				0							
				CR		11 582	11 582				0							
		05VOIREV				15 209					9 666	5 543						
			Réfection pluriannuelle Voirie			15 209					9 666	5 543						
				DIVERS		15 209					9 666	5 543						
				ENEDIS		9 666					9 666							
						5 543						5 543						
		05AIRMEZ				195 848					0	161 666	956	0	33 226			
			Remplacement city stade Mézereaux			195 848					0	161 666	956	0	33 226			
				DPV		195 848					0	161 666	956	0	33 226			
						195 848					0	161 666	956	0	33 226			
		05MOBBEA			10	90 618					0	0	90 618	0				
			Cloture gs Beauregard		10	90 618					0	0	90 618	0				
				DPV	10	90 618					0	0	90 618	0				
					10	90 618					0	0	90 618	0				
		05CCALMO				262 400							78 720	131 200	52 480			
			parking CC Almont			262 400							78 720	131 200	52 480			
				DPV		262 400							78 720	131 200	52 480			
						262 400							78 720	131 200	52 480			
		05PRISAU				27 032							0	8 110	18 922			
			Marché local Prieuré Saint Sauveur			27 032							0	8 110	18 922			
				DSIL		27 032							0	8 110	18 922			
						27 032							0	8 110	18 922			
		05ROUDOT				518 950										155 685	363 265	
			Rue Jacques Oudot			518 950										155 685	363 265	
				DPV		518 950										155 685	363 265	
						518 950										155 685	363 265	
		05RMEZER				209 930		9 000	20 930	0						145 000	35 000	
			Réfection pluriannuelle Voirie			209 930		9 000	20 930	0						145 000	35 000	
				DPV		209 930		9 000	20 930	0						145 000	35 000	
						209 930		9 000	20 930	0						145 000	35 000	
		05SCHUMAN				98 000	98 000									98 000		
			Parking Schuman			98 000	98 000									98 000		
				dpv 2019		98 000	98 000									98 000		
						98 000	98 000									98 000		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP		CP consommés						CP prévus				
					OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021
201105	Voirie	05BASTIEN				240 553							0	72 166	168 387		
			<u>Réfection pluriannuelle Voirie</u>			240 553							0	72 166	168 387		
				DSIL		240 553							0	72 166	168 387		
201106					52 001	3 299 483	2 707 669	402 586	27 585	12 000	0	55 898	9 523	22 221	50 000	12 000	
	Voirie				52 001	3 299 483	2 707 669	402 586	27 585	12 000	0	55 898	9 523	22 221	50 000	12 000	
		06FIBOPT			52 001	3 299 483	2 707 669	402 586	27 585	12 000	0	55 898	9 523	22 221	50 000	12 000	
			<u>fibres optiques</u>			21 006			21 006		0						
				DPV		21 006			21 006		0						
						21 006			21 006		0						
						21 006			21 006		0						
		06INTEAU				2 974 256	2 622 069	352 186			0						
			<u>interconnexion d'eau</u>			2 974 256	2 622 069	352 186			0						
						2 974 256	2 622 069	352 186			0						
				CAMVS		275 358	275 358				0						
				CG		123 691	88 148	35 543			0						
				CR		389 415	297 215	92 200			0						
				INTERCO		2 185 791	1 961 348	224 443			0						
		06VIDEOP			52 001	304 221	85 600	50 400	6 579	12 000	0	55 898	9 523	22 221	50 000	12 000	
			<u>vidéo protection</u>		52 001	304 221	85 600	50 400	6 579	12 000	0	55 898	9 523	22 221	50 000	12 000	
					52 001	304 221	85 600	50 400	6 579	12 000	0	55 898	9 523	22 221	50 000	12 000	
				CAMVS		0					0						
				CR		0					0						
				DPV	1	151 642	28 000	36 000			0	55 898	9 523	22 221			
				FIPD	52 000	152 579	57 600	14 400	6 579	12 000	0		0	0	50 000	12 000	
201107					1 891	975 231			0	427 079	288 046		260 107	0			
	Voirie				1 891	975 231			0	427 079	288 046		260 107	0			
		07DRAGON			1 891	975 231			0	427 079	288 046		260 107	0			
			<u>Amenagement Carrefour 13eme Dragon</u>		1 891	975 231			0	427 079	288 046		260 107	0			
					1 891	975 231			0	427 079	288 046		260 107	0			
				CAMVS		0					0						
				ENEDIS	-1	49 962						49 962	0				
				ETAT		191 497		0	134 048	57 449							
				FNADT	1 892	733 772		0	293 031	230 597			210 144	0			
201108						747 500					0	120 000	239 729	0	387 771		
	PRU					747 500					0	120 000	239 729	0	387 771		
		08ETUPRU				747 500					0	120 000	239 729	0	387 771		
			<u>Etude et suivi PRU</u>			747 500					0	120 000	239 729	0	387 771		
						747 500					0	120 000	239 729	0	387 771		
				ANRU		500 000					0		180 623	0	319 378		
				CAMVS		150 000					0	120 000	30 000	0	0		
				LE MEE		97 500					0		29 107	0	68 393		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus						
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022		
201109						7 223 621	531 477	2 217 178	2 347 110	791 875	1 283 739	45 838	0	0	6 404				
	PRU					7 223 621	531 477	2 217 178	2 347 110	791 875	1 283 739	45 838	0	0	6 404				
		09AJENGA				16 574	16 574				0								
			Aménagement aire de jeux engazonnée			16 574	16 574				0								
						16 574	16 574				0								
				ANRU		16 574	16 574				0								
		09COMUDA				2 712 962	311 815	1 575 428	535 226	15 995	274 499								
			Conservatoire de musique			2 712 962	311 815	1 575 428	535 226	15 995	274 499								
						2 712 962	311 815	1 575 428	535 226	15 995	274 499								
				AMIS DE L'ORGUE		3 500				3 500	0								
				ANRU		777 747		427 160	76 088		274 499								
				CG		700 000	210 000	350 000	140 000		0								
				CR		914 694	65 138	666 617	182 939		0								
				DPV		224 721	36 676	67 795	120 249		0								
				RP		92 301	0	63 856	15 950	12 495	0								
		09ECMALM				4 478 364	196 345	632 772	1 811 885	775 880	1 009 240	45 838	0	0	6 404				
			Construction, réhabilitation Ecoles Almont			4 478 364	196 345	632 772	1 811 885	775 880	1 009 240	45 838	0	0	6 404				
						4 478 364	196 345	632 772	1 811 885	775 880	1 009 240	45 838	0	0	6 404				
				ADEME		44 060					0	44 060							
				ANRU		2 200 000	196 345		1 343 655		660 000								
				CR		1 725 704		400 237	207 165	773 161	345 141								
				DPV		493 600		232 535	261 065		0								
				RP		15 000				2 718	4 099	1 778	0	0	6 404				
		09MSPBOS				15 721	6 742	8 978			0								
			Création Terrain multisport les Bosquets			15 721	6 742	8 978			0								
						15 721	6 742	8 978			0								
				ANRU		15 721	6 742	8 978			0								
201110						26 500	16 293 937	2 049 212	2 019 142	1 855 313	1 108 725	2 629 123	1 395 450	1 087 936	146 142	2 866 783	814 343	141 026	180 743
	PRU					26 500	16 293 937	2 049 212	2 019 142	1 855 313	1 108 725	2 629 123	1 395 450	1 087 936	146 142	2 866 783	814 343	141 026	180 743
		10ASSAIN				148 625			148 625			0							
			Assainissement av. Patton			148 625			148 625			0							
						148 625			148 625			0							
				CAMVS		148 625			148 625			0							
		10AVPATT				1 018 443	527 016	415 514	75 913		0								
			Requalification av. du Général Patton et Aire de Stationnement Patton			1 018 443	527 016	415 514	75 913		0								
						1 018 443	527 016	415 514	75 913		0								
				ANRU		461 677	301 897	159 781			0								
				CAMVS		19 578		19 578			0								
				CG		427 985	191 830	236 155			0								
				DIVERS		33 290	33 290		0		0								
				ERDF		75 913			75 913		0								

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	Autorisation de programme		CP consommés					CP prévus						
					NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201110	PRU	10AVPATT	requalification av. du General															
		10AVPEGU				761 060	0		0	4 364	52 196	31 429	365 733	0	307 339			
			Dévolement et réaménagement av. Charles Péguy			761 060	0		0	4 364	52 196	31 429	365 733	0	307 339			
						761 060	0		0	4 364	52 196	31 429	365 733	0	307 339			
				ANRU		250 000	0		0		37 500	31 429	106 071	0	75 000			
				CAMVS		511 060			0	4 364	14 696		259 661	0	232 339			
		10AVPOMP				1 051 126	183 422	171 168	476 969	122 282	97 286							
			Requalification av. George Pompidou			1 051 126	183 422	171 168	476 969	122 282	97 286							
						1 051 126	183 422	171 168	476 969	122 282	97 286							
				ANRU		286 400	0		189 114		97 286							
				CG		611 408	183 422	133 806	171 898	122 282	0							
				DIVERS		23 201		23 201	0		0							
				DPV		47 200		14 160	33 040		0							
				ERDF		69 240			69 240		0							
				RP		13 677			13 677		0							
		10BROSSE				55 000	1 198 334	3 060	4 640	197 315		681 309	93 571	5 077	0	213 363		
			Brosselette et création voie piétonne entre GS et PK J.			55 000	1 198 334	3 060	4 640	197 315		681 309	93 571	5 077	0	213 363		
						55 000	1 198 334	3 060	4 640	197 315		681 309	93 571	5 077	0	213 363		
				ANRU		393 422			109 100		145 467				138 855			
				CAMVS		584 447	3 060	4 640	88 214		370 377	93 571	5 077	0	19 508			
				DPV	55 000	220 465					165 465				55 000			
		10CARMON				282 597		4 959		1 610	12 000		63 284	0			100 000	100 743
			Création carrefours de liaison de Montaigu à la Plaine			282 597		4 959		1 610	12 000		63 284	0			100 000	100 743
						282 597		4 959		1 610	12 000		63 284	0			100 000	100 743
				ANRU		12 000					12 000							
				CAMVS		239 936		4 959		1 610	0		32 623	0			100 000	100 743
				DPV		30 661					0		30 661	0				
		10ECMALM				57 340				8 601	0	31 537	17 202	0				
			Démolition école maternelle Almont 1 et 2			57 340				8 601	0	31 537	17 202	0				
						57 340				8 601	0	31 537	17 202	0				
				ANRU		57 340				8 601	0	31 537	17 202	0				
		10EGSTFR				288 227		32 400			0				58 000	197 827		
			Requalification place de l'Eglise Saint François			288 227		32 400			0				58 000	197 827		
						288 227		32 400			0				58 000	197 827		
				ANRU		32 400		32 400			0							
				CAMVS		162 496					0				20 000	142 496		
				DPV		93 331					0				38 000	55 331		

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	Autorisation de programme		CP consommés					CP prévus					
					NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021
201110	PRU	10ENTMEZ				3 401 862	260 601	349 421	342 105	344 120	756 868	233 174	63 562	100 000	533 799	416 128	2 086
			<u>Aménagement global entrée Mézezeaux</u>			3 401 862	260 601	349 421	342 105	344 120	756 868	233 174	63 562	100 000	533 799	416 128	2 086
				ANRU		1 343 860	171 579		280 423		362 144	52 948	32 967	0	233 799	210 000	
				CAMVS		596 207	89 022	51 134	61 682	39 727	111 602	6 318	30 595	0	150 000	56 128	
				CR		1 461 796		298 287		304 393	283 122	173 908	0	100 000	150 000	150 000	2 086
		10HTSMEZ				40 139	40 139				0						
			<u>Aménagement Place des Hauts Mezezeaux</u>			40 139	40 139				0						
				ANRU		40 139	40 139				0						
		10MOEGIC				1 060 318	389 904	202 700	251 344	216 370	0						
			<u>Requalification rue Montaigu et place de l'Eglise Immaculée Conception et Prolongt rue de Montaigu</u>			1 060 318	389 904	202 700	251 344	216 370	0						
				ANRU		1 060 318	389 904	202 700	251 344	216 370	0						
				CAMVS		448 950	235 058		213 892		0						
						611 368	154 846	202 700	37 452	216 370	0						
		10PKLESP				26 388	13 183	13 205			0						
			<u>Aménagement parking du gymnase Lespiat</u>			26 388	13 183	13 205			0						
				ANRU		26 388	13 183	13 205			0						
				CAMVS		17 054	3 848	13 205			0						
						9 334	9 334				0						
		10PLBPAS				231 380		17 491	45 167	79 138	56 720	32 865					
			<u>Requalification place Blaise Pascal Lorient</u>			231 380		17 491	45 167	79 138	56 720	32 865					
				ANRU		231 380		17 491	45 167	79 138	56 720	32 865					
				CAMVS		109 550		16 433	43 038		17 215	32 865					
						121 830		1 058	2 130	79 138	39 505						
		10RESTEX				980 432	45 225	3 396	174 922	171 666	450 562	57 323	77 337	0			
			<u>Accompagnement résidentialisation Saint Exupery</u>			980 432	45 225	3 396	174 922	171 666	450 562	57 323	77 337	0			
				ANRU		980 432	45 225	3 396	174 922	171 666	450 562	57 323	77 337	0			
				CAMVS		288 387	45 225		71 068	71 068	0	23 689	77 337	0			
				DPV		432 414		3 396	103 855	28 476	263 055	33 633					
						259 630				72 123	187 507						
		10RSSNOM				649 577	197 380	158 504	262 470	31 224	0						
			<u>Transfert rue sans nom et Accompagnement résidentialisation Couperin</u>			649 577	197 380	158 504	262 470	31 224	0						
				ANRU		649 577	197 380	158 504	262 470	31 224	0						
				CAMVS		306 216	170 125		136 091		0						
						343 361	27 255	158 504	126 379	31 224	0						

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	Autorisation de programme		CP consommés					CP prévus						
					NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201110	PRU	10RSSNOM	transfert rue sans nom et															
		10VDLUNE				219 272	143 263	76 009			0							
			Création voie demi lune			219 272	143 263	76 009			0							
				ANRU		219 272	143 263	76 009			0							
		10VNFLUM				963 044	246 019	421 111	27 701	111 290	156 923							
			voie nouvelle terres			963 044	246 019	421 111	27 701	111 290	156 923							
				ANRU		302 468	46 403	169 966	0		86 099							
				CAMVS		660 575	199 616	251 145	27 701	111 290	70 823							
		10JARDIN				-28 500	3 485 850		1 406	14 113	365 260	819 467	487 364	46 142	1 631 573	120 525		
			restructuration maillage			-28 500	3 485 850		1 406	14 113	365 260	819 467	487 364	46 142	1 631 573	120 525		
			viaire cité jardin (ex voie			-28 500	3 485 850		1 406	14 113	365 260	819 467	487 364	46 142	1 631 573	120 525		
			douce rue Gaston Tunc)			-28 500	3 485 850		1 406	14 113	365 260	819 467	487 364	46 142	1 631 573	120 525		
				ANRU			2 284 225				342 634	717 899	179 475	0	923 692	120 525		
				CAMVS			1 201 625		1 406	14 113	22 626	101 568	307 889	46 142	707 881			
				ENEDIS		-28 500	0											
		10LATOUR				108 410				3 948	0	96 085	8 377	0				
			Requalification rue du Colonel Picot			108 410				3 948	0	96 085	8 377	0				
						108 410				3 948	0	96 085	8 377	0				
				ANRU		26 321				3 948	0	14 477	7 896	0				
				CAMVS		82 089					0	81 608	480	0				
		10DIVERS				321 513					0		0	0	122 710	79 863	38 940	80 000
			diverses opé			321 513					0		0	0	122 710	79 863	38 940	80 000
						321 513					0		0	0	122 710	79 863	38 940	80 000
				CAMVS		321 513					0		0	0	122 710	79 863	38 940	80 000
201112						14 721 750	10 000		0				0	134 000	494 015	2 068 445	4 764 740	4 633 830
	Urbanisme					14 721 750	10 000		0				0	134 000	494 015	2 068 445	4 764 740	4 633 830
		12ECOQ				14 721 750	10 000		0				0	134 000	494 015	2 068 445	4 764 740	4 633 830
			Plaine de Montaigu et Eco			10 000	10 000		0							0	0	0
			quartier			10 000	10 000		0									
				ADEME		10 000	10 000		0									
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			0										0	0	0
						0										0	0	0
				LOTICIS		0										0	0	0
		12CRECHE				2 245 750									31 515	632 545	790 120	791 570
			Plaine de Montaigu et Eco			2 245 750									31 515	632 545	790 120	791 570
			quartier			2 245 750									31 515	632 545	790 120	791 570
				CAF		670 000										223 000	223 000	224 000
				LOTICIS		630 300									31 515	94 545	252 120	252 120
				REGION		945 450										315 000	315 000	315 450

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus						
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022		
201112	Urbanisme	12CRECHE	Plaine de Montaigu et Eco																
			12RD605			468 000										23 400	70 200	234 000	
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			468 000										23 400	70 200	234 000	
						468 000										23 400	70 200	234 000	
				LOTICIS		468 000										23 400	70 200	234 000	
			12BVDURB				100 000											20 000	80 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			100 000												20 000	80 000
						100 000												20 000	80 000
				LOTICIS		100 000												20 000	80 000
			12RDPOINT				884 000							0	134 000	200 000	200 000	200 000	150 000
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			884 000								0	134 000	200 000	200 000	200 000	150 000
						884 000								0	134 000	200 000	200 000	200 000	150 000
				LOTICIS		884 000								0	134 000	200 000	200 000	200 000	150 000
			12GYM				3 014 000											84 420	453 260
			Plaine de Montaigu et Eco quartier			3 014 000												84 420	453 260
						3 014 000												84 420	453 260
					CNDS	1 125 600													200 000
					LOTICIS	1 688 400												84 420	253 260
					REGION	200 000													
			12ECOLELE				8 000 000									262 500	1 212 500	3 600 000	2 925 000
	Plaine de Montaigu et Eco quartier			8 000 000										262 500	1 212 500	3 600 000	2 925 000		
				8 000 000										262 500	1 212 500	3 600 000	2 925 000		
			LOTICIS	5 250 000										262 500	787 500	2 100 000	2 100 000		
			REGION	2 750 000										425 000	1 500 000	825 000			
201113					189 925	356 056	0	6 965	56 165	27 305	38 888	7 745	0	68 540	150 447				
	Urbanisme				189 925	356 056	0	6 965	56 165	27 305	38 888	7 745	0	68 540	150 447				
					189 925	356 056	0	6 965	56 165	27 305	38 888	7 745	0	68 540	150 447				
	13ETCHIU				71 415				56 165	15 250	0								
			CHMJ et IUFM		71 415				56 165	15 250	0								
					71 415				56 165	15 250	0								
			CAMVS		15 250				0	15 250	0								
			CH		40 915				40 915	0	0								
			SODEARIF		15 250				15 250	0	0								
	13ETPRAS				214 925	214 925							0	64 478	150 447				
			Place Praslin		214 925	214 925							0	64 478	150 447				
					214 925	214 925							0	64 478	150 447				
			DSIL		214 925	214 925							0	64 478	150 447				
	13ETUPLU				6 965	0	6 965	0			0								
			PLU		6 965	0	6 965	0			0								
					6 965	0	6 965	0			0								
			ADEME		6 965	0	6 965	0			0								

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP		CP consommés						CP prévus						
					OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022	
201113	Urbanisme	13ZPPAUP				50 943			0	12 055	38 888								
			ZPPAUP/AVAP			50 943			0	12 055	38 888								
						50 943			0	12 055	38 888								
				CR		14 555				12 055	2 500								
				DRAC		36 388			0		36 388								
		13COMMER				0	11 808				0	7 745	0	4 063					
			Subvention équipement commerçants			0	11 808				0	7 745	0	4 063					
						0	11 808				0	7 745	0	4 063					
				FISAC		0	11 808				0	7 745	0	4 063					
		13ETGIMEL				-25 000	0									0			
			Etude Globale Melun			-25 000	0									0			
						-25 000	0									0			
				CAMVS		-25 000	0									0			
201114						-90	273 883	86 300			0	1 505	12 536	8 963	72 372	92 207			
		Cadre de vie				-90	273 883	86 300			0	1 505	12 536	8 963	72 372	92 207			
						-90	273 883	86 300			0	1 505	12 536	8 963	72 372	92 207			
		14AGEN21				57 805	56 300				0	1 505							
			agenda 21			57 805	56 300				0	1 505							
						57 805	56 300				0	1 505							
				AGENCE EAU		1 505						1 505							
				CR		56 300	56 300				0								
		14CARMES				30 000	30 000				0								
			Aménagement du Jardin des Carmes tranche 1			30 000	30 000				0								
						30 000	30 000				0								
				DPV		30 000	30 000				0								
		14LUCING				-90	19 863				0			8 963	10 900				
			Parc Faucigny Lucinge			-90	19 863				0			8 963	10 900				
						-90	19 863				0			8 963	10 900				
				CG		0					0								
				CR		10 900					0				10 900				
				DSIL		-90	8 963							8 963	0				
		14AGVELO				166 215					0		12 536	0	61 472	92 207			
			plan vélo			166 215					0		12 536	0	61 472	92 207			
						166 215					0		12 536	0	61 472	92 207			
				CID		98 333									39 333	59 000			
				CR		67 882					0		12 536	0	22 138	33 208			
201115						-70 653	1 164 236	68 077	82 422	286 067	15 400	145 190	47 738	113 934	11 939	141 553	211 164	40 753	0
		Logistique				-70 653	1 164 236	68 077	82 422	286 067	15 400	145 190	47 738	113 934	11 939	141 553	211 164	40 753	0
						-70 653	1 164 236	68 077	82 422	286 067	15 400	145 190	47 738	113 934	11 939	141 553	211 164	40 753	0
		15AUDMED				-28 000	117 393	42 474	32 344	33 296	5 000	4 279				0			
			audiovisuel cap numérique			-28 000	117 393	42 474	32 344	33 296	5 000	4 279				0			
						-28 000	117 393	42 474	32 344	33 296	5 000	4 279			0				
				CG		-3 500	30 289	12 750	8 917	4 343		4 279			0				

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	Autorisation de programme		CP consommés					CP prévus						
					NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201115	Logistique	15AUDMET	audiovisuel cap numérique	CR	-7 000	13 917		8 917		5 000	0				0			
				DRAC		0						0						
				ETAT	-17 500	73 187	29 724	14 510	28 953		0				0			
		15BNUMEL				67 949	0	10 000	12 708		10 316	12 425	0	0	22 500			
			NUMEL (Bibliothèque numérique)			67 949	0	10 000	12 708		10 316	12 425	0	0	22 500			
				DRAC		67 949	0	10 000	12 708		10 316	12 425	0	0	22 500			
		15INFMED				-38 950	263 593	12 098	11 050		1 278	0		0	198 414	40 753	0	
			audiovisuel informatique médiathèque			-35 960	91 482	12 098	11 050		0	0		0	57 404	10 930	0	
						-35 960	91 482	12 098	11 050		0	0		0	57 404	10 930	0	
				CG		-34 765	11 050		11 050		0	0		0	0	0	0	
				CR		-1 195	80 432	12 098			0	0			57 404	10 930		
			Matériel informatique Médiathèque			-2 990	172 111			1 278	0				141 010	29 823		
						-2 990	172 111			1 278	0				141 010	29 823		
				DRAC		-2 990	172 111			1 278	0				141 010	29 823		
		15MATPOL				778	22 790	0	11 000	500	867	110		2 146	0	8 167		
			matériel police			778	22 790	0	11 000	500	867	110		2 146	0	8 167		
						778	22 790	0	11 000	500	867	110		2 146	0	8 167		
				CR		167	8 167									8 167		
				ETAT		611	1 706						1 706	0				
				FIPD			12 917	0	11 000	500	867	110		440				
		15MATSCO					100 595			60 800			0		11 939	27 857		
			informatique et matériel scolaire				100 595			60 800			0		11 939	27 857		
							100 595			60 800			0		11 939	27 857		
				DPV			60 800			60 800			0					
				DSIL			39 795							0	11 939	27 857		
		15NUCINE					167 645		0	167 645			0					
			Projecteurs numériques Cinéma les Variétés				167 645		0	167 645			0					
							167 645		0	167 645			0					
				CNC			167 645		0	167 645			0					
		15OEUART				3 250	105 920	13 505	18 028	11 118	8 255	43 607	7 758	400	0	3 250		
			Acquisition, restauration d'œuvres d'art				3 700					0	3 700					
							3 700					0	3 700					
				AMIS DU MUSEE			3 700					0	3 700					
			Œuvres art acquisition et restauration			3 250	102 220	13 505	18 028	11 118	8 255	43 607	4 058	400	0	3 250		
						3 250	102 220	13 505	18 028	11 118	8 255	43 607	4 058	400	0	3 250		
				AUTRES			33 452	4 000		1 206		25 000	3 246					
				CG		750	15 812	805	7 528	812	935	3 770	812	400	0	750		

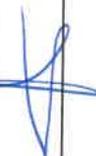
RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP		CP consommés						CP prévus					
					OU REAJUST AP 2019	TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022
201115	Logistique	15OEUART	Œuvres art acquisition et	CR		14 037												
				DRAC	2 500	34 120	8 700	4 000	0	9 100	7 320	10 037					2 500	
				RP		4 800												
		15OUTEVT				23 011					13 011	10 000						
			mat outillage voirie - propreté -espace vert			23 011					13 011	10 000						
				AGENCE EAU		16 400					6 400	10 000						
				CR		6 611					6 611							
		15INFCLA				53 600					33 600	20 000	0					
			classes mobiles			53 600					33 600	20 000	0					
				DPV		33 600					33 600							
				RP		20 000					0	20 000	0					
		15BORNE				18 000					18 000							
			BORNE INTERACTIVE			18 000					18 000							
				CAF		18 000					18 000							
		15PACULT				6 448	78 653				7 600	17 555	9 674	0	31 074	12 750		
			PACTE CULTUREL			6 448	78 653				7 600	17 555	9 674	0	31 074	12 750		
				CG		8 964					0		0	0	8 964			
				DEPT		-53	4 732								4 732			
				DRAC		6 501	64 957				7 600	17 555	9 674	0	17 378	12 750		
		15INONCU				14 667					14 667							
			Inondation matériel culturel			14 667					14 667							
				CG		0					0							
				CR		0					0							
				DRAC		14 667					14 667							
		15SECURI				-14 179	105 419				0	56 714	0	48 705				
			Sécurisation des écoles			-14 179	105 419				0	56 714	0	48 705				
				CID		48 705					0	56 714	0	48 705				
				FIPD		-14 179	56 714				0	56 714	0					
		15MATPST				25 000						25 000	0					
			matériel police			25 000						25 000	0					
				FIPD		25 000						25 000	0					
						25 000						25 000	0					

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019
Recettes d'investissement en Euros

code pgme	POLITIQUE	code opération	OPERATION	PARTENAIRES	NOUVELLES AP OU REAJUST AP 2019		CP consommés						CP prévus						
					TOTAL AP 2019	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	REPORTS 2019	2019	2020	2021	2022		
201717						16 406 832												617 046	
	PRU					16 406 832												617 046	
		17NPRU				16 406 832												617 046	
			17NPRU			16 406 832												617 046	
				ANRU		8 713 416												486 510	
				CAMVS		4 543 416												130 536	
				CR		3 150 000													
201416						100 416			8 000		20 400	63 616	8 400	0					
	Politique de la ville					100 416			8 000		20 400	63 616	8 400	0					
		16AMSPORT				24 416					0	24 416							
			AMENAGEMENT VERTE ET SPORTIF NOVATEUR			24 416					0	24 416							
				DPV		24 416					0	24 416							
		16BARBEC				8 000			8 000		0								
			INSTALLATION BARBECUE			8 000			8 000		0								
				DPV		8 000			8 000		0								
		16INSERT				12 000					3 600		8 400	0					
			AMENAGEMENT SQUARE			12 000					3 600		8 400	0					
				DPV		12 000					3 600		8 400	0					
		16SQUARE				56 000					16 800	39 200	0	0					
			AMENAGEMENT SQUARE			56 000					16 800	39 200	0	0					
				DPV		56 000					16 800	39 200	0	0					
						56 000					16 800	39 200	0	0					
Total général						1 801 069	81 512 638	7 340 462	7 133 433	5 971 142	2 930 878	4 943 626	2 726 297	4 560 126	1 189 061	6 999 434	4 627 136	6 605 418	6 569 118

NOM Prénom	SIGNATURE	REPRESENTE(E) PAR	SIGNATURE
VOGEL Louis			
MILLET Gérard			
GRANGE Marie-Hélène			
MEBAREK Kadir			
ASTRUC-GAVALDA Patricia			
BOURSIN Noël		N. VOGEL	L. V
WOJEK Renée			
MOYON Romaric			
TIXIER Brigitte			
RODRIGUEZ Jean-Pierre			
DURAND Ségolène			
LEMOND Anthony			
LUCIANI Xavier		Nou RAVIER	
COULLEAU Jean-Claude			
CHABANE Josette			
PILLET Gérard			
RAVIER Marie-Rose			
FERREIRA DE CARVALHO Amélia			
MELLIER Henri			

NOM Prénom	SIGNATURE	REPRESENTANTE(E) PAR	SIGNATURE
RAKOTOMANANA Andrianasolo			
LANGMANN Jocelyne			
STENTELAIRE Catherine		N. NELLIER	
SALAH Mourad		N. RODRIGUEZ	
HADBI Mohammed		M. TIXIER	
MOKEDDEM Mohamed		N. NEBAREK	
MAROSZ Chrystelle			
VERNIN Valérie			
DUVERNE Alexandra		Mme WOJZEK	
CLAUDE Christian		N. GOULLEAU	
MILBINE Jennifer			
BOURQUARD Claude			
BRISSON Thierry			
THIAW Baytir			
KALFON François			
MONVILLE DE CECCO Bénédicte			
SMAALI-PAILLE Djamilia			
ATIGUI Farida			
GUYARD Thomas			
GAIGNARD Marine			